Conseil régional

Rapport pour le conseil régional
SEPTEMBRE 2017

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

SCHÉMA RÉGIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION (SRESRI)

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....6
Annexes sur le SRESRI....7
PROJET DE DÉLIBÉRATION....134
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION....135
SRESRI....136

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI)

La Région Île-de-France, comparable aux plus grands clusters mondiaux en termes de puissance scientifique et économique (Boston, Londres, etc.), connaît des mutations majeures qui transforment en profondeur le monde de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation : compétition scientifique à l'échelle mondiale, disruptions issues de nouvelles pédagogies et/ou de nouvelles pratiques digitales, diversification des attentes en matière de formation ou de recherche, augmentation de la démographie étudiante, montée en puissance de nouveaux secteurs et de nouveaux métiers, évolutions accélérées et obsolescence rapide des compétences.

La recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation se sont ainsi enrichis depuis deux décennies d'une nouvelle dimension : la stimulation de la compétitivité économique du pays et, partant, la création de richesses et d'emplois. De finalités en soi, l'enseignement supérieur et la recherche sont aussi devenus un des paramètres essentiels de l'équation économique. Deuxième région d'Europe et 5ème région mondiale en termes de dépenses de R&D, l'Île-de-France a le potentiel pour trouver toute sa place dans une économie de la connaissance mondialisée en tirant le meilleur de ces évolutions dont elle est elle-même un acteur majeur grâce à ses forces de recherche et d'innovation à l'œuvre.

Dans ce contexte, l'élaboration du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) pour la période 2017-2021 est une opportunité à saisir pour valoriser tout ce potentiel et contribuer à faire de l'Île-de-France la première région mondiale en matière de puissance scientifique, technologique, et d'attractivité. C'est aussi l'occasion d'enclencher une concertation régulière avec les acteurs du territoire pour renouveler le positionnement et l'action de la Région Île-de-France.

Dans cette perspective, une large concertation a été menée auprès des acteurs et partenaires du territoire pour co-construire des axes stratégiques et des modalités d'action qui répondent à leurs attentes et qui contribuent au développement et au rayonnement de l'Ile-de-France. Cette concertation a été un très grand succès : 630 contributions en ligne par des enseignants-chercheurs et chercheurs, des étudiants, des chefs d'entreprise, des membres d'associations, etc., 70 contributions libres de «grands institutionnels » (Présidents d'universités, Présidents de COMUEs, Recteurs, Directeurs d'organismes de recherche, Directeurs d'écoles, etc.), 3 ateliers de réflexion associant des personnalités diverses de haut niveau, 5 rencontres avec les Présidents ou Vice-Présidents des Conseils départementaux et avec la Maire adjointe de la Ville de Paris, 2 visites de terrain dans les Universités Paris-Est et Paris-Seine pour échanger directement avec les chercheurs et les étudiants.

Grâce à cette implication exceptionnelle des divers acteurs publics et privés franciliens, la stratégie régionale de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation soumise aujourd'hui à l'approbation du Conseil Régional s'est construite sur trois axes qui suscitent une large adhésion :

- S'orienter, se former, s'insérer tout au long de la vie ;
- Faire de l'Ile-de-France la première région scientifique et technologique du monde ;
- Soutenir des universités et des campus de rang mondial.

En matière d'orientation, d'insertion et de formation tout au long de la vie, la Région entend encourager et accompagner les nombreuses transformations en cours qui concernent chaque niveau de formation, et singulièrement l'entrée dans les formations supérieures. Elle créera un portail régional de l'orientation aux meilleurs standards qui tiendra compte de ces évolutions, elle soutiendra les initiatives permettant la poursuite d'étude pour les publics qui en ont besoin ainsi que les formations supérieures courtes visant l'insertion professionnelle, elle s'engagera auprès des universités et des écoles pour développer leur offre de formation continue, elle stimulera la révolution numérique dans l'enseignement supérieur en soutenant les projets et les services qui utiliseront le numérique dans l'amélioration de la pédagogie ou de la vie étudiante.

Le deuxième axe de travail du SRESRI tient à la responsabilité de notre collectivité en matière de développement économique auquel l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation doivent apporter une valeur ajoutée spécifique. L'instauration d'un continuum entre établissements d'enseignement supérieur et de recherche (universités, écoles, organismes), structures de transfert ou d'innovation (Pôle de compétitivité, SATT, IRT, ITE, instituts Carnot, incubateurs, etc.) et entreprises est indispensable. La Région entend favoriser la construction et la consolidation de ces liens pour faciliter la transformation des découvertes fondamentales en applications technologiques par différentes actions phares : soutien à la recherche fondamentale, au transfert technologique et aux équipements scientifiques (programmes DIM et SESAME), stimulation des relations entre universités, écoles et ETI-PME, cartographie des compétences en recherche, etc.

Enfin, l'économie de la connaissance a une dimension spatiale évidente qui pousse les autorités territoriales dans le monde entier à vouloir réunir dans des espaces entièrement repensés les meilleurs laboratoires, les meilleures formations, les centres de recherche et les centres de décisions des entreprises, les usines les plus modernes, etc. La constitution de « clusters » adossés à des universités et des campus de rang mondial est ainsi l'une des manières de concilier aménagement du territoire et inscription de ceux-ci dans une compétition internationale. Dans le cadre du Programme d'Investissements d'avenir, la Région s'est engagé auprès des différents sites franciliens avec succès, comme en témoigne la récente labellisation « I-SITE » des projets de l'Université Paris Est et de l'Université Paris Seine. Avec Paris Saclay, l'Ile-de-France dispose d'un des tout premiers clusters mondiaux en matière de recherche et d'innovation, dont la réussite, stratégique pour le territoire, doit constituer un exemple et un moteur pour la Région et pour la France toute entière. Pour accélérer son développement ainsi que celui de tous les clusters franciliens, la Région doit promouvoir la visibilité et l'attractivité de ses universités et encourager le développement de véritables campus selon un modèle entièrement nouveau, au standard des meilleures pratiques mondiales : design de service, co-construction des aménagements immobiliers, des équipements et infrastructures, des lieux de vie, des transports, etc. qui doivent ainsi former des espaces d'un nouveau type où il sera possible de bénéficier d'une très haute qualité de vie.

Le schéma qui vous est proposé aujourd'hui constitue un cadre de référence qui trace les grandes orientations stratégiques à suivre pour les années à venir. Il s'articule avec les stratégies nationales de l'enseignement supérieur et de la recherche et les autres schémas structurant les politiques publiques régionales (notamment la stratégie #leader croissance, emploi, innovation, le plan industrie, le schéma régional des formations sanitaires et sociales, du logement, de la culture,

etc.).

Il a fait l'objet d'une présentation à la Conférence territoriale de l'action publique et a recueilli l'avis favorable du Conseil économique, social et environnemental d'Ile-de-France.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Annexes sur le SRESRI

Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2017-2022

ANNEXES

îledeFrance

SOMMAIRE

1) Liste des sigles utilisés

2) Processus d'élaboration du SRESRI

3) Analyse des contributions "Grand Public"

4) Contribution du Conseil Départemental du Val-d'Oise

5) Contribution du Département de Seine-et-Marne

6) Contribution du Département du Val-de-Marne

7) Contribution de l'Agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart

8) Contribution de l'Agglomération Val d'Europe

9) Contribution de l'Agglomération Paris Vallée de la Marne

10) Contribution de l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune

11) Synthèses des ateliers de co-construction

12) Cartographie des COMUEs franciliennes

13) Cartographie de l'Enseignement Supérieur en Ile-de-France

14) Schéma des projets coordonnés par un établissement de la Région dans le cadre du PIA

15) Note rapide de l'IAU n°733, Recherche et Innovation : l'Ile-de-France en quête de reconnaissance mondiale, décembre 2016

16) Cartographie des lieux d'innovation en Ile-de-France

17) Cartographie des résidences étudiantes en Ile-de-France

18) Cartographie des opérations régionales en faveur du logement étudiant et du logement pour les jeunes (2011-2016)

ANNEXE 1 : LISTE DES SIGLES UTILISÉS

CCI : Chambre de commerce et d'industrie

CFA : Centre de Formation d'Apprentis

COMUE : Communauté d'universités et établissements

CPER : Contrat de Plan Etat-Région

CPU : Conférence des présidents d'université

CPGE : Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles

CROUS : Centre régional des œuvres universitaires et scolaires

CSTI : Culture Scientifique, Technique et Industrielle

DIM : Domaine d'Intérêt Majeur

DAEU : Diplôme d'accès aux études universitaires

ESR(I) : Enseignement Supérieur, Recherche (et Innovation)

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire

FTLV : Formation Tout au Long de la Vie

IDEX : Initiatives d'excellence

IHU : Instituts Hospitalo-Universitaires

IRT : Instituts de Recherche Technologique

ISITE : Initiatives Science-Innovation-Territoire-Économie

ITE : Instituts pour la Transition Energétique

PME : Petites et Moyennes Entreprises

MENESR : Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

MESRI : Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

MOOC : Massive Online Open Courses

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

PEPITE : Pôle Etudiant pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat

PIA : Projet d'Investissement d'Avenir

PRE : Paris Region Entreprise

R&D : Recherche et Découverte

RHU : Recherche Hospitalo-Universitaire

SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies

SRDEII : Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation

SRESRI : Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

SRFSS : Schéma régional des formations sanitaires et sociales

STS : Section de technicien supérieur

TPE : Très Petites Entreprises

VAE : Validation des Acquis de l'Expérience

ANNEXE 2 : PROCESSUS D'ELABORATION DU SRESRI

L'élaboration du Schéma régional **pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation**

3 ateliers de co-construction
120 participants

- Orientation et insertion tout au long de la vie
- Continuum Recherche-Innovation
- Rayonnement et attractivité

630 contributions en ligne

- 354 Enseignants chercheurs
- 150 Étudiants
- 61 Personnels de l'ESR
- 52 Entreprises
- 8 Associations
- 5 Stagiaires de la formation continue

Sollicitations d'acteurs clés
50 réponses écrites

- Établissements ESR : 17
- Tiers : 15
- Organismes de recherche : 11
- Collectivités : 7

Du 3 mars au 2 mai

Déplacements sur le terrain

- 2 visites de sites d'avril à mai
- 5 rencontres avec les départements

Début juin

Rédaction du Schéma régional pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation (2017-2021)

Début juillet

Séance de présentation aux contributeurs

Présentation au Conseil Scientifique Régional

Vote en conseil régional
Septembre

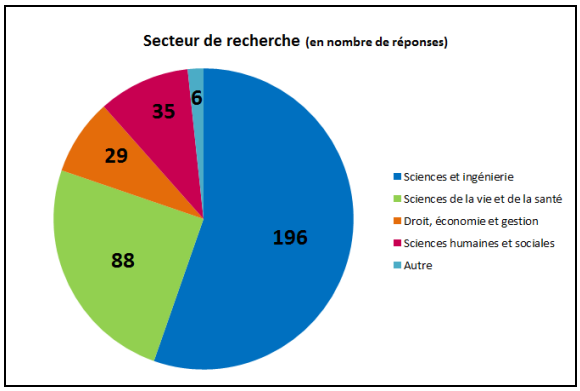
L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation sont des priorités pour la Région Île-de-France.
La Région a invité acteurs économiques, chercheurs, enseignants, étudiants… à participer à l'élaboration d'un plan stratégique qui sera soumis au vote des élus régionaux à l'automne.

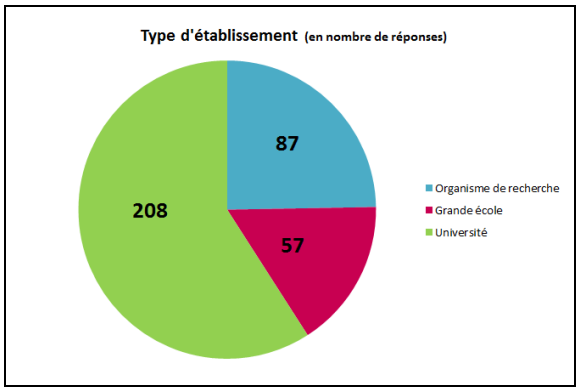
Plus d'informations sur
www.iledefrance.fr/sresri

ANNEXE 3 : ANALYSE DE LA CONTRIBUTION « GRAND PUBLIC »

1. Contribution des acteurs de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Sur 354 répondants, 100 sont des chercheur(se)s (28%), 27 des enseignant(e)s (8%) et 227 des enseignant(e)s-chercheur(se)s (64%). Ces contributeurs sont, en grande majorité, issus du monde universitaire (59%) et étudient les sciences dures (81%).



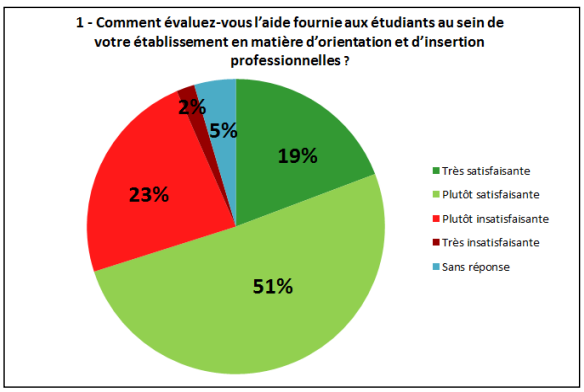


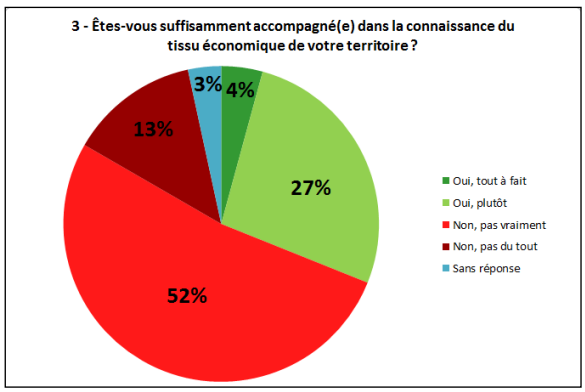
I. S'orienter, se former et s'insérer tout au long de la vie

1. S'orienter, étudier et s'insérer en Ile-de-France

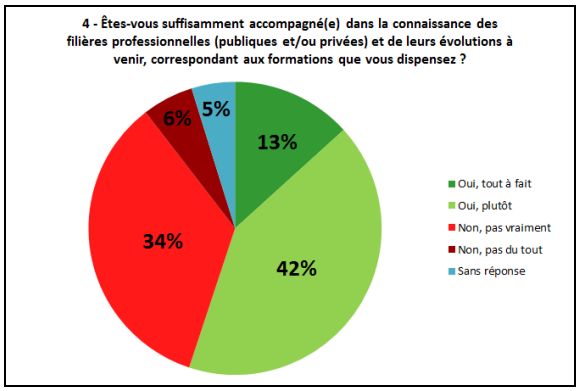
Une majorité des acteurs de l'ESR considère que les étudiants de leurs établissements bénéficient d'une **aide (plutôt, voire très) satisfaisante en matière d'orientation et d'insertion** professionnelles (70%). Toutefois, eux-mêmes **doutent de leur perception du devenir professionnel des étudiants** : 42% des répondants ne se sentent pas assez informés sur l'avenir qui s'ouvre à leurs apprenants. *« Le plus grand problème de l'orientation, c'est l'ignorance de la destination où nous mène une formation... »*[1]

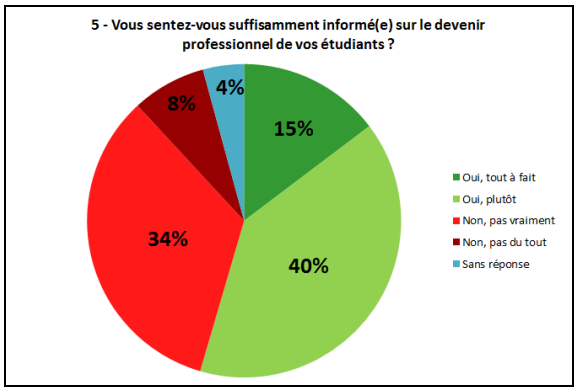
Leurs avis **divergent sur l'adaptation des offres de formation aux besoins du marché** : 40% sont convaincus qu'ils ne sont pas assez accompagnés dans la connaissance des filières professionnelles liées à leur secteur de recherche et de leurs évolutions futures. Ces appréciations dépendent probablement de leurs connaissances du tissu économique local : or, 65% de ces professionnels estiment ne pas être suffisamment guidés dans ce sens.





[1] Enseignant(e)-chercheur(se) d'une université, spécialisé(e) en Sciences et ingénierie





Parmi les idées citées comme moyens permettant de favoriser l'orientation et l'insertion professionnelles des étudiants, reviennent fréquemment :

- **Les partenariats entre acteurs académiques et socio-économiques** (idée évoquée par 14% des répondants) – par le biais de visites de terrains, d'une pédagogie par projets ou d'une adaptation des formations aux besoins industriels.

- **Les stages** d'observation et de professionnalisation (13%) – qu'il faudrait aider à trouver.

- Les parcours en **alternance/apprentissage** (13%) : il est, en effet, important de *« valoriser et soutenir la formation par apprentissage, dans les mastères, les licences, mais sans sacrifier la formation des connaissances théoriques de base pendant le cursus »*[2]

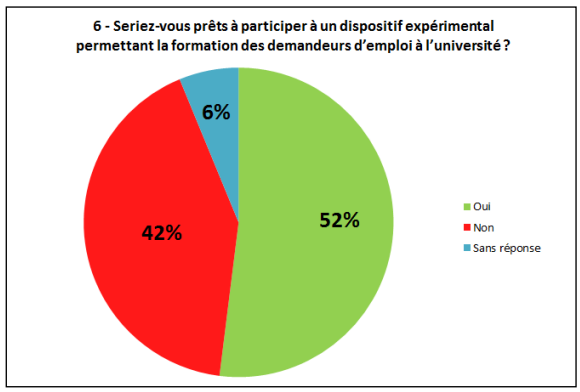
- **L'intervention de professionnels dans les formations** (9%)

- La nécessité d'une **aide à l'orientation tout au long de la formation** (7%) – via des conférences pour faire connaître et comprendre les métiers, des plans d'orientation individuels et suivis ou encore des UE de professionnalisation.

- Les **forums** (de l'orientation, des métiers, des entreprises, etc.) et les journées **portes ouvertes** (7%)

2. Se former tout au long de la vie en Ile-de-France

De nombreux chercheurs, enseignants et enseignants-chercheurs soulignent les **bienfaits des formations permettant l'adaptation des individus aux évolutions du monde du travail** : *« Il faut casser les distinctions entre formation initiale et formation continue pour construire des parcours de formation tout au long de la vie. »*[3]



Aussi, 52% des acteurs de l'ESR seraient **prêts à s'investir dans un dispositif de formation des demandeurs d'emploi à l'université**. Ils suggèrent alors majoritairement :

- D'**adapter les formations diplômantes au monde de l'entreprise**, en jouant sur la durée (formations courtes), sur les pratiques (formations en ligne) et sur les compétences enseignées (expression orale, rhétorique et logique ; outils informatiques ; éthique numérique ; données et archives ; langues étrangères ; vie dans un contexte professionnel)

[2] Chercheur(se) dans un organisme de recherche, spécialisé(e) en sciences et ingénierie
[3] Enseignant(e) d'une université, spécialisé(e) en sciences et ingénierie

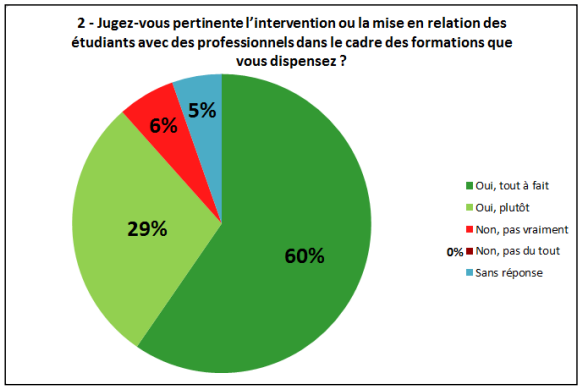
- D'**adapter les formations aux besoins du marché du travail**, en partant *« des emplois en tension sur le marché régional pour bâtir ces programmes »* [4]

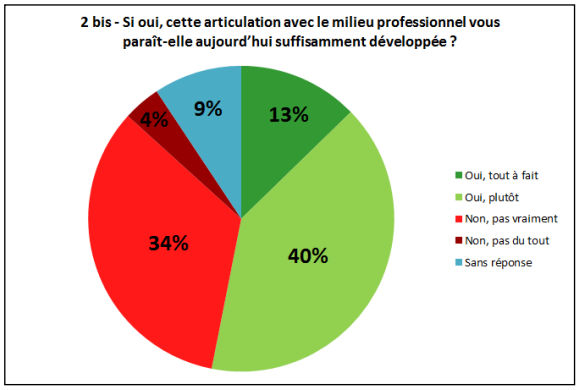
- De **soutenir les filières universitaires professionnelles** (dont celles en apprentissage) : *« soutenir le financement de formations [universitaires] courtes (…) et de reconversion type Licence Professionnelle »* [5]

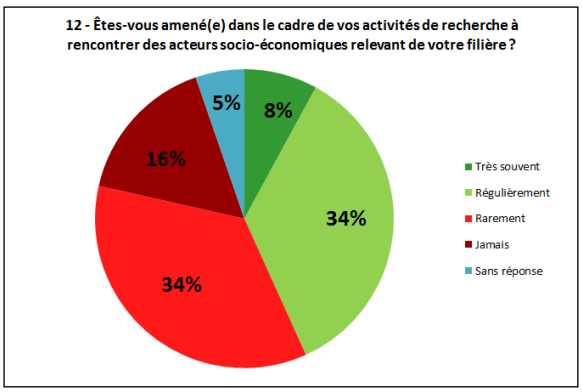
II. Faire de l'Ile-de-France la première région scientifique et technologique du monde

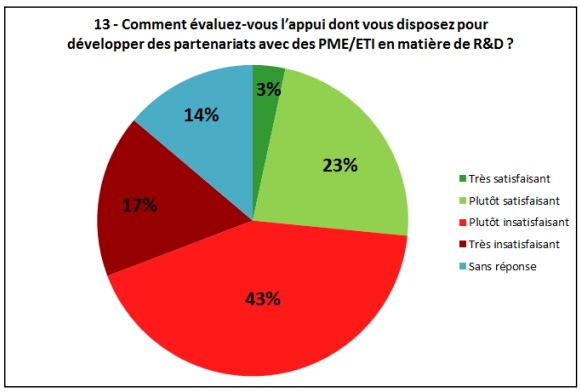
1. Assurer les liens entre les réseaux de recherche, les réseaux économiques et les forces territoriales en présence

Si une majorité des acteurs de l'ESR (89%) juge pertinente qu'une relation s'établisse entre les étudiants et les professionnels dans le cadre de leurs formations, leur avis sur l'articulation des formations avec le milieu professionnel paraît plus nuancé : seulement 53% des répondants considèrent qu'elle est suffisamment développée. Nombreux sont, d'ailleurs, les répondants qui estiment **ne pas suffisamment rencontrer d'acteurs socioéconomiques** dans le cadre de leurs activités de recherche (50%) et/ou qui dénoncent le **manque d'appui dans le développement de partenariats R&D** (60%)









[4] Enseignant(e)-Chercheur(se) d'une université, spécialisé(e) en Droit, Gestion et Economie

[5] Enseignant(e)-Chercheur(se) d'une université, spécialisé(e) en sciences et ingénierie

Selon les interrogés, ce sont essentiellement le **manque d'informations adaptées**, le **manque de temps** et l'**impossible identification des interlocuteurs** qui freinent leur accès aux entreprises franciliennes. Ainsi, pour rapprocher ces deux mondes, les acteurs académiques proposent en majorité :

- L'organisation plus systématique de **rencontres « physiques »** entre les deux types d'acteurs, sous des formes diverses : colloques, tables rondes, réunions, forums, journées thématiques, etc. (Idée proposée par 14% des répondants). *« Créer du lien réel ! Le tout numérique tue les relations et complexifie les échanges. »*[6]

- Une **mise en réseau** passant par une meilleure **communication** sur les partenaires éventuels et instaurant un **climat de confiance** (18%). Sont alors envisagés des annuaires spécialisés et validés par la Région, indiquant les compétences des uns et les besoins des autres.

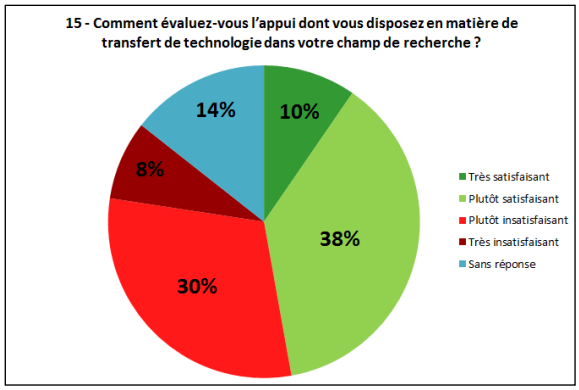
Néanmoins, certains protagonistes déplorent une intervention institutionnelle dans la mise en place de tels réseaux, en insistant sur le fait que les liens existent déjà, que le problème tient surtout au manque d'initiatives des acteurs socioéconomiques et que de tels partenariats forcés finirait par *« affaiblir la recherche publique sans stimuler l'innovation »*[7].

2. Connaitre et faire connaitre les compétences technologiques et non technologiques du territoire

Comme remarqué précédemment, 65% des professionels de l'enseignement et de la recherche ne se pensent **pas suffisamment aidés dans leur connaissance du tissu économique local**. Ce chiffre peut être mis en lien avec la **demande croissante de mise en réseau** : pour beaucoup, *« il est donc nécessaire de créer des ponts entre ces deux mondes qui ont tout à gagner à travailler ensemble et qui pourtant s'ignorent. »*[8] Aussi, la Région pourrait jouer un **rôle de coordinateur** et mieux informer sur le potentiel scientifique et technologique du territoire.

3. Valoriser les résultats de la recherche, développer l'auto-entrepreneuriat et amener à plus de création de start-up

Afin de valoriser la recherche, les acteurs de l'ESR insistent pour une **meilleure reconnaissance du doctorat :** *« Le doctorat est sous-évalué en France. Un docteur devrait pouvoir être embauché pour ses capacités à se saisir d'une problématique, son regard neuf, sa capacité à travailler en équipe, sa rigueur, il a été formé comme ça et pour ça! »*[9] Il serait ainsi nécessaire de revaloriser le statut de doctorant et de docteur auprès des entreprises, car ce sont des atouts majeurs en vue d'un réel continuum recherche-maturation-transfert-PME-industrie.



Les répondants ont également pu évaluer les dispositifs régionaux existants en matière de recherche, tels que les DIM, SESAME, etc. Selon eux, des **améliorations** sont à prévoir concernant :

- **Les priorités scientifiques et les modalités de sélection** : 21% des répondants dénoncent un conflit d'intérêt entre jurys et candidats, ainsi qu'un manque de transparence dans la sélection et/ou d'adaptation aux réels besoins de la recherche francilienne.

[6] Enseignant(e)-Chercheur(se) d'une université, spécialisé(e) en sciences et ingénierie
[7] Chercheur(se) dans un organisme de recherche, spécialisé(e) en sciences de la vie et de la santé
[8] Enseignant(e)-Chercheur(se) dans une université, spécialisé(e) en sciences de la vie et de la santé
[9] Enseignant(e)-chercheur(se) d'une université, spécialisé(e) en sciences et ingénierie

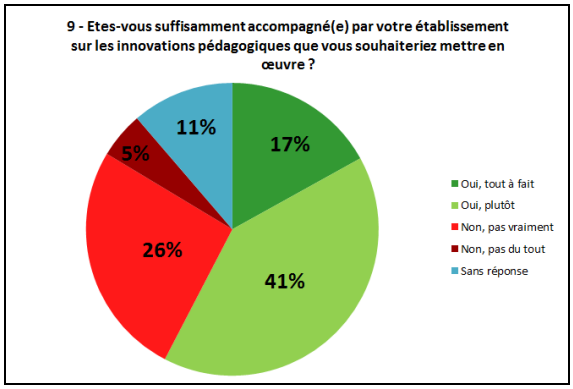
- **Les démarches administratives** (14%) : il serait nécessaire de *« rendre tous les processus de candidature moins lourds, plus dynamiques »*[10]

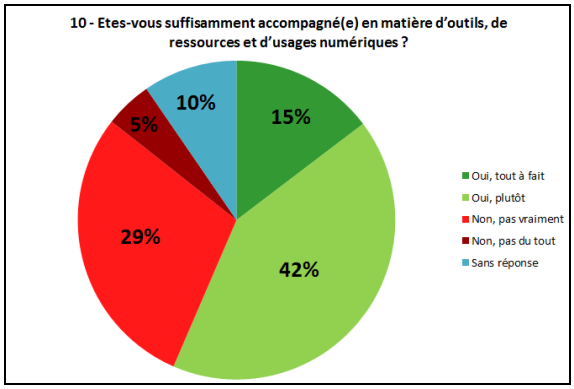
- **Les moyens financiers dévolus à la recherche** (14%) : demande est faite d'y consacrer des budgets plus réguliers (pour éviter la perte de temps dans le montage de dossiers de demande de subvention et faire avancer la recherche dans une perspective de long terme).

III. Vers des universités et des campus de rang mondial

1. Vivre sur des campus aux meilleurs standards

L'**accompagnement des établissements vers l'innovation pédagogique est souligné positivement** par la plupart des enseignant(e)s, des chercheur(se)s et des enseignant(e)s-chercheur(se)s (58%). De même, 57% **approuvent l'aide perçue en matière d'outils, de ressources et d'usages numériques**. Les détracteurs réclament surtout plus de **moyens financiers** et/ou un meilleur **support en ingénierie pédagogique ou numérique**.





Afin de renforcer l'innovation pédagogique et/ou l'usage d'outils numériques dans les formations, tous préconisent particulièrement :

- **Le développement d'une pédagogie « active »** (idée évoquée par 13% des répondants) : classes inversées, QCM, boîtiers de vote, learning by doing, pédagogie par projets, etc.

- **L'utilisation de MOOCs et d'outils de formation en ligne** (9%)

- **De plus nombreuses formations à la pédagogie innovante** (8%)

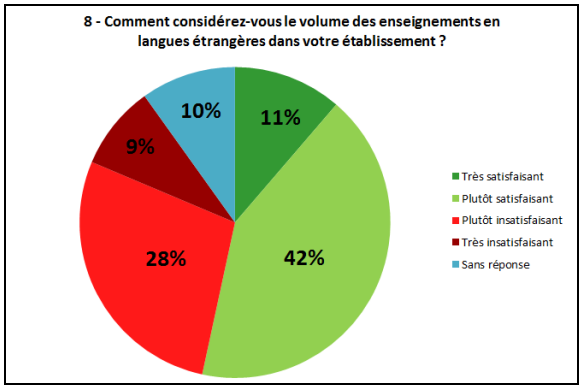
Toutefois, ils sont aussi nombreux à critiquer le système actuel, en rappelant le **manque de personnels, de temps ou de moyens** pourtant nécessaires *« pour que les idées deviennent réalité »*[11] (11%). *« L'innovation pédagogique ne peut se développer que si elle est correctement évaluée et reconnue. »*[12] Aussi, 8% des répondants appellent à une **meilleure reconnaissance du travail des enseignants** en la matière : *« les enseignants les plus actifs dans l'innovation pédagogique, ont clairement fait deuil de leur évolution de carrière par absence de reconnaissance de leur implication »*[13]

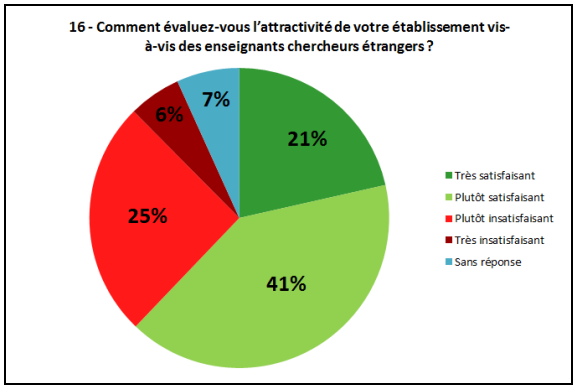
[10] Enseignant(e)-chercheur(se) d'une grande école, spécialisé(e) en sciences et ingénierie
[11] Chercheur(se) dans un organisme de recherche, spécialisé(e) en sciences et ingénierie
[12] Enseignant(e)-Chercheur(se) d'une université, spécialisé(e) en sciences et ingénierie
[13] Enseignant(e)-Chercheur(se) d'une université, spécialisé(e) en sciences de la vie et de la santé

2. Favoriser l'attractivité à l'international de l'écosystème « ESRI » francilien

Les **lieux d'innovations communs**, tels que les Labex ou les IDEX, sont cités comme des outils permettant la mise en lien des acteurs académiques et économiques : il s'agit là d'outils qui, une fois développés et généralisés, pourraient améliorer la réputation et la compétitivité des campus franciliens.

Il semblerait que les établissements d'ESR dans lesquels travaillent les répondants soient, selon eux, relativement **bien positionnés dans l'espace international**. La plupart considère qu'ils sont à la fois suffisamment dotés en enseignements de langues étrangères (53%) et plutôt attractifs vis-à-vis des chercheurs étrangers (62%).

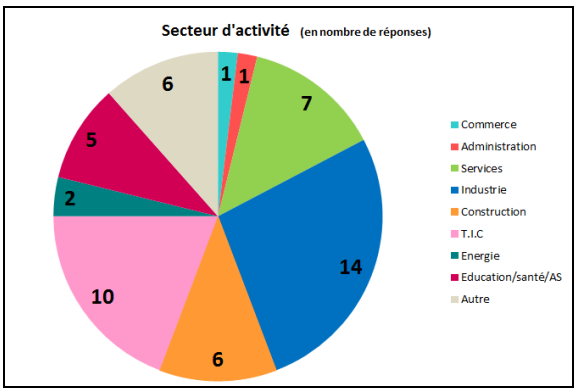


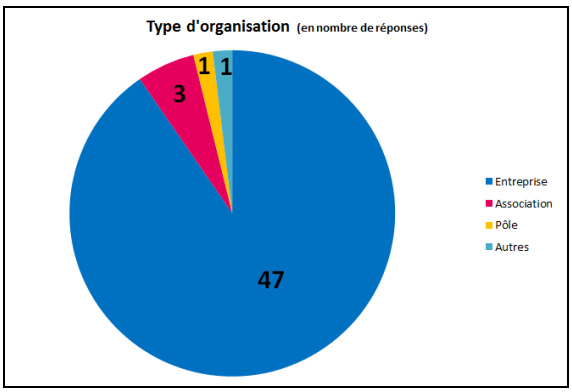


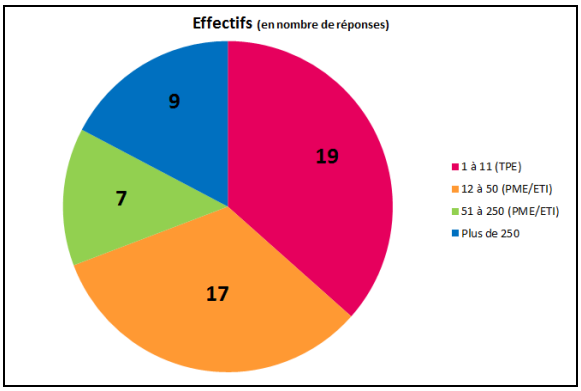
Pour ces acteurs, la Région doit jouer en faveur d'une meilleure reconnaissance de l'ESRI francilien à l'étranger, notamment en valorisant la **mobilité** (entrante et sortante) de tous les étudiants, doctorants et chercheurs, en développant plus de **chaires internationales** ou en organisant des **manifestations d'envergure internationale**.

2. Contributions des acteurs économiques

52 acteurs économiques franciliens ont répondu au questionnaire. Pour la plupart, il s'agit de présidents ou de directeurs généraux d'entreprises (90%). Le secteur d'activité et la taille des organisations sont des variables plutôt bien distribuées.

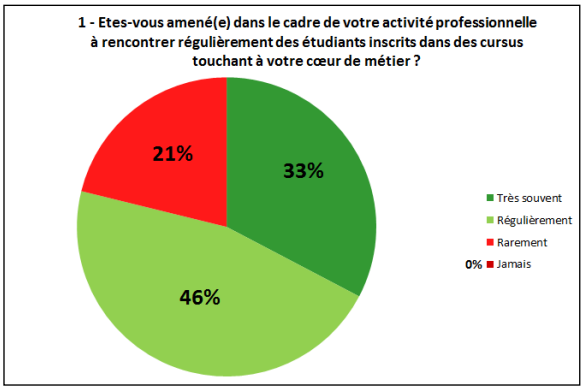






I. S'orienter, se former et s'insérer tout au long de la vie

1. S'orienter, étudier et s'insérer en Ile-de-France

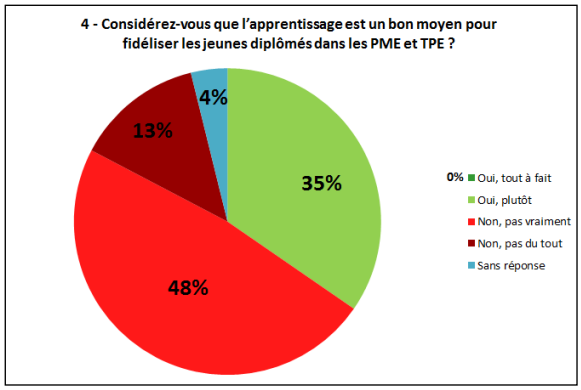


79% des acteurs économiques franciliens sont amenés à **rencontrer régulièrement, voire très souvent, des étudiants** inscrits dans des cursus touchant à leur cœur de métier.

Toutefois, ils identifient majoritairement un **déficit d'offre de formation post-bac** en matière d'expertise **informatique** (connaissances telles que la programmation ou les mathématiques appliquées citées par 30% des répondants) et **technique** (25% parlent de métallurgie, de sécurité ou encore de maintenance).

Dans une perspective de meilleur devenir professionnel, certaines compétences devraient également être mieux enseignées au sein des formations supérieures : l'**autonomie** (16%), le **travail par projet** (16%), les **langues étrangères** (15%) et la capacité à **travailler en équipe** (15%). D'où certaines critiques faites aux parcours en apprentissage, notamment sur le *« manque de maturité et de recul »*[14] de certains apprentis.

Malgré tout, plusieurs acteurs économiques (issus de TPE, de PME ou d'ETI) **valorisent l'apprentissage et les contrats de professionnalisation** qui sont « pertinents » s'ils sont « bien encadrés ». Certaines petites entreprises en viennent, tout de même, à regretter le **manque de soutien financier** accordé à l'apprentissage : *« Depuis la disparition de ces accompagnements, l'apprenti coûte le double d'un stagiaire. Et comme il n'est présent dans l'entreprise qu'à mi-temps, ceci correspondrait sur un temps plein à un SMIC. Dans ce cas, autant avoir un salarié, qui au moins sera présent tout le temps... »* [15]



Il existe manifestement **une problématique autour de la fidélisation des jeunes diplômés dans les TPE et PME**. En effet, seulement 35% des répondants considèrent que l'apprentissage est un « plutôt bon » moyen de les fidéliser. De cette façon, est rappelé le fait que les jeunes diplômés ne restent pas dans les entreprises après leur apprentissage…

[14] Président d'une TPE industrielle

[15] Président-Fondateur d'une TPE industrielle

Si la plupart des répondants n'a pas de plans de restructuration en préparation, certains nous donnent toutefois des idées en vue de **mieux associer** les universités et les écoles à leurs activités :

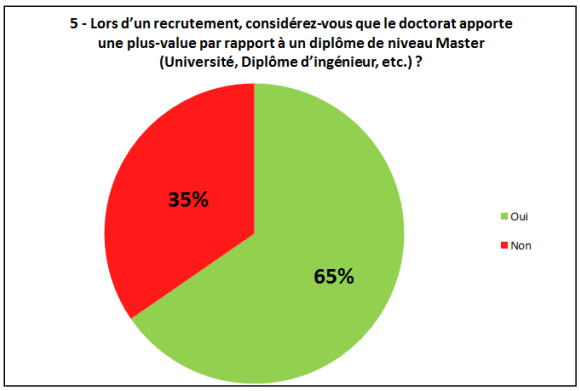
- **La participation des professionnels aux formations** (évoquée par 13% des répondants) : *« Les enseignants doivent être les meilleurs professionnels »*[16]

- **La mise en place de contrat de partenariat donnant/donnant** (17%) : plus que du mécénat, sont préconisés des accords avec des universités ou des écoles en vue de donner du travail concret aux étudiants (pédagogie par projets).

Afin de favoriser une politique de stages dans leur organisation, les acteurs économiques interrogés prêchent le plus fréquemment pour :

- **Un lien accru avec les étudiants et les établissements du supérieur** (18%), sous forme d'interventions ou de tutorat dans les formations, d'aide aux junior-entreprises ou encore de « speed-meeting ».

- **Plus de stages professionnalisants de longue durée** – pouvant plus aisément déboucher sur un recrutement (16%) : *« Un ingénieur ne devient efficace qu'après un an de présence, alors un stage d'un mois ne sert à rien. »*[17]



Pour une large majorité des sondés, le **doctorat** représente une réelle **plus-value** lors d'un recrutement, par rapport à un diplôme de niveau Master (Université, Diplôme d'ingénieur, etc.) – même si quelques-uns regrettent qu'en France, ce diplôme *« ne prépare pas convenablement les jeunes doctorants au monde de l'entreprise »*[18]. Néanmoins, un docteur apporte plusieurs atouts majeurs à une entreprise :

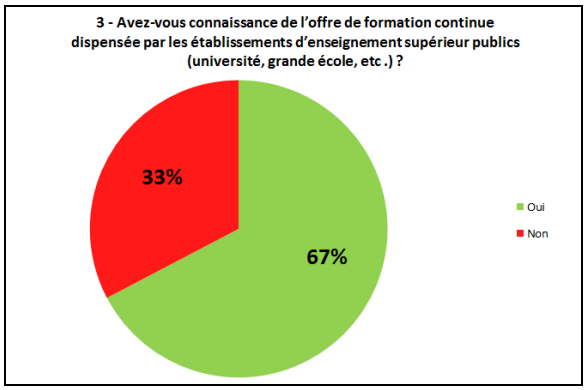
- **Son expertise technique et scientifique**, via sa spécialisation dans un domaine pointu (pour 27% des répondants)

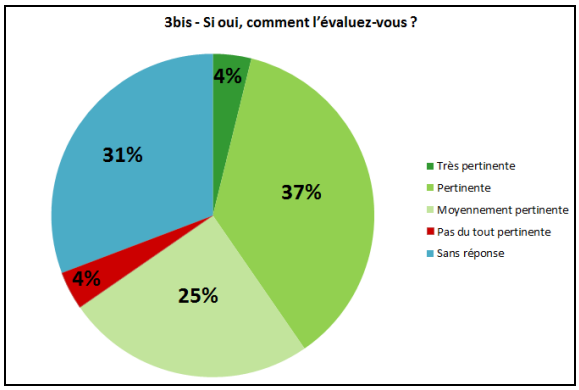
- **Ses capacités de réflexion et d'analyse** (24%) : est soulignée la *« meilleure capacité à mener à bien des projets longs et complexes, malgré les fortes incertitudes et les nombreuses difficultés. »*[19]

- **Son autonomie et sa maturité** (17%) : un doctorant est synonyme de *« créativité »*[7], de *« persévérance »*[20] et de *« force de proposition »*[21].

[16] Président d'une TPE dans les services
[17] Responsable RH d'une entreprise industrielle de 12 à 50 salariés
[18] Président d'une TPE scientifique
[19] Directeur Général d'une TPE dans le BTP
[20] Directeur Général d'une TPE industrielle
[21] Directeur R&D d'une entreprise industrielle de 51 à 250 salariés

2. Se former tout au long de la vie en Ile-de-France





67% des acteurs économiques du territoire estiment **connaître l'offre de formation continue** proposée par les établissements publics d'ESR. Offre qu'ils perçoivent, d'ailleurs, majoritairement comme **pertinente** (66%). Pour renforcer cette pertinence et l'attractivité des formations professionnelles continues offertes par les établissements d'enseignement supérieur publics, sont fréquemment exprimées les besoins suivants :

- L'**adaptation des formations au monde de l'entreprise** (citée par 20% des répondants). Il parait nécessaire que les cursus correspondent mieux aux publics visés : formations courtes, à distance, en lien direct avec les professionnels du secteur.

- L'**information sur l'offre existante de FPC** (13%), notamment auprès des réseaux d'entreprises.

II. Faire de l'Ile-de-France la première région scientifique et technologique du monde

1. Assurer les liens entre les réseaux de recherche, les réseaux économiques et les forces territoriales en présence

Selon nos répondants, trois principales raisons **freinent** la mise en réseaux des acteurs économiques et des chercheurs franciliens : l'**impossible identification des interlocuteurs** (27%), le **manque d'informations** (19%) et le **manque de temps** (19%).

Aussi, les acteurs sondés proposent majoritairement de **rapprocher** ces deux mondes par :

- **L'ouverture des laboratoires et des universités aux entreprises** (13%) : certains préconisent *« d'inciter les laboratoires qui reçoivent des dotations régionales à collaborer avec des entreprises »*[22]

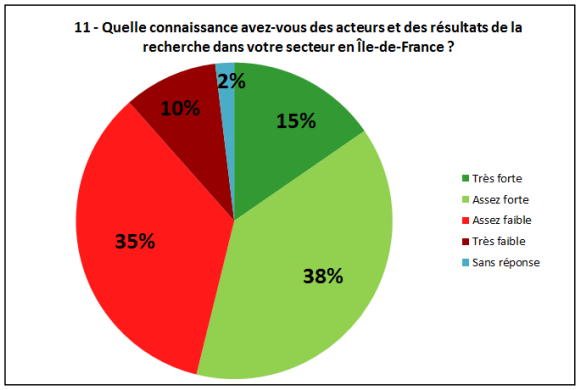
- **Le maintien des pôles de compétitivité et des SATT** (13%)

- **Une mise en réseau réelle et l'incitation aux partenariats le plus en amont possible** (13%) : cela allant des forums thématiques au renforcement du *« corps des ingénieurs d'étude et de recherche (IE IR) qui ont pour mission le soutien à la recherche et qui peuvent participer au transfert vers le monde économique. »*[23]

[22] Président-Fondateur d'une TPE industrielle
[23] Directeur Recherche et Plateformes du GIP Génopole

- **Le développement de centres d'incubation**, de *« plates-formes technologiques ouvertes avec un fort soutien en investissement pour avoir des équipements accessibles aux entreprises »* [24] (13%)

2. Connaitre et faire connaitre les compétences technologiques et non technologiques du territoire



Si la mise en réseau semble compliquée, 53% des acteurs économiques du territoire estiment tout de même avoir **une (assez ou très) forte connaissance des acteurs et des résultats de la recherche**.

La plupart sont principalement informés des opportunités de la recherche publique par la voix des **pôles de compétitivité** (25%) ou par **contacts directs** (25%).

3. Valoriser les résultats de la recherche, développer l'auto-entrepreneuriat et amener à plus de création de start-up

Dans le but de **mettre en contact** acteurs socio-économiques et étudiants, et/ou de favoriser l'**entrepreneuriat** étudiant, les répondants proposent :

- **Un remaniement des formations initiales** (16%). Sont remis en cause : la multiplicité des licences, la formalité des cursus, ainsi que le manque de préparation à la culture d'entreprise et au contexte professionnel.

- **Des partenariats de long terme avec les universités** (14%), prévalant la création de réseaux durables sur l'exemple des écoles d'ingénieurs ou de commerce.

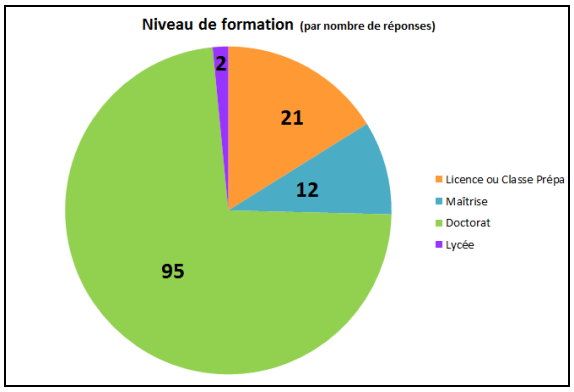
- **Des lieux d'innovations communs** (12%) : il est ainsi préconiser de *« créer des écosystèmes »*[25] en développant les labs d'entreprises, les lieux de rencontres « innovants », les incubateurs et les FabLabs. Ces espaces favorisent, à la fois, l'entrepreneuriat étudiant et *« la collaboration de projets.»*[26]

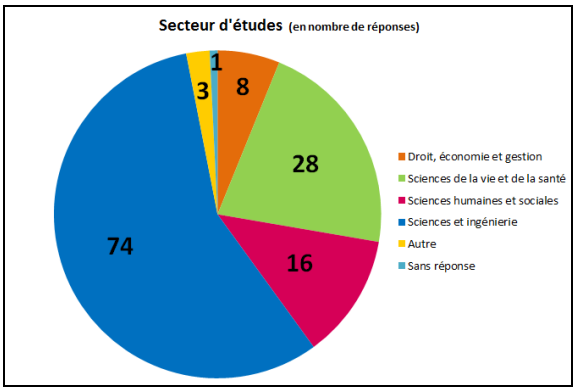
- **Des rencontres régulières** – avec les PME comme avec les grands groupes - permettant les **échanges croisés** (10%). A ce titre, il faudrait *« permettre aux enseignants d'être proactifs sur l'organisation de rencontre startup / étudiant »*[27]

[24] Directeur Recherche et Plateformes du GIP Génopole
[25] PDG d'une entreprise industrielle de 12 à 50 salariés
[26] Président d'une entreprise de 12 à 50 salariés spécialisée dans le domaine de la santé
[27] CEO d'une TPE scientifique

3. Contribution des étudiants

Parmi les 130 étudiants ayant répondu à notre questionnaire, 93 sont à l'université (72%) et 37 en écoles (28%). Il s'agit majoritairement d'étudiants français (93%) : seulement 1 étudiant européen et 8 internationaux hors-UE ont répondu à nos questions. Les non-apprentis sont également plus présents que les apprentis (125 contre 5). De même, niveau de formation et secteur d'études sont inégalement distribuées. Aussi, la surreprésentation des non-apprentis, des doctorants et des scientifiques peut représenter un biais pour le traitement des données recueillies.



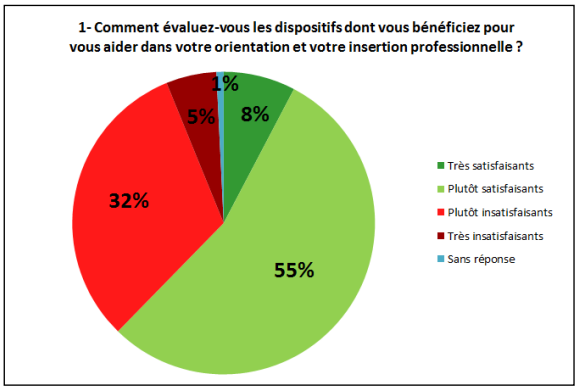


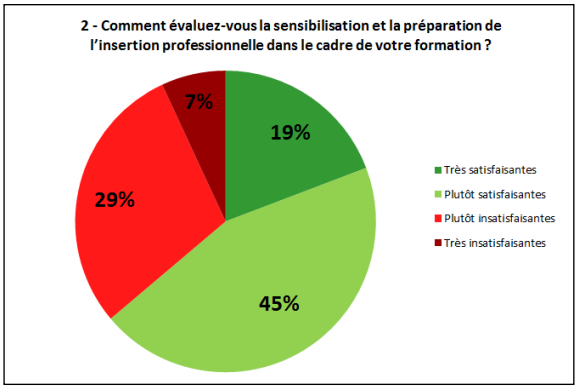
I. S'orienter, se former et s'insérer tout au long de la vie

La problématique de l'orientation et de l'insertion professionnelles est une question préoccupante pour une majorité des étudiants : 22% considèrent leur devenir professionnel comme l'une de leurs trois plus importantes problématiques actuelles.

1. S'orienter, étudier et s'insérer en Ile-de-France

En grande majorité, les étudiants qualifient de satisfaisants les dispositifs qu'ils ont à leur disposition en matière d'orientation et insertion professionnelles. Ils sont d'ailleurs, pour la plupart, satisfaits de l'aide à l'insertion professionnelle distilée dans leur formation.



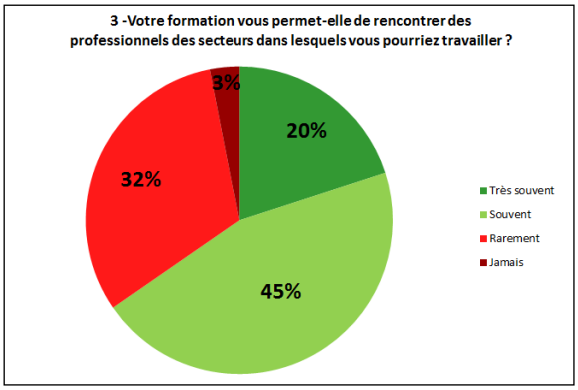


Toutefois, quelques-uns reviennent sur le manque de suivi personnalisé à ce sujet : *« il faudrait totalement retravailler* [les] *UEs d'orientation/insertion professionnelle au niveau national, revaloriser le métier de conseillère d'orientation et leur donner les moyens d'organiser de vraies journées d'orientation. »*[28]

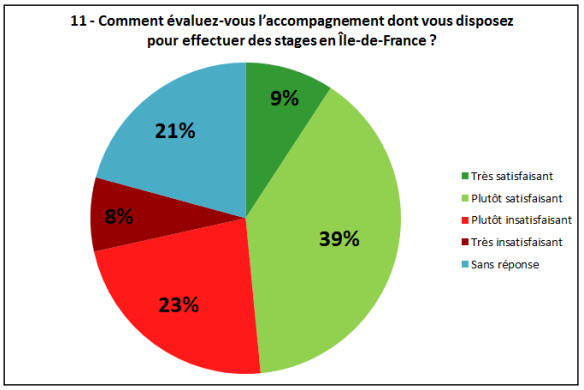
[28] Etudiant(e) en maîtrise de sciences de la vie et de la santé, dans une université

Dès lors, en vue d'améliorer leur orientation, leur insertion et/ou leur projet entrepreneurial, les étudiants proposent plusieurs pistes d'améliorations :

- De plus nombreuses **rencontres entre professionnels et étudiants** (pour 19% des répondants), notamment des *« conférences au sein de l'université par des représentants des différents corps de métier »*[29] ou des forums *« pour favoriser les discussions »*[30] et *« commencer à se faire un réseau »*[31]. Pourtant, il semblerait que 65% des répondants estudiantins considèrent rencontrer souvent, voire très souvent, des professionnels des secteurs dans lesquels ils pourraient travailler…



- La possibilité accrue de faire **des stages** (10%) – que ce soit *« en formation initiale et en filières générales »*[32], *« durant les années de thèses »*[33] ou pendant une année de césure. Pour certains, l'idée serait même de rendre obligatoire les stages à tous les niveaux *« pour découvrir divers entreprises, laboratoires, organismes publics... de la théorie, de la pratique. Pour comprendre comment le système économique fonctionne, ce qu'il se passe. »*[34] Cependant, dans ce cadre, il conviendrait de mieux accompagner les 33% d'étudiants qui considèrent insatisfaisant le travail de la Région en matière de stages.



- Le développement **des réseaux d'anciens élèves** (9%) qui permettent d'échanger plus facilement sur l'insertion professionnelle des uns des autres.

2. Se former tout au long de la vie en Ile-de-France

Peu d'étudiants ont évoqué la FTLV dans leurs réponses, mais certains font des retours sur l'adaptation des formations aux besoins du marché – une caractéristique importante pour tout type de formation : *« Les établissements d'enseignement supérieur devraient faire « valider » les formations qu'ils dispensent auprès d'entreprises. Ces formations devraient répondre à un besoin réel et s'adapter aux changements du marché. »*[35]

[29] Etudiant(e) en licence universitaire de droit, économie et/ou gestion
[30] Doctorant(e) en sciences et ingénierie, étudiant dans une université
[31] Etudiant(e) en licence universitaire de sciences et ingénierie
[32] Etudiant(e) en licence universitaire de sciences humaines et sociales
[33] Doctorant(e) en droit, économie et/ou gestion, étudiant dans une université
[34] Doctorant(e) en sciences et ingénierie, étudiant dans une école
[35] Doctorant(e) en sciences et ingénierie, étudiant dans une université

II. Faire de l'Ile-de-France la première région scientifique et technologique du monde

1. Assurer les liens entre les réseaux de recherche, les réseaux économiques et les forces territoriales en présence

Selon les étudiants, l'éloignement entre milieu académique et milieu économique relève principalement de deux défauts :

- **Une mauvaise reconnaissance du doctorat** : *« les entreprises françaises (et le grand public) ont encore une idée trop floue des compétences des docteurs : il pourrait être bénéfique de faire de la sensibilisation auprès des recruteurs sur ce sujet »*[36]

- **Le fait que les formations doctorales ne soient pas assez prédisposées à la recherche privée**, pourtant *« première source d'emploi dans la recherche, mais mal représentée au cours de la formation doctorale. »*[37]

2. Connaitre et faire connaitre les compétences technologiques et non technologiques du territoire

Aucune question n'a été spécifiquement posée à ce sujet, et le thème n'est pas venu instinctivement à l'esprit des étudiants ayant répondu.

3. Valoriser les résultats de la recherche, développer l'auto-entrepreneuriat et amener à plus de création de start-up

A la question *« Si vous aviez un projet de création d'activité, de quoi auriez-vous le plus besoin ? »*, les étudiants nous répondent principalement qu'ils auraient besoin de **capitaux financiers** (pour 31% des répondants), d'un **accompagnement personnalisé** (24%) ou d'accéder à des **réseaux**, à une **communauté** (20%).

III. Vers des universités et des campus de rang mondial

Plusieurs thématiques liées au sujet des campus et de leur internationalisation sont ressorties comme étant des problématiques tenant à cœur aux étudiants : **le logement** (23%), **les transports** (20%) et **la mobilité internationale** (13%).

1. Vivre sur des campus aux meilleurs standards

Diverses questions ont été posées aux étudiants quant à l'usage du numérique et aux innovations pédagogiques dans leurs formations. Une très large majorité des répondants considère **essentiel l'usage d'outils numériques** dans le cadre de leur formation (93%) et sont **satisfaits de la place accordée à ces outils** pendant leurs cours (78%).

De même, 83% des étudiants sondés estiment que les méthodes pédagogiques adoptées par les enseignants leur conviennent. Cependant, quand on leur demande de détailler cette impression, des regrets et des améliorations sont formulés par ces mêmes étudiants :

[36] Doctorant(e) en sciences et ingénierie, étudiant dans une école

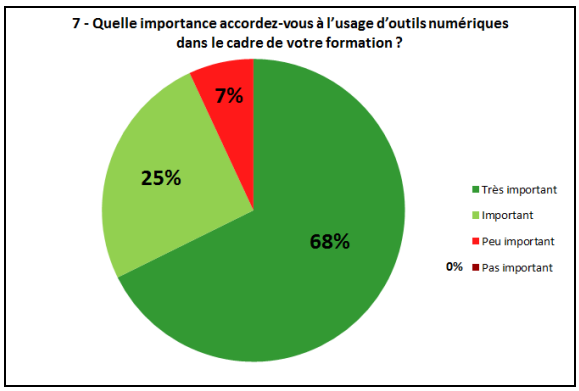
[37] Doctorant(e) en sciences et ingénierie, étudiant dans une université

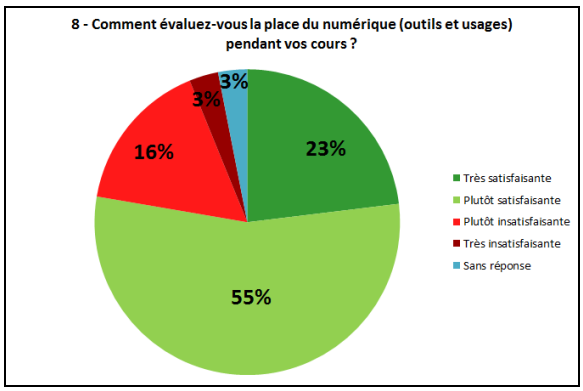
- Une **mise en ligne** plus systématique des cours (13%), passant notamment par le développement des MOOCs et/ou d' *« annuaire accessible par* [toutes] *personnes travaillant dans* [un même] *domaine »*[38].

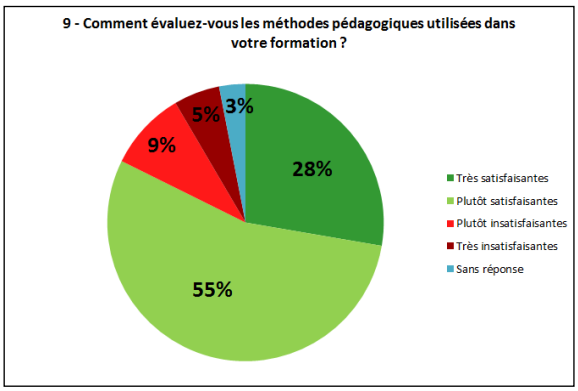
- Une raréfaction des cours magistraux, au profit des **travaux pratiques** (18%) : *« Les aspects théoriques sont souvent abstraits et mériteraient d'être plus souvent confrontés à la réalité du terrain, vécus plutôt qu'enseignés de manière descendante. »*[39]

- La diffusion des **innovations pédagogiques** amenant plus d'**interactivité** (13%) : classes inversées, sondage QRcode, animation sociale, etc.

- La **formation « digitale »** du corps professoral, tendant vers un changement profond des mentalités (13%). Sont ici soulignés le manque de mise à jour de certains cours (*« parfois ils parlent encore en francs, et de systèmes informatiques qui n'existent plus que dans des musées »*[40]) et l'inhabilité numérique de certains enseignants (illustrée par le fameux *« je ne sais pas comment mettre les cours en ligne »*)







Plusieurs requêtes ont été adressées à la Région, en vue d'améliorer la vie étudiante sur son territoire :

- Il est massivement demander d'accroître le nombre de **logements étudiants** en Ile-de-France : *« Trop d'étudiants échouent en raison du temps perdu dans les transports, de la fatigue ou de l'obligation d'avoir un emploi pour financer leur logement ! »*[41] Plus singulièrement, quelques étudiants confient leurs désirs d'accéder plus facilement aux collocations, ainsi qu'à des logements pour doctorants situés hors des résidences étudiantes.

[38] Doctorant(e) en droit, économie et/ou gestion, étudiant dans une université
[39] Doctorant(e) en sciences de la vie et de la santé, étudiant dans une université
[40] Doctorant(e) en sciences et ingénierie, étudiant dans une école
[41] Doctorant(e) en sciences humaines et sociales, étudiant dans une école

- A propos des **transports**, deux souhaits sont exprimés :

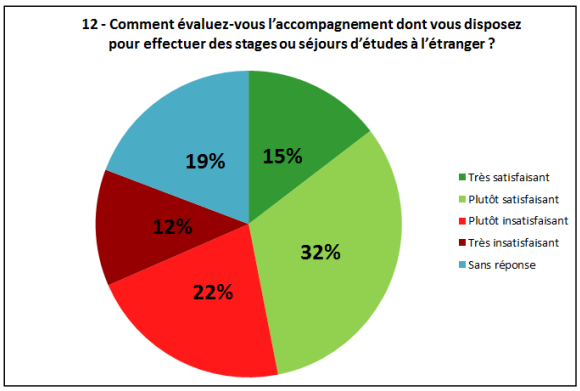
  - L'amélioration de l'offre de transports en commun, sous plusieurs plans : développer les systèmes « Vélib » et « Autolib » en dehors de Paris, allonger les horaires de service ou encore s'assurer de la bonne déserte de tous les établissements d'ESR francilien (Saclay).

  - L'évolution de la politique tarifaire des transports en commun : plusieurs revendications se superposent sur le sujet, allant de la simple réduction des coûts de transport à la gratuité pour les étudiants, en passant par une offre adaptée aux doctorants de plus de 26 ans.

- Pour créer une véritable **vie de campus**, les étudiants réclament la création de lieux de vie communs et d'animations (sportives ou culturelles) sur les campus : selon les répondants, l'Ile-de-France manque d'une *« **identité de campus** »*[42] – identité qui pourrait naître grâce à des évènements rassembleurs ou des infrastructures de qualité.

2. Favoriser l'attractivité à l'international de l'écosystème « ESRI » francilien

L'avis des étudiants sur l'accompagnement dont il dispose en matière de stages ou de séjours d'étude à l'international est plutôt mitigé : si 47% semblent satisfaits, 34% restent perplexes…



En outre, ils ont plusieurs idées de services ou d'équipements qui fonctionneraient pour renforcer significativement l'attractivité de leur campus :

- **La construction d'une identité de campus** qui valoriserait l'image internationale de ce campus (22%) : le campus comme *« lieu de vie pour les étudiants étrangers »*[43]

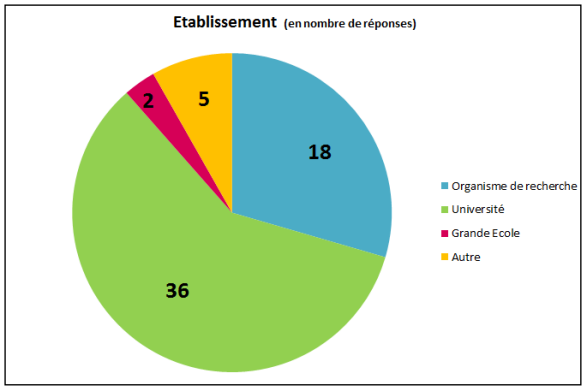
- **Un marketing territorial de la part de la Région** (22%) : il serait intéressant de conclure des partenariats avec des régions universitaires étrangères, de mieux communiquer sur les innovations franciliennes et de promouvoir la diversité et la qualité des formations proposées.

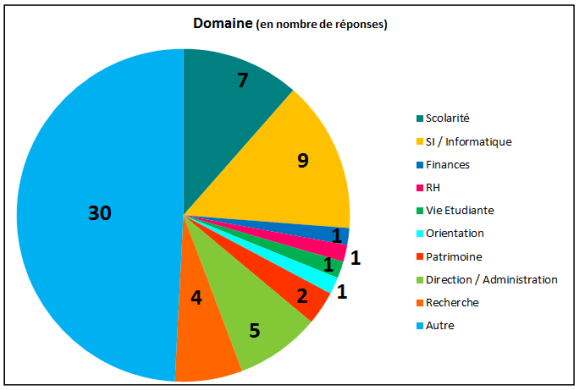
- **Une communication accrue sur les possibilités de mobilité entrante et sortante** (11%) : les dispositifs régionaux en la matière pourraient bénéficier d'une meilleure visibilité.

[42] Doctorant(e) en sciences et ingénierie, étudiant dans une université
[43] Doctorant(e) en sciences et ingénierie, étudiant dans une école

4. Contribution des personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

61 personnes, aux profils variés, ont répondu au questionnaire adressé aux personnels de l'ESR. Même si beaucoup sont issus du milieu universitaire, leurs secteurs d'activité sont, eux, très diversifiés.

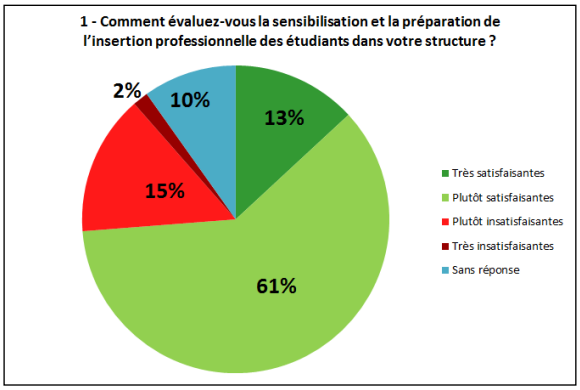


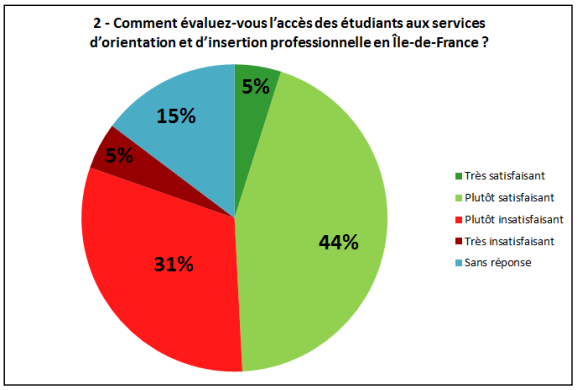


I. S'orienter, se former et s'insérer tout au long de la vie

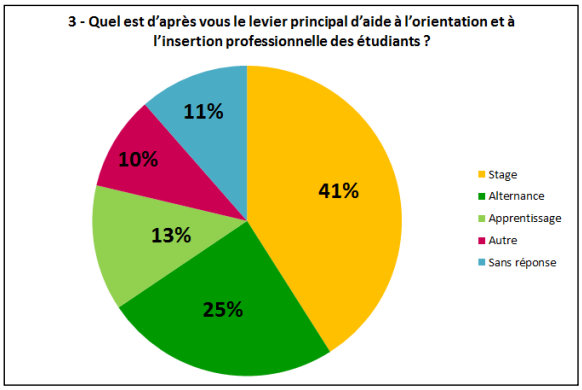
1. S'orienter, étudier et s'insérer en Ile-de-France

Depuis les divers services des établissements d'ESR, **la sensibilisation et la préparation de l'insertion professionnelle des étudiants** sont **perçues positivement** (74%). En outre, une moitié des personnels de l'ESR est convaincue que **les services d'orientation et d'insertion professionnelles** sont **suffisamment accessibles aux étudiants franciliens**.





D'après eux, **les stages** sont les principaux leviers d'aide à l'orientation et à l'insertion professionnelles des étudiants, juste devant **les parcours en alternance** ou **en apprentissage**. Dans ce cadre, d'autres dispositifs sont également cités :



- Les **évènements** permettant les rencontres et les échanges croisés entre professionnels et étudiants (15%)
- Les **réseaux d'anciens élèves** (8%)

- Les **partenariats entre entreprises et établissements** (6%) permettant la création d'un lien durable entre tissu économique/industriel et monde académique

- Un **suivi plus personnalisé** des étudiants dans la construction de leur projet professionnel (6%)

- Une meilleure **performance des services d'insertion et d'orientation** (5%). Nous avons également questionné ces personnels sur de possibles améliorations de la fonction « orientation » de leur établissement. En grande majorité, ils évoquent :
    - Leur **besoin de financement** (19%)
    - La nécessité d'un **dialogue accru entre universités et entreprises** (19%)
    - La possible amélioration de l'orientation **dès le lycée** (19%)

2. Se former tout au long de la vie en Ile-de-France

Peu de ces personnels évoquent la formation continue. Cependant, quand ils le font, ils rappellent l'indispensable **adaptation de l'offre de formation aux besoins du marché du travail**. Il faudrait pour cela *« parvenir à un véritable dialogue entre université et entreprise. Une recherche de haut niveau (fondamentale et appliquée) et une ouverture sur l'entreprise. Tout sauf une professionnalisation 'molle' »*[44]

II. Faire de l'Ile-de-France la première région scientifique et technologique du monde

Aucune question n'a véritablement été posée sur les liens entre monde académique et monde économique, sur la connaissance des compétences technologiques et non-technologiques du territoire, ou sur la valorisation des résultats de la recherche. Aussi, les différents personnels de l'ESR n'ont **pas eu l'occasion de s'exprimer sur ce deuxième axe** – malgré quelques remarques sur la moindre reconnaissance du statut de doctorant et leur difficulté à s'insérer dans le monde professionnel.

III. Vers des universités et des campus de rang mondial

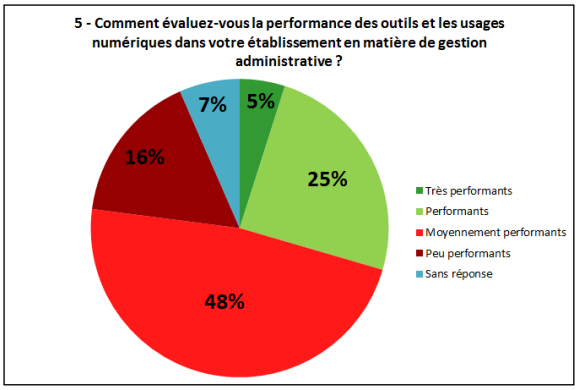
1. Vivre sur des campus aux meilleurs standards

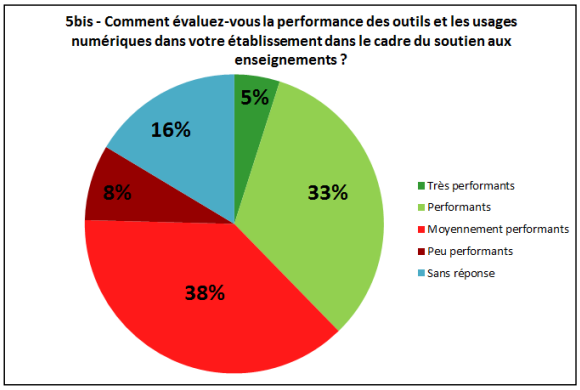
Avant d'évoquer l'environnement numérique des campus, il convient de restituer **l'appétence des professionnels de l'enseignement supérieur et de la recherche pour des infrastructures de qualité** permettant une véritable vie de campus et un lien permanent avec le tissu économique local : *« Nous avons parfois, sinon souvent, honte des lieux où nous travaillons et qui ne sont pas flatteurs pour l'enseignement supérieur. Du coup, on hésite à faire entrer chez nous des entrepreneurs habitués au luxe des grandes écoles ou écoles privées. »*[45]

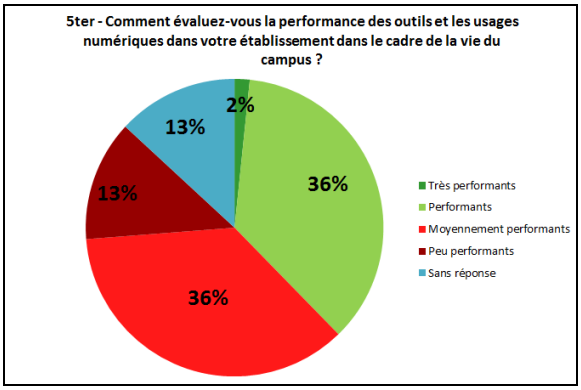
Concernant l'usage d'outils numériques dans leur établissement, les avis de ces personnels sont majoritairement négatifs. 64% des répondants **critiquent la performance de ces instruments en matière de gestion administrative**, 46% **dans le cadre des enseignements** et 49% **s'agissant de la vie de campus**.

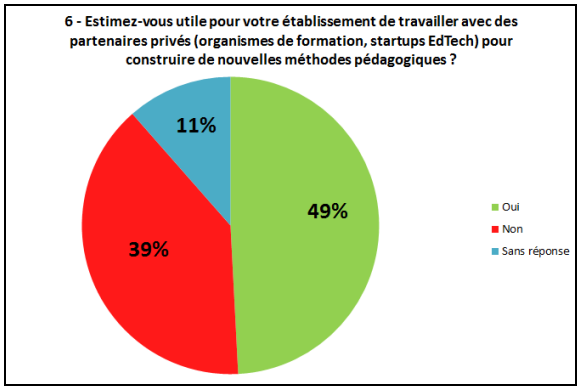
[44] Personnel du service Patrimoine de l'UPEC
[45] Personnel de l'Université Paris-Sud

La moitié des personnes travaillant dans les établissements d'ESR jugent qu'il serait **utile de travailler avec des partenaires privés** (organismes de formation, startups EdTech, etc.) **afin de construire de nouvelles méthodes pédagogiques**. Toutefois, ils regrettent le **manque de moyens humains** (cité par 48% des sondés) **et de moyens techniques** (33%) dévoyés à cette mission.









3. Favoriser l'attractivité à l'international de l'écosystème « ESRI » francilien

Les personnels de l'ESR n'ont pas évoqué l'internationalisation de leur établissement ou de leur campus dans cette consultation publique.

4. Autres contributeurs

- **Questionnaire adressé aux personnes en formation professionnelle continue :**

Seules 5 personnes en FPC ont répondu au questionnaire, les résultats sont donc à prendre avec réserve.

3 d'entre eux ont connu leur formation **via internet**, et tous l'ont majoritairement choisi **en fonction de son contenu et de son caractère diplômant**. Tous les répondants sont **satisfaits de leur formation**, et soulignent les **rencontres régulières avec des professionnels** de leur domaine.

Toutefois, ils considèrent que **la communication en matière de FPC est assez faible**, et préconisent des conférences, témoignages, études d'impact et classements de l'offre existante. De même, ils critiquent le **manque de dispositifs d'orientation et d'aide à l'évolution de carrière** : aussi, l'un des répondants suggère l'introduction d'un meilleur suivi des apprenants.

Une majorité des répondants reconnait **positivement les méthodes pédagogiques et les outils numériques utilisés** dans leur cursus – même s'il l'un d'entre eux rappelle que la qualité des intervenants est plus importante que toute innovation pédagogique.

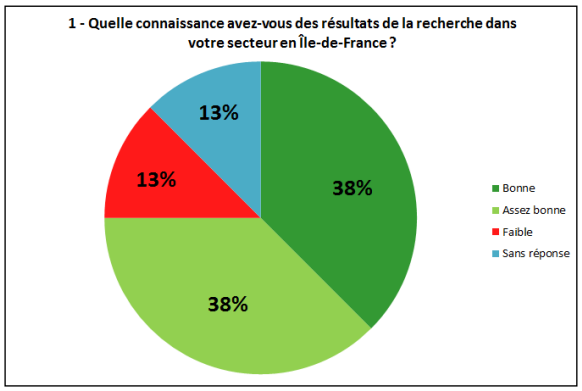
• Questionnaire adressé aux associations :

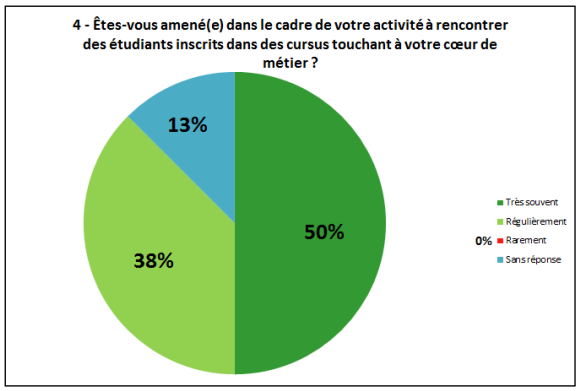
N'ayant reçu que 8 réponses à ce questionnaire, il est compliqué de dresser l'avis général du monde associatif sur l'ESR francilien.

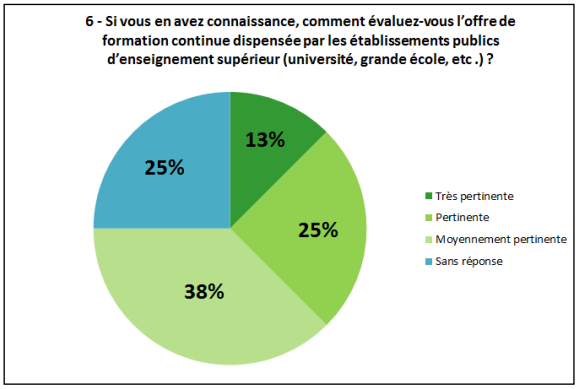
Grâce à ces réponses, nous remarquons toutefois que les associations franciliennes déplorent **le manque de formations post-bac consacrées aux nouveaux défis globaux** (la transition énergétique, la consommation responsable, les technologies vertes ou encore l'économie circulaire). Dès lors, ces acteurs aimeraient que la Région soutienne certains domaines particuliers – que ce soit en matière d'offre de formation ou de valorisation de la recherche – tels que **les sciences humaines et sociales, l'environnement, la CSTI et la santé**.

La plupart des répondants estiment que **l'offre de FPC actuelle est pertinente**.

Ils considèrent également **bien connaître les résultats de la recherche francilienne**, se tenant informés par la presse spécialisée ou des contacts directs avec les établissements d'ESR. Néanmoins, ils regrettent de ne pas avoir assez de temps à consacrer à cette tâche.







ANNEXE 4 : CONTRIBUTION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

CONTRIBUTION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE AU SCHEMA REGIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

-

AVRIL 2017

La COMUE Paris Seine et le campus de Cergy-Pontoise en quelques chiffres clés :

. 15 établissements dont 11 à Cergy-Pontoise

. L'Université de Cergy-Pontoise, une grande école de commerce, l'ESSEC, des grandes écoles d'ingénieurs (EISTI, ENSEA, Ecole de Biologie Industrielle, EPMI…), l'Ecole Nationale d'Arts de Cergy-Pontoise, l'Ecole Pratique de Service Social, l'ILEPS…

. Toutes les disciplines représentées sauf la santé

. 37 000 étudiants (campus de Cergy-Pontoise : 30 000)

. 1500 enseignants chercheurs et 500 doctorants

. 2 laboratoires d'excellence (mathématiques & finances, patrimoine & luxe)

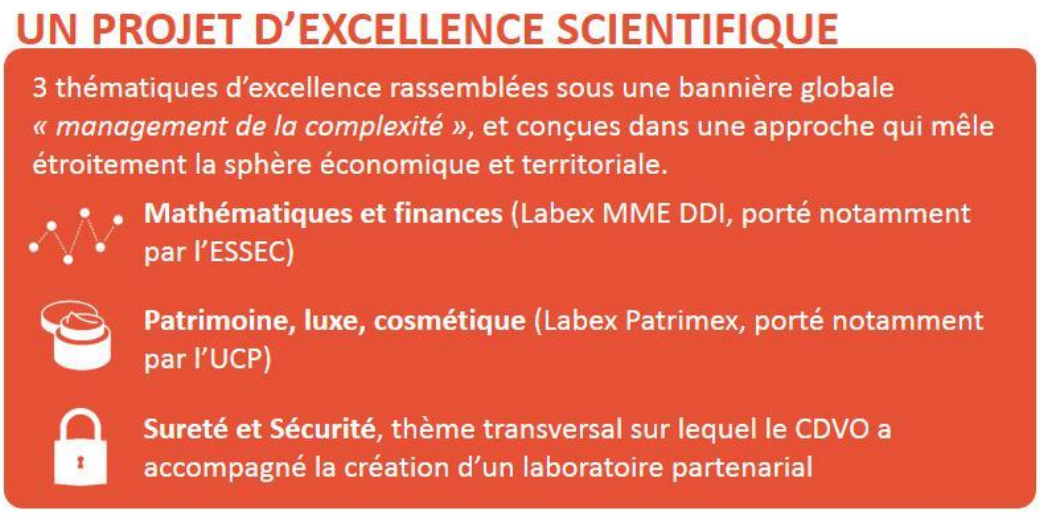
. Labellisée I-SITE en février 2017

. Un projet de campus international en cours de développement

. Une filière innovation-entrepreneuriat très importante

Les grands projets de la COMUE :

Le projet d'université de recherche internationale – labellisé Initiative d'excellence Sciences Innovation Territoire Economie (I-SITE)



- Création d'un bachelor international, formation internationale et pluridisciplinaire, combinant le Management, l'Ingénierie et les Arts : le Bachelor International Arts-Management-Ingénierie.

- Création de masters d'excellence qui s'appuieront sur des critères précis : transdisciplinarité, internationalisation et apprentissage innovant.

Le campus international Paris-Seine à Cergy-Pontoise

- Un campus aux meilleurs standards internationaux : logements pour étudiants et chercheurs internationaux, business center, learning center, fab lab, lieux de vie étudiante…, dont les premières briques sont en cours de démarrage

- Qui accueillera 10 000 étudiants supplémentaires d'ici 10 ans.

****

La stratégie de développement du pôle d'enseignement supérieur et de recherche du Conseil départemental du Val d'Oise

Le pôle d'enseignement supérieur et de recherche valdoisien, fédéré au sein de la COMUE Université Paris-Seine, est un atout majeur du territoire qui bénéficie depuis sa création d'un soutien continu et constant de la part du Conseil départemental du Val d'Oise. Cet accompagnement se traduit notamment par la mise à disposition de locaux[46], par la participation financière aux grands projets immobiliers, par le portage collectif de projets structurants ou encore par le renforcement des liens avec les entreprises et les acteurs économiques du territoire.

Le Conseil départemental a investi à ce titre plus de 130 millions d'euros pour le développement de ce pôle d'enseignement supérieur et de recherche au cours de ces 30 dernières années. Après une première phase essentiellement centrée sur les logiques foncières et immobilières, la majorité départementale a décidé de structurer une véritable stratégie en faveur du développement du pôle d'enseignement supérieur valdoisien à court, moyen et long terme, approuvée par délibération n°7-03 du 22 mars 2013. Les axes prioritaires de l'action départementale se déclinent ainsi comme suit :

- Fédérer l'ensemble des établissements valdoisiens au sein d'une Communauté d'universités et d'établissements (COMUE),

- Développer l'attractivité du campus universitaire, renforcer l'offre d'enseignement supérieur et les conditions de développement du campus étudiant,

- « Booster » la collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises valdoisiennes pour renforcer la compétitivité économique du Val d'Oise et les emplois, autour des logiques d'innovation et d'entrepreneuriat,

- Accompagner le développement international des établissements en lien avec la stratégie d'attractivité internationale déployée par le Conseil départemental, notamment vers l'Asie,

- Développer les liens avec les collèges et les lycées du Val d'Oise et favoriser l'égalité des chances.

Malgré son important potentiel de développement comme l'ont illustré récemment l'obtention du label I-SITE et la structuration du projet de campus international par la COMUE Paris Seine en lien avec le Conseil départemental et la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, le développement du pôle d'enseignement supérieur et de recherche valdoisien n'a que trop peu bénéficié du soutien de la Région Ile-de-France ces dernières décennies.

Dans le cadre de l'élaboration du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le Conseil départemental souhaite mettre en avant les grands thèmes sur lesquels il

[46] A l'Université de Cergy-Pontoise, l'EISTI et les écoles de l'IPSL (EPMI, ILEPS, ISTOM et EPSS (formations du domaine sanitaire et social, dépendant de la Région Ile de France)).

paraît nécessaire que la Région puisse se positionner fortement, en accompagnement des dynamiques développées par la COMUE Paris Seine et ses établissements.

1/ Formation et orientation : une COMUE particulièrement performante dans les domaines de l'innovation pédagogique, de l'entrepreneuriat et de l'apprentissage

---

Dans le cadre de son projet labellisé I-SITE, la COMUE Université Paris-Seine prévoit la création d'un **Collège universitaire Paris Seine qui réinvente et refond la licence**, en forte articulation avec le cycle secondaire et le monde socio-économique. Cette initiative s'appuie particulièrement sur **des ressources déjà existantes et à renforcer en matière d'innovation pédagogique,** notamment liées au K-Lab de l'ESSEC et au SEFIAP de l'ESPÉ portée par l'UCP –pour l'ensemble de l'Académie de Versailles. L'objectif est d'améliorer la réussite en premier cycle, de favoriser la flexibilité des parcours, de réussir l'orientation des étudiants et d'améliorer en bout de chaîne leur insertion professionnelle.

Il est proposé que la Région puisse accompagner le développement de l'innovation pédagogique en faisant de la COMUE son véritable **laboratoire d'expérimentation** sur ce sujet, en lien avec les lycées gérés par le Conseil régional, les collèges départementaux et l'Education Nationale. La COMUE Université Paris-Seine pourrait ainsi pleinement remplir un rôle de « tête de réseau » à l'échelle régionale sur l'innovation pédagogique qui permettrait de donner une forte visibilité à l'Île-de-France sur ce sujet.

On observe également **un développement fort de l'entrepreneuriat** comme un élément transversal et différenciant dans la formation, et plus globalement dans le parcours des étudiants, menant pour partie à la création effective d'entreprises mais apportant également des outils déterminants pour l'autonomie, le savoir-être professionnel et la capacité à s'adapter aux situations. Ainsi, s'appuyant sur une culture entrepreneuriale bien ancrée (ESSEC mais également UCP, EBI, EISTI…), la COMUE Université Paris-Seine porte en partenariat avec la COMUE normande **un PEPITE particulièrement performant**. Le pôle supérieur valdoisien concentre ainsi environ 7% du recrutement national des étudiants entrepreneurs en 2016-2017 (116 titulaires du statut), et il convient de capitaliser fortement sur cette dynamique. Il est attendu de la Région Ile-de-France qu'elle puisse **accompagner le développement des PEPITE, et en particulier du pôle Paris Seine, en les dotant des moyens nécessaires à la prise en charge qualitative d'un volume en constante croissance d'étudiants**, en complémentarité avec les actions qui seront poursuivies et développées par le Conseil départemental et la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, notamment dans le cadre de la mise en service fin 2018 de « **la Turbine », grand lieu d'entrepreneuriat et d'innovation** porté par le Conseil départemental, la Communauté d'agglomération et la COMUE, et soutenu notamment par la Région Île-de-France (précédemment dénommé Ecocité de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat), et dans le cadre également de la création au sein de l'Abbaye de Maubuisson, site départemental d'arts contemporains, d'un incubateur dédié aux industries créatives (projet porté par le Département et soutenu par la Région).

Enfin, l'accent doit également être mis sur le **renforcement du lien entre la formation professionnelle et l'enseignement supérieur**. Le **développement de passerelles et de projets communs**, notamment dans le cadre général de la formation tout au long de la vie, doit permettre de mieux structurer la relation bac-3/bac+3 et d'accompagner la montée en compétence des franciliens, jeunes et moins jeunes. Ce lien pourra également participer à l'égalité des chances en proposant **des parcours plus souples et mieux adaptés** à des populations qui ne trouvent pas leur place dans le système d'enseignement supérieur d'aujourd'hui. Il vise également bien entendu à répondre aux besoins des entreprises de nos bassins d'emploi.

Nos établissements d'enseignement supérieur (ESSEC, Université, écoles d'ingénieurs…) sont par ailleurs **extrêmement impliqués dans le développement de l'apprentissage, qui représente par exemple 30% des effectifs étudiants à l'ESSEC**. Les effectifs étudiants en apprentissage sont ainsi en **croissance continue ces dernières années et les établissements de la COMUE Paris Seine souhaitent s'inscrire pleinement dans les futurs contrats de performance** que la Région Ile-de-France va proposer.

Dans le domaine sanitaire et social, on notera enfin que la COMUE Paris Seine, compte parmi ses membres l'EPSS.

2/ Excellence scientifique : une université internationale de recherche labellisée I-SITE à accompagner

Dans le cadre de la **candidature à l'appel à projets I-SITE, qui vient d'être retenue avec une dotation de 90 M€ du PIA**, **les établissements de la COMUE Paris Seine vont constituer une Université Internationale de Recherche qui vise à intégrer le top 200 mondial**, en se spécialisant particulièrement sur les sciences sociales autour de la question de la « complexité globale », et en pratiquant une approche pleinement transdisciplinaire. Parmi les thématiques qui participeront à cette question transversale sont identifiés notamment le patrimoine et la sécurité, sur lesquelles le Conseil départemental et la Communauté d'agglomération soutiennent déjà le pôle supérieur (soutien aux plateformes technologiques, participation au congrès scientifique international COMET, financement de thèses…).

Il est proposé que la Région puisse pleinement **intégrer l'émergence de notre pôle académique d'excellence mondiale** sur ces sujets, **en travaillant sur l'articulation des sujets d'excellence de cette Université Internationale de Recherche avec ses Domaines d'Intérêt Majeur notamment**.

3/ Innovation, valorisation et lien avec le monde économique : des initiatives à soutenir en lien notamment avec « La Turbine »

Avec d'une part la création des CATTS (Centres d'Accélération de Transfert de Technologies et de Savoirs) au sein de la COMUE Université Paris-Seine, qui assureront des missions de veille, de marketing, de « réseautage », de prospection, de gestion de projets collaboratifs et de suivi qualité, et d'autre part dans le cadre de la mise en service en 2018 de « la Turbine », grand lieu d'innovation développé par le Conseil départemental du Val d'Oise, la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise et la COMUE Paris Seine, notre territoire met en œuvre l'émergence d'un écosystème extrêmement ambitieux sur les enjeux de l'innovation, du transfert de technologie et du renforcement des liens entre le monde académique et les acteurs socio-économiques.

Il est proposé que la Région puisse renforcer son action sur ces thématiques, par un **accompagnement au démarrage de la Turbine** notamment pour faire émerger et animer un réseau d'acteurs susceptibles de mener des actions de sensibilisation des PME à l'innovation et aux ressources auxquelles elles peuvent accéder auprès des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Le Conseil départemental du Val d'Oise et les acteurs de la COMUE Paris Seine ont engagé des premières réflexions en vue de la création de **nouveaux dispositifs d'accompagnement du transfert** pour soutenir cette dynamique au sein des laboratoires de la COMUE Université Paris-Seine, dans le cadre notamment de La Turbine et de Maubuisson, que nous souhaitons poursuivre avec l'appui de la Région Ile-de-France dans le cadre de l'élaboration du nouveau SRESRI.

Enfin, le Conseil départemental souhaite mettre en place un **appel à projets à destination des entrepreneurs étudiants** pour valoriser et soutenir les projets à plus fort potentiel, et la Région pourra ainsi venir compléter ce dispositif en adressant notamment particulièrement la cible des entreprises déjà constituées, dans le cadre de ses compétences en matière d'aides aux entreprises.

4/ Développement du campus international Paris Seine : un accompagnement nécessaire de la Région Ile-de-France pour l'attractivité et le développement de ce campus régional à rayonnement international

Le projet de **Campus International Paris-Seine** est un atout majeur pour renforcer l'attractivité et la compétitivité internationale de l'Ile-de-France au plan universitaire et de la recherche. A ce titre, il constituera l'une des pierres majeures de l'offre régionale aux côtés des plus grands ensembles.

Porté par la COMUE Paris Seine en partenariat avec les collectivités territoriales et l'Etat, ce projet vise à doter notre pôle académique d'infrastructures aux meilleurs standards internationaux dans le cadre d'un véritable schéma de développement à court, moyen et long termes, ainsi qu'en proposant un éco-système qui stimule l'excellence académique et accroît les interactions avec les acteurs socio-économiques et le territoire.

Ce projet constitue ainsi un **véritable schéma d'aménagement urbain** du grand centre d'agglomération de Cergy-Pontoise et des berges de l'Oise, dans lequel les collectivités sont pleinement investies. La Région Ile-de-France a d'ores et déjà pris en compte ce projet stratégique dans le cadre de la revoyure du CPER 2015-2020. **Les premières briques du campus, soutenues par la Région et le FEDER, sont en cours de démarrage** comme le Fablab, « La Turbine » (anciennement dénommée écocité de l'innovation et de l'entrepreneuriat »), le développement du pôle scientifique de Neuvillle-sur-Oise…, **et il sera particulièrement déterminant que la Région puisse continuer de soutenir fortement ce projet stratégique et structurant en accompagnant la mise en place des briques innovantes de ce campus comme le Learning Center, la relocalisation de l'école nationale d'arts de Cergy-Pontoise, le « Générateur », ou encore les autres objets qui sont encore en cours de définition, notamment mais pas exclusivement, dans la perspective du CPER 2020.**

Il s'agit en outre de permettre d'accompagner les besoins de développement de nos établissements publics et privés (ESSEC, écoles d'ingénieurs), dont les effectifs sont en forte croissance (+ 10 000 étudiants prévus au cours des 10 prochaines années).

La Région a par ailleurs dans ce cadre vocation à être un acteur majeur du volet concernant l'amélioration du parc de logements étudiants existants – géré par le CROUS notamment – et la création de nouveaux logements en adéquation avec les attentes et besoins des étudiants et chercheurs internationaux.

L'attractivité et la compétitivité de ce campus international « Vert et Bleu », intégrant pleinement la façade fluviale entre Neuville-sur-Oise et l'île de Loisirs de Cergy, sont par ailleurs évidemment très dépendantes de **l'amélioration des infrastructures de transport**. Elles doivent garantir un haut niveau de service pour les étudiants, enseignants, chercheurs et partenaires internationaux, pour lesquels ce Campus sera une **véritable vitrine de la France et de l'Île-de-France**. Si la refonte de l'offre du RER A fin 2017 constituera un progrès, elle ne saurait être suffisante pour accompagner le développement du campus international Paris Seine dans la prochaine décennie.

Au plan de la desserte interne du campus, la Région pourrait également **accompagner le projet de mise en service d'une navette électrique autonome qui reliera les deux pôles principaux du Campus.**

Enfin, le développement du campus international Paris Seine inclut le déploiement **d'équipements en faveur du renforcement de la vie étudiante**, qui pourrait s'inscrire dans les futurs dispositifs de la Région dans ce domaine.

5/ Un accompagnement de la Région à l'internationalisation des établissements et des étudiants

Le déploiement et le rayonnement à l'international des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche est un sujet particulièrement crucial dans un contexte de compétition globale exacerbée. A cet effet, le Conseil départemental accompagne notamment la COMUE et ses établissements dans leurs démarches de partenariat en direction de la Chine et du Japon (partenaires privilégiées du Conseil départemental du Val d'Oise), et organise également un accueil des étudiants internationaux

avec la COMUE en début d'année universitaire. Au-delà des effets de réputation et de rayonnement que l'attraction d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs internationaux produit pour les établissements, il convient de noter que l'impact économique est également important (une étude de mars 2017 estime la contribution des étudiants internationaux à l'économie du Royaume-Uni à environ 11,3 Mds de livres).

Il semble donc déterminant que la Région puisse accompagner et soutenir l'internationalisation des COMUE en favorisant particulièrement **l'attraction et l'accueil des meilleurs étudiants et chercheurs internationaux** par un système de bourses auquel pourraient le cas échéant contribuer les autres échelons territoriaux, et en portant une **véritable stratégie de promotion internationale de l'enseignement supérieur francilien**, et particulièrement des COMUE labellisées dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir, qui ont vocation à jouer pleinement leur partition dans le concert international de l'excellence académique.

Enfin, la mobilité internationale des étudiants franciliens est également un sujet important puisqu'elle est un véritable facteur de réussite et d'insertion professionnelle pour les jeunes diplômés. La Région dispose **d'un système de bourses qu'il conviendrait de renforcer et de mieux faire connaître** pour permettre à plus d'étudiants de bénéficier d'une expérience internationale, favorisant ainsi l'égalité des chances.

En outre, il pourrait être particulièrement intéressant d'expérimenter des actions autour de la question de la **mobilité internationale des apprentis**.

6/ Gouvernance : de l'intérêt de structurer une gouvernance forte entre les COMUE, la Région, l'Etat, les Conseils départementaux et les agglomérations

---

Le pôle supérieur valdoisien compte un nombre important d'établissements privés qui sont reconnus d'intérêt général - statut d'EESPIG. Il est ainsi reconnu qu'ils exercent une mission qui concourt à la réalisation du service public d'enseignement supérieur, et, à ce titre, **doivent pouvoir bénéficier d'un accompagnement des pouvoirs publics dans leurs projets de développement**, notamment quand ils participent au renforcement de l'offre de formation sur les territoires et qu'ils génèrent de la valeur ajoutée pour l'ensemble du pôle supérieur.

Enfin, pour assurer un pilotage performant et agile du développement de l'enseignement supérieur sur le territoire valdoisien, il est proposé **la mise en place d'une gouvernance à l'échelle de la COMUE Paris Seine, associant la Région, l'Etat, le Conseil départemental et l'agglomération (type comité stratégique du territoire)** qui pourrait se réunir une ou deux fois par an. Ce comité stratégique, dont la configuration a déjà été préfigurée en Val d'Oise au travers notamment du comité de pilotage du projet de campus international, pourrait entre autres faire le point sur les priorités annuelles de développement du pôle supérieur et permettre une meilleure coordination entre les différents partenaires.

Le projet stratégique de développement de la COMUE Paris Seine pourrait en outre être inscrit dans le cadre d'une contractualisation pluriannuelle pilotée par la Région et associant la COMUE, l'Etat, le Conseil départemental du Val d'Oise et l'agglomération de Cergy-Pontoise.

ANNEXE 5 : CONTRIBUTION DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Schéma régional de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI)

Contribution du Département de Seine-et-Marne

Avril 2017

Partie 1 : L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR COMME OUTIL DE DEVELOPPEMENT ET D'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE SEINE-ET-MARNAIS

1. L'ETAT DES LIEUX DES SITES UNIVERSITAIRES EN SEINE-ET-MARNE

2. UN POSITIONNEMENT DE LA SEINE-ET-MARNE A RENFORCER EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Partie 2 : RECHERCHE ET INNOVATION, AXES MAJEURS DU DEVELOPPEMENT DE LA SEINE-ET-MARNE

1. POINT FORT DU DEPARTEMENT, LE TOURISME FAIT L'OBJET D'UNE ATTENTION PARTICULIERE

2. D'AUTRES SECTEURS CONTRIBUENT SONT PORTEURS D'INNOVATION ET DE RECHERCHE : LES EXEMPLES DE L'AERONAUTIQUE ET DE L'AGROALIMENTAIRE

3. L'IMPERIEUSE NECESSITE D'ACCOMPAGNER ET DE SOUTENIER LES INITIATIVES STRUCTURANTES ET INNOVANTES EN MATIERE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION

Le Département de Seine-et-Marne connaît depuis plusieurs années un contexte de forte croissance démographique et de projections dynamiques avec un impact direct sur les effectifs des scolaires du 1er comme du 2nd degré. La Seine-et-Marne est le seul département francilien dans lequel les 15-18 ans sont plus nombreux que les naissances ayant eu lieu 15 à 18 ans plus tôt. Elle gagne chaque année près de 13 000 habitants dont 25% ont moins de 20 ans. Cette tendance explique tout particulièrement l'augmentation des 15-18 ans en âge d'aller au lycée sur la période 2012-2030.

La Seine-et-Marne représentant la moitié de l'Ile-de-France, il est nécessaire d'envisager un maillage capable d'offrir un service public d'enseignement supérieur accessible à tous les étudiants, urbains comme ruraux dans une logique de bassins de vie, d'emplois et d'innovation.

Le taux de scolarisation des 18-24 ans est inférieur à la moyenne régionale. Il a progressé entre 2008 et 2013 en moyenne sur le département mais sur un rythme inférieur à celui de la région : il est de 48,9% pour la Seine-et-Marne contre 60% pour l'Ile-de-France.

Les différences entre les territoires ruraux et urbains sont marquées, à la fois par un taux de scolarisation plus faibles ainsi que par un nombre de diplômés de l'enseignement supérieur très inférieur dans les territoires ruraux.

Partie 1 : L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR COMME OUTIL DE DEVELOPPEMENT ET D'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE SEINE-ET-MARNAIS

1. L'ETAT DES LIEUX DES SITES UNIVERSITAIRES EN SEINE-ET-MARNE

1.1. Trois pôles universitaires structurant l'offre de formation

- **L'Université de Paris-Est Marne-la-Vallée**

Elle est composée de l'UPEM (Université de Paris-Est Marne-la-Vallée, de l'IUT de Marne-la-Vallée (sites de Champs-sur-Marne et Meaux) et de l'Institut Francilien d'Ingénierie des Services). Elle compte 12 300 étudiants (de la 1ére année au doctorat) et constitue un pôle universitaire majeur de recherche et de développement économique, principalement autour des notions d'Eco-construction et de Ville durable.

- **L'Université Paris-Est Créteil (UPEC) : l'IUT de Sénart-Fontainebleau et la PACES de Torcy**

L'UPEC pilote deux antennes, l'une dans le sud avec l'IUT de Sénart-Fontainebleau (2 500 étudiants), qui constitue un pôle universitaire autour de la gestion des entreprises et des administrations. Le Département et la Région Ile-de-France contribuent à l'agrandissement du site de Sénart notamment à travers le financement du bâtiment des licences professionnelles qui permettra d'accueillir l'ESPE (anciennement à Melun).
La seconde antenne de l'UPEC est présente à travers la classe de Première Année Commune aux Etudes de Santé (PACES) à Torcy dans les anciens locaux de l'IUFM cédés à l'euro symbolique par le Département, et uniquement ouverte pour les étudiants de Seine-et-Marne dont les modalités pédagogiques sont innovantes : les cours sont à distance et les élèves sont accompagnés via un système de tutorat par des élèves d'années supérieures.

- **Paris II Panthéon-Assas : l'antenne de Melun)**

Ouverte en 1987, cette antenne compte aujourd'hui 1800 étudiants dans le cadre du cursus de licence en Droit. Ancrée dans le territoire Seine-et-Marnais, elle propose un diplôme en lien avec l'Ecole des Officiers de Gendarmerie de Melun (Master 2 droit et stratégies de la sécurité).

NB : Pour faire suite à la Convention de partenariat signée en 2012 avec les acteurs universitaires du territoire (Pôle de Recherche et d'Enseignement Paris-Est, devenu la Communauté d'Universités et Etablissements (COMUE Paris-Est), Université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM), Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC)), le Département de Seine-et-Marne prévoit de privilégier des conventions bilatérales ciblées sur plusieurs projets tels que :

- le positionnement d'une offre de recherche vers les besoins du territoire, fondée sur des partenariats renforcés avec les acteurs économiques locaux
- l'ouverture des études doctorales à la recherche et au développement des entreprises innovantes.

1.2 Écoles et Instituts d'enseignement supérieur

- Deux grandes écoles sont présentes sur le territoire : **l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées** (Marne-la-Vallée) et **l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris** (Fontainebleau).
- Sur le campus de Marne-la-Vallée, plusieurs écoles complètent l'offre de formation :
  - **Ecole d'architecture de la Ville et des Territoires (EAVT)**
  - **Ecole Supérieure d'ingénieurs Paris-Est**
  - **Ecole Nationale des Sciences Géographiques**
  - **Ecole d'Urbanisme de Paris**
  - **Institut d'Administration des Entreprises Gustave Eiffel**
- L'école d'ingénieurs de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (**ESIEE Paris**) complète cet ensemble, mais est située géographiquement dans le département de Seine-Saint-Denis (93).
- En matière de santé : **l'Ecole Supérieure d'Ostéopathie** (ESO, école privée) et l'Institut Supérieur d'Ostéopathie.
- Les Instituts de Formation aux Soins infirmiers **(IFSI)**, adossés à l'UPEC, ont un maillage exemplaire sur le territoire et permettent sept lieux de formation : Coulommiers, Fontainebleau, Meaux, Melun, Montereau, Provins, Serris.
- **L'Institut Régional du Travail Social**, implanté sur le territoire à travers son antenne de Melun, est une école qui prépare aux métiers de l'éducation spécialisée, du social et de l'aide à la personne.
- D'autres écoles privées permettent de compléter le paysage universitaire du département, en particulier **l'Institut Catholique des Arts et Métiers** (Sénart) et **l'Institut Européen d'Administration des Affaires** (INSEAD, Fontainebleau), **Ecole Supérieure de Management** (Lognes).
- **L'Institut Français du Tourisme** est également présent à travers son antenne de Fontainebleau, permettant aux étudiants parisiens d'alterner leur formation entre plusieurs sites.
- La **Fonction Publique** a également trois grands établissements de formation :
  - **Ecole Nationale des Finances Publiques (Noisiel)**
  - **Ecole nationale Supérieure des Officiers de Police (Montereau-Fault-Yonne)**
  - **Ecole des Officiers de la Gendarmerie Nationale (Melun)**

1.3 Sections de techniciens supérieurs

Grâce à 44 lycées publics et privés proposant des sections de technicien supérieur qui préparent au Brevet de Technicien Supérieur (BTS), le territoire dispose d'une offre de proximité.

2. UN POSITIONNEMENT DE LA SEINE-ET-MARNE A RENFORCER EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Le pourcentage de la population active ayant un diplôme de l'enseignement supérieur est de 27,1% en Seine-et-Marne contre 38,7 % au niveau régional. Ce phénomène est dû en particulier à la faiblesse de l'offre d'enseignement supérieur, laquelle est également déséquilibrée en termes d'implantation géographique et stratégique sur le territoire.

Le Département soutient ainsi fortement le développement des antennes universitaires installées sur son territoire, l'UPEM et l'UPEC. Persuadé de la forte attractivité de formations supérieures spécifiques, le Département de Seine-et-Marne souhaite œuvrer à l'ouverture de nouvelles antennes ou de nouvelles écoles, et notamment en adéquation avec les besoins de son territoire.

2.1. Un conventionnement du type « contrat de site » pour accompagner le développement d'antennes universitaires

Les contrats de sites pourraient être une formalisation pertinente des dispositifs que la Région et le Département, voire certaines Intercommunalités, pourraient mettre en place. La mise en commun de projets, voire des financements croisés et leur affichage, serait un soutien important aux antennes universitaires du territoire en direction de leurs tutelles.

L'exemple des filières de Santé :

L'offre de formation médicale et paramédicale est faible et éparse, malgré les potentialités de débouchés professionnels. En effet, 36% des médecins généraux ont plus de 60 ans et vont prendre leur retraite dans les 5 ans à venir. Mais le Département de Seine-et-Marne est le seul d'Ile-de-France à ne pas bénéficier de l'implantation de Centre Hospitalier Universitaire et/ou de Facultés de médecine, ce qui freine le développement des filières de formation. La diversité des filières, entre formations courtes (BAC + 2) et les plus longues (LMD, voire doctorat), doit donc être prise en compte et leur visibilité mieux affichée sur le territoire seine-marnais.

Face à l'offre de formation médicale et paramédicale insuffisante, la Seine-et-Marne a donc pour objectif d'ouvrir une seconde PACES, de renforcer les filières paramédicales et d'attirer les étudiants en fin d'études grâce aux maisons de santé universitaire.

- **L'ouverture d'une deuxième PACES**

Le territoire comptabilise une seule classe de Première Année Commune aux Etudes de Santé (PACES) à Torcy.

L'objectif du Département est qu'une deuxième PACES puisse mailler le territoire sud du département. Face à une densité médicale particulièrement faible (93ème rang départemental), et au vieillissement des praticiens, le besoin en professionnels de santé libéraux est important.

Les besoins en places de PACES sont importants, et même au niveau régional : 7 500 places de PACES étaient existantes en 2016 en Ile-de-France pour 8 143 étudiants. Une nouvelle PACES permettrait d'attirer les meilleurs éléments du territoire, et d'avoir plus de bacheliers dans les études de santé pour permettre à terme, l'installation de professionnels de santé libéraux localement.

- **Un renforcement des spécialités paramédicales**

L'Ile-de-France manque de places dans certaines spécialités paramédicales, notamment l'orthophonie et l'ergothérapie. La seule école d'orthophonie existante est celle de l'Université Paris VI. En ce qui concerne l'ergothérapie, le Département souhaite s'impliquer dans le développement de cette filière paramédicale en partenariat avec l'Université de Créteil.

- **La création des Maisons de santé universitaire**

Enfin, Le Département souhaite poursuivre son engagement en faveur de la création des Maisons de Santé Universitaire : depuis 2012, 5 ont été créées (Coulommiers en 2012, Fontainebleau et Torcy en 2015, Le Mée et Provins en 2016). Une s'ouvrira en 2017 à Nemours. Ces structures sont dotées d'un enseignant en médecine générale et de maîtres de stages universitaires rattachés à une faculté. Pour former des maîtres de stage, le Département s'est associé à **l'Université Paris-Est Créteil** (UPEC) afin d'organiser une formation à la **maîtrise de stage** (2 jours) à Tournan-en-Brie. Environ 40 médecins de Seine-et-Marne ont été formés. Cela a permis à l'UPEC d'avoir de nouveaux maîtres de stage pour ses étudiants en médecine, et ces stages font connaître le territoire aux étudiants en fin de cycle.

2.2. Mettre à profit l'obtention du label I-SITE pour le projet FUTURE

A la suite de l'obtention du label I-SITE avec son projet FUTURE, le paysage universitaire devrait être modifié car l'ambition de ce projet de premier plan est de créer un nouvel établissement réunissant l'IFSTTAR, l'UPEM, l'École d'Architecture de la Ville et des Territoires à Marne-la-Vallée (EAVT) et 2 écoles d'ingénieurs (ESIEE Paris et l'École des Ingénieurs de la Ville de Paris EIVP rattachée à l'Ecole des Ponts Paris-Tech).
Quatre objectifs découlent de ce projet :

- être l'un des 10 sites reconnus au niveau international sur la ville de demain
- inventer et former le « designer » de la ville de demain
- être le site « démonstrateur de la ville de demain », espace de coproduction unique en Europe, en réseau avec d'autres villes et universités internationales
- construire une « université cible », dotée des ressources et de la capacité stratégique nécessaires pour atteindre la visibilité internationale recherchée.

2.3. Valoriser l'ancien IUFM de Melun, un site en centre-ville, facteur potentiel d'attractivité et à usage multidimensionnel

Les anciens locaux de l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM) de Melun sont disponibles et s'étendent sur plus de 10 000m². Sous réserve de leur aménagement, ils peuvent permettre de créer des places supplémentaires pour accueillir de nouveaux étudiants, notamment en médecine et/ou en droit.

Partie 2 : RECHERCHE ET INNOVATION, AXES MAJEURS DU DEVELOPPEMENT DE LA SEINE-ET-MARNE

1. POINT FORT DU DEPARTEMENT, LE TOURISME FAIT L'OBJET D'UNE ATTENTION PARTICULIERE

Au vu de son potentiel touristique, la Seine-et-Marne porte l'ambition de devenir un territoire de référence en matière de formation touristique.

- **<u>Un territoire touristique par excellence</u>**

La Seine-et-Marne dispose d'atouts touristiques incontestables, grâce à la variété de ses territoires et aux différentes formes de tourisme qui y sont associées : Eurodisney, premier site européen de tourisme bientôt complété par Villages Nature ; Provins, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ; Fontainebleau, un des rares palais nationaux ; Vaux-le-

Vicomte, un des plus beaux châteaux privés ouvert au public, Meaux, seconde cité épiscopale de France, ...

La Seine-et-Marne est aujourd'hui le second département francilien après Paris en termes de fréquentation touristique, que ce soit grâce aux investissements liés à l'ouverture des parcs Disney, mais aussi au foisonnement de projets publics et privés. Le poids du tourisme dans l'économie seine-et-marnaise, ainsi que sa place au sein des politiques départementales, rendent à ce titre la contribution de notre territoire déterminante dans la définition des nouvelles orientations régionales.

L'offre de formation, initiale et continue, existe sur le département. Elle est même abondante et variée, mais manque de cohérence et de lisibilité.

Les axes de développement possibles ne manquent pas en matière touristique comme en témoignent les perspectives d'évolution que soutient le Département de Seine-et-Marne :

- **Le projet du campus des métiers et des compétences de l'économie touristique**

Le site du Val d'Europe, première destination touristique française par ailleurs, présente tous les atouts pour constituer une tête de réseau universitaire. La proximité de la gare TGV Marne-la-Vallée Chessy (1ère gare d'interconnexion française), des aéroports de Roissy Charles-de-Gaulle et d'Orly, d'un centre des congrès et d'un parc hôtelier d'importance permettent d'envisager un rayonnement national et international de l'offre universitaire.

L'opportunité de développer une offre de formation supérieure et la recherche publique en tourisme est d'autant plus pertinente, que Disney et le futur parc Villages Nature sont porteurs de besoins croissants de professionnels dans ce domaine au Val d'Europe. L'offre de formation s'est également étoffée avec l'Institut Francilien d'Ingénierie des Services (IFIS) du Val d'Europe avec pour objectif d'augmenter la capacité d'accueil et le nombre d'étudiants pour les filières :

- de licences professionnelles : Guides-conférenciers, Management des établissements de loisirs, Commerces « option commerce de l'art et des antiquités », « Ingénierie et management » dans les métiers de la restauration commerciale et collective, tourisme et nouvelles technologies.
- de masters professionnels : spécialisation « Tourisme d'affaire, congrès, évènementiels », spécialisation « Tourisme et hôtellerie haut de gamme ».

A plus ou moins long terme, d'autres projets feront du Cluster Tourisme du Val d'Europe le lieu privilégié d'une gestion dynamique de l'offre de formation. Le campus urbain du Val d'Europe est prévu pour 2022. Il va permettre de renforcer l'offre de formation de l'IFIS dans le domaine du tourisme. Les réflexions sont en cours, notamment sur l'opportunité d'attirer d'autres institutions de formation que l'UPEM.

Le campus des métiers et des qualifications de l'économie touristique qui va mener à l'échelle régionale des travaux pour l'élaboration d'un tableau de bord fiabilisé de l'offre de formation en tourisme. Il s'agira de disposer d'indicateurs partagés de suivi et de pilotage de cette offre (indicateurs qui font cruellement défauts). Le campus va mobiliser autant que possible la recherche pour adosser la politique régionale à des analyses prospectives de l'économie touristique, en particulier l'emploi dans le secteur et l'adaptation de l'appareil de formation aux évolutions à venir.

L'accompagnement, à partir des bassins d'emploi définis par la Région, des territoires autour d'actions fortes et évaluées pour l'attractivité touristique. Ce qui implique un accompagnement dans la connaissance de son économie touristique, la maîtrise/mobilisation des dispositifs existants et l'opérationnalisation d'une stratégie imbriquée dans les stratégies départementales et régionales.

- **Le développement des filières « tourisme numérique »**

La France génère de nombreux emplois dans le secteur du tourisme dont la plupart sont impactés par la transformation des usages liée à la démocratisation de l'accès aux technologies numériques. Ce secteur en pleine mutation représente donc une opportunité pour des professionnels aux compétences élargies.

Les destinations touristiques, en tant que marques ou prescriptrices d'offre touristique, se doivent de s'adapter à cette mutation, et, de facto, d'épouser les habitudes de leurs cibles afin de susciter leur intérêt. En ce sens, le Département souhaite soutenir le développement des formations de type « Reporter De Territoire » (par exemple : formation à la photo...). Il existe également une forte demande en latence de Data Managers ou Chief Data Officers liés au tourisme sur les destinations.

Enfin, le fait que la technologie progresse et se développe dans l'audience (objets connectés, smartphones,etc) induit la nécessité pour les structures touristiques de s'adapter en permanence, et donc de proposer des solutions (smart pass, etc) en adéquation avec les nouveaux usages. Cela suppose une réelle capacité à créer et gérer des projets de manière autonome et en agilité.

2. D'AUTRES SECTEURS CONTRIBUENT SONT PORTEURS D'INNOVATION ET DE RECHERCHE : LES EXEMPLES DE L'AERONAUTIQUE ET DE L'AGROALIMENTAIRE

2.1. Un secteur en fort développement : l'aéronautique

Le Département propose de soutenir le développement de la formation universitaire en étant l'intermédiaire entre les groupes de travail qui ont émergé sur le territoire et les acteurs économiques et universitaires locaux, pour développer une offre adaptée aux besoins du sud du département, en complément à celle du nord proposée par le Campus des métiers et des qualifications – « hub de l'aéroportuaire et des échanges internationaux » (territoire du Grand Roissy-le Bourget).

Cela pourrait également être l'opportunité de développer la formation continue universitaire, dans le cadre des besoins des entreprises et pour les reconversions professionnelles.

De plus, le Département est volontaire pour valoriser les métiers de l'aéronautique et les formations qui se développeront dans ce secteur, et les carrières prometteuses qu'il permet, aussi bien pour les hommes que les femmes, ces dernières étant encore très sous-représentées.

L'aéronautique s'illustre sur le territoire par la SNECMA qui emploie 7 000 salariés, soit 5% des emplois salariés du département. Premier pôle aéronautique d'Ile-de-France, le site de Villaroche regroupe à Moissy Cramayel. De nombreuses PME sont présentes sur le territoire, ce qui permet un véritable écosystème de l'aéronautique.

Cependant il n'y a pas de formation universitaire supérieure en aéronautique sur le territoire, alors même que les entreprises du secteur sont en demande.

2.2. Un potentiel agroalimentaire

En Seine-et-Marne, près de 60% du territoire est occupé par des espaces agricoles, ce qui représente plus de 330 000 ha de surface agricole utile. Ce secteur dynamique comprend environ 2 500 exploitations, soit 5 700 emplois, et génère un chiffre d'affaire annuel de 600 millions d'euros. Si, la Seine-et-Marne a perdu près de 1 400 emplois agricoles en 10 ans, l'enjeu majeur est de redynamiser le secteur.

En 2016, le Département, en partenariat avec la Chambre d'agriculture, a ainsi réalisé une étude de préfiguration d'une plateforme seine-et-marnaise permettant le regroupement des produits agricoles locaux, leur transformation, leur stockage, leur conditionnement et leur transport. Cet outil a vocation à être au service de la restauration collective et de la

structuration des filières agricoles locales. Ainsi, un des objectifs est de fournir les collèges en aliments locaux.

Fort de ce potentiel économique de ce secteur stratégique, la Seine-et-Marne identifie ce secteur comme un axe de développement prioritaire en matière de recherche et développement, notamment dans l'industrie agro-alimentaire.

Enfin, il est à noter le développement d'activités de recherche et développement de type Greentech et Cleantech en appui à des projets agro-alimentaires. Dans ce domaine, des terrains d'expérimentation pour la recherche agronomique pourraient être mis à disposition sur le territoire.

3. L'IMPERIEUSE NECESSITE D'ACCOMPAGNER ET DE SOUTENIER LES INITIATIVES STRUCTURANTES ET INNOVANTES EN MATIERE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION

Plusieurs centres de recherche maillent le territoire

- Paris VII dispose en effet d'une **station de Biologie Végétale et d'Ecologie forestière** (antenne d'Avon-Fontainebleau), située à l'orée de la forêt de Fontainebleau, bénéficiant de nombreux labels dont Natura 2000. Cette station expérimentale datant de la fin du XIXe siècle est un lieu privilégié de recherche. Afin de permettre l'hébergement d'étudiants et de chercheurs, des travaux sont en cours. Avec le CEREEP-Ecotron, ils forment un pôle de recherche sur les écosystèmes dans le sud du département.
- Le **CEREEP-Ecotron** Ile-de-France est un centre de recherche en écologie expérimentale et prédictive et Ecotron Ile-de-France, unité mixte de service entre le CNRS et l'ENS, sont établis depuis 2008 sur le site de Foljuif de l'ENS.
- En plein cœur du Campus de Marne-la-Vallée, **l'Institut français des sciences et technologies des transports** (IFSTTAR) est moteur dans la recherche sur les routes. Pour optimiser ses conditions de recherche, le Département met à disposition la RD199 sur le territoire de Champs-sur-Marne, Noisiel, Lognes et Torcy. Ces tests préfigurent la route de 5e génération.
- **Les Renardières** est un des trois centres de recherche de EDF, situé à Ecouelles. Il a été créé en 1964 avec 4 départements de recherche : énergie dans les Bâtiments et les territoires, Eco-efficacité et procédés industriels, Laboratoire des matériels électriques, et matériaux et mécanique des composants. Il s'étend sur 85 hectares et accueille 800 salariés.

La ville durable : le projet FUTURE

Le projet scientifique de l'Initiative FUTURE est centré sur le thème de la ville de demain et structuré autour de trois défis : la ville économe en ressources, la ville sûre et résiliente, la ville intelligente. Il doit répondre aux besoins du territoire et s'inscrire dans des partenariats renforcés avec les acteurs économiques locaux.

L'énergie durable

La recherche énergétique notamment sur les industries qui développent le gaz naturel véhicules/liquéfié (GNC/GNLC), en appui par exemple à la station publique GNC/GNLC de la ZAC I du Val Bréon.

Favoriser l'émergence d'une Maison de la Recherche en Seine-Marne

Il s'agirait d'une possibilité d'accueil aux jeunes doctorants. Trop peu d'étudiants choisissent un sujet de recherche concernant la Seine-et-Marne car l'hébergement étudiant y est difficile à ce jour. Sans envisager la construction d'un bâtiment spécifique, une mise à disposition de locaux peut être envisagée pour permettre un accueil privilégié des étudiants chercheurs en Seine et Marne.

ANNEXE 6 : CONTRIBUTION DU DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

Le Val-de-Marne, un acteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

Le Val-de-Marne compte plus d'une centaine d'établissements d'enseignement supérieur et plus d'une centaine de laboratoires de recherche publics associés. Il accueille d'ores et déjà sur son territoire des composantes de quatre universités (UPEC, Paris Sud, UPMC, Paris I).

Pour l'année 2015-2016, 56000 étudiants sont inscrits dans des établissements val-de-marnais. L'offre de formation départementale est diversifiée, et demeure comparable à l'offre nationale, couvrant un large spectre de champs disciplinaires.

Au regard de l'observation des mutations de la société, le Conseil départemental du Val-de-Marne a adopté le 30 juin 2014 un schéma départemental de l'enseignement supérieur et de la recherche (SDESR). Ce schéma a défini deux grands objectifs : Maintenir et développer la recherche et l'enseignement supérieur sur le territoire et Favoriser les conditions de réussite des étudiants (voir schéma en pièce jointe).

L'élaboration du schéma s'est inscrite dans une démarche transversale et partenariale. Il fédère les acteurs pour travailler aux complémentarités d'actions et de projets afin de développer l'excellence et l'identification nationale et internationale du Val-de-Marne.

1. Contribuer à la transformation de l'offre de formation francilienne

a) Une diversité de formations dont l'offre doit être garantie

La massification de l'enseignement supérieur qui se poursuit depuis les années 1980 (de 1 à 2,55 millions d'étudiants) conduit à une diversification du profil d'étudiants : jeunes et moins jeunes, en formation initiale ou continue, issus de milieux sociaux divers etc.

Si l'offre apparait aujourd'hui satisfaisante, l'augmentation des effectifs pour les rentrées prochaines et les mutations qui se poursuivent (départ de l'ENS Cachan par exemple) requièrent notre vigilance quant au maintien du niveau et de la diversité de cette offre.

De même, la répartition des formations professionnelles (particulièrement le volet formation initiale) doit d'abord répondre à des enjeux d'équité pour proposer aux jeunes des différents territoires une offre diversifiée permettant de répondre à leur aspiration personnelle. C'est dans cette logique que le Département soutient financièrement les initiatives de l'UPEC en matière d'orientations des étudiants.

b) Une offre de formation en cohérence avec les opportunités économiques

Les enjeux d'une articulation entre offre de formations et emploi sur les territoires sont de deux ordres.

D'une part, le développement de l'offre de formation en Val-de-Marne, dans bien des aspects, est en adéquation avec le développement économique du territoire. Par exemple, les nombreuses formations en santé et en biologie répondent aux multiples opportunités économiques au sein des entreprises de toute échelle (de la *start'up* au groupe internationalisé) et des établissements de santé. La synergie « développement économique, formation et recherche » est facteur d'attractivité pour notre territoire.

D'autre part, les acteurs de l'ESR agissent pour favoriser la gestion des compétences sur le territoire. Au regard des évolutions rapides du monde du travail, l'adéquation

stricte entre offre de formation et marché du travail n'est pas souhaitable. Cependant, l'insertion professionnelle est le développement économique doivent être intimement liés.

Ainsi, le Département, en lien avec les établissements d'ESR et d'autres institutions, organisent des forums des métiers, et orientent les demandeurs d'emploi au sein de la Cité des Métiers. De même, le Département et la Région peuvent catalyser la prise en compte des nouveaux besoins de formation. En lien avec les avancées de la société (santé, environnement et numérique) et avec les grands projets d'aménagement (Grand Paris Express), ces deux collectivités peuvent informer les acteurs de l'ESR vers des demandes nouvelles.

Afin de répondre aux enjeux de société à venir, l'enseignement supérieur doit donc maintenir son adossement à une **recherche fondamentale et appliquée d'excellence** afin de proposer des enseignements en évolution au gré des avancées scientifiques.

c) Favoriser l'accès et la réussite à cette offre diversifiée

La proximité géographique de l'offre de formation n'est qu'un des aspects de l'accessibilité à la formation et plus particulièrement à l'enseignement supérieur. Les conditions en faveur de l'accessibilité doivent s'entendre plus largement et prendre en compte tout ce qui a trait à l'information, à l'environnement social, et aux conditions de réussite.

C'est la raison pour laquelle un des axes majeurs du schéma départemental est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des étudiants, en priorité à la santé des étudiants et le logement étudiant, problème majeur dans le Val-de-Marne selon l'avis de l'ensemble des partenaires.

Aussi, le Département a-t-il travaillé avec l'ensemble des partenaires à un diagnostic partagé sur le logement étudiant fin 2016. Les 50 participants (communes, EPT, établissements d'enseignement supérieur, étudiants, associations, CROUS, bailleurs, gestionnaires etc.) ont approuvé la proposition de travailler de manière coordonnée sur cet enjeu fondamental, au travers de l'instance de coordination du SDESR.

2. Faire de l'Ile-de-France une Région à la fois scientifique et technologique au meilleur niveau, en « intégrant » le continuum recherche-maturation-transfert-PME- industrie

a) L'innovation au service du bien public

Le développement économique et social est plus important et plus durable s'il s'appuie sur une recherche solide. Or, l'ensemble des secteurs économiques sont potentiellement impactés par les résultats de la recherche et peuvent en bénéficier.

Si la tendance de la recherche publique est de travailler principalement avec les départements de R&D des grands groupes, les PME et TPE demeurent des acteurs majeurs de l'innovation et ce d'autant plus en Val-de-Marne où celles-ci constituent la majorité de son tissu économique (plus de 90% des entreprises sont des TPE/PME/*start'up*).

Ainsi, le Département considère qu'appréhender l'innovation, autrement dit le résultat de la recherche appliquée passe par une attention à la recherche fondamentale de haut niveau. Cela passe aussi par l'accueil d'étudiants dans les entreprises, par la formation continue dispensée dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ou encore par l'innovation liée aux besoins sociaux. Le besoin d'échanges, de connaissances mutuelles entre les nombreux acteurs du transfert et de la valorisation et en particulier des SATT, est une nécessité pour gagner en efficacité et en créativité. Fort de ce constat, le

Conseil départemental participe au financement en équipement de recherche des laboratoires de l'UPEC dans les domaines de la santé et des éco-activités.

En effet, l'innovation scientifique des laboratoires de recherche val-de-marnais concourent, non seulement à une valorisation économique, mais surtout à une amélioration des conditions de vie des populations. Cette innovation pour le « bien public » est conçu autour du triptyque ESRI / Citoyen/ Monde économique. Par exemple, la direction des espaces verts du Conseil départemental mène un travail avec l'UPEC sur la remédiation des sols, pollués par les anciennes activités industrielles. Le Val-de-Marne est en pointe concernant la recherche portant sur le cancer, avec l'Institut Gustave Roussy, l'association Cancer Campus et son *biocluster* à Villejuif. Les recherches des laboratoires de l'OSU-EFLUVE portant sur la qualité de l'air ou la pollution de l'eau orientent déjà les politiques publiques en matière environnementale.

b) Le Val-de-Marne, un territoire d'innovations

Le Val-de-Marne est territoire d'innovations qui se caractérise par deux axes forts.

L'axe Paris Est

L'UPEC, partenaire central de cet axe, s'appuie sur un environnement qui regroupe des structures et acteurs clés comme l'Etablissement Français du Sang, l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, l'ANSES, l'INVS, la présence de l'INA, l'IGN.

Les recherches d'excellence conduites portent tout à la fois sur la santé, l'environnement et les sciences humaines et humanités. En témoignent les travaux réalisés à l'Institut Mondor de Recherche Biomédicale (3DHU, deux centres d'expertise : Fondamental et Vaccine Research Institute), avec un projet de bâtiment dédié à la recherche médicale, mais aussi la labellisation du DIM One Health porté par l'ENVA. La présence du LISA, laboratoire de renommée internationale sur les questions atmosphériques, porteur du DIM émergent QI2 sur la qualité de l'air, et plus largement les travaux des laboratoires de l'Observatoire des Sciences de l'Univers (OSU-EFLUVE) tant en termes de pollution de l'eau, de matériaux bio-sourcés ou encore d'énergies renouvelables et de thermique des bâtiments produisent des avancées directement transférables. La construction de la maison de l'environnement en cours, ainsi que la labellisation par la CTI des diplômes d'ingénieur de l'ESIPE attestent de ce dynamisme.

En outre, l'innovation sur le territoire val-de-marnais va au-delà de l'innovation technologique. Ainsi, quatre enseignants-chercheurs de l'UPEC sont entrés à l'Institut universitaire de France en 2016 (dont les travaux portent sur l'innovation administrative, sociale) permettant une meilleure compréhension des enjeux de société afin d'y apporter de meilleures réponses.

Le lien avec les acteurs économiques locaux est fondamental, et le Département a investi dans la réalisation de la Maison de l'innovation et de l'entrepreneuriat étudiant.

L'axe Seine - Bièvre

Le CNRS est très présent sur cette partie du territoire notamment avec ses campus en site propre, Vitry-Thiais (matériaux), Villejuif et Ivry (SHS).

Les dynamiques hospitalières et les thématiques autour de la santé sont très présentes, avec l'Institut Gustave Roussy, l'hôpital Paul Brousse (Villejuif) et l'hôpital Paul Guiraud. La faculté de médecine de l'Université Paris Sud est un élément central de la dynamique d'innovations en santé, en témoignent le laboratoire de formation par la simulation et l'image en santé médecine, les labex et ses 2 DHU. Le Département a soutenu l'extension de la faculté de médecine et soutient fortement le projet du Pôle universitaire interdisciplinaire de santé.

Une autre composante de l'Université Paris Sud se trouve également en Val-de-Marne, l'IUT de Cachan en robotique qui est très lié au monde économique avec ses formations techniques à l'instar des nombreuses écoles d'ingénieurs privées.

L'UPMC s'engage fortement sur les questions de santé notamment de vieillissement, et développe des recherches environnementales sur l'eau.

Des laboratoires de sciences humaines et sociales interviennent sur ce territoire, à l'instar du Cermes3, Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale, société, est un laboratoire multidisciplinaire consacré à l'analyse sociale des transformations contemporaines des mondes des sciences, de la médecine et de la santé ainsi que leurs rapports à la société.

Le Département du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France sont sensibles à ces spécificités, véritable marqueur de notre territoire. Il conviendrait donc de travailler de concert afin de renforcer le pôle santé – environnement –société qui fait l'identité scientifique et économique du territoire.

3. Conforter la structuration de l'enseignement supérieur et de la recherche francilienne

a) Réguler la structuration pour garantir un équilibre territorial

Les politiques de regroupement de l'enseignement supérieur et de la recherche conduisent les universités à évoluer dans un contexte de différenciation qui va croissant. Afin de garder un équilibre et une cohésion, les dynamiques de complémentarité entre projets portés par les établissements doivent se développer. Le rôle de régulation des territoires devient primordial. Les grands bouleversements opérés depuis quelques années dans ce secteur ont un impact direct sur notre territoire (départ de l'ENS Cachan, départ de l'IUP, ENVA en difficulté, déstabilisation passée du CHU Mondor…). C'est dans ce contexte de vigilance quant au devenir de l'enseignement supérieur et la recherche comme levier de développement de son territoire, que le Département se positionne pour le maintien et le développement de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Considérant que l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation sont des acteurs majeurs des dynamiques territoriales, il convient alors d'avoir une vision élargie de ce secteur et de la partager avec l'ensemble des partenaires afin d'être le plus pertinent possible au regard des politiques globales au niveau national dans ce domaine.

La structuration institutionnelle doit veiller au niveau francilien à un équilibre territorial. C'est aussi le sens du SDESR et de son instance partenariale, qui réunit tous les acteurs de l'ESR et les collectivités parties prenantes dont la Région Ile-de-France, que de veiller à un équilibre territorial en termes d'ESR dans les aspects de recherche, de formation, et de conditions de réussite des étudiants.

b) Favoriser les complémentarités de projets

Se doter d'une vision commune et partagée sur ce secteur est pour le Conseil départemental un objectif. Ainsi, Région et Département pourront ainsi mettre en œuvre les dynamiques de réseaux, et travailler aux complémentarités entre les

projets des établissements, des collectivités et des partenaires socio-économiques. Il en est ainsi pour le projet de la formation en e-learning sur les questions de santé et pollution de l'air ou encore pour le projet PEGASUS où l'Etat, la Région et le Département ont trouvé des complémentarités de financement.

Ainsi, Région et Département pourraient se doter d'une vision partagée en matière de financements qui touchent les établissements d'ESR et les laboratoires situés en Val-de-Marne, notamment en ce qui concerne l'élaboration du CPER et de sa revoyure.

A cet effet, il apparaît qu'une instance de dialogue pérenne entre collectivités et acteurs de l'ESR soit un moyen de mettre en œuvre la coordination nécessaire de nos politiques. Ainsi, à l'image de l'instance de coordination du SDESR, la Région pourrait mettre en place un tel comité. L'efficacité des politiques ESR commanderait que cette instance soit souple, pragmatique mais réunie de manière régulière.

c) Val-de-Marne, territoire de santé

Le Val-de-Marne concentre l'intégralité du continuum formation / recherche / innovation / entreprise dans le domaine de la santé qui contribue à construire un ***territoire vivant***. En effet, avec ses deux facultés de médecine, ses laboratoires de recherche (172 équipes de recherches toutes confondues), avec ses pôles d'innovation autour de la santé environnementale, ou du cancer, ses 51 établissements de santé et de soins et ses 5 centres hospitaliers de rayonnement international (Institut Gustave Roussy, Henri Mondor, etc.), avec ses 500 entreprises et ses 50 000 personnes travaillant dans le biomédical, le Val-de-Marne est un ***territoire de santé***.

Par ailleurs, en Val-de-Marne, la structuration autour de la santé, de l'environnement et de la société existe non seulement au travers de ses laboratoires d'excellence mais aussi par le biais de dynamiques portées en particulier par le Département et la Région à l'instar de **Cancer Campus** et de **Futurâge.**

Cancer Campus et **Futurâge** sont des associations regroupant les universitaires, les entreprises, les territoires et les citoyens autour des thématiques du cancer et du vieillissement.

Ces dynamiques, lancées il y a dix ans, ont tendu à mailler les acteurs et les projets en vue de :

- Encourager le développement de la recherche et de la médecine
- Concourir au développement de l'activité et des emplois
- Favoriser le développement d'une offre de formation initiale et continue adaptée
- Porter et identifier des actions en réponse aux problématiques sociétales posées par la maladie ou l'allongement de la vie.

De ces dynamiques est issu, par exemple, la *Silver Valley*, la grappe d'entreprises de la *Silver economy,* témoignant de la réussite du triptyque Enseignement supérieur, recherche et innovation / Citoyen / Monde économique.

Conclusion

Le Département du Val-de-Marne a élaboré en juin 2014 son schéma départemental de l'enseignement supérieur et de la recherche (SDESR), conscient des enjeux majeurs dans le domaine. Ce schéma a défini deux grands objectifs : Maintenir et développer la recherche et l'enseignement supérieur sur le territoire et Favoriser les conditions de réussite des étudiants.

Comme dans d'autres territoires, le nombre d'étudiants a considérablement augmenté et la hausse démographique qui s'annonce amplifiera cette tendance.

Cette hausse s'accompagne d'une diversification des profils des étudiants. A cette pluralité des profils répond une pluralité de l'offre de formations dispensées par les établissements d'ESR. Le Conseil départemental juge cette diversité nécessaire et satisfaisante. Cependant, il demeure vigilant quant au maintien de cette offre plurielle, au regard des évolutions en cours dans le secteur. Il souhaiterait également que ce souci soit partagé dans le schéma régional en cours d'élaboration.

En outre, une offre de formations diversifiée est incomplète si les conditions d'accès et de réussite aux études supérieures ne sont pas réunies. C'est la raison pour laquelle le Département accorde une grande importance à la santé et au logement des étudiants, deux facteurs qui contribuent très directement à leur réussite. Ce sont des orientations que le Département souhaiterait voir reprises dans le SRESRI.

Les processus de regroupements des établissements d'ESR et la formation de campus requièrent notre vigilance. Le Département est donc soucieux de l'équilibre territorial qu'il faut garantir. C'est également le rôle de l'instance partenariale du schéma départemental qui réunit collectivités (dont la Région Ile-de-France) et acteurs de l'ESR. A cet égard, un comité de suivi du SRESRI, au dispositif souple et pragmatique, pourrait être mis en place afin de dialoguer régulièrement entre collectivités et acteurs de l'ESR, afin d'échanger les informations, de construire les complémentarités entre territoires et bâtir des logiques de projets.

Enfin, le Val-de-Marne est caractérisé par une recherche fondamentale de haut niveau dans les domaines de la santé, l'environnement et des sciences humaines et sociales. Cette recherche trouve un environnement économique très favorable et très réceptif aux innovations, où les transferts de technologie sont nombreux. La Région Ile-de-France a déjà identifié le Val-de-Marne comme un territoire de santé dans le cadre de son schéma régional de développement économique, d'emploi et d'internationalisation. Les domaines d'intérêt majeur 2017 soulignent également le potentiel des laboratoires val-de-marnais. Le Département souhaiterait donc, que le SRESRI sanctuarise la recherche fondamentale, mais aussi identifie et renforce ces domaines d'excellence de la recherche que sont la santé, l'environnement et les SHS en Val-de-Marne.

ANNEXE 7 : CONTRIBUTION DE L'AGGLOMERATION GRAND PARIS SUD SEINE-ESSONNE-SENART

Grand Paris Sud
Seine-Essonne-Sénart

Objet : Contribution GPS au Schéma Régional Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation - Ile-de-France.

Composée de 24 communes, la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud - Seine-Essonne-Sénart compte, en 2017, 18 506 entreprises, 138 207 emplois et 342 697 habitants, ce qui en fait la **cinquième entité administrative francilienne en nombre d'habitants.**

Elle est également un **pôle d'enseignement supérieur et de recherche de référence en Ile-de-France**. Grand Paris Sud - Seine-Essonne-Sénart concentre en effet **12 établissements d'enseignement supérieur et de recherche** qui participent, pour la très grande majorité d'entre eux, à la construction de **l'université-cible et du cluster Paris-Saclay**, au titre de membres ou membres fondateurs. Le territoire compte ainsi :

- **2 Universités**, avec leur I.U.T,
- **4 Grandes Ecoles** (1 business school, 3 Ecoles d'ingénieurs), dont 2 de l'Institut Mines Telecom,
- **1 Centre de recherche**, labellisé **Institut Carnot**, aussi le plus important des 18 Centres de recherche de Mines ParisTech,
- **1 Centre de formation universitaire par apprentissage**, depuis plus de 20 ans sur le territoire,
- le **Genopole**, 1e biocluster français de renommée mondiale et site le plus structuré en France pour la biologie de synthèse dont les enjeux économiques sont considérables
- **l'AFM Genethon** où les premières cartes du génome humain au monde ont été réalisées,
- **1 Centre hospitalier en voie d'universitarisation**, avec plus de 1000 lits, coordinateur de 4 Instituts de formation aux métiers de la santé et bientôt, d'une Ecole d'infirmières.

Le territoire est également fort de plus de **29 laboratoires académiques et unités mixtes de recherche d'envergure nationale et internationale**, auxquels s'ajoutent des **départements et instituts de recherche de rang mondial**.

A cette force, s'ajoutent :

- **3 classes publiques préparatoires aux Grandes Ecoles** (scientifique, littéraire, arts)
- Le **CFA d'Evry Val d'Essonne** (CFA-EVE)
- Plusieurs **établissements d'enseignement secondaire** avec des sections BTS,
- **Plusieurs instituts de formation** et centres de formation professionnelle **infra/post-bac,**
- 1 **Pôle des sciences de l'ingénieur** à Sénart qui, après des collaborations exemplaires avec l'IUT de Sénart-Fontainebleau (site de Sénart), noue de nouvelles coopérations avec des établissements du campus évryen.

A ce titre, Grand Paris Sud – Seine Essonne Sénart, accueille en 2016-2017 près de **20 000 étudiants** (dont une part croissante en mobilité internationale), **plus de 250 doctorants** et plus de **700 enseignants-chercheurs/chercheurs** et personnels de soutien à la recherche, auxquels s'ajoutent les **2 200 salariés du biocluster** ainsi que des **ingénieurs et chercheurs en entreprise.** Le territoire est en effet riche de grands comptes, PME, ETI et startups développant une activité de R&D/R&T et innovante.

La présence de **3 incubateurs** (dont l'IMT Starter comptant parmi les meilleurs de France), d'un **bâtiment** de **3000 m2 dédié à l'innovation** (E.T.O.I.L.E), d'**espaces de travail collaboratifs** (3 fab-Labs, 1 Living Lab, des salles de co-working...), de **25 plateformes d'expérimentation et de**

Grand Paris Sud
500, place des Champs Élysées - BP 62 – Courcouronnes
91054 Évry Cedex
Tél. : 01 69 91 58 58

Réf :
Dossier suivi par : Emmanuelle Lada
Tél : 0164131751
Mail : e.lada@grandparissud.fr

recherche, de **62 parcs d'activités** (middle/high-tech, éco-activités...) et de **5 pépinières** témoigne, quant à elle, de la **dynamique économique développée, notamment en matière d'innovation sur le territoire**. Engagée à renforcer la place de l'enseignement supérieur dans le développement économique, Grand Paris Sud œuvre en effet résolument, seule ou via des partenariats, à **créer les conditions nécessaires au processus d'innovation et au transfert de technologies sur son territoire par le développement d'équipements, de ressources**. Et parce que l'innovation (sous toutes ses formes) est un processus multiforme qui se fabrique par la rencontre de la recherche avec le marché, la Communauté d'agglomération travaille **également**, en jouant la **carte de la proximité** à :

- **développer les interactions laboratoires-entreprises mais aussi entre acteurs économiques** (Grands comptes - PME, ETI, startups) en vue de **renforcer les coopérations** multiples,
- permettre **l'accès de la recherche publique aux PME et startups,**
- **faciliter l'accès aux investisseurs et au marché,** tout comme les **politiques d'innovations ouvertes** des grands comptes du territoire.

Pour ce faire, Grand Paris Sud actionne plusieurs leviers : l'accompagnement des candidatures aux **Programmes d'investissement d'avenir** ou à des **appels à projets** (régionaux, nationaux, européens), la mise en place d'actions d'**animation**, d'**(in)formation, l'organisation de mises en relation (salons, conventions et RDV d'affaire, B2B, ...)**, le soutien à la **structuration de filières émergentes** (éco-activités, innovation logistique, sports et loisirs) ou **l'appui aux filières en croissance** dont le fort potentiel d'innovation a été démontré (numérique, santé, aéronautique, robotique). Et ce, en cohérence avec la politique d'innovation régionale et nationale ainsi que dans un souci de rayonnement du territoire, en France comme à l'international. Les actions de la Communauté d'agglomération en faveur de la chaîne de l'innovation s'incarnent également dans une politique de diffusion de la culture de l'innovation, auprès des entreprises comme des habitants.

La volonté de Grand Paris Sud de soutenir mais aussi de mettre en cohérence son offre d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation se prolonge par **sa participation, en tant que membre associé, à l'association EVRY SCIENCES et INNOVATION** (ESI). Créée en 2007 sous l'impulsion de chercheurs alors concentrés à Evry, avec le soutien actif de la Communauté d'agglomération, l'ambition d'ESI est de **développer, valoriser l'offre locale d'enseignement et de recherche** (en France et à l'international) et de mettre **en réseau** ses membres, **dans une logique de cluster**. L'association **s'ouvre** aujourd'hui aux **établissements du campus sénartais** qui composent désormais Grand Paris Sud (elle va, à ce titre, changer de nom en 2018). Les collaborations en cours, sous l'impulsion de la Communauté d'agglomération en concertation avec ESI, illustrent pour leur part les synergies entre établissements de Grand Paris Sud et le **rôle d'organisateur/d'animateur/de facilitateur de la Communauté d'agglomération**.

Forte de ces atouts, Grand Paris Sud – Seine-Essonne-Sénart est donc **un territoire de grande couronne tourné vers l'excellence scientifique et technologique, acteur du rayonnement de la région Ile-de-France et de sa compétitivité**. Il est **aussi celui de la proximité** : pour les **premiers cycles de formation universitaire tout comme pour l'apprentissage**, les **bassins de recrutement** de cette intercommunalité qui est l'une des plus jeunes de la région sont, en effet, **d'abord locaux (départementaux et régionaux)**. Quelques chiffres :

- 45% de la population de Grand Paris Sud a de moins de 30 ans (40% en Île-de-France et le Département de l'Essonne, 41% pour le Département de la Seine-et-Marne. Données : INSEE, 2014),
- Les étudiants en 1e cycle de l'Université de Paris Est Créteil proviennent principalement du Sud Francilien, avec une proportion plus marquée d'étudiants Seine-et-Marnais ; en 2016, ceux de l'Université d'EVRY VAL d'ESSONNE résident à 65% en Essonne et le Sud Francilien (données : Observatoire des Licences de l'UEVE),
- 65% des apprentis du CFA EVRY VAL d'ESSONNE résident en Essonne ou en Seine-et-Marne.

Cela étant Grand Paris Sud, qui compte 19 Quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville et des territoires ruraux fragilisés, n'échappe pas au constat de faible taux de poursuite des études dans le supérieur. Ainsi, selon le recensement général de la population de 2014, seulement 28% des habitants possèdent un diplôme supérieur au baccalauréat contre 39% des franciliens. Par ailleurs, 22% des étudiants de Grand Paris Sud partent faire leurs études à Paris, phénomène qu'enregistre également le département de Seine-et-Marne, faute d'une offre de proximité correspondant à leurs besoins. **L'implantation de l'ICAM sur le secteur de Sénart vient ainsi renforcer l'offre de formation d'enseignement supérieur du Sud Francilien et constitue une réponse d'accès aux études supérieures pour une partie des jeunes du territoire.**

En complément de ces orientations, **Grand Paris Sud soutient plusieurs projets qui témoignent de son engagement en tant que « territoire apprenant »**. Pour les élus du territoire, **l'accès à l'enseignement supérieur, la réussite étudiante et plus généralement la formation tout au long de la vie sous toutes ses formes (initiale, continue, professionnelle, apprentissage), et à tous les niveaux**, sont en effet des **enjeux prioritaires**. Dans ce cadre, le territoire appuie les **« Cordées de la réussite ».** Il promeut également les **passerelles, des dispositifs tremplin vers le post-bac et les innovations pédagogiques** ainsi que le développement des **interactions entre acteurs économiques et de la formation**, dans une perspective d'insertion professionnelle et de développement économique. A titre d'exemple :

- **2 candidatures**, complémentaires à l'appel à projet **« Campus des métiers et des qualifications »**, l'une en 2017 sur l'Aéronautique, l'autre sur la Robotique industrielle et l'automatisation pour le prochain appel à projet.
- **3 Grandes Ecoles du Numérique** (Evry, Sénart, Grigny), dont 2 sont pilotées ou accueillies par des Grandes Ecoles (ENSIIE, ICAM). Calendrier : octobre 2017.
- **à l'étude : 1 Grande Ecole du Commerce et de la Logistique** (modèle : label GEN)
- **plusieurs projets liés à l'Usine du futur** : Mécanique du futur, plateforme HAD, ...
- **1 Ecole de production (ICAM), 1 Centre de formations aux métiers de la restauration.**

La Communauté d'agglomération est **enfin un territoire dynamique de développement au fort potentiel d'attractivité**. Sa **croissance démographique** est ainsi, depuis près d'une décennie, **supérieure à la croissance francilienne**. Elle connaît également une **augmentation continue du nombre de ses établissements et entreprises**, selon une dynamique comparable à celle de l'Ile-de-France et ce, dans un contexte national de ralentissement économique en matière de création d'entreprises (INSEE, Conjoncture de l'Ile-de-France, 2015). Le tissu économique de Grand Paris Sud s'est donc développé, enrichissant un **écosystème composé de groupes leaders mondiaux sur leur marché dans l'industrie ou les services** (FANUC ROBOTICS, leader mondial en robotique industrielle avec son siège France basé à Lisses, SAFRAN AIR CRAFT ENGINES, ARIANEESPACE, CARREFOUR, ACCORHOTELS, ...), **de PME, d'ETI et d'entreprises innovantes/startups,** nombreuses à avoir réalisé d'importantes **levées de fond** (YNSECT, Global Bioénergies, Novolyse, Auticiel), à avoir été **distinguées par la Région** (PMup, ...), **l'Europe, d'autres instances** (BPI, ...) **ou dans différents concours internationaux** en 2016-2017 : DotVision, Electric Loading, IPSIS, Clem, DAF Conseil, DotVision, TPSH, Aketys, 3Davenir, UAVIA, V-Tour, Manasoft...

Les **nombreux projets en cours ou à venir témoignent, pour leur part, de l'intérêt des investisseurs, entreprises, pôles de compétitivité, en France ou à l'international, pour ce territoire structuré autour de plusieurs pôles économiques**. Menés en cohérence avec les filières stratégiques de Grand Paris Sud ou/et de la région, on citera :

- le **développement du Genopole**, en lien avec le Centre Hospitalier Sud Francilien, des établissements de recherche du territoire ou d'autres acteurs de Paris-Saclay, et la filière économique santé,
- Le **soutien à la filière numérique**,

• la **structuration des filières** : - transition écologique et éco-activités, - loisirs/sport/détente - innovation logistique,
• 1 **projet de plateforme HAD** (Hôtel à Démonstrateur Produit/Process) visant à soutenir l'innovation et le développement de la compétitivité dans les PME (aérospatial, aéronautique),
• ouverture en 2018 d'une **plateforme de formation à la mécanique industrielle de demain,** (consortium : Faculté des Métiers, des organismes de formation, des industriels dont SAFRAN et des PME).

L'offre de logements particulièrement importante (Grand Paris Sud, avec une croissance de +2000 logements par an en moyenne, connaît une augmentation supérieure à l'Ile-de-France), des espaces préservés, de nombreux équipements sportifs et de loisirs, proposent un cadre de vie et de travail favorable.

Grand Paris Sud est donc un pôle de grande couronne structurant et stratégique, levier d'attractivité et de compétitivité pour la Région, tant pour la recherche, l'enseignement supérieur que pour sa stratégie économique. Au regard des ressources de Grand Paris Sud, de son fort potentiel de développement, de sa capacité à engager des projets forts qui rejoignent les enjeux prioritaires de l'Ile-de-France et son souci de mise en cohérence de l'action publique, les **élus de la Communauté d'Agglomération souhaitent faire valoir l'importance du soutien de la Région pour conforter et continuer à développer ce pôle scientifique, technologique et de formation, en grande couronne qu'est Grand Paris Sud.**

ENJEU 1. GRAND PARIS SUD : UN TERRITOIRE « APPRENANT » A CONFORTER ET DEVELOPPER.

Territoire apprenant innovant, Grand Paris Sud œuvre à promouvoir l'accès à la formation (à la recherche), tant pour les publics jeunes *via* la formation initiale, que pour les salariés ou les demandeurs d'emplois dans le cadre de la formation tout au long de la vie.

AXE 1. DEVELOPPER ET RENFORCER L'OFFRE DE FORMATION, EN REPONDANT A UN DOUBLE ENJEU : TERRITORIALISATION ET INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

CONTEXTE :

• Engagée dans la construction de l'université-cible et cluster Paris-Saclay, Grand Paris Sud forme un **riche écosystème en matière d'enseignement supérieur**. Cela étant, dans le cadre des restructurations de l'enseignement supérieur et de la recherche en cours, **ce potentiel pourrait être fragilisé si des établissements ou structures (incubateurs, laboratoires, départements de recherche) du territoire**, constitutifs de sa dynamique économique et scientifique, **déménageaient ou voyaient diminuer leur soutien par les collectivités**.

• **L'offre de formation post-bac et la recherche** sur le territoire est **géographiquement différemment déployée**. Ainsi, sur le site de Sénart, elle est limitée au 1er cycle via un IUT, on ne compte qu'une Grande Ecole d'ingénieurs et la formation par la recherche doit être déployée.

• **Plusieurs données sociodémographiques** (INSEE, 2014) **justifient de développer un projet ambitieux** : - un taux de diplômés de l'enseignement supérieur inférieur de 10 points à la moyenne régionale (28% *vs* 38%), - un taux de personnes sans emploi supérieur à l'Ile-de-France (31% *vs* 28%) ainsi qu'une inscription en cycle 2 et 3 universitaires à soutenir, - la présence de 17 Quartiers Prioritaires au titre de la politique de la Ville (QPV).

ACTIONS : Renforcer l'offre de formation, en répondant à la diversification et à la transformation des besoins de formation, pour accompagner les parcours et les métiers de demain. Il s'agit en effet de : - constituer un vivier de main d'œuvre qualifiée, réactif, évoluant en compétences (du cycle 1 à 3), - fidéliser et attirer les entreprises, - offrir de nouveaux possibles aux habitants.

• **Renforcer et développer les pôles d'EVRY et de SENART *via* l'implantation de nouvelles infrastructures, et l'extension de l'existant**, dans une dynamique de maillage territorial avec :

◊ Le renforcement du Pôle des sciences de l'ingénieur de Sénart, avec la **Tranche 2 de l'ICAM** axée pour partie sur des espaces d'innovation (plateformes technologiques) et une démarche de prospection afin **d'accueillir une nouvelle école d'ingénieurs sur le site de Sénart**. **L'ICAM** constitue en effet **un levier indispensable de développement économique et de capital humain** du Sud francilien, comme en témoigne la dynamique très positive observée suite à l'implantation de l'ICAM en 2012 à Sénart. Ainsi, en 2016-2017 :

- parmi les 168 élèves ingénieurs, 2/3 provient de l'Ile-de-France, dont 18% du département de Seine-et-Marne et 19% du département de l'Essonne et près de 22% d'entre eux bénéficient d'une bourse d'études.
- Parmi les 65 « ingénieurs Icam apprentissage », 71% proviennent de l'Ile-de-France, dont près de 50% du département de la Seine-et-Marne et 10% du département de l'Essonne.
- Le développement en cours du pôle recherche de l'ICAM (en lien avec le campus évryen) conforte son rôle d'acteur majeur de la formation par la recherche dans le Sud francilien.

◊ L'extension du Cluster 19 (C-19), soutenue par la Communauté d'Agglomération. Labellisé Cap Digital et inauguré en 2016, ce cluster situé au sein de l'ENSIIE est dédié aux jeux vidéo et aux interactions numériques. Offrant sur un même lieu, formation (technique, scientifique, à l'entrepreneuriat)-recherche-action citoyenne/culturelle, il accueille des startups et associations en interaction continue avec les étudiants de l'Ecole. Positionné sur un marché de l'économie

numérique concurrentiel mais en croissance où le savoir-faire français est reconnu à l'international, le C-19 a pour ambition de compter parmi les acteurs de la formation les plus innovants sur ce marché. Parmi les orientations appelant à soutenir l'extension du C-19 : * le **développement d'une filière de formation « Calcul, performance et big data » avec le CEA** en septembre 2017 qui nécessite un centre de calcul (qui sera ouvert aux entreprises) ainsi que des salles de cours ou * le renforcement des **collaborations avec Telecom SudParis** initiées il y a plusieurs années avec la création d'une filière commune « jeux vidéo », alors pionnière au sein des écoles d'ingénieurs en France et se démarquant des écoles de design proposant cette offre de formation par le cursus scientifique proposé, * l'**accueil** programmé de **30 à 40 entreprises**.

• Accompagner la création de nouveaux cursus de formation et diplômes (du DUT au cycle 3) adaptés tout autant aux problématiques de développement économique local qu'aux besoins (et à leur anticipation) du marché à l'échelle nationale et internationale. A ce titre, **le territoire soutient** :

◊ l'implantation d'une Ecole d'infirmières (la formation est reconnue au grade de licence) qui **confortera l'offre de formation** proposée par le **CHSF et l'accès aux métiers de la santé** sur le territoire,

◊ la création de nouveaux diplômes ou cursus par formation initiale (mutualisés avec l'Université de Paris-Saclay ou Paris-Est-Créteil) ou apprentissage complétant une offre **de formation spécialisée attractive** en **France comme à l'international** en **Master/doctorat** et confortant la structuration des filières stratégiques du territoire et de la région.

• Assurer la diversification des modes d'accès à cette offre de formation étendue, en :

◊ supportant l'essor de l'apprentissage, de la **formation continue/professionnelle, des formations** plus **agiles** comme les MOOC qui sont, dans ce cadre, appréhendées comme un tremplin d'accès à celle-ci,

◊ accompagnant les transitions professionnelles.

AXE 2. SOUTENIR LES PARCOURS DE REUSSITE, DANS UNE PERSPECTIVE D'INSERTION PROFESSIONNELLE

CONTEXTE :

• Si l'offre de formation du territoire en cycle 2 et 3 est attractive à l'international, Grand Paris Sud est aussi confrontée à une **double problématique** : les **faibles taux de diplomation dans le supérieur** comparativement à l'Île-de-France et **l'échec en premier cycle universitaire. S'ajoute une spécificité sénartaise** : comparativement aux données régionales et nationales, la **transition directe lycée-université y est faible** au profit de l'entrée sur le marché du travail avant l'entrée dans le supérieur, ce qui pèse sur les parcours..

ACTIONS : Favoriser l'accès à l'enseignement supérieur et la réussite des apprenants

• **Favoriser la poursuite d'études ambitieuses** *via* :

◊ le soutien financier et technique au dispositif national « Cordées de la réussite », particulièrement déployé **sur le territoire avec 3 Cordées** : celle de Télécom SudParis et Télécom Ecole de Management, celle de l'UEVE (depuis 2009) et celle, mutualisée de l'Université Paris-Saclay (depuis novembre 2016) avec l'ENSIIE, Polytechnique, Paris Sud, Agrotech, ... et dont l'UEVE est l'un des membres fondateurs.

◊ En complément, Grand Paris Sud soutient au niveau infra-bac les dispositifs « *Nos Quartiers ont du Talent* », et « Les Passerelles » (FDME) pour faciliter l'entrée en apprentissage et la recherche d'entreprises.

• **Amplifier la lutte contre l'échec et le décrochage dans l'enseignement supérieur**, en s'appuyant notamment sur le développement d'outils de diagnostic (comme ceux de l'Observatoire des L1 de l'UEVE) ou les actions prioritaires de l'UPEC contre l'échec en Licence.

• **Développer les liens formations infra-bac/post-bac pour faciliter les parcours**. On citera à ce titre :

◊ Les candidatures « Campus des métiers et qualifications » afin de constituer 2 campus dans le Sud francilien dans la perspective de l'industrie 4.0, l'un fléché sur une branche : « aéronautique », l'autre transverse à plusieurs secteurs : « robotique industrielle et automatisation».

◊ 3 Grandes Ecoles du Numérique (Evry, Grigny, Sénart), avec la volonté de les pérenniser et de les développer. Il s'agit de formations professionnalisantes dont 2 seront accueillies au sein de Grandes Ecoles : l'ENSIIE et l'ICAM. Co-portée par la Maison de l'emploi Corbeil-Evry et l'ENSIIE, cette dernière co-pilotera la formation, mobilisera des élèves-ingénieurs pour encadrer les apprenants et les accueillera en son sein afin de favoriser leur insertion professionnelle *via* l'immersion dans un écosystème innovant. La seconde accueillie par l'ICAM s'inscrit dans la même démarche.

◊ En lien avec les établissements d'enseignements du territoire, ainsi qu'avec ses filières d'excellence, Grand Paris Sud souhaite que puissent être amplifiés les dispositifs de formation liés au développement de l'Usine du futur avec : * la plateforme de formation à la mécanique industrielle de demain (à Bondoufle, sur le site de la Faculté des métiers, pour former des apprentis et des salariés en formation continue, avec un consortium composé d'organismes de formation et d'industriels dont SAFRAN et des PME).

◊ En complément, Grand Paris Sud soutient : * Le Centre de formations aux métiers de la restauration à Grigny « Cuisine mode d'emploi(s) » créé par le Chef étoilé Thierry Marx (ouverture : printemps 2017), * 1 Ecole de la 2e chance à EVRY, *1 Ecole de production à l'ICAM-Sénart (ouverture : septembre 2017).

Ces orientations répondent aux ambitions de la Région ainsi qu'aux objectifs clés de l'Europe à l'horizon 2020 qui visent une augmentation significative du nombre de jeunes achevant des études supérieures et une réduction du taux d'abandon scolaire à 10 %.

AXE 3. FOCUS SUR L'APPRENTISSAGE : 1 LEVIER POUR FACILITER L'INSERTION PROFESSIONNELLE AINSI QUE LE RENFORCEMENT DES LIENS ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR-ENTREPRISES-TERRITOIRE.

CONTEXTE :

• Grand Paris Sud figure **au nombre des territoires pionniers dans le développement de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur**. Le CFA d'Evry Val d'Essonne (CFA-EVE) est ainsi depuis près de 25 ans l'un des acteurs majeurs de l'apprentissage post-bac en Ile-de-France et l'UPEC œuvre également dans ce champ depuis plus de deux décennies. Cette dynamique se poursuit avec l'engagement fort de toutes les Grandes Ecoles (business school, écoles d'ingénieurs) du territoire envers l'alternance ou la création de nouveaux masters. L'UEVE pour sa part se distingue depuis plusieurs années avec **l'un des meilleurs taux d'apprentis et d'inscrits en formation continue de France** (20% de ses diplômés), dans un contexte national où le nombre d'apprentis a augmenté de 7% entre 2013 et 2015 (données : CPU).

• **Cette dynamique est bénéfique pour le territoire et plus largement, pour la Région : la proximité est en effet privilégiée par les jeunes comme les entreprises**. Ainsi : - en 2016, 65% des apprentis du CFA-EVE résident en Essonne ou en Seine et Marne ; - 40% de ces apprentis sont en poste dans un établissement essonnien ou seine-et-marnais ; - près de 20% des apprentis du CFA-EVE ont passé leur baccalauréat dans un établissement francilien bénéficiant d'un dispositif prioritaire (données : Observatoire du CFA-EVE).

• **Cependant**, si l'apprentissage est un levier pour l'insertion professionnelle de proximité (18 mois après leur formation, 90% des apprentis du CFA-EVE sont en emploi), il est aussi **particulièrement sélectif à l'entrée**. Il est, enfin, un mode de formation **ignoré par les indicateurs internationaux d'excellence**.

ACTIONS : DEVELOPPER L'APPRENTISSAGE DANS UNE LOGIQUE DE PROXIMITE ET D'ATTRACTIVITE.

• **Renforcer l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins des entreprises** afin de permettre le développement de l'emploi de proximité, notamment en étant fer de lance de la formation en apprentissage post-bac qui, au vu de la socio-économie et démographie du territoire, permet parfaitement de répondre aux attentes du monde du travail d'aujourd'hui et des habitants.

• **Amplifier et promouvoir l'apprentissage à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, pour un spectre élargi de disciplines** et ce, en visant l'accès à l'apprentissage des étudiants qui n'auraient pas eu les moyens de poursuivre leurs études. Cette orientation rejoint la politique de la CPU (Conférence des Présidents d'Universités) et de l'ANASUP (Association nationale pour l'apprentissage dans le supérieur) défendue dans la convention cadre sur l'apprentissage dans le supérieur signée en septembre 2016 pour 5 ans. Cette perspective inclut de faciliter la recherche de maîtres d'apprentissages, d'entreprises.

• **Développer une offre complémentaire et territorialisée de formations dans le supérieur** (bac+2 à bac+5), en évitant la mise en concurrence des opérateurs.

Enjeu 2 : renforcer les interactions entreprises-ESRI-territoire, dans une perspective d'innovation.

Axe 1. REAFFIRMER LE RÔLE DES COLLECTIVITES.

CONTEXTE :

• **Grand Paris Sud se situe au cœur du cône de l'innovation francilien et est un acteur des projets de Paris-Saclay**. Les potentialités propres de ce territoire et les synergies attendues de sa situation privilégiée en font **un espace de développement de qualité pour les entreprises innovantes**. Le territoire doit, à ce titre, s'appuyer sur ses forces, capitaliser les dynamiques qu'il a construites et saisir les opportunités nouvelles pour développer un tissu économique innovant, riche en emplois pour sa population. **Réussir un territoire innovant pour une collectivité implique d'organiser des interactions** entre différents univers, de **soutenir une dynamique de proximité**, celle-ci étant un **moteur d'innovation tout autant qu'un catalyseur de mobilisation**.

ACTIONS : DEVELOPPER DES ECOSYSTEMES TERRITORIAUX D'INNOVATION, EN S'APPUYANT SUR LES COLLECTIVITES ET LEURS SPECIFICITES ECONOMIQUES, QUI PEUVENT ETRE DIVERSES, ET EN VEILLANT A LEUR COMPLEMENTARITE. Parmi les leviers :

• **la poursuite des initiatives en faveur de la complémentarité des territoires et des solidarités territoriales**. Dans un environnement complexe et surtout en profonde mutation, cela doit se traduire par un rôle de coordination de la Région en vue de définir une structuration géographique de l'économie francilienne permettant de co-construire son attractivité et de limiter la concurrence.

• **le Soutien de la Région à la détection de projets** (animation/coordination de la présence des territoires franciliens à des salons professionnels de type VivaTech, Techinnov, DrimInSaclay..., organisation de rendez-vous et conventions d'affaires)

• **l'implication de la Région dans la gouvernance du Syndicat Mixte du pôle d'activités de l'aérodrome de Villaroche** (SYMPAV).

• **le soutien à la chaîne de l'innovation** par : - la **mise en place de leviers financiers** et l'identification de nouvelles opportunités de marché - abonder les dispositifs tels que ceux de BPI France/CCI, - la mobilisation d'investisseurs.

• **le soutien de la Région aux dispositifs d'incubations publics, issus de l'enseignement supérieur,**

• **Inscrire le territoire dans une logique de services aux entreprises,** en développant des offres innovantes (expérimentation du co-working, développement de l'incubation et accompagnement des entreprises tout au long de leur croissance) et conforter la desserte numérique à brève échéance. C'est en ce sens que la Communauté d'agglomération :

◊ soutient à partir de 2017, la mise en œuvre partenariale, notamment avec l'IMT Starter, d'un nouveau programme : 1+1 qui vise la détection de porteurs de projets, la formation et l'accompagnement à l'entrepreneuriat IT la première année et l'implantation dans une des pépinières du territoire la seconde année, dans une optique d'implantation et fidélisation.

◊ a été fer de lance d'une expérimentation : la création de l'association SILICON PRAIRIE visant à (in)former et mettre en réseau les entreprises innovantes sur le territoire et plus largement en Ile-de-France ainsi que les porteurs de projets, en développant un concept et mouvement éprouvé aux Etats-Unis.

• **Le territoire entend également se constituer comme terrain d'expérimentation, :**

◊ en continuant sa participation au dispositif CASSIOPEE de Télécom SudParis, une pédagogie par projet pour les élèves de 2ème année débouchant sur des résultats concrets exploitables par le commanditaire,

◊ *via* un projet de convention avec l'ICAM, en lien avec le pôle de compétitivité Novalog, pour proposer des innovations technologiques ou d'usage en cohérence avec les filières stratégiques du territoire, notamment sur le volet innovation logistique.

Axe 2. AMPLIFIER LES INTERACTIONS MONDE ECONOMIQUE-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, EN LIEN AVEC LES FILIERES STRATEGIQUES DU TERRITOIRE.

CONTEXTE :

Multiforme et concernant toutes les entreprises, l'innovation est un processus qui se construit par la rencontre de la recherche avec le marché mais aussi entre des univers culturels et de pratiques différentes.

ACTIONS : DEVELOPPER LES CONNEXIONS DU MONDE ECONOMIQUE-DE LA RECHERCHE.

• **Renforcer la co-construction de projets collaboratifs** entreprises-organismes de recherche mais aussi entre entreprises (Grands comptes et startup) **et favoriser l'accès à l'ESR des PME, dans une démarche d'innovation territoriale.** Quelques exemples :

◊ Soutenir la diffusion de la transition digitale dans les entreprises et la formation à l'entreprenariat par le développement des interactions recherche-formation-monde économique *via* le Programme d'Investissement d'Avenir « Disrupt campus » : cf. le projet REBOOT, piloté par l'ENSIIE et pour lequel la C.A a mobilisé les entreprises du territoire. Lancement : second semestre 2017 ; cf. le projet de l'Institut Mines Telecom impliquant l'IMT Starter.

◊ Faciliter la politique d'innovation ouverte des Grands Comptes, l'accès au marché des startups du territoire ainsi que le transfert de technologies. En 2016, Grand Paris Sud a organisé des mises en relation entre des acteurs issus de deux éco-systèmes d'excellence du territoire : l'industrie et le numérique. Engagée sous forme d'expérimentation et reposant sur l'accompagnement des entreprises innovantes (formation au pitch, information sur la propriété intellectuelle) et la sensibilisation du grand compte aux ressources du territoire, cette opération a été une réussite : signature de NDA, tests grandeurs nature et Preuves de concept en cours, accès à de nouveaux marchés). Sa reconduction sur de nouvelles thématiques est engagée en 2017 à la

demande de ce grand compte. Perspectives futures : répondre à la demande d'autres grands comptes.

• **Conforter ses filières** (santé, aéronautique, industrie) et **axes forts de rayonnement économique, développer ses grands projets, favoriser la consolidation de clusters (locaux) ou grappes d'entreprises**, autour des pôles de compétitivité (Advancity, Novalog, Systematic, Medicen, ...), porteurs d'emplois. Cette logique repose sur l'intégration pleine et entière des acteurs de l'ESR.

En lien avec ces grands enjeux, les **priorités d'action que GPS souhaiterait voir inscrites sont :**

• **Le développement de la filière « santé » par l'accompagnement de la mise en œuvre du projet Genopole 2025, en lien avec le plan national génomique 2025**. Le Genopole a en effet plusieurs ambitions : * devenir une capitale européenne de la géno-biomédecine, via l'essor des collaborations avec le Centre Hospitalier Sud Francilien (Corbeil), des organismes de recherche et entreprises du cluster Paris-Saclay ; * consolider les biotechnologies et la biologie de synthèse, * atteindre un effectif de 6 000 personnes (10 000 avec le CHSF) à l'horizon 2025, * accueillir de nouvelles entreprises, * développer son rayonnement à l'international.

• avec la structuration des filières émergentes « transition écologique énergétique » et « éco activités » notamment sur le parc d'activités dédié, **soutenir les réflexions et actions sur : * les réseaux de chaleur, le développement des énergies renouvelables et les réflexions sur la création d'une plate-forme territoriale de transition énergétique** ; * l'économie circulaire, l'éco-construction, les mobilités durables.

• Accompagner la structuration de la logistique/du e-commerce : la création à Sénart, en Seine-et-Marne, d'un cluster dédié à la logistique du futur à développer un écosystème autour des entrepôts, des systèmes d'information, des progiciels, de la robotisation et du commerce intelligent. Associant entreprises, l'ICAM, l'UPEC, le CFA-EVE et le Pôle de compétitivité Novalog, ce projet développe une dimension internationale favorable au territoire. Les actions du cluster se poursuivront via la stratégie nationale « France logistique 2025 ». La participation du pôle de compétitivité Advancity en charge de la ville durable fait le lien avec les éco-activités.

• Structurer une filière « loisirs / sport / détente / entraînement de haut niveau » en créant et structurant un écosystème favorable à tous les acteurs de la chaîne de valeur du sport. Outil de développement territorial permettant de créer des synergies, de mutualiser des ressources, de renforcer la mise en réseau, le cluster associe la recherche et le développement, l'enseignement et la formation, les entreprises du secteur et les mouvements sportifs nationaux (fédérations). L'enjeu est ici d'innover sur de nouvelles coopérations, de nouveaux modes d'entrainement et de pratiques, de nouveaux produits...Il s'appuiera ainsi sur les ressources du territoire tant en termes de compétences que d'opportunités immobilières et foncières pour accompagner une filière «sport / loisirs / santé / bien-être».

Axe 3. ANIMER L'ECO-SYSTEME ET DIFFUSER LA CULTURE DE L'INNOVATION.

CONTEXTE :
Pour développer son potentiel d'innovation dans une logique favorable aux acteurs économiques comme aux habitants, Grand Paris Sud s'implique pour animer l'éco-système et diffuser une culture d'innovation au plus grand nombre.

ACTIONS : CO-DEVELOPPER UN ECO-SYSTEME PLUS COLLABORATIF, PLUS DURABLE ET PLUS INTELLIGENT POUR STIMULER L'ESPRIT D'INNOVATION, DANS UNE PERSPECTIVE DE MONTEE EN QUALIFICATION, DE CREATION D'EMPLOIS ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.

• **Soutenir l'organisation d'événements dédiés à l'innovation ouverts aux étudiants, chercheurs, entrepreneurs et habitants du territoire** afin d'éviter la formation d'îlots d'excellence Tech déconnectés du territoire. La Communauté d'Agglomération s'implique ainsi dans l'organisation :

◊ du premier Startup week-end EVRY en 2017 qui a réuni plus de 60 participants issus des universités, Grandes écoles mais aussi en recherche d'emploi qui ont eu 54h pour transformer, en équipe, un projet en startup, en bénéficiant d'une formation par la mise en situation à l'entrepreneuriat innovant. Pour l'équipe lauréate : la possibilité d'être incubée au sein de l'IMT Starter.

◊ des EVRY GAMES CITY (dès la 1e édition) , qui sont un carrefour de rencontres, d'échanges et de partage pour toute la jeunesse et les familles en Île-de-France afin de tester les nouveautés des éditeurs partenaires en matière de jeux vidéo, de découvrir de la réalité virtuelle.

• **Promouvoir l'usage des fablab et des espaces collaboratifs du territoire ainsi que des structures dédiées à l'innovation** (E.T.O.I.L.E).

• **Promouvoir l'entrepreneuriat étudiant innovant par des actions dédiées** : Grand Paris Sud est par exemple partenaire depuis 2009 du Challenge Entreprendre, l'un des événements en France le plus ancien et le plus important en termes d'effectifs en faveur de l'entrepreneuriat étudiant. 500 étudiants, de TSP, TEM et l'ENSIIE ont une semaine pour développer un projet de startup, l'équipe lauréate étant hébergée au sein de l'incubateur. Plusieurs réussites avec des startups encore en activité et en projet : l'élargissement aux étudiants de l'UEVE.

• **promouvoir des actions citoyennes** (cafés-citoyens, vulgarisation scientifique, la création de tiers-lieux).

Enjeu 3 : Attractivité et rayonnement national et international.

CONTEXTE :

Grand Paris Sud est un territoire de grande couronne stratégique en Île-de-France, avec des atouts et un potentiel de développement important. Le renforcement et la valorisation de ce pôle répond à un véritable besoin du sud francilien, ce qui permet d'accroître l'attractivité de Grand Paris Sud et sa notoriété pour faciliter l'ancrage territorial des entreprises. Dans le même temps, **cette orientation participe pleinement, au travers au travers différents grands projets structurants, au renforcement du rayonnement national mais aussi international de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation franciliens**.

Axe 1. COMMUNICATION ET MARKETING TERRITORIAL.

En lien avec la Région et avec des acteurs du territoire,

ACTIONS :

• assurer la **promotion de l'offre locale de formation**, tant auprès des **familles** que de prescripteurs/faiseurs d'opinion (enseignants, acteurs en charge de l'orientation) ou encore des **entreprises par des outils dédiés,**

• **Promouvoir les MOOC** car ils sont des vitrines à l'international et au national.

• **Développer des supports** pour accompagner les acteurs de l'ESRI faisant du prospect à l'international.

• Assurer la **promotion du territoire auprès de prescripteurs et investisseurs internationaux.**

Axe 2. DEVELOPPER LA VIE DE CAMPUS ET LE CADRE DE VIE

• **Améliorer l'accueil des étudiants et chercheurs en mobilité internationale**. La Communauté d'Agglomération soutient l'association EVRY SCIENCES ACCUEIL par son statut de membre associé à

ESI. Cette association dispense aux chercheurs ainsi qu'aux étudiants des établissements membres et à leurs familles, une offre d'information administrative, de recherche de logements et des cours de français. Son antenne à EVRY, récemment ouverte, œuvre avec Sciences Accueil de Saclay.

• **Favoriser la vie de campus**, pour une **vie étudiante attractive en interaction avec les habitants.**

◊ la réalisation d'équipements ou la redynamisation de l'existant (inauguration de la bibliothèque universitaire sur le site de Sénart en 2016, programmation de la maison étudiante ou du Learning center/maison des Sciences de l'Homme et de la Société de l'Université Evry Val d'Essonne)

◊ le développement d'une offre sportive adaptée aux modes de vie des étudiants,

◊ l'accessibilité des étudiants et chercheurs à la vie culturelle du territoire, particulièrement dense grâce à ses équipements et sa programmation riche.

• **développer la vie numérique.**

• **Poursuivre la constitution d'une offre de logements étudiants accessible** et ce, en préservant la qualité du cadre de vie (espaces boisés, berges sur Seine, ...) et en allant vers un territoire à énergie positive. Grand Paris Sud est l'une des deux EPCI de proximité immédiate avec la Métropole du Grand Paris où l'évolution annuelle du nombre de logements est la plus forte (INSEE, 2014). Par ailleurs, avec près de + 2000 logements par an en moyenne, la Communauté d'agglomération connaît une augmentation supérieure à l'Ile-de-France.

• **soutenir l'accessibilité des étudiants comme des personnels aux sites** : cette question importante dans le cadre des mutualisations en cours et de la construction de Paris-Saclay, un projet multi-campus. A ce titre, le développement des liaisons vers la Métropole et Paris-Saclay (mise en service du Tram Express 12, extension Tzen 1, 2 et 4 à l'horizon 2020 ; amélioration de la ligne D du RER à l'horizon 2021 ; connexion du territoire au réseau TGV) ainsi que les liaisons internes à Grand Paris Sud.

Enjeu 4 : Mise en cohérence de l'action publique : gouvernance et financement.

Dans le cadre du nouveau découpage des compétences, la Région a toute légitimité à tenir le rôle de chef de file et d'ensemblier dans la construction d'une ambition en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation. Elle constitue ainsi, au travers des Bassins d'Emploi définis en 2016 comme territoires régionaux de référence, l'échelon pertinent de structuration territoriale de l'offre de formation au regard des enjeux économiques, de définition d'orientations et d'actions partagées en continu, d'évaluation et de la capitalisation du SRESRI.

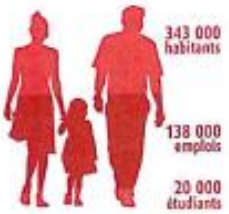
Au regard des impacts reconnus de l'ESRI sur le développement et l'attractivité des territoires, la Région doit favoriser la mise en cohérence de l'action publique en la matière pour insuffler une dynamique de coopération, la recherche de véritables complémentarités et synergies au regard des atouts et des potentialités de chaque territoire francilien.

Afin de pouvoir pleinement jouer son rôle d'ensemblier et d'accélérateur de l'ESRI sur l'Ile-de-France, la Région se doit d'associer pleinement les collectivités locales, et notamment les intercommunalités qui sont des acteurs majeurs, pour suivre et participer à « la mise en œuvre » du SRESRI durant toute sa validité, à ses évolutions, adaptations et à ses réorientations.

Il est ainsi indispensable qu'une gouvernance appropriée puisse être mise en place avec l'ensemble des acteurs de l'ESI et basée sur un suivi consolidé et partagé de la stratégie régionale ainsi définie. Il est dans ce cadre important de co-construire avec chaque interlocuteur des indicateurs de résultats, afin qu'ils puissent être renseignés et suivis, et qu'ils soient pertinents au regard de l'action à mettre en œuvre.

FICHE TECHNIQUE.
GRAND PARIS SUD :
UN POLE DE FORMATION, SCIENTIFIQUE ET ECONOMIQUE DE REFERENCE EN GRANDE COURONNE

24 Communes, 2 Départements (91 et 77).





ACTEURS, RESSOURCES, EQUIPEMENTS

Un Territoire engagé dans la construction et les projets de l'université Paris-Saclay et du Cluster Paris-Saclay qui compte parmi les 8 plus importants au plan mondial et qui regroupe 15% de la recherche nationale.



12 Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche, dont :

• **2 Universités et composantes :** - L'Université d'Evry Val d'Essonne (UEVE), - l'IUT d'EVRY, - L'Université de Pari-Est-Créteil et l'IUT de Sénart-Fontainebleau, site de Sénart.

• **4 Grandes Ecoles (3 écoles d'ingénieurs et 1 business school)** : -Telecom SudParis (TSP), -Telécom Ecole de Management (TEM) toutes deux de l'Institut Mines Telecom, - L'École nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise (ENSIIE), associée à l'IMT - L'Institut Catholique d'Arts et Métiers (ICAM).

• Le **Centre des Matériaux-Mines ParisTech** : créé à Evry en 1967, Unité Mixte de recherche du CNRS, il est : - le plus grand des 18 centres de recherche de MINES ParisTech, - labellisé Institut Carnot (distingue des laboratoires publics menant des travaux en partenariat avec des entreprises (de la PME aux grands groupes).

• **Le Genopole** : 1 biocluster français de renommée mondiale. Dédié à la recherche en génomique, génétique et aux biotechnologies, le genopole c'est aussi :

- la plus forte concentration de biotechs et le site le plus engagé en France pour la biologie de synthèse, dont les enjeux économiques et les applications sont considérables (santé, cosmétiques, environnement, énergie),

- une force de recherche et d'innovation assurée par : * 19 laboratoires académiques placés sous la tutelle de l'Université d'EVRY VAL d'ESSONNE (membre fondateur du Genopole) et d'organismes de recherche nationaux (CEA, le CNRS, l'Inra, l'Inserm), * 86 sociétés * 25 plates-formes techniques accessibles aux laboratoires et entreprises du site ; * la production de médicaments de thérapie génique, * de l'information citoyenne.

• **L'AFM Téléthon** où les premières cartes du génome humain au monde ont été réalisées.

• Le **Centre Hospitalier Sud Francilien**, à vocation universitaire, qui coordonne également **4 instituts de formation** : * l'institut de Formation de Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale (IFMEM), * l'institut de formation d'Auxiliaires de Puériculture (IFAP), * l''institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS), * l'institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI).

29 laboratoires académiques, des Unités mixtes de recherche et des Instituts de recherche, dont :

- **SAMOVAR** (TSP)
- le Laboratoire « Informatique, Biologie Intégrative et Systèmes Complexes » (IBISC) de l'UEVE,
- le Centre d'Études et de Recherche en Thermique, Environnement et Systèmes (CERTES) de l'UPEC.
- **L'Institut de biologie systémique et synthétique** (iSSB) créé avec le CNRS, qui positionnait le Genopole, en 2015, au 3ème rang européen et au 9ème rang mondial en termes de publications.
- Des pôles scientifiques comme le **Pôle des sciences de l'ingénieur** de Sénart qui, après des collaborations exemplaires avec l'IUT de Sénart-Fontainebleau (site de Sénart), noue de nouvelles coopérations avec des établissements du campus évryen.

3 classes publiques préparatoires aux Grandes Ecoles (scientifique, littéraire, arts)

Le Centre de formation universitaire par apprentissage d'Evry Val d'Essonne (CFA-EVE), l'un des principaux opérateurs de l'apprentissage dans le supérieur en Ile-de-France.

Des instituts de formation et centres de formation professionnelle infra/post-bac, dont : la Faculté des métiers de l'Essonne (Bondoufle, Evry), le Greta de l'Essonne (Corbeil-Essonnes), le Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM (Evry), l'AFPA (Ris-Orangis), l'Institut de Recherche et de Formation à l'Action Sociale de l'Essonne – IRFASE (Evry), ITIS Formation (Evry), des lycées avec des sections BTS.

Equipements

- **3 incubateurs et des dispositifs innovants d'accompagnement des startups:**
  - ◊ **L'IMT Starter** de l'Institut Mines Telecom, commun à TSP, TEM et l'ENSIIE. Dédié au numérique et créé en 2000, l'incubateur a accompagné plus de 150 sociétés, est classé 3ème incubateur de France pour le nombre d'emplois créés et est organisateur, avec le soutien de Grand Paris Sud d'événements phares sur le territoire en direction des étudiants, entreprises innovantes et habitants.
  - ◊ **Cluster 19** (C-19): Inauguré en 2016, labellisé Cap Digital et inscrit au CIN, ce Centre de ressource et d'innovation au sein de l'ENSIIE est fléché interactions numériques et jeux vidéo. Il vise l'accueil de 30 à 40 entreprises et le développement de ses ressources (Centre de calcul) dans le cadre de partenariats (CEA, TSP, ..)
  - ◊ **L'incubateur du Genopole**, centré sur les biotechnologies
  - ◊ **Booster** : développé par le Genopole, c'est en France le seul dispositif d'accompagnement orienté Business, entièrement dédié à l'innovation biotech. Sa cible : entreprises de biotechnologies innovantes déjà créées, sélectionnées en France et à l'international pour leur fort potentiel de développement (santé, agri-agro, éco-tech/environnement, bio-industrie) ...
  - ◊ **Shaker** : une offre inédite (en juillet 2017) conçue pour les doctorants/post doctorants porteurs d'une innovation et futurs créateurs de sociétés.

- **5 pépinières et hôtels d'entreprises.**
- **1 bâtiment** « Espaces et Technologies Ouverts pour l'Innovation des Laboratoires et des Entreprises » (E.T.O.I.L.E) de 3000 m^2 **dédié à l'innovation et aux interactions monde économique-formation-recherche** co-financé par la Communauté d'Agglomération, le Département, la Région.
- 1 Living Lab : au sein d'ETOILE
- Plus d'une vingtaine de plateformes technologiques de recherche et d'expérimentation ouvertes aux entreprises.
- **3 Fablabs** : un à Ris-Orangis, un à Evry, un à Sénart.
- Des espaces de co-working.
- **62 parcs d'activité** dont High/Middle tech.

• L'association **EVRY SCIENCES et INNOVATION** dont les missions sont de développer l'offre de formations et de recherches menés par les établissements d'ESRI de l'axe Evry-Corbeil et son rayonnement.

Un territoire apprenant

•Une offre de formation diversifiée cohérente pour les 1ers cycles, conforme aux enjeux de proximité, et des spécialisations attractives à l'échelle nationale et internationale en master et doctorat, avec notamment :

◊ Sciences du vivant et santé : dont la génomique et post-génomique pour la santé et l'industrie, la médecine translationnelle ;

◊ Numérique : le campus évryen forme autant d'ingénieurs et informaticiens que Grenoble ;

◊ Bio tech, Green Tech ;

◊ Logistique ;

◊ Sciences sociales,

◊ Management, Commerce, marketing et communication.

• **GPS, un des territoires pionniers du développement des formations en apprentissage post-bac**, avec comme principaux opérateurs : le CFA-EVE et le CFA de l'UPEC, la FDME (historiquement centrée sur une offre infra-bac).

• **des formations et dispositifs « tremplins » reposant sur le développement des liens infra-bac/post-bac :**

◊ **3 Grandes Ecoles du numérique,** dont deux sont pilotés et/ou accueillis par des établissements d'enseignement supérieur (ICAM Paris-Sénart, ENSIIE-Evry), en lien avec des intermédiaires de l'emploi (Grigny),

◊ **1 projet de Grande Ecole du Commerce** sur le modèle des Grandes Écoles du numérique, - **2 candidatures** en 2017, complémentaires, à l'appel à projets national **« Campus des métiers et des qualifications »,**

◊ **1 Ecole de production (ICAM),**

◊ **1 Ecole de la 2ème chance,**

◊ **1 Centre de formation aux métiers de la restauration,**

• Soutien à plusieurs projets de l'Usine du Futur : HAD, première composante du projet AIGLE porté par GPS et associant le pôle compétitivité ASTech pour soutenir l'innovation et renforcer la compétitivité des Jeunes entreprises innovantes, des PME et ETI de la filière aéronautique.

Un écosystème dense organisé autour de plusieurs filières économiques en croissance et émergentes.

• Un tissu économique de 18 500 entreprises, avec des Grands comptes, des PME, ETI et des startups/entreprises innovantes dont plusieurs leaders mondiaux sur leur marché (industrie et services)

◊ **Top 5 des entreprises innovantes à Grand Paris Sud** : leader mondial en robotique industrielle (Fanuc), en lancement de satellites commerciaux (Arianespace), 1er motoriste aérospatial d'Europe (Safran), 1er au niveau européen en fabrication de thérapie génique (YposKesi).

• **Filières en croissance** : aéronautique, robotique/mécanique (avec un appui au développement du cluster drone civile francilien), numérique (comme filière d'avenir mais aussi comme levier de transformation de l'ensemble de l'économie), santé, biotechnologies.

• **Filières émergentes en cours de structuration** : éco-activités/GreenTech ; transition énergétique ; innovation logistique ; développement d'une filière et d'équipements autour des axes : - sports/loisirs/détente, au sein de la filière numérique : - jeux vidéos et interactions numériques.

• **Pôles de compétitivité** dont sont membres les établissements et entreprises : CAPDIGITAL, SYSTEMATICS, OPTICS VALLEY, MEDICEN, AsTech, Advancity, Novalog.

Une disponibilité foncière à 30 kms de Paris

• Hippodrome de Ris-Orangis/Bondoufle (133 hectares),
• De grandes emprises foncières à développer sur des parcs d'activités thématisés (74 hectares pour l'Ecopôle de Sénart, 16 ha pour le PAE A5 Sénart, 25 ha sur le PAE Léonard De Vinci ; 6 ha sur le PAE des Haies Blanches et 350 hectares sur le pôle aéronautique de Villaroche)

Un cadre de vie et de travail favorable, un territoire connecté

• Une offre culturelle et de loisirs dense, avec 16 salles de spectacles, 19 médiathèques.
• De nombreux équipements de loisirs et sportifs : 12 piscines, 1 patinoire, 1 bowling, 7 parcours de golf, 1 terrain de base-ball...
• 5 centres commerciaux de notoriété régionale.
• La conjugaison d'une desserte routière et ferroviaire dense (17 gares RER) avec une large présence d'espaces verts (Forêts de Sénart, de Rougeau, Bois de Saint-Eutrope, ...) et de terres agricoles.
• des programmes de construction de logements : près de + 2 000 logements par an en moyenne, soit une augmentation supérieure à l'Ile-de-France (INSEE, 2014).

ANNEXE 8 : CONTRIBUTION DE L'AGGLOMERATION VAL D'EUROPE

CONTRIBUTION DU VAL D'EUROPE

AU SCHEMA REGIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,

DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

RENFORCER LE POLE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DU VAL D'EUROPE,

EN SEINE ET MARNE

VAL D'EUROPE

Val d'Europe, identifié au SDRIF comme pôle d'excellence du territoire d'intérêt métropolitain Marne la Vallée-Meaux, est un pôle structurant majeur du développement de l'Est Francilien, à mi -chemin de son développement.

Le projet valeuropéen constitue une Opération d'Intérêt National qui aux termes d'un Projet d'Intérêt Général a vocation à devenir une ville majeure de l'est métropolitain.

Des 5 villages de 1987, Val d'Europe confirme aujourd'hui son potentiel : 35 000 habitants, 80 000 dans les 20 prochaines années, 30 000 emplois dans un environnement de qualité. Il accueille d'ores et déjà le 1er Hub TGV français, un hôpital, la 1ère destination touristique européenne avec 40 millions de visiteurs par an, un centre commercial, un outlet internationnal classés en Zone Touristique Internationale …

Ce projet est donc un formidable générateur de croissance et de plus-value pour la Région Capitale et le département en constituant un moteur de création de richesse et d'emplois dans le Nord Seine et Marne, en structurant une nouvelle centralité forte contribuant à renforcer l'attractivité de la Seine et Marne et de l'Est Francilien.

Dans ce cadre les 5 objectifs du PIG :

- Donner à la destination touristique un potentiel de développement à l'échelle européenne et internationale
- Poursuivre l'accueil de populations nouvelles
- Promouvoir le Val d'Europe comme pôle de développement économique majeur pour l'Est francilien en encourageant la diversification de ses activités
- Programmer l'implantation de grands équipements de superstructure, en particulier dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la culture, du sport et de la formation professionnelle
- Garantir une accessibilité métropolitaine aux pôles de développement touristique et urbain par la réalisation d'un carrefour d'infrastructures de transports et de communications de très haut niveau

Depuis plus de 10 ans Val d'Europe met gracieusement à disposition de l'université de Marne la Vallée un bâtiment de 4250 m2 qui accueille près de 1500 étudiants (IFIS et IFSI).

Après une étude portée par l'agglomération avec le soutien de la Région Ile de France, du département de Seine et Marne, des Universités de Paris-Est Marne la Vallée et Créteil, réalisée par ALGOE, relative à la faisabilité de la création d'une antenne de l'université pouvant accueillir à terme 10 000 étudiants, les crédits relatifs à la construction du campus universitaire du Val d'Europe ont été actés dans le cadre du CPER. Le territoire met à disposition, à l'euro symbolique, sur ses réserves foncières pour équipements publics, l'assiette nécessaire à sa réalisation. Les études relatives à la première tranche de construction du campus universitaire du Val d'Europe sont lancées. De cette dynamique est né un partenariat qui s'est renforcé avec notamment l'hôpital de Marne la Vallée et la communauté d'agglomération de Marne et Gondoire.

Les atouts existants autour de l'accessibilité, de la taille du projet ou encore de la maitrise foncière et des objectifs de développement sont confortés par l'implication des élus et de tous les partenaires. Le projet de campus du Val d'Europe est par ailleurs fondé sur des logiques de gestion de ville, de pôle de vie universitaire.

S'agissant du seul territoire qui accueille une création nouvelle de surface universitaire, les élus souhaitent profiter de cette dynamique pour porter un projet ambitieux et innovant de campus intégré international dans le cadre d'une initiative publique-privée reposant sur un principe de mixité des fonctions et une situation stratégique des fonctions d'accueil et d'accompagnement des fonctions d'enseignement.

Par ailleurs, porté par le Cluster tourisme Paris Val d'Europe, le campus des métiers et des qualifications liés au tourisme a été labellisé en 2016.

Le Val d'Europe c'est aussi une destination tertiaire avec un grand dynamisme économique, plus de 2200 entreprises, grands comptes, PMI, PME, TPE qui représentent plus de 28 000 emplois, auxquels s'ajoutent des emplois indirects en Seine et Marne et région Ile de France liés notamment à l'activité touristique du secteur. C'est aussi plus de 26 000 m2 de bureaux disponibles immédiatement et 150 hectares d'activités mobilisables sans délais, ainsi qu'une politique du logement offrant un véritable parcours résidentiel. C'est encore le choix de l'implantation de la CCI et une pépinière d'entreprise.

Le Val d' Europe c'est enfin des projets de développement d'envergure régionale, nationale et européenne avec la création d'une ARENA et d'un pôle sportif et ludique, d'un port fluvial, d'un centre des congrès et d'exposition, d'une destination européenne du jeu, un musée de la science-fiction et l'ouverture au mois de juillet de la première tranche de Villages Nature.

LE CONSTAT

La Seine et Marne et le Val d'Europe doivent disposer d'une offre de formation complète et efficace du fait l'accroissement de la population dont 28% à moins de 20 ans (indice jeunesse du Val d'Europe à 3.1 INSEE 2013) et du constat d'un taux des étudiants en secondaire très en dessous de la moyenne nationale alors que le taux de bachelier est supérieur cette même moyenne. (taux de scolarisation des 20-25 ans en Seine et Marne : 36.6% et à Paris 65%).

Le bassin d'emploi traditionnel du territoire a montré ses limites par rapport aux besoins des entreprises du Val d'Europe. Se posent donc les questions liées aux filières universitaires, aux campus

et à la vie étudiante ainsi qu'à la mobilité afin d'éviter aux seine-et-marnais de devoir se déplacer à Paris, Troyes, Reims ou Amiens.

Les métiers du tourisme, qui représentent 9% des emplois salariés seine et Marnais, sont sous tensions alors que le Val d'Europe accueille 10% des touristes étrangers visitant la France, développe avec Villages Natures son offre et souhaite encore élargir la palette des produits touristiques proposés.

Les enjeux sont multiples à court et long terme. Qu'il s'agisse de répondre aux attentes des acteurs économiques du territoire en mettant en avant les filières à développer prioritairement, d'accompagner les publics en insertion ou mobilité professionnelle, de promouvoir des démarches innovantes et de renforcer l'attractivité du territoire pour et par la vie étudiante.

Le Val d'Europe en qualité de porteur d'un bassin de formation pourrait du fait de son dynamisme largement participer à l'offre en matière d'apprentissage et d'alternance.

LE PROJET VALEUROPEEN INNOVANT D'AMPLEUR INTERNATIONALE

Le Val d'Europe souhaite accueillir un campus universitaire public-privé. La première phase de l'université publique est engagée dans le cadre du CPER et accueillera d'ici 2022 plus de 1500 étudiants et 10 000 à termes.

Le projet porté par l'agglomération dans le cadre d'un partenariat privé est celui de la réalisation d'un campus universitaire international intégré et ouvert sur la ville et ses entreprises pour répondre aux besoins en formation et en emplois du territoire et plus largement de la Seine et Marne et de la Région pouvant accueillir dans des conditions optimales 10 000 étudiants, en mêlant savoir-faire et innovation.

Il s'agit d'une conception nouvelle en France offrant aux étudiants et aux entreprises un parcours de formation se déployant de l'apprentissage au master 2, un hébergement sur site, des espaces de détentes, des équipements sportifs, des commerces de proximité liés aux besoins des étudiants, des espaces de co-working et d'hébergement de start-up au cœur des lieux de recherche et de besoin des entreprises.

Ce campus se déclinera selon une conception environnementale exemplaire avec sa stratégie d'éco-campus visant à diminuer les consommations d'eau, d'énergie, l'empreinte carbone et les déchets.

Il s'agira de créer un véritable laboratoire d'apprentissage véritable mine de ressources ouverte aussi bien au étudiants qu'aux entreprises.

<u>Les objectifs du projet :</u>

- Une offre d'enseignement supérieur de qualité, de proximité et facile d'accès
- Une ouverture sur l'international
- Une université ouverte sur le monde de l'entreprise facilitant ainsi le développement de l'alternance et de l'apprentissage en apportant une réponse efficace aux besoins des entreprises en matière de recrutement et de formation tout au long de la vie

- Un développement des activités d'enseignement et de recherche notamment en matière de tourisme en lien avec le Cluster Tourisme Paris Val d'Europe, mais aussi en développant l'Institut de Formation des Soins Infirmiers en relation avec le nouvel hôpital du Val d'Europe
- Une ouverture sur les enseignements dispensés par des universités et écoles étrangères

… et renforcer l'attractivité de la région capitale.

<u>Les idées majeures du projet valeuropéen :</u>

- Comme prévu au PIG accueillir un complexe lycée international, complémentaire avec celui de Noisy-le-Grand, afin de renforcer les compétences linguistiques du territoire première destination touristique et en lien naturel avec le panel d'offres d'études supérieures proposé dans le futur campus

- Obtenir le soutien de la Région pour l'implantation du projet de Campus : campus universitaire pouvant accueillir 10 000 étudiants regroupant grandes écoles françaises et étrangères dans un modèle collaboratif et associant les entreprises grâce à un campus lab et un pôle dédié aux start up. Le campus proposera des formations générales (relations internationales, business school, droit, gestion) mais également touristiques de niveau licences professionnelles (management des établissements de loisirs ou tourisme et nouvelles technologies) ou masters (tourisme d'affaires, congrès évènementiel, tourisme et hôtellerie haut de gamme).

A l'heure ou l'Etat peine à assurer le financement des pôles d'enseignement, où l'on constate l'inadéquation de l'offre de compétences et les attentes des entreprises, le triptyque enseignement public- privé- entreprises prend tout son sens.

En l'état de la dynamique engagée il est aujourd'hui nécessaire de :

- Confirmer le Val d'Europe comme un enjeu majeur du développement universitaire afin d'améliorer l'accès à l'enseignement supérieur en Région Ile de France dans le schéma régional des formations en relation avec les bassins de recrutement,
- Porter au plus haut niveau des enjeux nationaux le potentiel du val d'Europe en matière de recherche et de formation liées au tourisme notamment,
- D'assurer les conditions de développement d'un modèle nouveau de campus intégré connecté et durable qui permette de satisfaire les besoins émergeants liés aux nouvelles exigences et méthodes d'apprentissage.

ANNEXE 9 : CONTRIBUTION DE L'AGGLOMERATION PARIS VALLEE DE LA MARNE



Contribution de l'agglomération Paris - Vallée de la Marne au Schéma régional d'enseignement supérieur et d'innovation (SRESRI)

www.agglo-pvm.fr

Paris Vallée de la Marne
LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

La communauté d'agglomération Paris - Vallée de la Marne est une intercommunalité de 12 communes, située à l'Est de Paris. Elle regroupe 225 800 habitants, 15 000 entreprises et près de 80 000 emplois. Elle est une composante clé de Marne-la-Vallée laquelle est qualifiée par le SRDEII de la région Île-de-France, de pôle économique structurant à l'échelle régionale.

C'est à Paris - Vallée de la Marne qu'est située la Cité Descartes qui accueille près de 16 000 étudiants, 1 000 chercheurs, 6 400 salariés au sein de 14 établissements de recherche et d'enseignement supérieur et de 480 entreprises [1].

L'une de ses particularités est de concentrer plus d'un quart [2] de la recherche française autour de la thématique "ville de demain". Elle est devenue une référence dans ce domaine permettant l'ancrage du Cluster Descartes, dont elle est le berceau.

L'obtention récente du label I-SITE marque une nouvelle étape de son développement : le projet "Paris-Est Future" démontre la maturité et la capacité de l'écosystème d'enseignement supérieur et de recherche à impulser et accompagner de nouveaux projets structurants et porteurs de sens. Surtout, il confortera son rayonnement à l'international.

De son côté, l'Agglomération a toujours accompagné le développement de la Cité Descartes : ses relations avec les établissements, en particulier l'université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM), sont anciennes et qualitatives et de nombreux habitants de l'Agglomération étudient ou travaillent à la cité Descartes. Ces relations se sont renforcées ces dernières années et sont aujourd'hui formalisées par une convention cadre triennale.

C'est avec l'appui de cette expérience et en perspective du changement d'échelle de la Cité Descartes que l'Agglomération apporte sa contribution au SRESRI dans un contexte également marqué par :

Une croissance attendue du nombre d'étudiants. Alors que le nombre d'étudiants dans le monde s'établissait à environ 100 millions en 2000, l'Unesco s'appuie sur une estimation de 400 millions d'ici 2030 [3]. Certes, l'essentiel de cette croissance s'observerait en Asie, mais nul doute que l'impact en Europe sera significatif. D'ailleurs, la Stranes (Stratégie nationale de l'enseignement supérieur) intègre cette donnée dans la mesure où elle ambitionne les valeurs suivantes : atteindre 60 % de diplômés de l'enseignement supérieur dans une classe d'âge (50 % au niveau Licence et 25 % au niveau Master), contre 42 % aujourd'hui [4].

Le système de l'ESR, tant en France qu'au niveau mondial, doit donc organiser cette massification dont seule une part sera absorbée par le développement de la dématérialisation des formations et de l'E-learning, comme les Moocs (Massive online open courses), les Spocs (Small private online courses) etc.

Nul doute que la Cité Descartes, comme tous les campus, fera l'objet d'une demande d'inscriptions supérieure à celle observée aujourd'hui.

Les conséquences du Grand Paris Express. Les liaisons assurées par cette nouvelle infrastructure de transports vont d'une part, rapprocher la Cité Descartes de territoires jusque-là difficiles d'accès par les transports en commun et d'autre part, raccourcir significativement les temps de parcours pour y accéder. Les échanges seront donc facilités y compris pour les collaborations scientifiques. Cependant, cette facilité d'accès pourrait se traduire, à l'inverse, par une "évasion" des étudiants vers d'autres pôles d'enseignement, au risque de fragiliser le rééquilibrage régional. Le renforcement de l'attractivité de Paris - Vallée de la Marne reste donc central et ne peut se limiter à la seule mise en valeur de son accessibilité.

L'agglomération Paris - Vallée de la Marne souhaite que le SRESRI soit l'occasion, en cohérence avec le SRDEII, d'identifier cinq enjeux, de mettre en évidence les actions conduites par l'écosystème et de renforcer la cohérence interinstitutionnelle autour de projets à venir.

ENJEU N° 1
PÉRENNISER LA GOUVERNANCE LOCALE DE L'ESR LOCAL

La primauté régionale en matière d'ESR doit prendre en compte un contexte institutionnel complexe. L'État reste l'un des principaux acteurs de l'ESR, soit de manière expresse au travers des contrats de site, soit de manière plus incitative via les appels à projets (AAP) ou à manifestation d'intérêt (AMI) financés, par exemple dans le cadre du programme d'investissements d'avenir (PIA).

Par ailleurs, l'impact du campus de la Cité Descartes s'étend aux territoires limitrophes de Paris - Vallée de la Marne, voire au-delà. De ce fait, des collaborations sont envisageables avec la Métropole (qui pourrait mener des actions de soutien aux établissements d'ESR), avec certains de ses Établissements publics territoriaux (tels le "Territoire 9 – Grand Paris Grand Est" ou le "Territoire 11 – Grand Paris Sud Est Avenir") ou avec d'autres agglomérations. Il convient de préciser que des annexes d'UPEM ou d'UPEC sont présentes au Val d'Europe, à Sénart et posent la question de l'échelle de notre campus et du périmètre de nos interventions, même ponctuelles.

I-SITE "PARIS EST FUTURE"

Labellisé par le jury international du commissariat général à l'investissement le 24 février 2017, le projet I-SITE "Paris Est Future" dessine la métamorphose du paysage de l'ESR local. Les moyens alloués permettront de créer une université cible, à partir de l'Université Paris-Est Marne-le-Vallée, l'Esiee, l'Iffstar, l'École nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-le-Vallée et l'EIVP. Le rapprochement avec l'école nationale des sciences géographiques est programmé tandis que l'école nationale des ponts et Chaussées sera associée au nouvel établissement par voie de convention. Le projet scientifique de cet établissement est centré sur le thème de la ville de demain, et de trois défis : une ville économe en ressources, une ville sûre et résiliente et une ville intelligente. Ce projet s'appuie et renforce les atouts incontestables que sont le niveau élevé d'interdisciplinarité, l'approche multi-échelles (du laboratoire au démonstrateur), le dispositif d'équipements et de plateformes unique et la co-innovation avec les partenaires socio-économiques.

L'agglomération Paris - Vallée de la Marne soutient activement ce projet en raison de son ambition en termes d'excellence, de coopération. Il est un propulseur en matière de projets et d'attractivité au bénéfice du territoire et de dynamisme pour les habitants, les acteurs économiques et toutes les forces vives.



Enfin, une ville comme Champs-sur-Marne, commune d'accueil de la Cité Descartes, est nécessairement impliquée dans son développement et associée à son quotidien.
Dans l'entrecroisement actuel des échelles institutionnelles, qui questionne la gouvernance locale de l'ESR, notre Communauté d'agglomération souhaite être reconnue comme une instance de dialogue avec les différentes collectivités (département, EPCI, EPT, villes) en lien direct, bien entendu avec la Région et l'État.
Compétente en matière de développement économique, d'habitat ou de transports, la Communauté d'agglomération est à même de favoriser, sur le plan local, les liens entre ces domaines et l'enseignement supérieur et la recherche.

Nous souhaitons donc que le SRESRI soit l'occasion d'affirmer clairement le rôle et le positionnement des EPCI dans la gouvernance locale de l'ESR.

ENJEU N° 2
METTRE EN VALEUR LA SPÉCIALISATION DE LA CITÉ DESCARTES SUR LA VILLE DE DEMAIN

La question de la "ville de demain" est un sujet d'actualité que l'on retrouve également parmi les thématiques phares de la stratégie régionale d'innovation (mobilité et transports, environnement et efficacité énergétique). Cette thématique est structurée autour du cluster ville durable D-Cube coordonné par l'Agence Descartes Développement avec ses partenaires. Ainsi, l'élaboration d'une offre de services à destination des entreprises a été menée en étroite collaboration avec la ComUE Université Paris-Est et inclut de multiples possibilités de collaboration avec la sphère académique.
L'excellence de notre pôle de formation (initiale, continue), de la recherche (labEx) et des outils d'expérimentation (démonstrateurs, grands équipements, EquipEx) est aujourd'hui reconnue.
Enfin, les ambitions du projet I-SITE sont maintenant de porter de nouvelles ambitions en matière de valorisation et d'internationalisation.
Pour répondre à la nécessité de mettre en valeur la spécialisation de la cité Descartes sur la Ville de demain, nous souhaitons que le SRESRI :

- **Soutienne notre action de référencement de la Cité Descartes et de D-Cube comme Cluster de la ville de demain.**
- **Contribue à la promotion de l'excellence de sa formation, de sa recherche, de ses équipements et démonstrateurs.**
- **Affirme la poursuite du soutien de la Région au projet I-SITE et favorise le processus de création de l'Université-cible "Paris Est Future".**

ENJEU N° 3
RAPPROCHER LES FORMATIONS ET DES CITOYENS

Nous devons mieux connaître les besoins de la population au regard de l'enseignement supérieur afin de nous assurer que l'information en matière de formations (initiale, en alternance, continue) soit bien diffusée et accessible.
Avec 21 % de ses étudiants en apprentissage, l'UPEM s'affirme comme une université pionnière en matière de professionnalisation. L'apprentissage constitue un moyen efficace pour les jeunes de trouver un emploi et doit donc faire partie des dispositifs promus localement.
De même, les cursus proposés en formation continue sont nombreux et constituent une offre pertinente du territoire à destination des entreprises. Cette offre de formation continue doit faire l'objet d'une promotion systématique et contribuer à la notoriété de notre pôle académique.
Pour l'heure, il est difficile de mesurer si les formations proposées sont adaptées aux besoins de la population tant en ce qui concerne la protection contre le chômage que l'épanouissement personnel. Cela n'empêche pas les initiatives impulsées par l'Agglomération avec l'appui de ses partenaires comme la Grande école du numérique qui a ouvert ses portes en début d'année et connaît des débuts prometteurs.
Pour autant, c'est bien à une large échelle que des indicateurs pertinents doivent être élaborés afin de mesurer au mieux cette adéquation entre besoins et formations.
La question du montant des frais d'inscriptions sera sans nul doute évoquée à terme en raison de risques d'inflation prévisibles. L'excellence a un coût et présente le risque d'écarter un nombre croissant de jeunes de l'accès à l'enseignement supérieur. Dès lors, s'as-

surer que les jeunes de Paris - Vallée de la Marne puissent accéder à leur campus est un objectif en soi et auquel il conviendra d'être particulièrement attentif.
Enfin, il convient, aux côtés de la Région, de contribuer à la diffusion de la culture scientifique et technique auprès des habitants et de réflechir à l'accueil de classes préparatoires au sein des lycées de l'Agglomération.

Afin de rapprocher les formations des citoyens, nous souhaitons que le SRESRI :
- **Poursuive la promotion des formations en apprentissage.**
- **Soutienne le développement de campus professionnels comme celui de la Grande école du numérique "Digital-U".**
- **Participe à la diffusion de l'offre de formation continue.**
- **Anticipe les risques liés à l'inflation des droits d'inscription.**
- **Favorise la diffusion de la culture scientifique et technique.**
- **Propose l'implantation locale de classes préparatoires.**

ENJEU N° 4
DÉVELOPPER L'INNOVATION ET LA VALORISATION

Des liens entre les entreprises et le pôle académique existent d'ores et déjà. Force est de constater que les collaborations durables (chaires, contrats de recherche) sont menées en majorité avec de grands groupes implantés hors de notre territoire. De plus, les entreprises locales susceptibles d'être intéressées ne disposent pas toujours des possibilités d'investissement suffisantes.
Afin d'accroître les liens entre la recherche académique et les entreprises locales, il convient de promouvoir l'offre de recherche académique auprès des PME locales et de nouer des collaborations favorables à l'innovation.
Cette tâche est facilitée par l'existence de l'Incubateur Descartes et du Fablab Descartes, adossés aux établissements d'enseignement supérieur. Ils permettent d'associer les entreprises dès la phase de création et tout au long du développement de la société. Plus encore, ces structures seront implantées dans la Maison de l'entreprise innovante comprenant également un hôtel d'entreprises et l'agence Descartes Développement. Cet équipement majeur pour le territoire a pour ambition de contribuer à la synergie en faveur de l'innovation au sein de la Cité Descartes.
Des partenariats structurants sont menés dans le cadre de projets portés par des acteurs de l'innovation tel que l'institut de transition énergétique Efficacity. Il en est de même pour le pôle de compétitivité Advancity, pour lequel une approche plus territorialisée des actions est attendue. D'autres projets d'ampleur, tels que Descartes 21 (projet de démonstrateur industriel de la ville durable, porté par un consortium de grandes entreprises et piloté par l'établissement d'aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée), permettent à l'Agglomération d'asseoir son intervention à des degrés divers.
En tant que territoire de démonstration et d'expérimentation, Paris - Vallée de la Marne s'efforce d'intégrer des démarches collaboratives et multipartenariales. L'Agglomération doit poursuivre activement ses efforts en répondant notamment à des appels à projets de type campus et territoire (PIA3), voire en lançant ses propres appels à projets ou à manifestation d'intérêt.



Pour répondre à la nécessité de développer l'innovation et la valorisation, nous souhaitons que le SRESRI :
- **Encourage la promotion de l'offre de recherche académique auprès des PME locales.**
- **Incite à l'utilisation d'outils d'aide à l'innovation tels que ceux de la Maison de l'entreprise innovante.**
- **Stimule les partenariats dans le cadre de projets structurants.**
- **Soutienne notre positionnement comme territoire d'expérimentation.**

ENJEU N° 5
CONTRIBUER À L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

Si la question de l'attractivité du territoire est un sujet structurant, elle se pose davantage à l'aune du territoire aux potentiels élargis. Ainsi, on aura intérêt à s'assurer que l'attractivité de notre campus est effective à l'extérieur de notre territoire mais également à l'intérieur.
L'Agglomération et le campus universitaire doivent rayonner en qualité de territoire accueillant, tant pour les entreprises que les étudiants ou encore les chercheurs. Un certain nombre d'actions ou de projets en ce sens existent déjà (Résidence Internationale des chercheurs invités, Maison de l'entreprise innovante) et doivent être poursuivies.
La vie étudiante est foisonnante mais il serait nécessaire de favoriser l'émergence d'animations et de manifestations scientifiques au sein de la Cité Descartes.
La mise en place progressive d'un observatoire de la vie étudiante permettrait de mesurer le dynamisme et l'impact des actions mises en œuvre. En effet, de nombreux sujets sont transversaux : logement étudiant et jeunes actifs, santé étudiante, culture, insertion professionnelle locale, formation continue, équipements sportifs, immobilier académique... Pourtant, les différents acteurs peinent à intégrer ces données dans les modes de gestion de projets. La recherche d'une mutualisation systématique des réflexions et des moyens peut constituer une approche utile.

Pour répondre à la nécessité de contribuer à l'attractivité du territoire, nous souhaitons que le SRESRI :
- **Co-construise une stratégie de marketing territorial en faveur de la cible économique et académique.**
- **Aide au développement et à l'amélioration des conditions de vie au sein du campus.**
- **Soutienne la mise en place un observatoire de la vie étudiante proposant une approche collaborative.**

SOURCES

(1) Service information géographique urbaine de l'agglomération Paris - Vallée de la Marne

(2) Université Paris-Est Marne-la-Vallée

(3) Paris Message, UNESCO-ICDE Global High Level Policy Forum (9-11 June 2015, Paris, France)

(4) STRANES - Axe 1, proposition 1

POUR PLUS D'INFORMATIONS
Communauté d'agglomération
Paris - Vallée de la Marne
Direction du développement économique
5, cours de l'Arche Guédon à Torcy,
77207 Marne-la-Vallée CEDEX 1
Tél. 01 60 37 23 55 • E-mail : eco@agglo-pvm.fr

ANNEXE 10 : CONTRIBUTION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PLAINE COMMUNE

CONTRIBUTION DE PLAINE COMMUNE AU SRESRI

AVRIL 2017

I) Caractéristiques et actions de Plaine Commune dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation

Plaine Commune compte 411 400 habitants issus des neuf villes qui la constituent. C'est un territoire dynamique et attractif, tant du point de vue de sa démographie (+1 % d'habitants entre 2007 et 2012 vs 0,5% en Île-de-France) que de celui de son tissu économique qui continue de s'étoffer (150 établissements installés sur le territoire entre 2009 et 2013, représentant 7 000 salariés). Plaine Commune est le territoire le plus jeune de France par sa population (28% a moins de 18 ans), mais 40% des 15-24 ans sont sans diplôme qualifiant. Par ailleurs, de nombreux indicateurs confirment la précarité d'une part importante de la population : 22% de chômage chez les 15-64 ans, 37% chez les jeunes, un taux de pauvreté qui s'élève à 36%, contre 15% en IDF, et un pourcentage de femmes active en emploi plus faible qu'ailleurs (66%).

Parallèlement, Plaine Commune est considéré comme l'un des principaux pôles estudiantins après Paris, de par le nombre et la qualité des grands établissements d'enseignement supérieur et de recherche qu'elle accueille, rassemblant 43.000 étudiants (dont 35.000 étudiants universitaires) et 1.800 enseignements chercheurs. L'arrivée du Campus Condorcet en 2019 à Aubervilliers (1e phase) va conforter ce pôle d'enseignement supérieur et de recherche (2 000 étudiants et plusieurs centaines de chercheurs supplémentaires).

Pourtant, ce dynamisme ne bénéficie pas encore suffisamment aux habitants de Plaine Commune : seuls 35% des salariés de l'ensemble des entreprises sont issus du territoire, alors que les jeunes du territoire représentent 15 % des étudiants inscrits dans les établissements supérieurs locaux, et qu'une part importante de nos jeunes reste sans qualification.

Dans ces conditions, l'orientation principale de Plaine Commune vise à **favoriser l'intégration des établissements supérieurs à la vie locale** sous différents angles :

- Intégration au tissu économique local : actions de mise en réseau de la communauté scientifique et des entreprises locales, et de soutien à des initiatives universitaires : soutien à AVRILE et son Incub 13[1] et au dispositif Sylabe 3[2]
- Intégration citoyenne : actions de valorisation des Universités auprès du public scolaire et plus généralement des habitants : Savante Banlieue[3], Conférences Campus Condorcet…
- Intégration urbaine : Plaine Commune travaille actuellement avec l'établissement public Campus Condorcet sur l'aménagement des espaces publics et l'environnement urbain permettant au Campus Condorcet une meilleure insertion urbaine. Il a contribué à la constitution de l'unité foncière nécessaire pour la réalisation du dit Campus, en mettant à disposition des terrains d'une valeur estimée à 1,8 M€. Les travaux d'aménagement des espaces publics liés à la réalisation du Campus, sont évalués à 5,9 M€.

  Une démarche de co-construction dès l'amorce du projet, entres les équipes de Plaine Commune, de la ville d'Aubervilliers et des responsables du Campus Condorcet sur l'environnement urbain du Campus, favorise grandement les conditions de réussite pour construire un réel territoire universitaire. Le projet du Campus Condorcet constitue en quelque sorte un « Living Lab », notamment sur les questions de l'aménagement territorial et de la concertation avec les habitants.
- Plaine Commune intervient également dans la politique de construction de logements étudiants pour garantir les emprunts des bailleurs sociaux respectueux des critères techniques et qualitatifs de Plaine Commune. Entre 2010 et 2015, l'offre de logements étudiants a doublé sur le territoire pour arriver à un nombre de 6.000 logements étudiants.
- La question de l'identité d'un territoire en tant que « territoire universitaire[4] » reste posée même si Plaine Commune accueille d'importants établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

---

[1] AVRILE (Association pour la valorisation de la recherche et les liens entre laboratoires et les entreprises) et son incubateur Incub 13 : Plaine Commune est membre fondateur de l'association avec l'université Paris 13 et l'EPA Plaine de France. Plaine Commune participe à deux niveaux, en fonctionnement (cotisation et subvention) et en investissement. La Région soutient l'incubateur financièrement chaque année, jusqu'en 2016.

[2] Le dispositif Sylabe (Pérenniser les synergies entre les laboratoires de recherche et les entreprises) a été initié par Plaine Commune et la chambre de commerce et d'industrie de Seine-Saint-Denis. En 2014, l'association AVRILE est devenue co-partenaire de Sylabe. Le dispositif (Sylabe 3) fait l'objet actuellement d'une demande de subvention européenne (entreprises innovantes, Axe 6).

[3] Savante Banlieue est une manifestation de culture scientifique et technique organisée par Plaine Commune en partenariat avec l'université Paris 13, Paris 8 et le CNRS. Salon de la science ponctuée par des grandes conférences et des animations, elle accueille pendant deux jours durant la semaine de la Fête de la science quelques 6.000 personnes dont 3.300 collégiens et lycéens. Le financement de Savante Banlieue est multiple et les principaux financeurs sont : Plaine Commune, le conseil départemental, le Conseil régional, le CNRS, la Fête de la science, les entreprises…

[4] La définition d'un territoire universitaire a été considérée comme un territoire rassemblant un ensemble d'interactions existant entre les établissements d'enseignement supérieur, les acteurs locaux, les habitants… dans quatre domaines : l'aménagement,

Chaque établissement d'enseignement supérieur a son histoire qui a un fort impact sur son intégration urbaine. Une réflexion est engagée au niveau local et en partenariat avec l'AVUF (association des Villes Universitaires de France).

II) Cohérence avec le futur Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation

Plaine Commune s'attache depuis plusieurs années à mener différentes actions pour contribuer à la valorisation et au développement de son pôle d'enseignement supérieur et de recherche. Son intervention correspond aux trois orientations stratégiques principales présentées par la Région, à savoir :

a) Contribuer à la transformation de l'offre de formation francilienne : en apportant son soutien à de nouvelles formations initiales (notamment les licences professionnelles), qui sont en adéquation avec le tissu économique local, et en valorisant l'ensemble des formations et la recherche auprès des populations locales et départementales (au travers de Savante Banlieue).

b) Assurer le « Continuum recherche–maturation–transfert–PME–Industrie » : en soutenant l'association AVRILE, son incubateur Incub 13 et en menant à bien le dispositif Sylabe (avec les 2 autres partenaires AVRILE et la CCI de Seine-Saint-Denis) pour assurer le développement économique local à partir des ressources en recherche appliquée présentes sur son territoire.

c) Conforter la structuration de l'enseignement et de la recherche francilienne : en travaillant sur une meilleure insertion urbaine des établissements d'enseignement supérieur, en développant le logement étudiant (sous réserve du respect d'un label qualité), en favorisant les synergies entre les acteurs locaux, économique, sociaux, les habitants et les établissements d'enseignement supérieur (cf. Sylabe et Savante Banlieue).

III) Attentes et contributions au SRESRI

Plaine Commune est pleinement consciente de l'intérêt d'avoir sur son territoire l'ensemble de ces établissements d'enseignement supérieur et de recherche.
En effet, la notion d'effets de proximité est très importante pour faire émerger les synergies locales, favoriser des actions innovantes au bénéfice du développement économique local. Plaine commune est donc un vecteur et maillon essentiel dans l'activation de ces dynamiques locales, qu'il convient de prendre en compte, comme tout autre établissement public territorial, dans l'élaboration du SRESI.

Par ailleurs, Plaine Commune ne peut assumer financièrement à lui seul, l'ensemble des actions à réaliser sur son territoire. Pour autant, Plaine Commune peut permettre de générer un effet levier aboutissant à la réalisation de projets cofinancés par différents acteurs (collectivités locales et/ou Europe).

Les initiatives « Savante Banlieue » et « Sylabe » constituent une réussite ancrée dans la durée et soulignent l'intérêt d'un territoire à être un ensemblier bénéficiant de différents soutiens financiers et notamment de ceux émanant du Conseil régional. Incub'13 a fait ses preuves et mérite d'être soutenu. Il est clair que Plaine Commune reste un territoire bien moins doté que Paris, qui dispose de nombreux outils d'innovation et de transferts de technologie tels que les incubateurs.

Notre contribution au Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation portera sur le thème de la proximité pour assurer :

- Un développement économique local s'appuyant sur les ressources de la recherche publique appliquée, l'innovation et la création d'entreprise.

---

le développement économique, le logement et la culture (source : Etude réalisée par les étudiants de l'Institut Français de géopolitique de Paris 8 sur l'identité de Plaine Commune en tant que territoire universitaire).

- La valorisation des formations et de la recherche locale en direction des élèves et tout particulièrement des lycéens.
- Une meilleure intégration urbaine des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche, et le développement des synergies locales entre les acteurs économiques et sociaux.

Nous souhaiterions affirmer le besoin de :

a) Développer des manifestations de sensibilisation en direction des habitants qui permettent notamment aux femmes et aux jeunes (lycéens, collégiens, apprentis et jeunes en insertion) de se projeter dans un avenir professionnel et de découvrir une culture scientifique et technique à côté de chez eux.

b) Développer les incubateurs pour favoriser la création d'entreprises innovantes auprès des enseignants chercheurs, des étudiants et porteurs de projets innovants.
c) Favoriser l'innovation et les transferts technologiques en direction des petites et moyennes entreprises.

d) Contribuer à l'élaboration de grands projets structurants, notamment dans le domaine de l'économie d'énergie et du développement durable, en lien avec de grandes entreprises.

e) Contribuer aux réflexions engagées pour une meilleure intégration urbaine des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, une mixité des populations et un mieux vivre ensemble.

f) Contribuer au rayonnement des établissements d'enseignement supérieur, en valorisant leurs initiatives (colloques, séminaires…).

Il parait évident que les actions de proximité doivent être complémentaires à celles de la Région Ile-de-France qui est un catalyseur essentiel du développement économique et social.

ANNEXE 11 : SYNTHESES DES ATELIERS DE CO-CONSTRUCTION

Atelier 1 :

« Se former et s'orienter tout au long de la vie en Ile de France ? Expérimenter, capitaliser et diffuser les pratiques innovantes »

Document de synthèse

Le 13 mars 2017

Sous-atelier 1 : Créer des écosystèmes innovants au service de l'orientation, de la formation et de l'insertion tout au long de la vie

Problématiques et défis

L'adaptation des compétences dans un contexte économique marqué par la disruption numérique constitue un enjeu majeur pour l'orientation et la formation tout au long de la vie : nouveaux choix professionnels, montée en compétences, adaptation des compétences... Cet enjeu met en évidence la question des discontinuités dans les dispositifs d'orientation et de formation (secondaire / supérieur, formation initiale / formation continue).

Les participants ont également relevé l'enjeu de disruption à l'œuvre dans la formation elle-même. Le numérique pourrait contribuer à éclater la chaîne de valeur de la formation (production de contenu, diffusion et animation, coaching, certification…), des acteurs se positionnant de façon privilégiée sur un ou quelques maillons de cette chaîne.

Priorités d'action en matière de politiques publiques

- **Structurer une offre de formation tout au long de la vie centrée sur les compétences**
    - **Encourager une offre de formation favorisant** le développement des compétences nécessaires pour s'adapter au monde d'aujourd'hui : compétences numériques et compétences transversales (*soft skills*,) en particulier apprendre à apprendre.
    - **Favoriser les modes d'apprentissage par l'expérience, le faire et l'interaction** :
        - S'appuyer sur les innovations pédagogiques, privilégier la mise en situation (alternance),
        - Adapter les durées de formation dans une démarche d'individualisation des formations,
        - Favoriser le développement de « *learning (ou creative) communities with a cause*[47] » qui regroupent des apprenants sur une expérience d'apprentissage globale, collective et en situation. Ces projets collaboratifs impliquent le plus souvent des partenariats avec des acteurs extérieurs aux universités, ce qui est une source d'enrichissement mutuel et de transformation.
    - Favoriser la personnalisation des **certifications** fines qui se trouve au cœur des réseaux sociaux professionnels (concept de micro-certifications), ce qui pose la question du statut du diplôme.
- **Soutenir l'insertion professionnelle des étudiants grâce à un écosystème d'orientation efficace**
    - Favoriser le partage des **données** pour éclairer l'orientation

[47] Montagne connectée, Maisons Frateli, La Paillasse

- **Densifier les échanges entre partenaires économiques et académiques :** mettre en place des **tiers lieux de rencontre et de travail en commun** entre étudiants, enseignants chercheurs et entreprises afin de favoriser la socialisation professionnelle, rapprocher le monde de la recherche du monde de l'entreprise. Ces échanges permettront d'assurer le continuum formation / monde socio-professionnel en termes de compétences et de débouchés. Ne pas sous-estimer pour autant les enjeux d'acculturation.
- **Intégrer l'insertion professionnelle au cœur de la formation :** Exemple Webforce3 / Wild Code School : formation en quelques mois pour devenir développeur web avec suivi des apprenants après la formation dans le but clairement affiché d'une insertion professionnelle immédiate.

Positionnement et valeur ajoutée potentiels la Région

N'étant pas elle-même opératrice, la Région devrait jouer un rôle de **catalyseur**. Elle a vocation à contribuer à structurer l'écosystème de la formation et de l'orientation en :

- Encourageant les offres liées aux métiers émergents (veille sur l'évolution des métiers, orientation de la carte des formations, …) et aux compétences durables (transversales)
- Revisitant les processus de certification et de VAE pour les rendre compatibles avec les nouveaux outils numériques qui structurent de plus en plus le marché de l'emploi (réseaux sociaux)
- Soutenant, valorisant et contribuant au déploiement des expérimentations (capitalisation de l'expérience)
- Intégrant dans les projets immobiliers des campus l'objectif d'ouverture des universités et en investissant davantage les usages et leurs recompositions constantes (mise en place de tiers-lieux, d'écosystèmes de l'innovation dans des lieux existants, …)

Sous-atelier 2 : Enrichir l'expérience étudiante tout au long de la vie

Problématiques et défis identifiés

Ce sous-atelier a souligné l'importance d'appréhender l'expérience étudiante de façon globale, dans une approche qui ne se limite pas à une définition « classique » de la vie étudiante (logement, vie associative, …), mais qui inclut également la formation et donc l' « expérience pédagogique ». A partir de cette définition partagée, les participants ont notamment souligné les problématiques suivantes :

- Le besoin de passer d'une perspective de « *teaching* » (enseignement) à une perspective de « *learning* » (apprentissage), en faisant de l'étudiant l'acteur de sa formation / son apprentissage.
- Compte tenu de la diversité des publics, un besoin important d'adopter une approche FTLV comprenant formation initiale et continue. Une telle approche exige davantage de flexibilité dans la construction des parcours. Le potentiel du numérique parait encore sous-exploité dans ce contexte. En outre, on observe un manque d'incitations pour les enseignants chercheurs à s'engager en matière d'innovation pédagogique.
- Un besoin de décloisonner les lieux de campus pour faciliter les échanges entre étudiants, enseignants chercheurs et acteurs socio-économiques. D'importants espaces de campus restent également sous-utilisés pendant une partie de la journée (et/ou de l'année).

Priorités d'action en matière de politiques publiques

- **Favoriser le développement du lien social au sein des universités et l'ouverture sur le monde socio-économique** :
    - Développer les lieux d'échange et de rencontre, ouverts aux acteurs universitaires et aux entreprises (p.ex. espaces de co-working, de *learning labs,* etc.). Si ces espaces devraient être systématiquement prévus dans les nouveaux projets d'aménagement de campus, ils peuvent également être créés en transformant des lieux existants (p.ex. l'usage de resto U comme espace de co-working en dehors des heures de repas).
    - Soutenir les initiatives pour l'engagement collectif des étudiants, p.ex. projets d'entreprenariat étudiant, festivals, salons professionnels et autres événements. Les initiatives associant des acteurs au-delà de l'université sont particulièrement importantes dans ce contexte, à l'image des projets *Disrupt Campus* soutenant les formations à l'innovation numérique et à l'entrepreneuriat.
- **Faire de l'étudiant l'acteur central de sa formation**. Les échanges ont permis de mettre en avant plusieurs approches permettant de d'impliquer les étudiants dans l'ingénierie de leur formation et d'élargir leurs possibilités de choix :
    - Développer la flexibilité des cursus permettant à chaque étudiant de construire un parcours individualisé en fonction de ses objectifs et aptitudes, en lui proposant des enseignements à la carte (*modèle propédeutique*). Il convient de noter l'importance de l'accompagnement des étudiants dans ce contexte ;
    - Renforcer l'usage du numérique en articulation avec les enseignements plus « classiques », p.ex. en proposant aux étudiants d'effectuer leurs cours magistraux dans le cadre d'un MOOC pour rendre leur emploi du temps plus flexible (approche du *blended learning*) ;
    - Développer l'apprentissage par projets et la valorisation des compétences acquises en emploi et dans l'engagement civique.
- **Soutenir l'engagement des enseignants** en faveur de l'expérience étudiante et l'innovation pédagogique :
    - Sensibiliser les enseignants et développer des incitations pour favoriser leur engagement en matière d'innovation pédagogique et dans les initiatives étudiantes plus largement ;
    - Accompagner les enseignants pour capitaliser sur les bonnes pratiques en matière d'innovation pédagogique, tant par l'échange entre pairs que par un accompagnement spécialisé.
- **Analyser et suivre la qualité de l'expérience étudiante**
    - Suivre et évaluer les politiques et projets relatifs à l'expérience étudiante pour mieux comprendre leurs impacts
    - Renforcer la diffusion des bonnes pratiques en la matière

Positionnement et valeur ajoutée potentiels de la Région

Les participants ont souligné la multitude d'acteurs et d'initiatives existantes. Par conséquent, la valeur ajoutée de la Région ne serait pas d'inventer de nouveaux dispositifs. Le positionnement de la Région pourrait ainsi se focaliser sur :

- Le soutien à l'expérimentation d'initiatives innovantes en matière d'expérience étudiante, tant au démarrage de projets que dans le passage à l'échelle ;
- L'identification et la diffusion de bonnes pratiques ;

- La mise en réseau des acteurs issus de différentes communautés ;
- La sensibilisation et contribution à l'élaboration de politiques publiques sur l'expérience étudiante, en s'appuyant sur les réseaux d'acteurs en lien avec la Région.

Sous-atelier 3 : Favoriser l'égalité d'accès territorial et égalité des chances

Problématiques et défis identifiés

Le sous-atelier a souligné l'enjeu de faire de la **diversité** (des publics, des territoires, des formations) une force pour la région.

L'approche par la diversité s'est déclinée en deux thèmes clés intrinsèquement liés :

- La question de l'**accessibilité** indépendamment des déterminismes géographiques et sociaux (accessibilité aux lieux, aux formations, à l'information concernant l'orientation, à la socialisation professionnelle, au capital culturel, …) implique de favoriser la **mobilité sociale**.
- La question de la **réussite personnelle** implique de repenser le paradigme de l'excellence, en passant de l'excellence par comparaison et par filière à l'excellence singulière et par projet.

Priorités d'action en matière de politiques publiques

- **Amener les formations au plus près des publics :**
    - **Rapprocher les formations des étudiants :**
        - Faire connaître et appréhender l'avenir professionnel, via des lieux adaptés et ouverts mixant les publics (Exemples : le Centre Thésée de l'ESSEC et son cours en ligne « se préparer aux études supérieures », l'expérience Premier campus Sciences Po, les cordées de la réussite, dispositif important soutenu par la Région IDF et ayant vocation à s'amplifier, …)
        - Faciliter l'entrée dans l'enseignement supérieur à proximité du domicile au moins la première année (ex. de territoires excentrés en Seine-et-Marne)
        - Faire connaître et appréhender l'avenir professionnel, via des lieux adaptés et ouverts mixant les publics
        - Réduire les temps de transports, développer les logements étudiants à coûts réduits
        - Mieux exploiter le potentiel du numérique et faire en sorte que la formation à distance puisse avoir une même valeur que la formation en présentiel
    - **Travailler en partenariat à l'échelle d'un territoire** en proposant des projets communs entre différents établissements d'un territoire et les entreprises, notamment au niveau des « bassins d'éducation »
- **Innover, partager et proposer de nouvelles solutions :**
    - **Adapter les formations et les diplômes aux évolutions de la société :**
        - S'adapter aux diversités des publics et de leurs parcours
        - Proposer des temps revus pour les diplômes et adaptés aux rythmes nouveaux des parcours personnels (ex. une licence pouvant aller au-delà de 3 ans)

        - Organiser des allers retours entre capitalisation des expériences professionnelles et les études et lutter ainsi contre le décrochage
        - Créer des classes passerelles pour que les étudiants puissent changer de parcours sans être pénalisés
    - **Passer de la « formation tout au long de la vie » à l'éducation tout au long de la vie :**
        - développer le capital social et culturel en plus du capital scolaire,
        - faire le lien avec les entreprises et faire connaître les métiers et le monde de l'entreprise.
- **Faire connaître / diffuser les bonnes pratiques et rendre attractives les formations « qui fonctionnent »**
    - Valoriser les innovations pédagogiques et numériques : les formations pluridisciplinaires, les classes alternatives, la pédagogie par projet, mutualiser les matériaux pédagogiques innovants pour essaimer les expérimentations réussies
    - Informer sur les métiers et les filières porteuses, y compris l'apprentissage
    - Savoir établir des « discriminations positives »
    - Coordonner par territoire (Exemple des Cités des Métiers = lieu multipartenarial à destination des jeunes en recherche d'information et de conseil pour la construction de leur avenir professionnel)

Positionnement et valeur ajoutée potentiels de la Région

Selon les participants, la Région pourrait agir à plusieurs niveaux, depuis l'amélioration de l'environnement associé à l'enseignement (transport, logement, coûts des formations…), jusqu'à de micro-actions en établissements en fonction des publics et des besoins, en passant par la diffusion des exemples réussites.

- **Améliorer les conditions externes de l'accès à la formation** (rôle de financeur) :
    - Développer les réseaux de transport
    - Renforcer le logement pour les étudiants ou en internat
    - Amener le très haut débit dans les territoires excentrés
    - Créer des lieux d'échanges
    - Communiquer avec les parents et faire le lien avec enseignants et élèves
- **Aider à une meilleure information et connaissance de l'existant** (rôle de coordination et d'information)
    - Aider à l'identification et la reconnaissance des dispositifs existants (portail de l'orientation notamment)
    - Permettre la coordination des initiatives : exemple des Cités des Métiers
    - Développer une cartographie des formations et expériences développées
    - Faire le lien avec la formation continue et la formation professionnelle : informer sur les filières porteuses et qui recrutent
- **Soutenir de nouvelles initiatives et rapprocher formations et monde de l'emploi** (rôle de co-développeur d'expérimentations et d'initiatives)
    - Favoriser des initiatives territoriales, en tant que partenaire, en tant que financeur…
    - Mettre l'accent sur les innovations pédagogiques et le numérique, en veillant à l'évaluation de leur impact

- Travailler à la constitution d'un réseau de « bassins d'éducation et de formation »
- Promouvoir l'apprentissage

- **Communiquer sur les *success-stories*** (rôle de diffuseur et de généralisation des réussites)
  - Favoriser l'essaimage des expérimentations réussies (suivi et diffusion des expérimentations, sur le mode de ce qui se fait pour les cordées par exemple)

Atelier 2 : « Valoriser la recherche en innovations »

Document de synthèse

Le 15 avril 2017

Sous-atelier 1 : Assurer le lien entre les réseaux de recherche, les réseaux économiques et les forces territoriales en présence

Problématiques et défis

Conformément au positionnement d'ensemblier que la Région souhaite assumer, ce sous-atelier visait à étudier la pertinence des actions de mise en relation entre recherche et économie dans un objectif de création de valeur. De nombreux outils ont déjà été créés, améliorent l'existant et donnent des résultats : l'objectif n'est donc pas de les dupliquer mais d'évaluer, dans ce nouveau paysage de la valorisation de la recherche en place depuis quelques années, si les besoins en Ile-de-France sont bien pourvus, si les différents réseaux communiquent entre eux, et s'il reste encore des zones floues ou des manques dans lesquels la Région aurait toute légitimité à intervenir pour accélérer le processus et gagner encore en efficacité.

Les participants ont souligné en premier lieu le paradoxe de la richesse de l'Ile-de-France. Alors que les réseaux de recherche et les réseaux économiques se sont organisés et fonctionnent bien, les passerelles entre eux et par conséquent le **continuum** entre recherche, innovation, et transfert vers l'entreprise, relativement récent, reste encore à développer et à fortifier. Un cap doit être franchi, afin de permettre d'organiser la relation PME/laboratoires de recherche et de tisser des liens entre ces acteurs d'avenir de la région et de créer une culture de l'échange permanent.

A été également largement abordée la question de **l'attractivité « technologique » de l'Ile-de-France** ou plutôt des manques notables en termes d'attractivité. Le manque d'évènements de renommée mondiale conduit les chercheurs et les industriels français à se rencontrer au cours d'évènements organisés dans d'autres pays. Du fait, d'une compétition non pas nationale mais internationale, **la Région Ile-de-France se doit de disposer s d'une image d'excellence scientifique certes, mais aussi technologique**, visible sur la scène internationale.

Ces objectifs sous-tendent évidemment à ce que les acteurs avancent dans le même sens et prônent ensemble les forces communes de la recherche, des entreprises, des territoires.

Priorités d'action en matière de politiques publiques

- **Renforcer la mise en réseau des acteurs du continuum recherche-innovation-transfert**
    - **Faciliter le dialogue et la compréhension de la recherche pour les entreprises**
        - **Simplifier le parcours et l'orientation des PME** : uniformisation et allègement des contraintes, faire le lien entre les collectivités et les structures, notamment à l'international
        - **Partir du besoin des PME en utilisant le bon vocabulaire :** Faire le lien entre les besoins et le marché (partir de « business case »)
    - **Maintenir le rang de la recherche**

        - La recherche est également en concurrence au niveau international. Il est nécessaire d'agir pour la conservation de ses forces en Ile-de-France.
    - **Connecter les communautés** (en interne et en externe aux organisations)
        - notamment en les faisant travailler ensemble sur des expérimentations et/ou des collaborations permettant le tissage de liens personnels
        - montrer l'intérêt des partenariats, présenter les résultats, diffuser les success stories, etc.
        - créer des communautés transversales permettant de sortir de la logique uniquement thématique.
- **Renforcer la visibilité et l'attractivité de la Région**
    - Pallier le manque d'une **image technologique** au niveau international
    - Mettre l'accent sur les **forces et le potentiel** de l'Ile-de-France en termes de communication externe
    - Faire de l'Ile-de-France une « vitrine » par l'organisation d'évènements de grande ampleur visibles à l'international

Positionnement et valeur ajoutée potentiels la Région

L'offre de lieux permettant la rencontre entre les différents acteurs étant importante en Ile-de-France, **le rôle de la Région** est plutôt celui d'un **animateur** ou d'un **coordinateur** des différentes actions existantes. Dans ce cadre, il s'agit de :

- **Faire connaitre** les initiatives existantes (cartographie, communication) : rôle d'information des acteurs
- **Permettre la rencontre** entre PME et laboratoires de recherche (mise en place d'un « guichet unique », simplification et uniformisation des démarches permettant l'identification du/des partenaire(s) pertinent(s) et/ou la recherche de fonds européens, etc.)
- **Promouvoir les résultats** et capitaliser sur ceux-ci : diffuser les informations sur les success stories,
- **Soutenir des communautés transversales** et sortir de la logique pure par « thématique » et filières

Concernant **la visibilité et l'attractivité de la Région**, il pourrait être bénéfique pour la Région de :

- Jouer un rôle de **promoteur identifié** (« chef d'orchestre » **unique**) permettant de porter la voix de l'ensemble des acteurs.
- Organiser promouvoir en Ile-de-France quelques **évènements majeurs et de portée internationale**
    - Travailler avec les congressistes pour prioriser les évènements sur lesquels est mis l'accent par la Région
    - Contribuer à la venue de personnes de renom
    - Réfléchir aux infrastructures permettant l'organisation de tels évènements
- La visibilité des technologies utilisées en région parisienne, pour faire de l'Ile-de-France une **vitrine de l'innovation**
    - Bénéficier du potentiel des travaux du Grand Paris
    - Expérimenter in situ et utiliser la région elle-même comme une vitrine

- S'appuyer sur les infrastructures les plus visibles et pertinentes (grandes infrastructures de recherche…).

Sous-atelier 2 : Connaître et faire connaître les compétences technologiques et non technologiques du territoire

Problématiques et défis identifiés

L'Ile-de-France dispose d'atouts importants tant en termes d'équipements scientifiques que de compétences de ses chercheurs. Ces atouts sont si nombreux qu'il est manifestement difficile de les connaître et de les faire connaître. La politique d'ouverture des équipements scientifiques, ou l'accès facilité à des forces de recherche pour des entreprises peuvent très vraisemblablement progresser et ainsi contribuer à « compenser » l'écart entre le potentiel de recherche exceptionnel de l'Ile de France et sa capacité à innover. La Région Ile de France doit-elle / peut-elle développer une vision territorialisée de ses forces de recherche ? Quel est l'impact de la proximité pour les acteurs franciliens ? (entreprises, universités et laboratoires de recherche, écoles). Quel encouragement à la « clustérisation » pour la Région ?

Pour les participants, la question principale posée sur le **« comment faire connaître** » relève de deux problématiques principales :

La première est liée **aux lieux** (d'innovation, de rencontres, de partages, ouverts…). Les participants ont souligné le manque de lieux voire d'un grand lieu d'innovation et de culture scientifique, un lieu de rencontres identifié, un lieu expérimental, vivant, un lieu de mutualisations, de fertilisations croisées, un espace ouvert. Ces lieux, pensés comme des lieux de vie, doivent être ouverts, et où les personnes peuvent discuter, se rencontrer, partager des informations, collaborer... où on se rend sans savoir forcément ce qu'on va y trouver.

La seconde problématique mise en avant est celle **de / des innovations/s** qui doivent être promues en Ile-de-France. Il s'agit à la fois de déployer des outils ou modèles permettant les liens entre recherche et innovation pour chercher ensemble des business et de permettre de consolider de manière pérenne les innovations initiées. Encourager la transdisciplinarité et l'interdisciplinarité est un vecteur essentiel pour le développement des innovations et des compétences.

Priorités d'action en matière de politiques publiques

3 priorités d'action ont été relevées par les participants :

- Faire de l'Ile-de-France, **un living lab** « Living Territoire By Région Ile-de-France », afin de :
  - faire de l'Ile-de-France un territoire d'expérimentation
  - devenir une « vitrine pour l'international » permettant la reconnaissance de l'excellence et du potentiel francilien
  - intégrer une approche cluster, campus, dont il faudrait déterminer la taille, le périmètre et la marque pour des innovations réelles, durables, ouvertes à tous.
- Accompagner les acteurs pour aller à **l'international et accueillir les internationaux pour une meilleure attractivité du territoire** :

- Trouver des moyens (financiers, soutiens collectifs…) pour mieux **/ plus accueillir d'internationaux** et répondre de manière spécifique aux demandes différentes selon les pays et acteurs (plus qu'aller à l'international, faire venir)
- Financer et accompagner, au-delà de la création de lieux, les acteurs, notamment de l'innovation, vers les **guichets européens**. L'organisation des acteurs est nécessaire que ce soit pour faire émerger des projets (présentation des projets et des dépenses) ou pour obtenir les financements (recettes).
- Connaître et faire connaître les acteurs de la recherche et de l'innovation afin de créer une **véritable identité régionale** (cf atelier 2.1)

- Utiliser efficacement **les data et l'OpenData** :
  - Se saisir de ce sujet est essentiel pour la Région, en termes d'attractivité, d'innovations, d'ouverture des connaissances, de créations de valeurs…
  - Définir les priorités (air, transport, sécurité…) : les données ont une valeur, mais pour que les acteurs les rendent disponibles, le **retour sur leur utilisation** est essentiel.
  - Faire le lien avec les **« living-territories** ». Les expérimentations sur les territoires d'innovation existent déjà, la région peut contribuer à les faire connaitre

Positionnement et valeur ajoutée potentiels de la Région

Le rôle de la Région est surtout vu au titre d'animateur et de financeur des initiatives montrant la force des compétences régionales.

Concernant **l'animation de l'innovation**, il s'agit de fédérer les forces en présence et de :

- Faciliter le **regroupement des innovations** sur le territoire régional, en s'appuyant sur un benchmark pour une région attractive et innovante
- Encourager l'accueil de **personnalités de notoriété internationale** en région en créant les conditions de leur accueil et favoriser le choix des chercheurs étrangers dans le cadre de l'année sabbatique qui est leur est possible
- Faciliter **l'ouverture de données exploitables** aux chercheurs et aux entreprises.
- Contribuer à faire évoluer le **système de formation** qui ne convient plus à la réalité de l'innovation.
- Créer un **réseau d'entreprises** nationales et internationales sur le traitement des données.
- Permettre aux acteurs de se fédérer afin de leur donner des possibilités d'actions communes « **de chasse en meute** » sous une « bannière région » propice pour être mieux entendus.

Concernant le financement des actions, la Région doit ainsi permettre de :

- Soutenir des **lieux** d'innovation ouverts
- Etablir une **cartographie financière** et identifier comment la Région peut contribuer à l'ingénierie financière
- Faciliter la mise en place **de chaires académie -entreprise**
- Faciliter la mise en relation des acteurs pour mieux se positionner sur les **financements européens**

Sous-atelier 3 : Valoriser les résultats de la recherche, développer l'entrepreneuriat et amener à plus de créations de start-up

Problématiques et défis identifiés

Le constat commun est que **l'environnement existant est déjà propice** à la valorisation des résultats de la recherche, il reste néanmoins encore de la marge pour accélérer ces créations, notamment en termes de quantité et de qualité. Cette progression est en marche grâce au changement culturel en cours ; les réseaux, les évènements, les formations et les animations concourent à stimuler et à fertiliser le transfert de la recherche vers l'entreprise.

Il convient surtout à ce stade de l'accentuer, l'accélérer, le rendre plus lisible et visible. A ce propos tous les participants s'accordent également sur le fait qu'il **faille agir ensemble et aller dans le même sens** (« chasser en meute »).

Priorités d'action en matière de politiques publiques

Les acteurs soulignent un certain nombre de besoins afin de stimuler la valorisation et le transfert de la recherche vers les entreprises. En particulier :

- **Accompagner les personnes** qui veulent s'investir dans la création d'entreprises : différence majeur entre l'étudiant entrepreneur (entreprises de services majoritairement) et chercheur entrepreneur (pré-maturation de projets plus technologiques pour lesquels il faut accélérer le transfert de technologie)
    - Assurer la formation des jeunes par un système de coaching/mentoring
    - Disposer d'un très haut niveau de qualification pour être reconnu et faire valoir les compétences
    - Assouplir le lien brevet-MAD/concours scientifique pour les chercheurs qui veulent créer une entreprise
    - Maintenir le statut d'étudiant entrepreneur et le « déprécariser »
    - Octroyer des ressources aux PEPITE, afin de renforcer l'accompagnement et d'augmenter leur activité et leurs résultats
- **Améliorer les connexions et le process** de valorisation entre recherche / marché / valeur
    - renforcer l'accompagnement et le financement du pré-amorçage et de la pré-maturation (ante-création)
    - financer les brevets comme dispositif ad hoc
    - Simplifier l'accès au soutien public
    - Rationaliser le nombre d'interlocuteurs pour une mise en relation aisée chercheurs / entrepreneurs
    - Simplifier les dispositifs et les procédures de dépôt des dossiers (investissement lourd en temps pour parfois un financement faible)
    - Chercher une convergence des actions concernant PI, maturation et recherche partenariale
        - **co-maturation** avec des entreprises
        - **co-développement** labos-start-up-entreprises
        - reverse mentoring

- **Favoriser les équipes mixtes** chercheurs/ingénieurs dans les entreprises et le partage de connaissances
    - Inciter à l'emploi de docteurs au sein des startups
    - Sensibiliser les étudiants à la place potentielle de la thèse dans un projet d'entrepreneuriat
    - Revaloriser la thèse et démontrer la pertinence de la thèse dans un projet de PME (formation master en amont)
    - proposer des challenges industriels ou des défis à des étudiants en master afin de trouver des solutions adaptées aux projets des PME
    - mise en place de reverse mentoring (l'étudiant propose une solution) et favoriser ainsi le transfert de connaissances
    - mettre en place des post-doc en start-up (format court - 18 mois)
    - proposer des outils ou solution pour stimuler les RH : tout progrès dans ce domaine, via un outil structuré et efficace, aurait un impact majeur
- soutenir les **projets partenariaux**
    - financer des projets collaboratifs associant entreprises et académiques
    - favoriser les projets pilotes et expérimentaux (cf opportunités des travaux du Grand Paris)
    - inciter les entreprises à aller sur de plus **importants marchés** (>25k€) avec des startups : proposer des AAP qui mettent en place de tels critères et incitent à ces partenariats et collaborations
    - développer les **laboratoires communs**, outils adaptés pour les grands groupes et ETI (moins pour les PME/TPE), avec un spectre thématique large pour permettre un ressourcement continu
- **Offrir un écosystème favorable** à la création d'entreprises et à leur développement
    - Disposer de conditions favorables en termes de **lieux** et de commodités pour les jeunes startupers (logements, lieux d'activité)
    - Faciliter le **parcours résidentiel** de l'entreprise innovante et la lisibilité de l'offre (comment offrir des locaux à Paris là où veulent s'installer les entrepreneurs, mais où l'offre est saturée ?)
- Organiser une **meilleure lisibilité de l'intervention des acteurs** et des dispositifs :
    - S'assurer d'une **coordination** régionale des acteurs
    - positionner la Région comme **orientateur** (question de légitimité) et comme « représentant » de tous les acteurs en termes de communication pour plus de visibilité et de lisibilité
    - proposer un **outil de simulation** en ligne pour aider à flécher et orienter les entrepreneurs vers les bons outils, structures et instruments existants

Positionnement et valeur ajoutée potentiels de la Région

Le positionnement de la Région pour simplifier les parcours a été abordé avec les propositions suivantes :

- proposer de **nouvelles solutions créatives** pour mieux orienter les acteurs en fonction de leurs besoins
    - imaginer des codes et des labels : cf comme « le gilet rouge de la SNCF »
    - Se poser en entremetteur, en coordinateur, en promoteur des actions (communication et visibilité)
    - Mettre en relation les instruments (dispositifs) et les projets
- Renforcer la valorisation des résultats et le développement de l'entreprenariat
    - accentuer les financements, la lisibilité et la simplification des dispositifs
    - partager, faire se rencontrer en amont les acteurs et leurs compétences (montrer l'exemple et les exemples de réussite)
- Accentuer la **co-construction**
    - inciter au développement de projets collaboratifs
    - Accueillir au mieux ces projets dans des lieux permettant d'accéder à des capacités, des plateformes, des experts, etc.

Atelier 3 : « Vers des universités et des campus franciliens de niveau mondial : une politique régionale pour le rayonnement et l'attractivité internationale des sites ? »

Document de synthèse

Mercredi 5 avril 2017

Sous-atelier 1 : Démultiplier les leviers du rayonnement : financement, labellisation, innovation, expérimentation, communication, contractualisation, quelle politique pour la Région ?

Le sous-atelier 1 avait pour objectifs 1) d'établir un **diagnostic** sur l'attractivité de la Région en matière d'ESR, 2) d'identifier les attentes des différents acteurs concernant le **positionnement de la Région** et sa contribution au développement de l'attractivité et du rayonnement de l'ESR francilien.

5 grandes thématiques ont été abordées pendant le sous-atelier : 1) la structuration du paysage institutionnel, 2) les liens ESR-entreprises, 3) l'attractivité en matière de formation, 4) les effets d'image et de marque, 5) le positionnement dans les réseaux européens. En outre, des éléments de diagnostic transverses ont été abordés concernant les dispositifs existants de la Région.

1. Structuration du paysage institutionnel de l'ESR francilien

Diagnostic et points de débat

Pour certains intervenants, une **simplification** s'imposerait pour apporter plus de lisibilité et donc de visibilité à l'ESR francilien. D'autres intervenants font valoir la taille des universités franciliennes (relativement grandes) et leur nombre (moins élevé que dans d'autres métropoles). Il s'agirait donc moins de simplifier le paysage institutionnel que d'assurer une plus grande **différenciation** entre les établissements. La différenciation par les **statuts juridiques** (universités, grandes écoles, etc.) reste difficile à comprendre pour les étrangers. Elle devrait alors laisser davantage la place à une différenciation par les missions et focus thématiques des établissements. Une telle **cohésion thématique** permettrait également d'atténuer la compétition entre les différents pôles et groupements franciliens, notamment entre les Comue. Certains exemples, comme le pôle thématique autour de l'Isite de Marne la Vallée, témoignent de la dynamique de structuration en cours[48].

Positionnement potentiel de la région

Pour la plupart des intervenants, ce ne serait pas le rôle de la Région que d'agir sur la simplification de l'offre ou la différenciation thématique des établissements. D'ailleurs, la Région pâtirait certainement du manque de soutien des établissements dans une telle démarche. La Région pourrait donc agir davantage sur le développement des liens entre les différents acteurs.

---

[1] Les effets positifs de la fusion prochaine des Universités Paris 4 et Paris 6 sous le nom de « Sorbonne Université » en termes de visibilité internationale ont également été soulignés dans ce contexte.

2. Les liens ESR - entreprises

Diagnostic et points de débat

Pour la plupart des participants, les liens entre les acteurs de l'ESR et le monde socio-économique sont indubitablement un **facteur de rayonnement** de l'ESR francilien à l'étranger. Une politique territoriale / régionale qui viserait à tisser ces liens a donc toute sa place dans une perspective de rayonnement à l'échelle internationale.

La question du **transfert recherche / entreprises** et de **l'impact de la recherche sur le tissu économique** a été abordée, l'impact économique des activités de recherche sur un territoire constituant un élément essentiel d'attractivité des entreprises. L'impact économique du développement des humanités numériques a par exemple été questionné.

Un enjeu important a été identifié concernant la **dualité entre territoire et excellence, du fait du caractère composite du territoire francilien regroupant des acteurs de renommées et de**

dynamiques diverses. Certains intervenants se sont exprimés en faveur d'un fléchage (au moins partiel) des fonds de la Région sur les établissements les plus susceptibles d'avoir une influence internationale.

Positionnement potentiel de la région

La Région devrait notamment contribuer à créer un **écosystème attractif pour les entreprises**. Des **arguments avant tout économiques** (le but premier d'une entreprise n'étant pas de faire de la R&D mais du « business ») devraient être présentés pour inciter les grandes entreprises à s'implanter en IdF. La taille de la région, sa compétitivité sur les coûts[49], le renouvellement de ses projets architecturaux sont autant d'atouts à mettre en avant par la Région.

Les intervenants ont également insisté sur la nécessité de créer un écosystème favorable à l'**innovation**, prônant une participation plus active de la Région à certains dispositifs internationaux innovants (i.e. *Quantum Initiative*).

La formation continue, prérogative de la Région, doit mieux s'adapter aux besoins des entreprises, par le développement de modules de formations plus courts et plus souples. La Région peut jouer le rôle de **plateforme** pour identifier les offres, les besoins et mettre en relation les acteurs de l'offre et de la demande.

3. L'attractivité en matière de formation

Diagnostic et points de débat

Les intervenants ont noté des **progrès** considérables ces dernières années en matière d'attractivité des formations en Ile-de-France. Néanmoins, les formations demeurent moins attractives que la recherche[50].

Par ailleurs, **un déficit de caractérisation de l'attractivité** et de ses objectifs a été relevé : s'agit-il d'une logique d'influence, de formation des élites ? Ou bien d'une logique de développement économique et scientifique ? Dans le deuxième cas, l'attachement durable des étudiants et enseignants étrangers au territoire francilien doit être encouragé.

[2] Selon une étude réalisée par KPMG, Paris est la moins chère des 20 premières métropoles mondiales pour les affaires
[3] La région a baissé dans le classement des régions les plus attractives pour les étudiants

Les intervenants ont également souligné le **potentiel sous-exploité** en IdF pour développer les *Summer Schools* et autres événements pouvant servir de vitrine internationale aux formations proposées en IDF.

Positionnement potentiel de la région

Plusieurs intervenants ont insisté sur le **rôle « macro »** que doit jouer la Région en termes de formations, c'est-à-dire un rôle de soutien qui laisse libre cours au développement des établissements et à la compétition entre ces derniers.

En revanche, les **conditions de la vie étudiante**, facteur important d'attractivité, pourraient être influencées plus directement par la politique régionale, et sa politique immobilière notamment.

La formation continue, au cœur des compétences de la Région, est également un élément à ne pas négliger dans les facteurs d'attractivité à l'international, notamment vis-à-vis des pays en développement.

En ce qui concerne le **premier cycle**, certains intervenants considèrent qu'il ne relève pas des missions de la Région. D'autres estiment au contraire que la problématique du -3 +3 doit s'appréhender au niveau régional.

La Région pourra (et devra) également se positionner de façon proactive dans le cadre du volet formation du **PIA 3 régionalisé.**

4. Les effets d'image et de marque

Diagnostic et points de débat

L'enjeu des marques dans l'ESR est autant un enjeu d'**identité** que de **visibilité** (clarté de ce à quoi la marque renvoie) et donc de **renommée internationale**. Un débat a eu lieu sur la marque **« *Paris Region* »**. Pour certains, cette marque est faible, voire dégradée, et elle doit être rendue plus visible. Pour d'autres, ce sont avant tout les marques des établissements elles-mêmes qui doivent être promues, « *Paris Region* » étant une marque ombrelle. Pour d'autres encore, c'est avant tout une **qualité de services mutualisés** (une qualité d'accueil notamment) qu'il faut développer, l'idée d'une marque ombrelle étant difficilement applicable à un écosystème aussi diversifié que l'ESRI francilien. Il serait en revanche important de mettre avant la qualité d'accueil des étudiants et enseignants chercheurs étrangers dans la communication internationale de la Région.

Positionnement potentiel de la région

Pour l'ensemble des intervenants, la Région a un rôle à jouer dans la **promotion des marques et des sites d'ESR émergents en IdF**, notamment dans la **promotion des campus comme lieux de vie attractifs.**

Cette dynamique de marketing / **communication sur l'attractivité** internationale de l'ESR francilien devrait **tenir compte des différents publics cibles** : les étudiants (pour lesquels le cadre de vie et les potentiels d'emploi sont des critères déterminants), les chercheurs, et les acteurs économiques et industriels.

5. Le positionnement dans les réseaux européens

Diagnostic et points de débat

Les intervenants s'accordent sur le fait que les enjeux et bénéfices de la participation à des projets européens vont bien au-delà des seules subventions financières. Chaque projet remporté dans les appels à projets européens contribue ainsi à la visibilité et l'attractivité de l'IdF, notamment par un

effet d'intégration dans les réseaux européens d'ESRI. Néanmoins, la **circulation des informations** relatives aux appels à projets européens est jugée insuffisamment fluide par plusieurs intervenants.

Positionnement potentiel de la région

La Région joue un rôle primordial dans la mise en œuvre des **fonds structurels** européens.

Elle peut contribuer à la **sensibilisation des acteurs susceptibles de répondre aux appels à projets européens** (H2020, …) au sein des établissements (E-C, chercheurs, …), et, dans certains cas, être elle-même partenaire de projets européens.

La Région pourrait renforcer ses liens avec des associations et réseaux, comme p.ex. l'**European University Association**.

6. Retours sur certains dispositifs existants de la Région

Certains participants ont proposé une **externalisation des évaluations** des projets des candidats aux appels à projets de la Région (notamment dans le cadre des DIM actuellement sélectionnés par le Conseil scientifique de la Région).

Des problèmes de cohérence liés au **décalage des vagues du CPER** ont été identifiés : en effet, les CPER étant conclus à des périodes différentes, il est difficile d'obtenir une vision cohérente et globale portée par les CPER dans la région. Dans ce contexte, un cadre de **planification stratégique pluriannuel et coordonné** au niveau de la Région a été jugé nécessaire par certains intervenants.

Sous-atelier 2 : La transformation des campus franciliens

Trois axes transverses ont structuré la discussion :

- **La montée en puissance de la « *user experience* »** : l'expérience étudiante est envisagée comme une expérience de vie globale. Elle doit également se comprendre comme un lieu d'expérience au sens où le droit à l'innovation et à l'erreur y sont encouragés. Elle devrait constituer un point de départ de la réflexion sur l'organisation des campus.
    - **L'ouverture des campus à de nouveaux publics et de nouveaux acteurs** : l'ouverture à différents publics apprenants (FTLV, …), aux entreprises, aux territoires, aux associations sont des facteurs incontournables de l'organisation des campus aujourd'hui. Ils ont vocation à s'organiser notamment au travers de tiers lieux.
    - **La dimension participative / collaborative** : l'enseignement n'est plus délivré ex-cathedra, l'apprenant a vocation à être acteur à part entière de son apprentissage. Les étudiants ont donc vocation à s'engager pleinement dans la vie de leur campus (dimension participative de la vie de campus).

Un diagnostic plus détaillé a ensuite été effectué sur trois grandes thématiques : l'attractivité, la vie de campus et les infrastructures.

1. L'attractivité

Diagnostic et points de débat

Trois enjeux principaux ont été identifiés sur la question de l'attractivité des campus franciliens :

- Le marketing
- La cartographie des campus
- Le financement de la rénovation

Certains intervenants ont proposé de valoriser l'Ile de France comme « campus régional ».

Une cartographie des campus pour plus de clarté de d'informations sur les spécificités de chacun serait utile en complémentarité de ce qui est fait par Campus France.

Positionnement potentiel de la région

- Promouvoir l'offre d'accueil (i.e. Cité internationale universitaire de Paris) en collaboration avec **Campus France**, l'acteur institutionnel et national de développement des campus
- Développer la visibilité des campus franciliens grâce aux outils numériques

2. La vie des campus

Diagnostic et points de débat

- **La question des publics** : les campus doivent s'ouvrir sur d'autres publics (les habitants, les entreprises etc…). La FTLV constitue une bonne opportunité d'attirer de nouveaux publics à d'autres moments de la journée. **Les campus doivent accueillir de nouveaux acteurs :** des **entreprises,** des **tiers-lieux** d'apprentissage (i.e. Maisons Frateli), des **incubateurs** (ces derniers permettent également d'attirer des grandes entreprises), des **lieux d'entrepreneuriats étudiants**, des structures d'aides à l'insertion professionnelle (i. e. « Propulse » lancé par Animafac), des **commerces** (avec les contraintes que cela comporte : un commerce sur un campus ne fonctionne que 9 mois par an), des **associations**. Il faut arriver à faciliter les interactions entre ces acteurs.

- **Territorialisation et identité des campus** : les campus doivent s'ancrer dans leur territoire (approfondissement de l'ancrage territorial) mais ne pas constituer des îles (réseau des campus). Chaque campus doit pouvoir développer une identité propre, sa « marque ».

- **La vie étudiante** : l'organisation de la vie sur le campus doit prendre en compte la vie étudiante dans une approche globale : l'expérience étudiante s'étend au-delà des cours. Or, on observe un déficit d'animation les weekends et les soirées sur les campus. La présence des étudiants sur les campus doit être renforcée en proposant d'avantage d'opportunités d'engagement, y compris à des plages horaires souvent inanimées.

- **La participation des étudiants à la gouvernance et l'organisation des campus** : le numérique est une opportunité intéressante pour développer le caractère participatif de la gouvernance des campus (budget participatif, …). La possibilité de crédits ECTS liés à l'engagement étudiant constitue également une opportunité majeure de désenclavement entre apprentissages formels et informels.

- **L'organisation des relations entre autochtones et étrangers sur les campus** : il existe un risque d'isolement pour les étudiants et chercheurs étrangers (on observe une forte demande de cours de FLE). Le réseau d'anciens pourrait être mobilisé pour faciliter les liens entre autochtones et étrangers.

- **Les freins à l'accueil des chercheurs étrangers** : Les formalités administratives constituent des freins à l'arrivée de chercheurs étrangers tout comme le manque de visibilité du dispositif ACCESS.

- **Le soutien à l'emploi étudiant** est un enjeu clé pour favoriser l'appropriation du campus par les étudiants, mais également pour offrir des expériences professionnalisantes tout en contribuant à la convivialité du campus.

Positionnement potentiel de la région

- **Souhait de voir la région se concentrer** sur un ou deux axes majeurs et transformants sur les enjeux évoqués : ouverture des campus, campus lieux d'expérience, participation étudiante

- **Valoriser les différents sites, valoriser les bonnes initiatives et les nouveaux usages** pour l'animation des campus

- **Les DIM** constituent une bonne opportunité de mise en réseau des acteurs. La labellisation des DIM par la Région pourrait être une aide dans la structuration de campus sur des thèmes clairement identifiés.

3. Infrastructures

Diagnostic et points de débat

- **Innovation** : Les intervenants se sont accordés sur la nécessité de faire place à l'**innovation**, de transformer les campus en espaces d'**expérimentations** avec des politiques immobilières et de transports plus avant-gardistes (projets architecturaux modernes, mobilité douce, …) et une réflexion nécessaire autour de la thématique importante du **Smart Campus.** Le lien avec la **politique de la ville** est important : le campus est un laboratoire de la ville de demain. L'innovation peut également être frugale notamment en explorant la mutifonctionnalité des lieux (p. ex. co-workings dans les Restos U)

- Les infrastructures sont des **éléments essentiels de l'attractivité** des campus (logement, transports). En particulier, la distance depuis Paris est un facteur important d'attractivité. Il faut distinguer les **campus franciliens urbains** et les **campus franciliens périurbains** (extramuros) qui sont dans des situations différentes, les seconds souffrant d'un problème de visibilité et d'attractivité plus marqué.

- La **coordination** des politiques du logement et des politiques transports doit être améliorée.

- L'enjeu des infrastructures du **numérique** (fibre, …) est crucial.

- Mieux **valoriser le foncier des universités** :
    - Les campus peuvent être le lieu d'expérimentations architecturales. La création d'emblèmes architecturaux permet de rendre plus visible une certaine identité.
    - Le système de financement des réhabilitations doit être rénové. Un état des lieux devrait être fait sur la question.
    - Un appui en termes d'ingénierie juridique et financière est nécessaire (complexité des montages : concessions de travaux, concessions de services, etc.)
    - La présence d'incubateurs (i.e. Bond'innov à Bondy) permet de valoriser l'immobilier
    - La dévolution du patrimoine par l'Etat est bénéfique aux universités (cf rapport IGAENR). Un système hybride avec une dévolution partielle pour donner de la marge de manœuvre pourrait être imaginé.

Positionnement potentiel de la région

- **Les transports** : compétence obligatoire de la région

- **Faire évoluer le CPER** qui pourrait devenir un véritable instrument pour créer les conditions de l'innovation sur les campus

ANNEXE 12 : CARTOGRAPHIE DES COMUES FRANCILIENNES

CARTOGRAPHIE THÉMATIQUE RÉGIONALE - 1/220 000

LES **COMMUNAUTÉS D'UNIVERSITÉS** ET **ÉTABLISSEMENTS** EN ÎLE-DE-FRANCE

État au 01.05.2016

Avertissement

La carte représente l'ensemble des implantations des établissements membres d'une COMUE en Île-de-France, y compris celles n'assurant que des fonctions support à l'enseignement supérieur et la recherche. Lorsque l'information est disponible, la taille des symboles est proportionnelle à la surface des bâtiments.

En raison du nombre d'implantations du CNRS, de l'INSERM et de l'INRA, seul leur siège est représenté. Le CNRS est membre de l'ensemble des COMUE, à l'exception de l'Université Paris Seine.

Pour une question de lisibilité, tous les sites d'un même établissement (Université Paris Diderot, Université Paris Est Créteil…) lorsqu'ils sont géographiquement très proches ont été regroupés en un même point à l'échelle régionale.

Communautés d'Universités et établissements (COMUE)

- Université Paris Seine
- Université Paris Lumières
- Université Paris Saclay
- Université Paris Est
- Université Sorbonne Paris Cité (USPC)
- heSam université
- Université de recherche Paris Sciences et Lettres (PSL)
- Sorbonne Universités

- Membre de plusieurs COMUE
- Membre de toutes les COMUE

Taille des établissements (surface SHON totale)

- Plus de 150 000 m²
- De 75 001 à 150 000 m²
- De 50 001 à 75 000 m²
- De 25 000 à 50 000 m²
- De 10 001 à 25 000 m²
- Moins de 10 000 m²
- Absence d'information concernant la SHON

Fond de plan

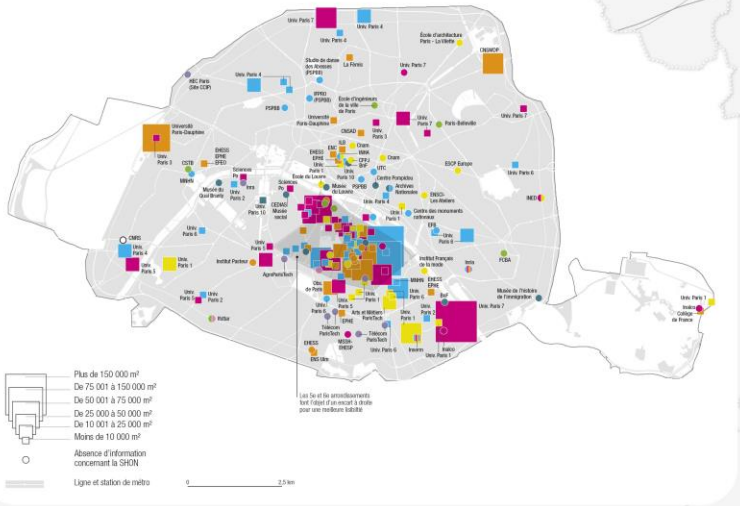
- Espace urbain
- Espace rural
- Ligne RER et gare
- Ligne transilien et gare
- TCSP (transport guidé et bus en site propre)

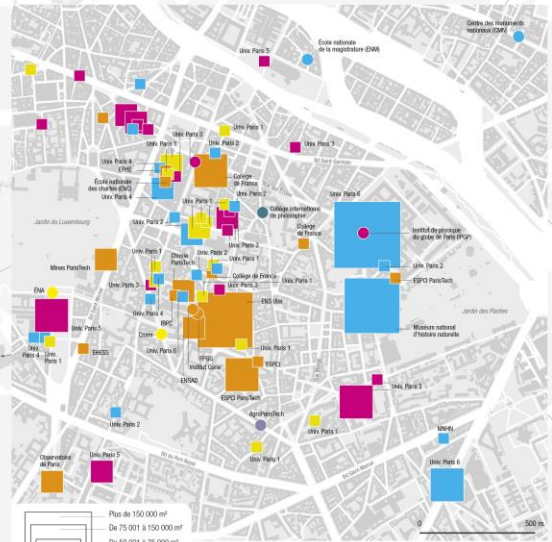
N 0 10 km

© IAU IdF 2016

Sources : Sitters "Données de surface 2011" du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, "Enquête immobilier de l'enseignement supérieur 2011" de la Ville de Paris, "Base centrale des établissements 2012" du ministère de l'Éducation nationale, sites internet des COMUE et des établissements ; Mai 2012 IAU IdF

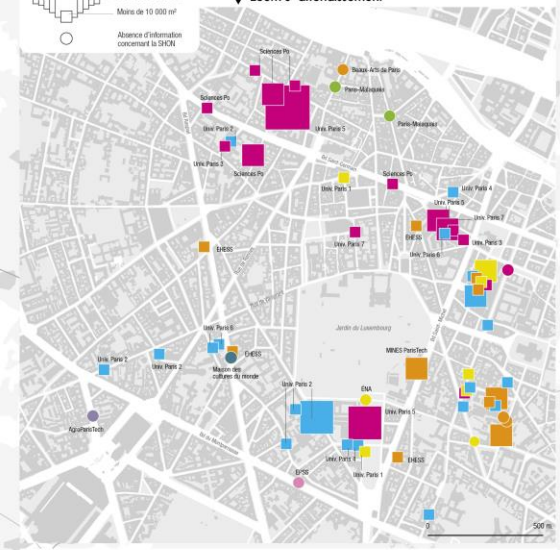
IAU ÎLE-DE-FRANCE





▲ Zoom 5e arrondissement

▼ Zoom 6e arrondissement



Glossaire

- **3IS** *Institut international de l'image et du son* • **AgroParisTech** *Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement* • **Ameos** *Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail* • **Arts et Métiers ParisTech** *École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers* • **Beaux-Arts de Paris (ENSBA)** *École nationale supérieure des Beaux-Arts de Paris* • **BnF** *Bibliothèque nationale de France* • **CEA** *Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives* • **Centrale Paris** *École centrale Paris* • **Centre Pompidou** *Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou* • **CFPJ** *Centre de formation et de perfectionnement des journalistes* • **CFPMP** *Centre de formation professionnelle notariale* • **Chimie ParisTech (ENSCP)** *École nationale supérieure de chimie de Paris* • **CIEP** *Centre international d'études pédagogiques* • **CMN** *Centre des monuments nationaux* • **Cnam** *Conservatoire national des arts et métiers* • **CNSAD** *Conservatoire national supérieur d'art dramatique* • **CNSMDP** *Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris* • **CSTB** *Centre Scientifique et Technique du Bâtiment* • **EAHT** *École d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée* • **EBI** *École de biologie industrielle* • **ECAM-EPMI** *École d'ingénieurs généralistes à Paris Cergy* • **École des Ponts ParisTech (ENPC)** *École nationale des ponts et chaussées* • **EFB** *École de formation professionnelle des barreaux de la cour d'appel de Paris* • **EFEO** *École française d'Extrême-Orient* • **ENESP** *École des hautes études en santé publique* • **EHESS** *École des hautes études en sciences sociales* • **ESCIT** *École internationale des sciences du traitement de l'information* • **EPAP** *École des ingénieurs de la ville de Paris* • **ENA** *École nationale d'administration* • **ENC** *École nationale des chartes* • **ENMI** *École nationale de la magistrature* • **ENS Cachan** *École normale supérieure de Cachan* • **ENS Ulm** *École normale supérieure de la rue d'Ulm* • **EnsAD** *École nationale supérieure des arts décoratifs* • **ENSAE ParisTech** *École nationale de la statistique et de l'administration économique* • **ENSAPC** *École nationale supérieure d'arts de Paris-Cergy* • **ensa-v** *École nationale supérieure d'architecture de Versailles* • **ENSCI-Les Ateliers** *École nationale supérieure de création industrielle* • **ENSEA** *École nationale supérieure de l'électronique et de ses applications* • **ENSIIE** *École nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise* • **ENSLL** *École nationale supérieure Louis-Lumière* • **ENSP** *École nationale supérieure du paysage de Versailles* • **ENSTA ParisTech** *École nationale supérieure de techniques avancées* • **EnsA** *École nationale vétérinaire d'Alfort* • **EOGN** *École des officiers de la Gendarmerie nationale* • **EPNE** *École Pratique des Hautes Études* • **EPSS** *École Pratique de Service Social* • **ESAD** *École supérieure d'art dramatique de Paris* • **ESCP Europe** *École supérieure de commerce* • **ESPCI ParisTech** *École supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris* • **ESSEC** *École supérieure des sciences économique et commerciales* • **ESTACA** *École supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile* • **ESTP** *École spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie* • **FCBA** *Institut Technologique Forêt Cellulose Bois-construction Ameublement* • **FPGG** *Fondation Pierre-Gilles de Gennes pour la Recherche* • **HEC Paris** *École des hautes études commerciales de Paris* • **IBPC** *Institut de Biologie Physico-Chimique* • **IFM Paris** *Institut Français de la Mode* • **IFPEN** *Institut de formation professionnelle Rock Colorex* • **Ifsttar** *Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux* • **IGN** *Institut national de l'information géographique et forestière* • **INES** *Institut des hautes études scientifiques* • **ILB** *Institut Louis Bachelier* • **ILEPS** *École Supérieure des Métiers du Sport* • **Ina** *Institut national de l'audiovisuel* • **Inalco** *Institut national des langues et civilisations orientales* • **Ined** *Institut national d'études démographiques* • **INHA** *Institut national d'histoire de l'art* • **Inp** *Institut national du patrimoine* • **Inria** *Institut national de la recherche agronomique* • **Inria** *Institut national de recherche en informatique et en automatique* • **INS HEA** *Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés* • **INSEAD** *Institut européen d'administration des affaires* • **Inserm** *Institut national de la santé et de la recherche médicale* • **IPGP** *Institut de physique du globe de Paris* • **IRD** *Institut de recherche pour le développement* • **ISIPCA** *Institut supérieur international du parfum, de la cosmétique et de l'aromatique alimentaire* • **Isteve** *École Supérieure d'Agro-Développement International* • **ITESCIA** *Institut des techniques informatiques - École du c-management* • **La Fémis** *École nationale supérieure des métiers de l'image et du son* • **LRMH** *Laboratoire de recherche des monuments historiques* • **MINES ParisTech** *École nationale supérieure des Mines de Paris* • **MNHN** *Muséum national d'histoire naturelle* • **MSSH** *Maison des sciences sociales du handicap* • **ONERA** *Office national d'études et de recherches aérospatiales* • **PARIS-BELLEVILLE (Ensa-PB)** *École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville* • **PARIS-MALAQUAIS (ENSAPM)** *École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais* • **Pôle Sup'93** *Pôle d'enseignement supérieur de la musique en Seine-Saint-Denis* • **PSPBB** *Pôle Supérieur d'enseignement artistique Paris - Boulogne-Billancourt* • **Sciences Po** *Institut d'études politiques de Paris* • **Supélec** *École supérieure d'électricité* • **Supméca** *Institut supérieur de mécanique de Paris* • **UNIVERSITE PARIS 1** *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne* • **UNIVERSITE PARIS 2** *Université Paris 2 Panthéon-Assas* • **UNIVERSITE PARIS 3** *Université Sorbonne Nouvelle* • **UNIVERSITE PARIS 4** *Université Paris-Sorbonne* • **UNIVERSITE PARIS DESCARTES (PARIS 5)** *Université Paris-Descartes* • **UNIVERSITE PARIS 6** *Université Pierre-et-Marie-Curie* • **UNIVERSITE PARIS 7** *Université Paris-Diderot* • **UNIVERSITE PARIS 8** *Université Paris 8 - Vincennes-Saint-Denis* • **UNIVERSITE PARIS 10** *Université Paris-Ouest-Nanterre-La-Défense* • **UNIVERSITE PARIS 11** *Université Paris-Sud* • **UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL VAL-DE-MARNE (PARIS 12)** *Université Paris-Est-Créteil-Val-de-Marne (UPEC)* • **UNIVERSITE PARIS EST MARNE LA VALLEE** *Université Paris-Est-Marne-la-Vallée (UPEM)* • **UNIVERSITE VERSAILLES-ST QUENTIN** *Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ)* • **UTC** *Université de technologie de Compiègne*

ANNEXE 13 : CARTOGRAPHIE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN ILE-DE-FRANCE

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
EN ÎLE-DE-FRANCE

2015-2016

- STS
- CPGE
- Université, IUT, ENS, ESPE
- École d'ingénieurs
- École de commerce
- École d'art et de culture
- École paramédicale et sociale
- Autre école
- R Organisme de recherche

- Ligne RER et gare
- Ligne Transilien et gare
- TCSP (transport guidé et bus en site propre)

N 0 10 km

© IAU IdF 2017

Sources : Données de l'Atlas régional des effectifs étudiants, cartes de l'enseignement supérieur en IdF 2014/2015, STRATER diagnostic ÎdF pour la recherche (Octobre 2017), BCE 2015 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, IAU IdF

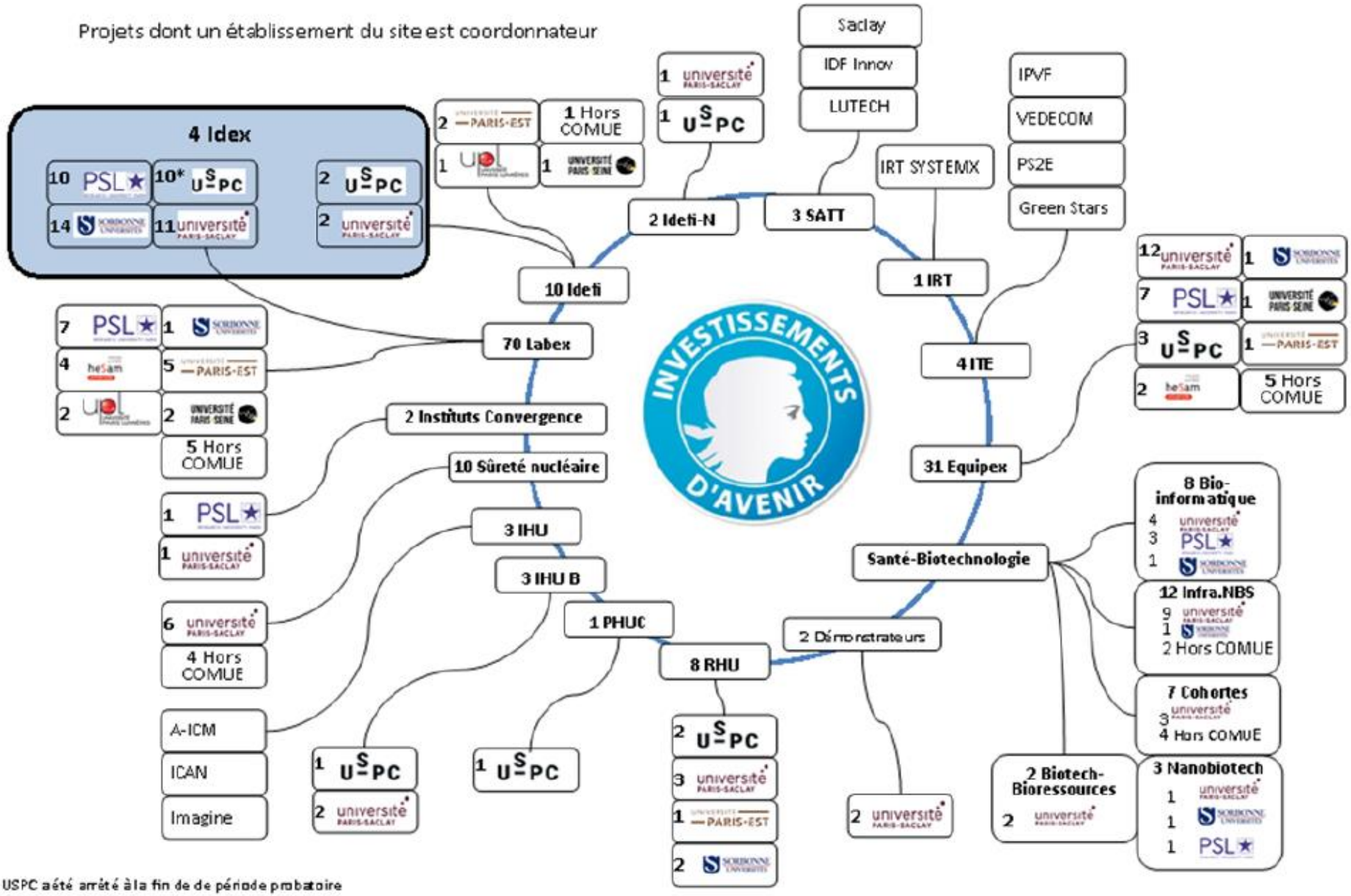
IAU

ANNEXE 14 : SCHEMA DES PROJETS COORDONNES PAR UN ETABLISSEMENT DE LA REGION DANS LE CADRE DU PIA [51]

[51] MENESR, Diagnostic Strater Ile-de-France, octobre 2016 (p.18)

Les Investissements d'avenir en Île-de-France

Projets dont un établissement du site est coordonnateur



* l'IDEX USPC a été arrêté à la fin de de période probatoire

PSL Paris-Sciences-Lettres | université Paris-Saclay | heSam Hésam | Université Paris Seine Paris-Seine | Hors COMUE : actions communes ou non rattachées à une Comue

Sorbonne Universités | USPC Sorbonne-Paris-Cité | Paris-Est | UPL Paris-Lumières

ANNEXE 15 : NOTE RAPIDE DE L'IAU N°733, *RECHERCHE ET INNOVATION : L'ÎLE-DE-FRANCE EN QUÊTE DE RECONNAISSANCE MONDIALE*, DÉCEMBRE 2016

NOTE RAPIDE
DE L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME - ÎLE-DE-FRANCE N° 733



RECHERCHE ET INNOVATION : L'ÎLE-DE-FRANCE EN QUÊTE DE RECONNAISSANCE MONDIALE

L'ÎLE-DE-FRANCE COMPTE PARMI LES LEADERS MONDIAUX DE LA R&D. MALGRÉ DES COMPÉTENCES SCIENTIFIQUES RECONNUES À L'INTERNATIONAL, SON INFLUENCE EST CONTRASTÉE SELON LES DISCIPLINES. ELLE DOIT AUJOURD'HUI RELEVER LE DÉFI D'UNE MEILLEURE COORDINATION DES RÉSEAUX ET DES LIEUX DE L'INNOVATION POUR NOURRIR SA CROISSANCE, STIMULER SON DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RAYONNER DAVANTAGE.

106 000
CHERCHEURS EN ÎLE-DE-FRANCE EN 2013.

19 milliards
DE DÉPENSES DE R&D EN ÎLE-DE-FRANCE EN 2013.

3e rang
MONDIAL EN VOLUME DE PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES.

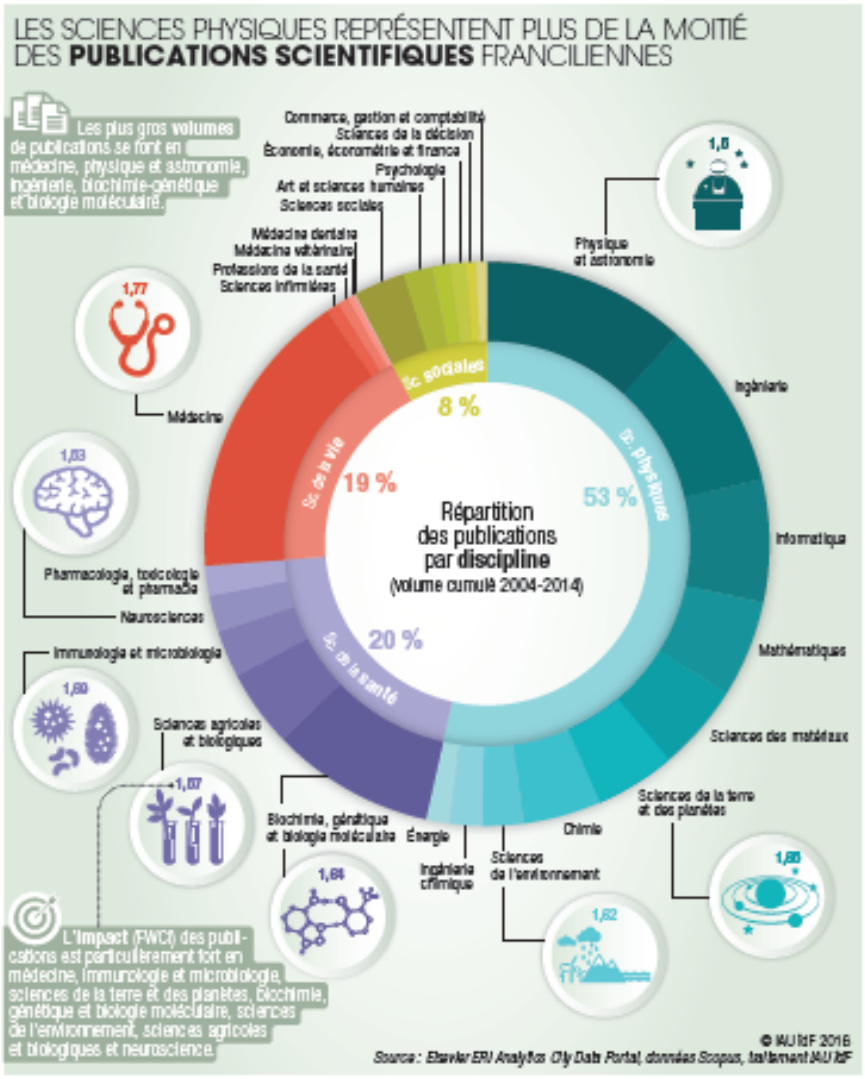
47e rang
EN IMPACT MONDIAL DE CES PUBLICATIONS.

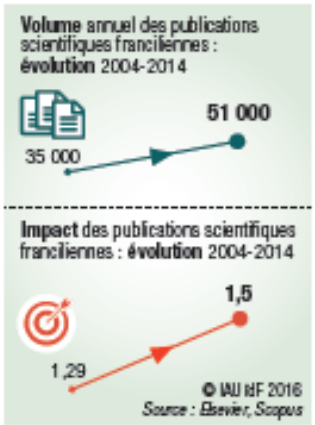
Les grandes métropoles investissent largement le champ de la recherche et de l'innovation[1] et sont de plus en plus nombreuses à remettre en cause directement les positions établies dans les domaines technologiques et scientifiques. Pour asseoir leur développement, toutes cherchent à offrir un environnement économique attractif, à renforcer leurs capacités de recherche et proposer des écosystèmes d'innovation performants.
Dans ce contexte, l'écosystème francilien de recherche et d'innovation constitue un environnement riche et de haut niveau, rassemblant universités, grandes écoles spécialisées, laboratoires et centres de recherche, incubateurs d'entreprises, clusters et pôles de compétitivité. Véritable foyer d'innovation, la région concentre les fonctions de direction, les services aux entreprises, les organismes financiers et les talents, dans les domaines scientifique et technologique, mais aussi artistique, culturel et entrepreneurial. Forte de ses atouts, quelle est la place de la région dans le monde ? Comment se positionne-t-elle par rapport aux autres régions ? L'utilisation de données récentes, notamment la base Scopus mise à disposition par Elsevier (encadré p. 6), offre des éléments de réponse.

UN POTENTIEL HUMAIN ET FINANCIER TOUJOURS FAVORABLE

Au niveau mondial, l'Île-de-France fait partie des régions leaders en matière de recherche et d'innovation, et se place au premier rang en Europe pour les dépenses de recherche et développement (R&D), les dépôts de brevets et les publications à caractère scientifique. Avec près de 19 milliards d'euros investis en 2013, elle réalise 7 % des dépenses européennes de R&D. Ce montant témoigne d'une capacité de création et d'innovation essentielle à la compétitivité internationale française.

IAU INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME Île-de-France
ELSEVIER





En France, la région représente 39 % des dépenses intérieures de R&D (DIRD) en 2013, selon le ministère de la Recherche. Elle est la seule avec Midi-Pyrénées (4,8 %) à consacrer plus de 3 % de son PIB aux dépenses de recherche (objectif de la stratégie Europe 2020). Les activités de recherche privée représentent deux tiers des dépenses régionales et se concentrent essentiellement dans les grandes entreprises et établissements de taille intermédiaire, qui fournissent 90 % de l'effort de recherche, contre 10 % pour les PME et microentreprises. Deux tiers des dépenses de R&D privée se répartissent dans les activités de haute et moyenne technologies, et plus d'un quart des dépenses se fait dans les branches de services. L'Île-de-France, comme Rhône-Alpes, est relativement plus diversifiée que les autres régions. Ses trois premières branches de recherche : l'industrie automobile, pharmaceutique, les activités informatiques et services d'information, concentrent moins de 40 % des dépenses de R&D privée.

Plus de 155 000 personnes travaillent dans la recherche publique et privée en 2013 (37 % des effectifs nationaux). Deux tiers sont des chercheurs ou ingénieurs de R&D et comptent pour 40 % des chercheurs français. La région est fortement spécialisée avec 27 personnels de R&D pour 1 000 salariés, contre 17 pour 1 000 en moyenne en France.

Les doctorants, vivier de la recherche actuelle et future, sont aussi plus nombreux : quatre doctorants sur dix étudient en Île-de-France, contre un quart des étudiants. La région totalise plus d'un tiers des effectifs nationaux de la recherche publique, avec une prépondérance des grands organismes publics comme le CNRS, l'Inserm ou le CEA, et 40 % des effectifs de la recherche privée.

LA CONCENTRATION DES TERRITOIRES DE LA R&D

Les établissements de recherche publique sont très concentrés à Paris, en proche couronne (Condorcet, Nanterre, Villejuif, Créteil, etc.) et dans des sites d'excellence comme Paris-Saclay, Évry, Cergy-Pontoise ou encore Marne-la-Vallée. Ces localisations se distinguent des implantations des établissements de R&D privée, fortement ancrés dans les départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines, qui accueillent de grands centres de recherche et d'innovation (technocentre Renault, PSA, Dassault Systèmes, etc.).

UN RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE STABLE

Les résultats de la R&D peuvent s'appréhender avec deux indicateurs, certes imparfaits, mais qui permettent des comparaisons historiques et géographiques : les publications scientifiques pour l'excellence scientifique et les brevets pour la performance technologique.

Entre 2004 et 2014, Paris (Île-de-France) a enregistré près de 500 000 publications scientifiques d'après Scopus (encadré p. 6), principalement dans la recherche médicale, la physique et l'astronomie, les sciences pour l'ingénieur, la biochimie, la génétique et la biologie moléculaire. Le CNRS, l'université Paris-VI, l'Inserm et l'université Paris-Sud sont les principaux contributeurs.

Au niveau international, Paris se classe au troisième rang mondial en volume de publications scientifiques, derrière Beijing et Tokyo, et devant New York, Washington, Londres et Boston. Les 66 métropoles mondiales analysées ont vu leur volume de publications scientifiques augmenter sur la période, et le rang de Paris est resté stable depuis 2004.

Londres, Rome, Boston et New York : des partenaires d'étude privilégiés

La région Île-de-France est ouverte sur le monde et ses collaborations sont nombreuses. Paris est au premier rang en volume de copublications avec l'international (copublication avec au moins un auteur étranger), devant Londres, Beijing et Boston. Les régions de Londres, Rome, Boston et New York sont ses partenaires principaux.

Les partenariats entre la recherche publique et les entreprises la placent parmi les géants mondiaux. Elle occupe le cinquième rang en volume de copublications avec le secteur privé (copublication public/privé), derrière Beijing, San Francisco, Tokyo et New York. Cette excellence académique est un facteur d'ancrage et d'attractivité des grandes entreprises mondiales, qui installent leurs centres d'innovation dans les régions où les écosystèmes

de recherche et d'innovation sont les plus performants. Certes loin derrière la Silicon Valley, qui accueille plus de 50 centres d'innovation mondiaux selon Compass, l'Île-de-France (9 centres), avec Londres (10 centres), est une destination de choix en Europe.

Une influence scientifique inégale derrière des publications stars

Paris bénéficie d'une forte visibilité scientifique : la région se hisse au septième rang mondial des publications stars, c'est-à-dire les 5 % des publications les plus citées, dont les premières places sont occupées – à l'exception de Beijing qui publie énormément – par des régions anglophones. Ces publications à très forte visibilité représentent 8 % du total des publications franciliennes, contre 12 % à Boston et à San Francisco, 10 % à Londres, 6 % à Tokyo, 4 % à Beijing.

La portée et la qualité des publications peuvent s'évaluer sur la base du nombre de citations, normalisé entre disciplines. L'indicateur utilisé ici est le Field-Weighted Citation Impact (FWCI) d'Elsevier. Avec un FWCI de 1,5 toutes disciplines confondues, l'Île-de-France a un impact de ses publications supérieur à la moyenne mondiale (égale à 1). Les disciplines scientifiques phares sont la recherche médicale, l'immunologie et la microbiologie, les sciences de la Terre et des planètes, la biochimie, la génétique et la biologie moléculaire, les sciences de l'environnement, les sciences agricoles et biologiques, les neurosciences.

Comme dans toutes les villes mondes (à l'exception d'Istanbul), l'influence des publications franciliennes s'est améliorée sur la période analysée : l'indice est passé de 1,29 en 2004 à 1,5 en 2014.

Cependant, ce constat masque une réalité plus contrastée sur la visibilité et la reconnaissance des travaux scientifiques. Malgré une augmentation de l'impact de ses publications en part absolue, la région occupe, de manière stable depuis dix ans, la 47e position au niveau mondial, bien loin de son poids en volume. Les régions de Seattle, Oxford, Cambridge, Boston, San Francisco, San Diego, enregistrent les plus fortes influences, avec des indices supérieurs à 2. Copenhague (1,96), Genève (1,96), Amsterdam (1,95), sont les premières métropoles pour l'Europe, Singapour (1,79) et Hong Kong (1,64) pour l'Asie. Londres a un indice de 1,83. En moyenne, les villes mondes étudiées ont un FWCI égal à 1,59.

Dans ce contexte, l'Île-de-France gagne à collaborer, l'impact de ses copublications est bien supérieur aux publications d'un seul auteur, qu'il s'agisse de copublications avec des institutions publiques situées à l'étranger (FWCI=1,95) ou avec le secteur privé (FWCI=6,59 !).

LA PERFORMANCE TECHNOLOGIQUE : UNE POSITION QUI S'EFFRITE…

Les brevets sont un indicateur de la performance technologique. L'Île-de-France est toujours au premier rang européen devant Munich et Stuttgart, mais sa part relative ne cesse de s'éroder : elle représentait 6,1 % des demandes de brevets européens de l'UE 28 en 2002, elle en enregistre 5,1 % en 2012 selon l'Observatoire des sciences et des techniques (OST). Son recul n'est cependant pas isolé : ses principaux concurrents, notamment allemands, ont connu la même évolution, signalant la montée en puissance de nouveaux pôles régionaux, de taille plus modeste. En France, Rhône-Alpes-Auvergne et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ont par exemple accru leur poids relatif.

UN POSITIONNEMENT ATYPIQUE DE L'ÎLE-DE-FRANCE FACE AUX VILLES MONDES

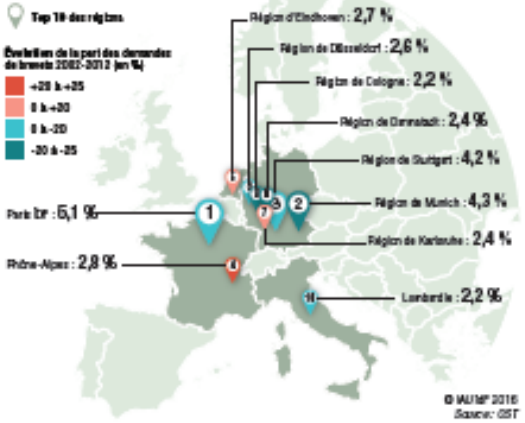
L'Île-de-France bénéficie d'un positionnement international fort à la fois dans les domaines scientifiques et technologiques, contrairement aux grandes régions allemandes, orientées sur la technologie, ou anglaises comme Londres, Cambridge, Oxford, plus scientifiques.

Cependant, si le volume de publications scientifiques place indéniablement Paris parmi les géants mondiaux, l'impact de ses publications en 2014 la situe plus en retrait, proche de pôles de taille plus modeste comme Tel-Aviv, Madrid, Berlin ou Vienne. Sur la période 2004-2014, sa position est restée stable : la région a amélioré son impact, plus fortement que Boston, San Francisco, Tokyo, mais plus faiblement que Londres et de nombreux pôles européens (graphique p. 5).

Dans l'ensemble, au-delà des poids absolus de chaque région, des stratégies nationales, voire continentales, se dessinent autour de l'influence scientifique entre : villes nord-américaines, leaders incontestables mais en croissance d'impact quasi nulle ; japonaises et coréennes en retrait ; chinoises et européennes en croissance. Les villes asiatiques ont des impacts des publications scientifiques relativement plus faibles (en partie liés au problème de la langue) : Beijing et Shanghai ont augmenté largement leur volume de publications entre 2004 et 2014, cette dernière a même considérablement accru son impact, tout comme Singapour. Les villes japonaises, Tokyo, Osaka, Kobe, Kyoto, sont en baisse.

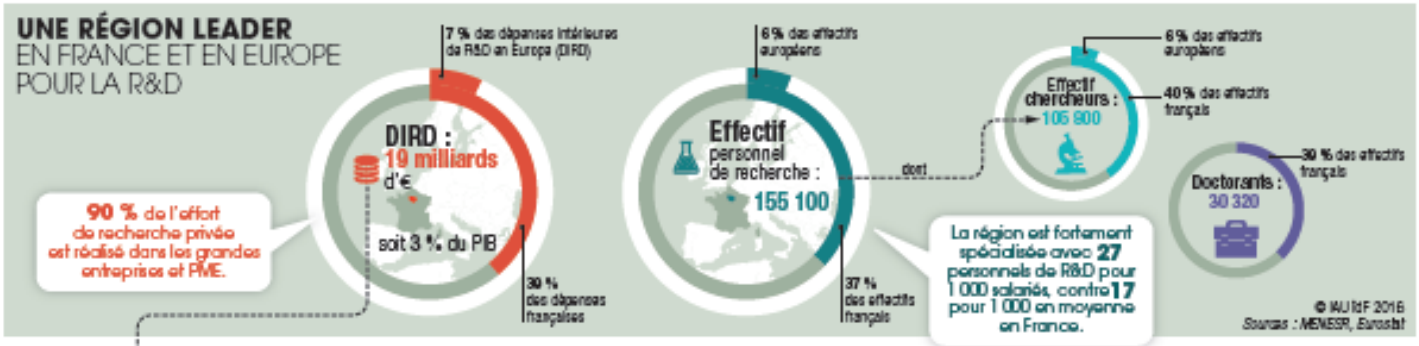
En Europe, les pôles secondaires sont les plus dynamiques et ont connu les évolutions les plus remarquables en termes d'impact. Les deux plus grands pôles européens, Londres et Paris, connaissent une

PARIS ÎDF COMPTE POUR 5,1 % DES DEMANDES DE **BREVETS EUROPÉENS** DANS L'UE28

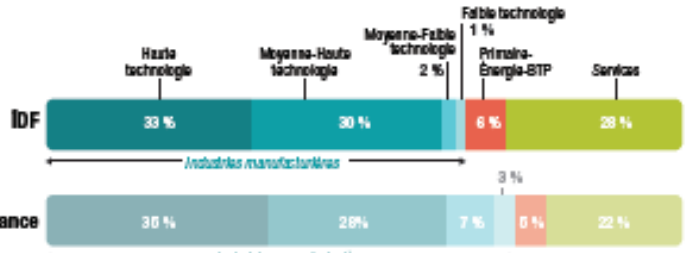


CHIFFRES CLÉS DE LA R&D FRANCILIENNE

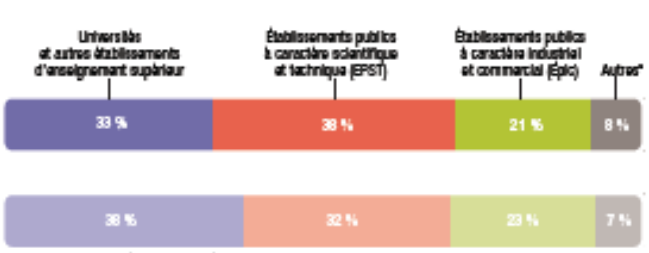
UNE RÉGION LEADER EN FRANCE ET EN EUROPE POUR LA R&D



LES DÉPENSES INTÉRIEURES DE R&D FRANCILIENNES SE RÉPARTISSENT POUR 2/3 DANS LES ENTREPRISES (DIRDE)...



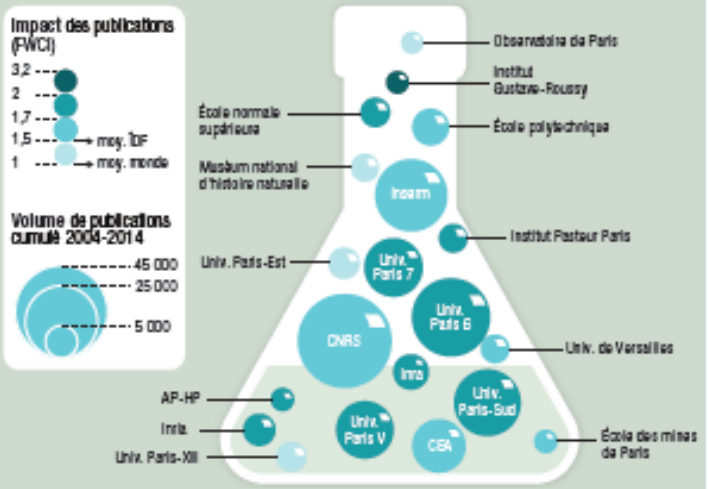
... ET 1/3 DANS LES ADMINISTRATIONS (DIRDA)



*Ministères et autres établissements publics administratifs, les centres hospitaliers universitaires, les centres de lutte contre le cancer, ainsi que les institutions sans but lucratif.

© IAU îdF 2016
Source : MENESR DGESIP-DGRI SIES, données 2013

PRINCIPALES INSTITUTIONS CONTRIBUTRICES AUX PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES FRANCILIENNES



AP-HP : Assistance publique-Hôpitaux de Paris ; CEA : Commissariat à l'énergie atomique ; CNRS : Centre national de la recherche scientifique ; Inria : Institut national de recherche en informatique et en automatique ; Inra : Institut national de la recherche agronomique ; Inserm : Institut national de la santé et de la recherche médicale

© IAU îdF 2016
Source : Elsevier ERI Analytics City Data Portal, données Scopus, traitement IAU îdF (résultat partiel, l'identification des totalités des laboratoires français n'est pas complètement stabilisée).

POSITION DE PARIS DANS LE CLASSEMENT MONDIAL EN 2014



- 7e — Excellence scientifique (volume de publications stars) : 3 000
- 1er — Volume de copublications internationales : 28 300 — Impact des copublications internationales : 1,07
- 5e — Volume de copublications avec le secteur privé : 3 900 — Impact des copublications avec le secteur privé : 6,00

© IAU îdF 2016
Source : Elsevier ERI Analytics City Data Portal (68 villes mondes), données Scopus, traitement IAU îdF

ACCUEIL DES CENTRES D'INNOVATION : PARIS ÎDF, LOIN DERRIÈRE LA SILICON VALLEY

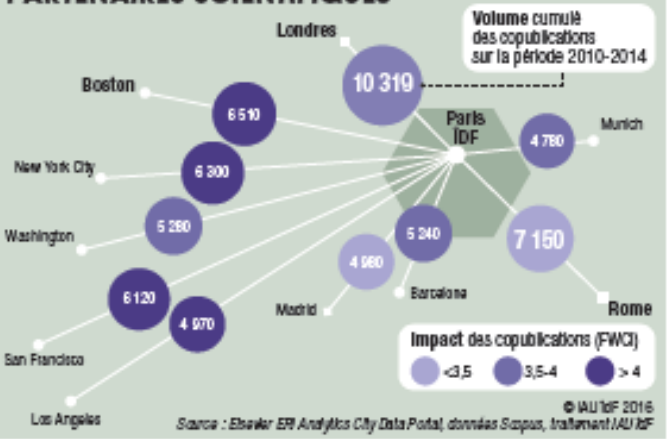


Paris ÎDF, 11e place mondiale pour l'accueil des start-up

Source : Compass/Techcrunch

© IAU îdF 2016
Sources : Allmatar, Cap Gemini Consulting, 2016

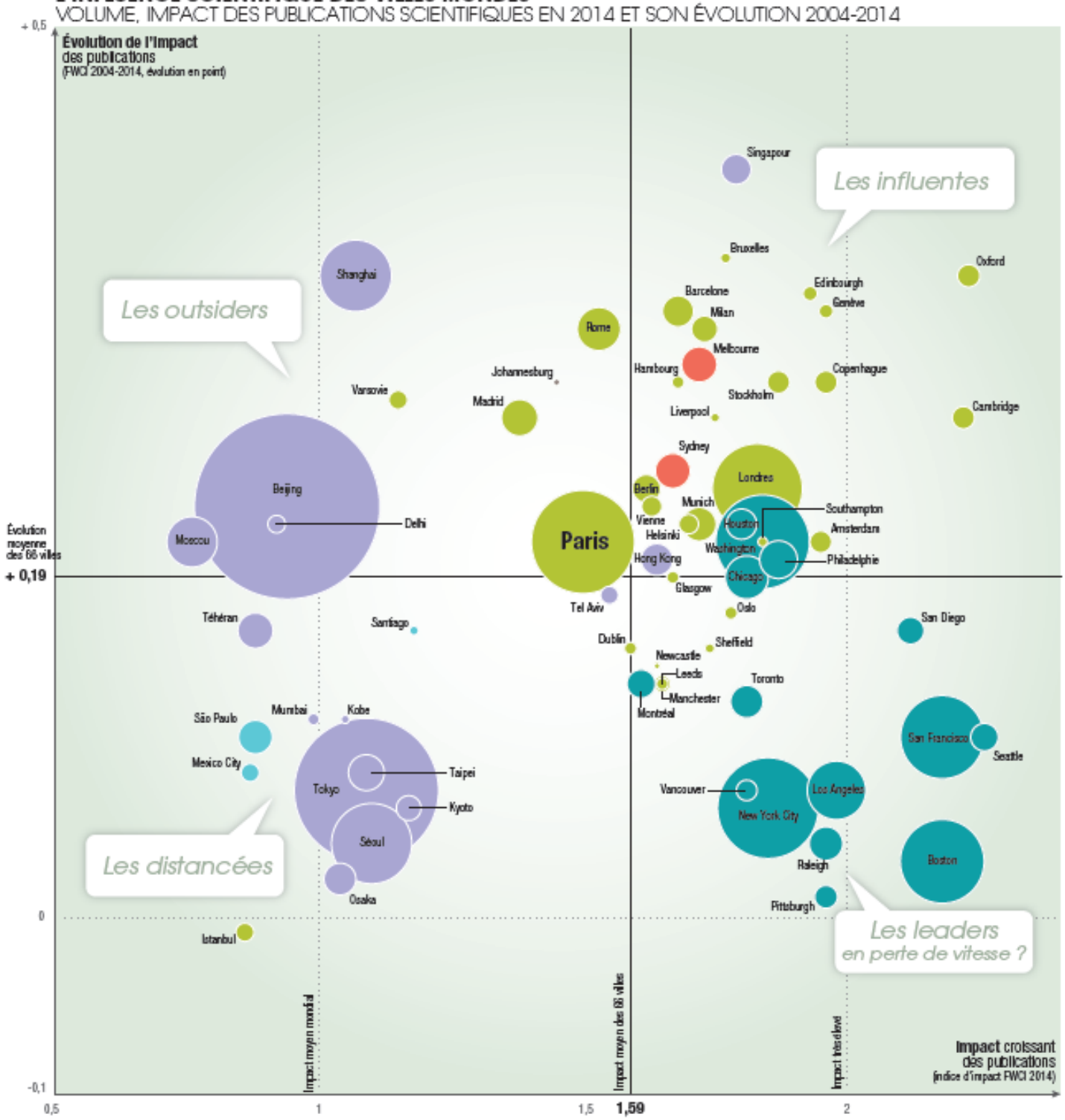
LONDRES, ROME ET BOSTON SONT LES PRINCIPAUX PARTENAIRES SCIENTIFIQUES



© IAU îdF 2016
Source : Elsevier ERI Analytics City Data Portal, données Scopus, traitement IAU îdF

L'INFLUENCE SCIENTIFIQUE DES VILLES MONDES

VOLUME, IMPACT DES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES EN 2014 ET SON ÉVOLUTION 2004-2014

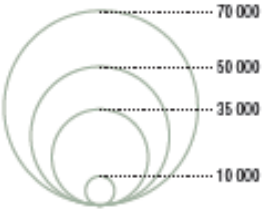


Toutes les villes mondes ont connu une croissance du nombre de publications scientifiques sur la période 2004-2014 et ont augmenté leur impact (à l'exception d'Istanbul).
Leurs trajectoires diffèrent en fonction des continents, des poids absolus (volume de publications 2004-2014) et des croissances d'impact des publications.

Localisation des villes mondes



Volume de publications cumulé 2004-2014



L'impact des publications scientifiques des villes mondes est mesuré par le Field-Weighted Citation Impact (FWCI). Si FWCI >1, la ville est spécialisée. L'impact moyen des 66 villes est égal à 1,59.

L'évolution de l'impact des publications scientifiques des villes mondes est calculé sur la période 2004-2014. La croissance moyenne des 66 villes est de +0,19 point.

Aide à la lecture du graphique



© IAU IdF 2016
Source : Elsevier ERI Analytics City Data Portal, données Scopus, traitement IAU îdF

croissance proche de la moyenne des villes mondes, mais le positionnement de la capitale anglaise reste plus favorable à celui de son homologue française, qui se retrouve distancée.

UN SYSTÈME D'INNOVATION FRANCILIEN QUI N'A PAS ENCORE ATTEINT SON PLEIN RENDEMENT

Malgré ses atouts et les progrès enregistrés ces dernières années, les comparaisons internationales montrent que l'Île-de-France présente des faiblesses persistantes qui freinent le développement économique associé à la recherche et à l'innovation. Les coopérations entre recherche et industrie, grands groupes et PME, filières technologiques ou secteurs applicatifs, sont encore insuffisantes. Les efforts et les ressources dédiés à la valorisation et au transfert technologique sont dispersés et le capital-risque peu présent : les montants levés sont inférieurs à ceux des régions mondiales. Les PME et les jeunes entreprises investissent peu dans la R&D. Les obstacles à l'innovation, l'aversion au risque, empêchent trop souvent les idées de se concrétiser rapidement en produits et services commercialisés. Ils freinent le développement à une plus grande échelle des PME et ralentissent la diffusion des innovations susceptibles de répondre aux grands enjeux du territoire. De plus, la concentration de la recherche amont, technologique d'un côté et, de l'autre, le caractère plus diffus des autres formes d'innovation, sociale, organisationnelle, d'usage, segmentent les esprits et les initiatives.

Vers une mise en cohérence des réseaux

Conforter et valoriser les compétences franciliennes, et améliorer la mise en réseau coordonnée des acteurs sont des enjeux majeurs. Les réseaux franciliens manquent de coordination et de visibilité. Les pôles de compétitivité ont amélioré la situation en contribuant à répondre aux défis de la recherche académique francilienne, en l'orientant davantage vers la recherche appliquée et en améliorant les synergies entre les acteurs économiques. Mais ils restent encore jeunes et insuffisamment visibles à l'international, comparativement à d'autres clusters étrangers mondialement reconnus. Et le système global d'accompagnement reste peu lisible, notamment les PME.

Des lieux de l'innovation à conforter

La région dispose d'un écosystème régional d'innovation dense et diversifié, mais dispersé géographiquement. Certains sites se renforcent, mais ont parfois des difficultés à rayonner sur l'ensemble de la région et à l'international. Les lieux favorisant la proximité géographique de la recherche et du savoir avec les entreprises, tout en facilitant la mobilité extérieure, nécessaire à la créativité, disposent d'un avantage comparatif et sont un enjeu de compétitivité. Les opérations engagées en matière de campus et clusters répondent à un impératif de développement économique. Elles sont aussi l'occasion d'aménager une ville de qualité et d'apporter de l'urbanité à des sites qui en sont souvent dépourvus. En Île-de-France, plusieurs sites majeurs, en phase avec les écosystèmes d'innovation actuels, s'inscrivent aujourd'hui dans cette dynamique : Paris-Saclay, le Cancer Campus de Villejuif, le campus Condorcet Paris-Aubervilliers, Paris Sciences et Lettres. Les renforcer est un enjeu clé du développement économique francilien.

Une vocation d'expérimentation à amplifier

L'Île-de-France est forte d'un positionnement multidisciplinaire qui, s'il favorise la résilience du territoire, apparaît parfois trop généraliste, sans relief, avec insuffisamment de traits saillants identifiables par les acteurs. Il limite ainsi la capacité à présenter un récit des atouts différenciants à l'échelle mondiale. La région gagnerait à devenir un territoire d'expérimentations, dans un contexte où les entreprises, notamment dans les secteurs liés aux transformations numérique et écologique, recherchent des sites porteurs en termes d'innovations, de compétences, d'infrastructures, de financement. Parmi les 40 licornes (entreprises innovantes valorisées à plus d'un milliard de dollars) recensées en Europe, seules trois – Criteo, BlaBlaCar, Vente-privee.com – ont implanté leur siège dans la région. Faire de la recherche et de l'innovation un vecteur de développement économique et d'emploi en favorisant les coopérations, l'essor de secteurs à forte valeur ajoutée en lien avec la recherche et en ciblant les actions est un enjeu décisif pour rester au sommet de la chaîne de valeur dans un contexte international ouvert et compétitif. ■

Odile Soulard, économiste
sous la responsabilité de Vincent Gollain, directeur du département économie

1. En annexe de cette *Note rapide*, sur notre site Internet, les définitions précises, les caractéristiques, les activités et champs d'application de la recherche et développement, et de l'innovation.

RESSOURCES

- Bisault Laurent, Kubrak Claire, direction régionale de Midi-Pyrénées, Insee, Anna Testas, SIES, ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, « L'effort de recherche dans les régions », Insee, *Insee Première*, n° 1559, juin 2015.
- Elsevier, The Council of State Governments, *America's knowledge economy. A state-by-state review*, april 2015.
- Elsevier, *International Comparative Performance of the UK Research Base – 2013*, a report prepared by Elsevier for the UK's Department of Business, Innovation and Skills (BIS). http://bit.ly/2elCDaN
- EY, Urban Land Institute (ULI), *Baromètre du Grand Paris 2016. Plus vite, plus loin, ensemble*, EY, juillet 2016.
- Testas Anna, « Les dépenses de R&D dans les régions françaises en 2012 », ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, *Note d'information*, n° 15.07, septembre 2015.

LA BASE DE DONNÉES SCOPUS D'ELSEVIER

La base de données Scopus porte sur les publications scientifiques. Produite par Elsevier et exploitée en partenariat avec l'IAU îdF sur la région Île-de-France, elle permet de révéler en détail les atouts scientifiques régionaux, comparativement aux grandes régions mondiales. Elsevier ERI Analytics City Data Portal compare les données de 66 métropoles internationales (aires métropolitaines ou aires urbaines fonctionnelles) sur des indicateurs liés aux publications scientifiques et à leur impact, par discipline, sur la période 2004-2014. La portée et la qualité des publications scientifiques s'évaluent sur la base du nombre de citations, grâce au Field-Weighted Citation Impact (FWCI), qui donne un indice d'influence normalisé en fonction des champs de recherche, où le nombre de publications et les citations varient fortement. Si le FWCI>1 (1 = moyenne mondiale), la ville monde est spécialisée.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Fouad Awada
RÉDACTION EN CHEF
Isabelle Barazza
MAQUETTE
Olivier Cransac
INFOGRAPHIE - CARTOGRAPHIE
Pascale Guery

MÉDIATHÈQUE/PHOTOTHÈQUE
Claire Galopin, Julie Sarris
FABRICATION
Sylvie Coulomb
RELATIONS PRESSE
Sandrine Kocki
sandrine.kocki@iau-idf.fr

IAU île-de-France
15, rue Falguière
75740 Paris Cedex 15
01 77 49 77 49

www.iau-idf.fr

ISSN 1967-2144
ISSN ressource en ligne
2267-4071

ANNEXE 16 : CARTOGRAPHIE DES LIEUX D'INNOVATION EN ILE-DE-FRANCE

LES TIERS-LIEUX
D'ÎLE-DE-FRANCE

État au 01.05.2017

Méthodologie

Un tiers-lieu est un troisième lieu qui se distingue des deux principaux que sont le domicile et le travail. Nouvel espace de travail et de production, il accueille de plus en plus d'indépendants, en privilégiant un travail nomade, à distance et collaboratif.

Un recensement a été mené à l'échelle régionale. Quatre types de tiers-lieux émergent : les bureaux mutualisés, les espaces de *coworking*, les *fablabs* et les lieux d'accompagnement. Les différences résident dans la taille des espaces offerts à la location, le public visé et les services qui y sont proposés. Il est difficile de classer ces tiers-lieux à partir d'une fonction unique.

La plupart se définissent par rapport à des fonctions et des dynamiques qu'elles impulsent, souvent hybrides : un lieu peut à la fois être un espace de coworking et accueillir un incubateur, ou un atelier de fabrication numérique.

La carte illustre l'hybridation fonctionnelle des tiers-lieux.

621 TIERS-LIEUX EN ÎLE-DE-FRANCE DONT 167 HYBRIDES MULTI FONCTIONNELS

- Bureau mutualisé avec ou sans espace de *coworking* : bureau partagé équipé de service comme les télécentres et les centres d'affaires.
- Espace de *coworking* : espace de travail partagé porté par une communauté d'utilisateurs indépendants, microentrepreneurs, *start-up*, qui y travaillent de façon collaborative.
- *Fablab* : atelier de fabrication numérique, *hackerspace*, *makerspace*, prototypage, impression 3D, etc.
- Lieu d'accompagnement : structure d'hébergement et d'aide à la création et au développement des entreprises (couveuse, incubateur, pépinière, hôtel d'entreprises, accélérateur, etc.)

Fond de plan

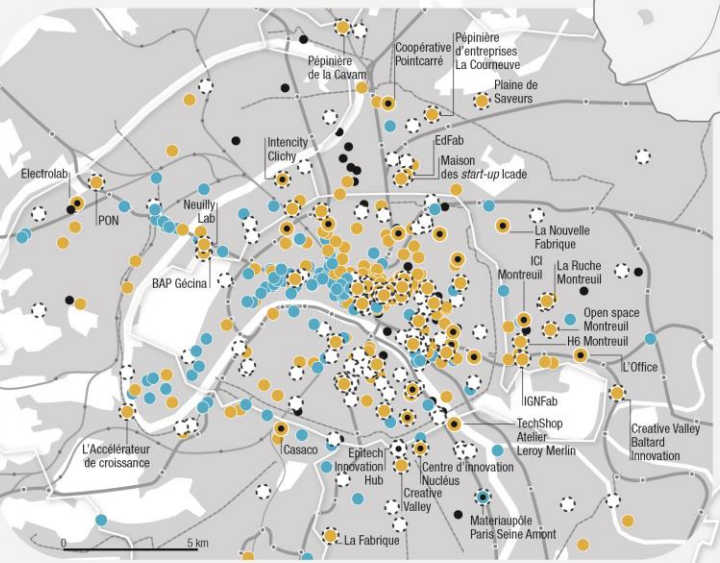
- Espace urbain
- Espace rural
- Ligne RER et gare
- Ligne Transilien et gare
- TCSP (transport guidé et bus en site propre)

N 0 10 km

© IAU IdF 2017

Sources : Apur, Blue Office, Crocis, Mairie de Paris, Makery, MENESR, Multiburo, NCI, Neo nomade, Nextdoor, PRM, Région Île-de-France, Regus, Servcorp, Stop&Work, Techonmap, IAU IdF

Magny-en-Vexin
Asnières-sur-Oise
L'Isle-Adam
La Roche-Guyon
Cergy
Pépinière Isaac Newton
Les Mureaux
Mantes-la-Ville
Eaubonne
Pépinière de la CAVAM
Trembley-en-France
Hubstart Paris Region Center Grand Roissy
Argenteuil
Poissy
Bobigny
Saint-Denis
Livry-Gargan
UPEM Meaux
La Ferté-sous-Jouarre
Saint-Germain-en-Laye
Incubateur Descartes ID
Thiverval-Grignon
Noisy-le-Grand
Marne-la-Vallée
La Forge 3.0
Versailles
Fabmobility ESTACA
Clamart
Digital Village Seine-et-Marne
Coulommiers
Houdan
Rungis&Co
Créteil
Saint-Quentin-en-Yvelines
X-Novation Center
Orsay Entreprises
Massy
Touman-en-Brie
PROTO204
Draveil
Smartcity Campus
Rambouillet
Apis Développement
Pépinière du Val d'Yerres
Entreprendre à Sénart Le Sextant
Ter@tec
Lieusaint
Evry
Le Bastion
Melun
Provins
Nangis
Dourdan
Étampes
Fontainebleau
Nemours

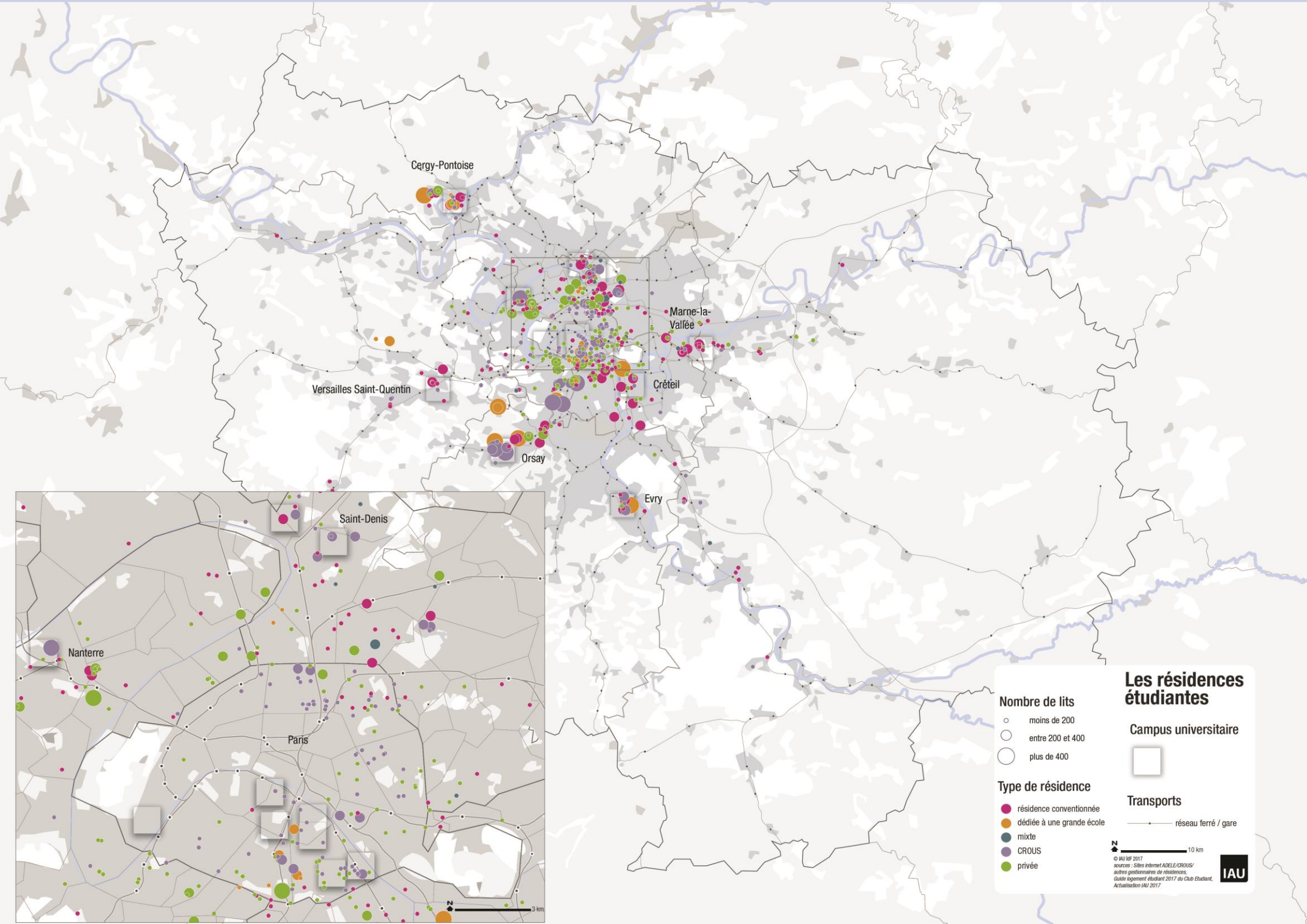


Les lieux hybrides à Paris

- **1er arr.** • Loft 50 Partners, Robot Lab
- **2e arr.** • Créatis, La Paillasse, Mon atelier en ville, Numa Cowork, Liberté Living Lab, Tektos, Paris Pionnières, Liberté Living Lab 2
- **3e arr.** • Dojo République, Dojo Issy, Créatis II, Cnam Incubateur
- **5e arr.** • Labo de l'édition
- **6e arr.** • Connecteur étudiants
- **8e arr.** • Nextstarts
- **10e arr.** • La Ruche Innovation, Paris République
- **11e arr.** • Laminiak, Fontaine O Livres, Pionnières Cowork, Greenspace Paris, Le FabClub, Dojo Saint-Maur
- **12e arr.** • Intencity Paris 12, L'Établisienne, Welcome City Lab, SenseCube
- **13e arr.** • Usine IO, Innovation Factory, Digital Village Paris, Station F
- **14e arr.** • Worklab Paris, La Ruche Denfert
- **17e arr.** • Digital Non Sense, BeeOTop, Ilea Lab, L'Atelier des Amis
- **18e arr.** • Draft Ateliers
- **19e arr.** • WoMa, Volumes, Le Cargo
- **20e arr.** • Paris Innovation Belleville

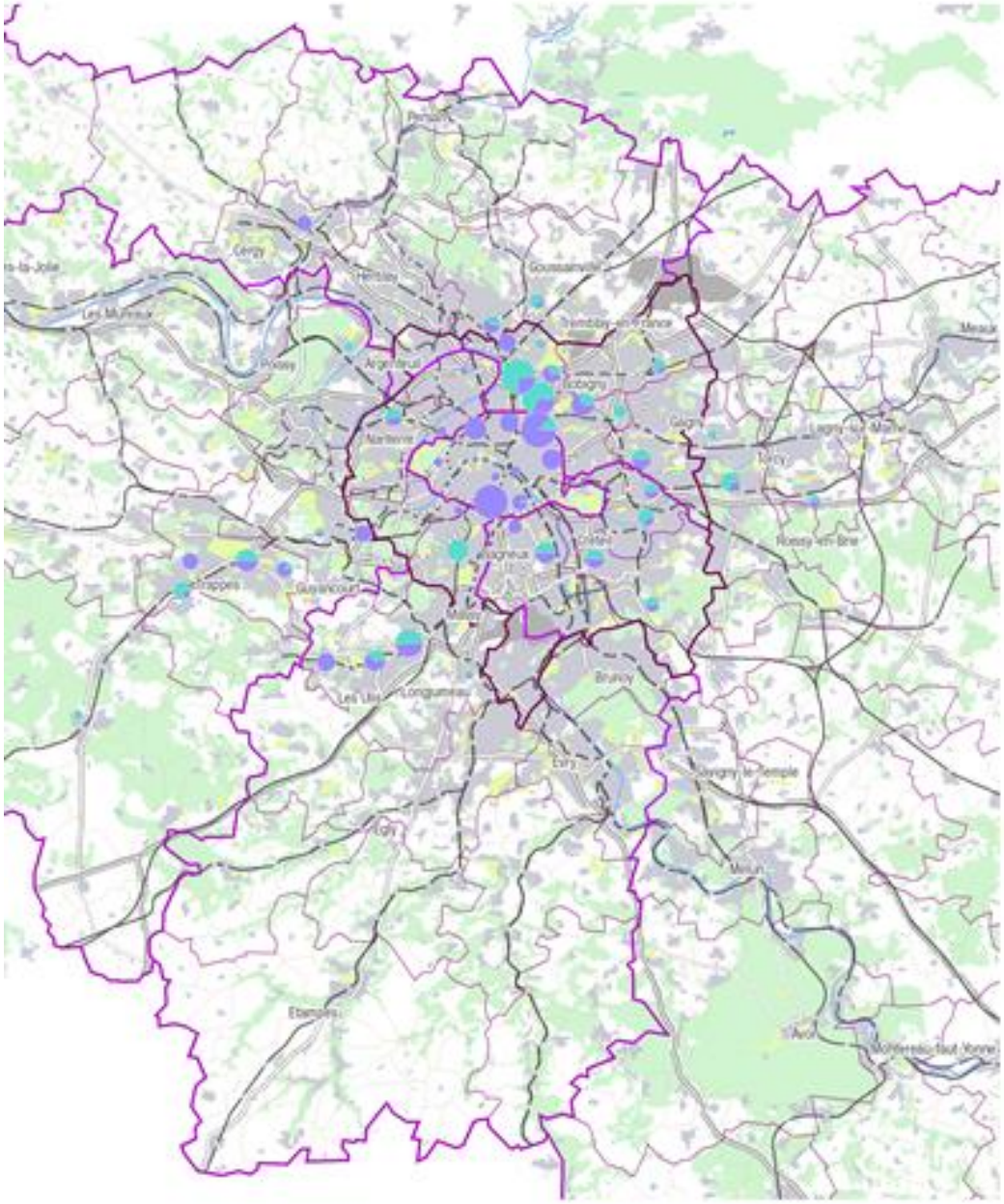
IAU

ANNEXE 17 : CARTOGRAPHIE DES RÉSIDENCES ÉTUDIANTES EN ILE-DE-FRANCE

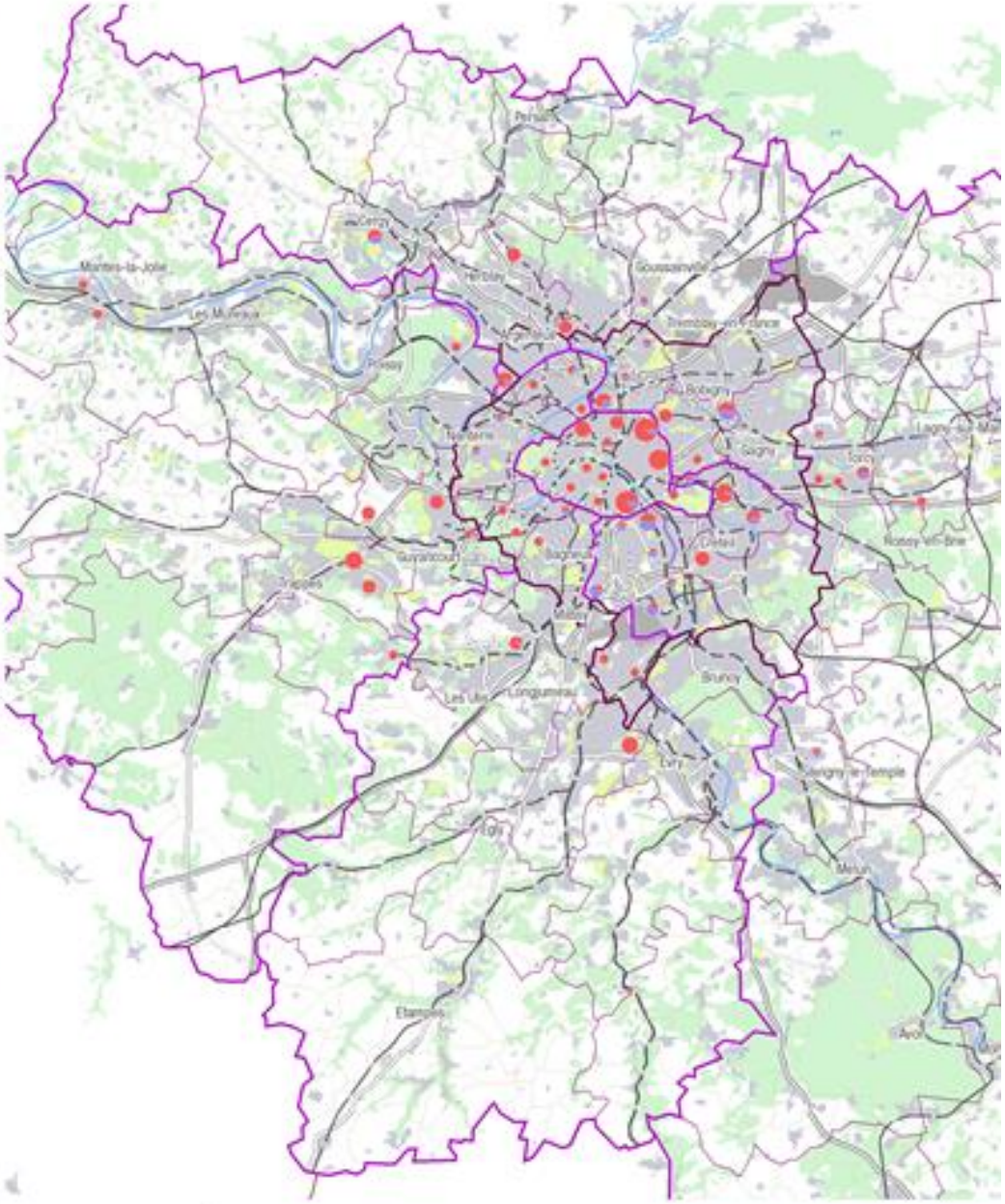

Cergy-Pontoise
Marne-la-Vallée
Versailles Saint-Quentin
Créteil
Orsay
Evry
Saint-Denis
Nanterre
Paris
3 km
Les résidences étudiantes
Nombre de lits
moins de 200
entre 200 et 400
plus de 400
Type de résidence
résidence conventionnée
dédiée à une grande école
mixte
CROUS
privée
Campus universitaire
Transports
réseau ferré / gare
10 km
© IAU IdF 2017
sources : Sites internet ADELE/CROUS/ autres gestionnaires de résidences, Guide logement étudiant 2017 du Club Etudiant, Actualisation IAU 2017
IAU

ANNEXE 18 : CARTOGRAPHIE DES OPÉRATIONS RÉGIONALES EN FAVEUR DU LOGEMENT ÉTUDIANT ET DU LOGEMENT POUR LES JEUNES (2011-2016) [52]

[52] D'après des données du MENESR et de l'IAU.

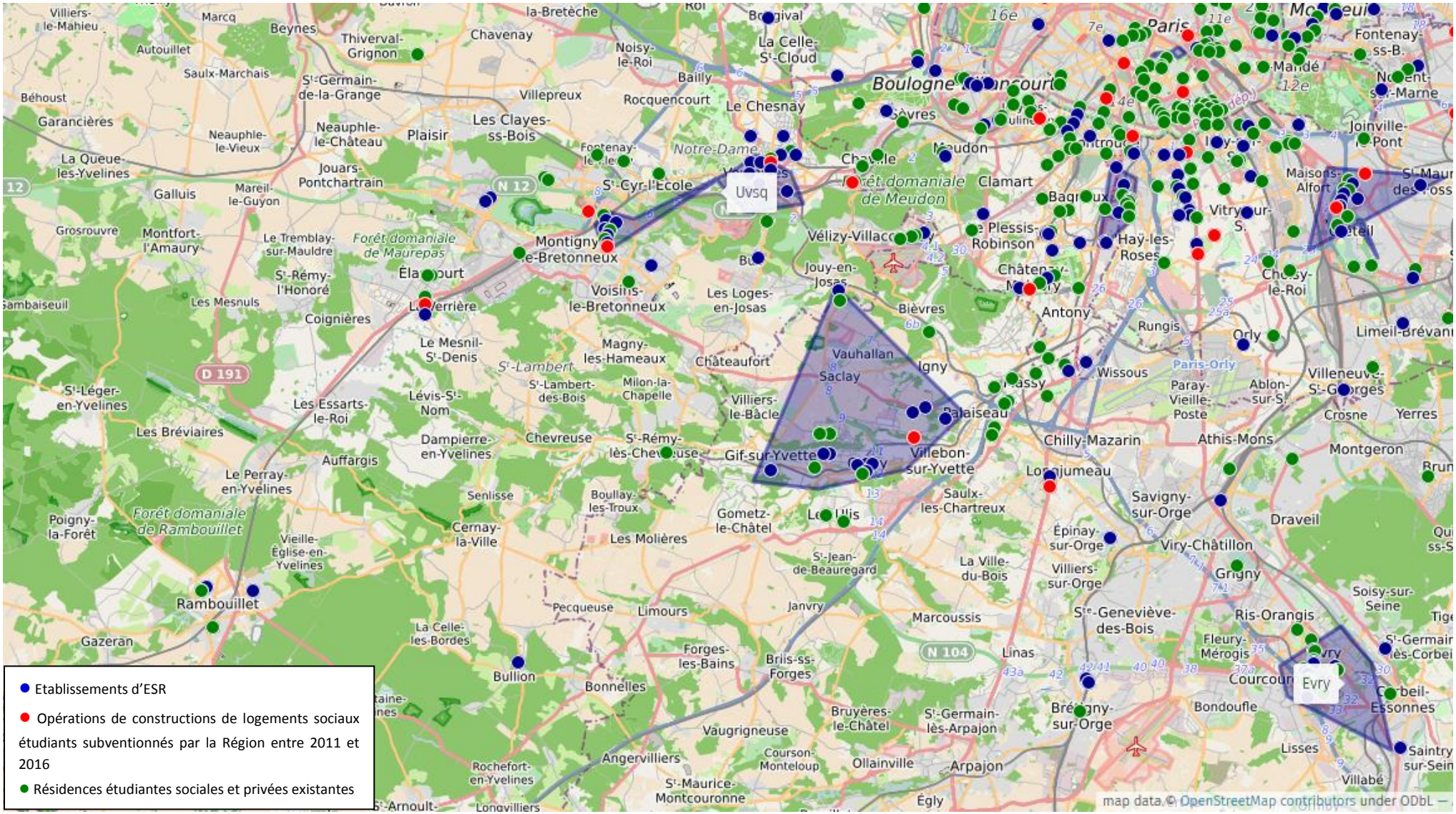


Logements étudiants aidés par la Région (2011-2016)

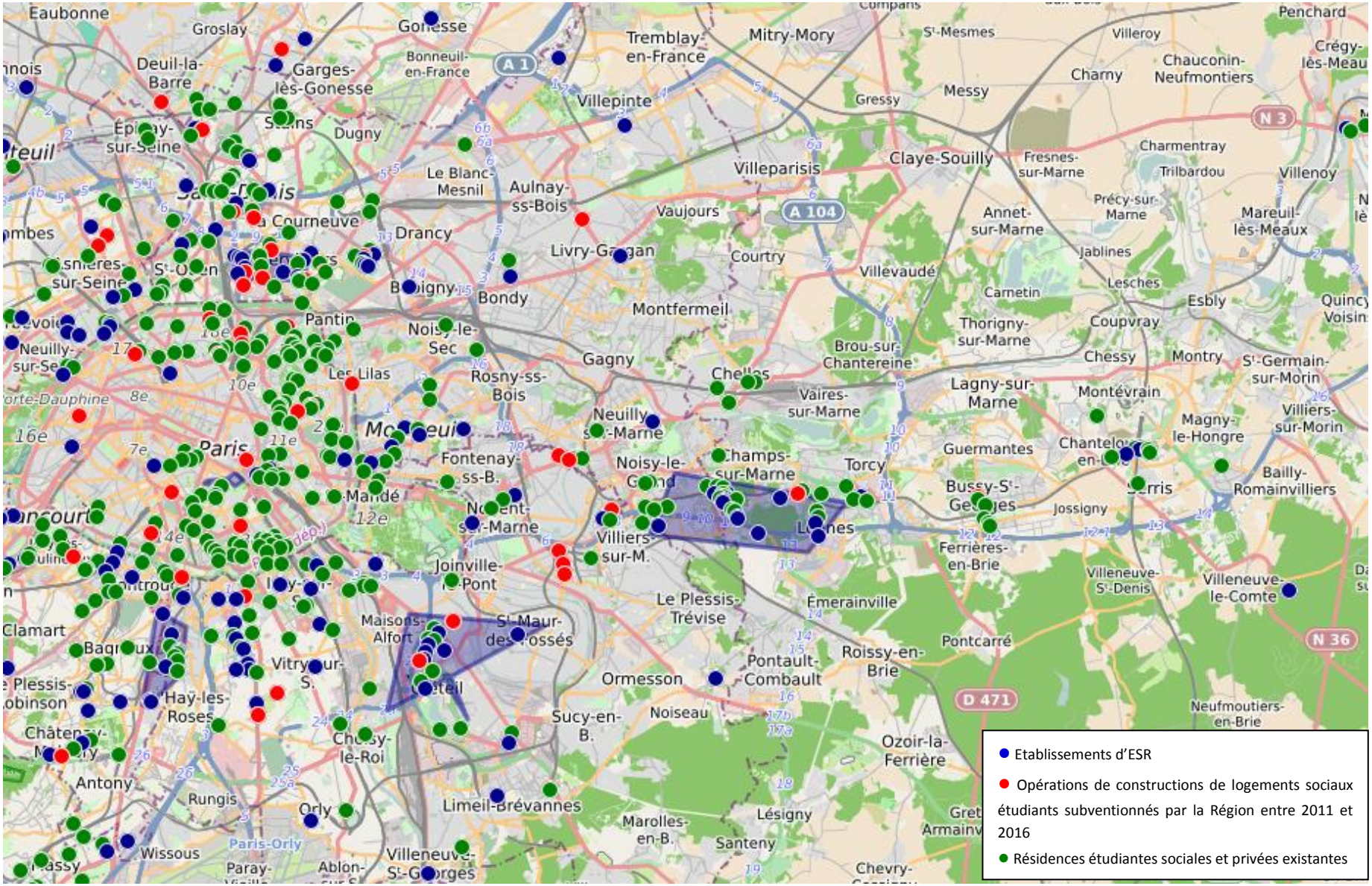


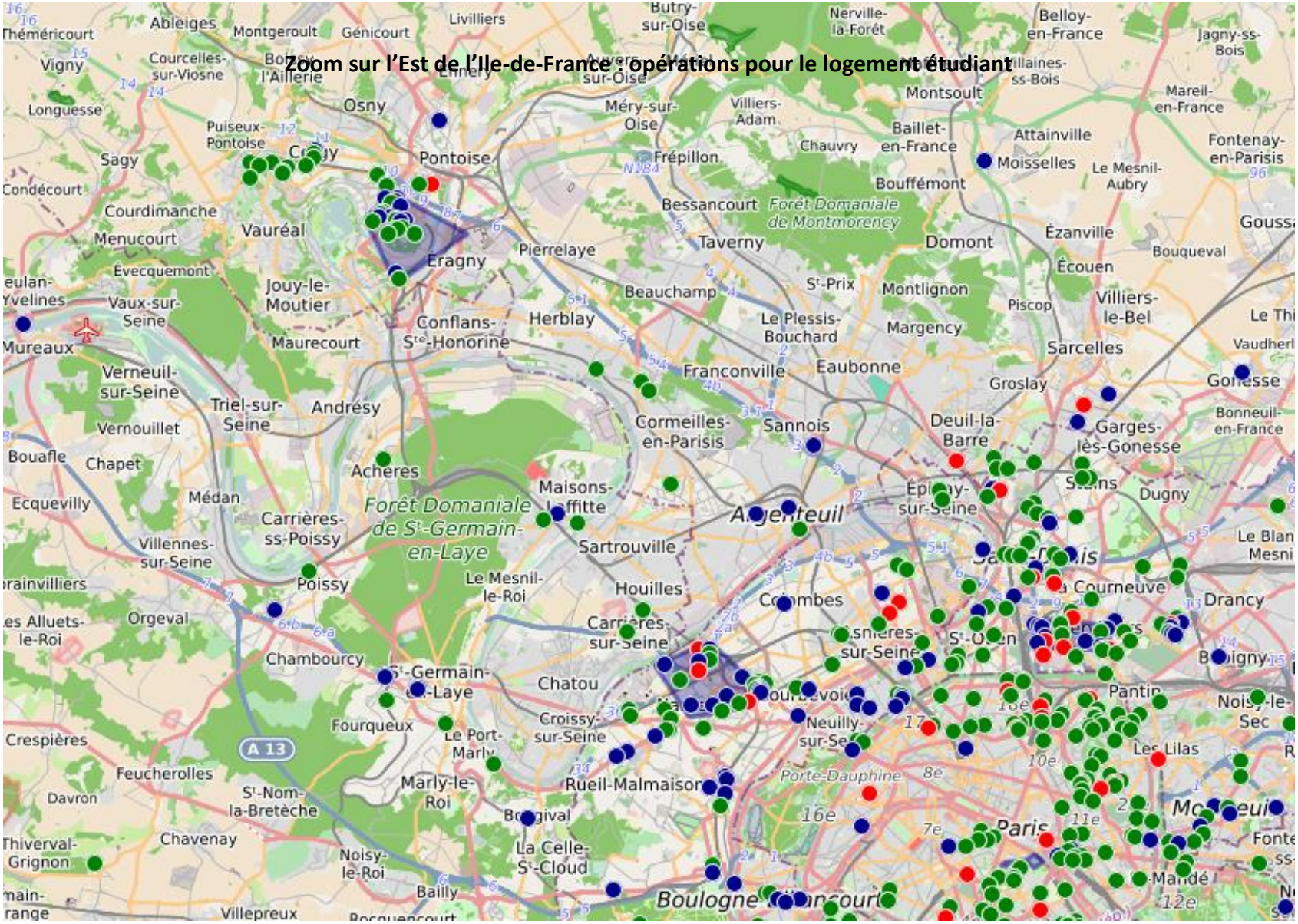
Logements jeunes aidés par la Région (2011-2016)





Zoom sur le Sud de l'Ile-de-France : opérations pour le logement étudiant


Etablissements d'ESR
Opérations de constructions de logements sociaux étudiants subventionnés par la Région entre 2011 et 2016
Résidences étudiantes sociales et privées existantes



- Etablissements d'ESR
- Opérations de constructions de logements sociaux étudiants subventionnés par la Région entre 2011 et 2016
- Résidences étudiantes sociales et privées existantes

Zoom sur le Nord-Ouest de l'Ile-de-France : opérations pour le logement étudiant

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2017

SCHÉMA RÉGIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION (SRESRI)

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales

VU La loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche,

VU La loi n° 2015-991du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe;

VU L'avis du Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Conférence territoriale de l'action publique ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU le rapport n°CR 2017-146 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Adopte le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2017-2021 figurant en annexe n°1 à la délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

SRESRI

Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2017-2022

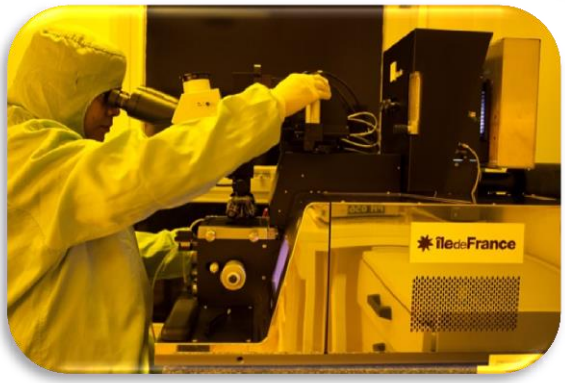
(Crédit photo : Guillaume Collanges / Argos / Picturetank)



Projet futur portail de l'orientation



Maison de l'étudiant Champ sur Marne
(Crédits © Raphaël Chipault)



Laboratoire LERMA Cergy
(Crédit : Guillaume Collanges / Argos / Picturetank)

îledeFrance

SOMMAIRE

Introduction 4

1. S'orienter, se réorienter, se former et s'insérer tout au long de la vie en Ile-de-France 9

1.1. Constat et enjeux : un potentiel exceptionnel à exploiter pour réduire des fractures sociales et territoriales 9

1.1.1. L'Ile-de-France dispose d'un potentiel de formation remarquable 9

1.1.2. Besoins des entreprises, disparités territoriales, révolution numérique : un ajustement permanent de l'appareil de formation francilien est devenu nécessaire 14

1.2. Une vision pour le territoire : une offre de formation adaptée à ses spécificités 23

1.3. Plan d'actions 24

1.3.1. Agir pour une meilleure orientation et promouvoir l'égalité des chances 24

1.3.2. Expérimenter dans la formation tout au long de la vie 26

1.4. Indicateurs 30

2. Faire de l'Ile-de-France une référence mondiale en matière de sciences et de technologie 31

2.1. Constat et enjeux : un potentiel de recherche très important dont l'Ile-de-France doit tirer un meilleur parti pour sa croissance 31

2.1.1. La richesse de la recherche et développement francilienne constitue un atout majeur pour la croissance du territoire 31

2.1.2. Renforcer le transfert de la recherche vers l'économie est essentiel afin de développer une croissance économique forte et inclusive 38

2.2. Une vision pour le territoire : contribuer à faire de l'Île-de-France un territoire scientifique et technologique reconnu 46

2.3. Plan d'actions 47

2.3.1. Soutenir la recherche et l'innovation partenariale 48

2.3.2. Connaître et faire connaître les compétences technologiques et scientifiques du territoire à tous les niveaux (local, national, international) 49

2.4. Indicateurs 53

3. Soutenir des universités et des campus franciliens de niveau mondial 54

3.1. Constats et enjeux : une action résolue et nécessaire pour renforcer l'attractivité.....54

3.1.1. Une attractivité réelle de l'Ile-de-France mais très fortement concurrencée par d'autres régions du monde..... 54

3.1.2. Des établissements et des campus qui doivent rejoindre les standards internationaux55

3.2. Une vision pour le territoire : des universités et des campus au cœur de « clusters » de rang mondial.....62

3.3. Plan d'actions.....64

3.3.1. Développer des campus vivants et innovants 64

3.3.2. Favoriser l'attractivité à l'international de l'écosystème « ESRI » francilien 66

3.4. Indicateurs 69

Conclusion : perspectives de déploiement, de suivi et d'évaluation du SRESRI 70

Introduction

La connaissance est légitimement considérée, dans notre culture nationale et européenne, comme une fin suffisante qui n'a pas besoin d'autres justifications qu'elle-même. Ce désir gratuit de connaître est le ressort le plus fondamental de la recherche. C'est lui qui a mû les plus grands scientifiques, dans toutes les disciplines, conférant ainsi une certaine grandeur à l'ensemble des métiers liés à l'enseignement et à la recherche. Il a aussi indéniablement et très directement contribué à transformer le monde dans lequel nous vivons, en fonction d'un idéal de progrès qui s'est lui-même transformé et adapté aux nouveaux besoins de la société. Aujourd'hui, le développement économique durable des pays les plus avancés est à l'évidence conditionné par leur capacité à maintenir leur appareil de production au voisinage de la « frontière technologique ». Mais il doit aussi répondre à des défis nouveaux qui transforment de l'intérieur la notion même de « développement » : énergie, préservation de l'environnement, sécurité et santé des populations, transformations socio-économiques liées à la digitalisation et à la robotisation, etc. Ces évolutions parfois qualifiées de « disruptives » - dans la mesure où elles semblent bouleverser de manière excessivement rapide des modèles économiques et sociaux jugés immuables - constituent un défi pour la pensée. **La recherche occupe ainsi une place fondamentale pour penser le monde qui vient en mobilisant toutes les disciplines**, et notamment les sciences humaines et sociales qui, par-delà leurs missions spécifiques, peuvent contribuer à donner du sens et une direction aux découvertes scientifiques. En lien avec les autorités publiques, les entreprises, les citoyens, **la science et la technologie doivent se mettre au service du bien commun** dans toutes ses dimensions (politique, économique, sociale, culturelle, etc.) et à toutes les échelles (régionale, nationale, européenne et mondiale). Il en va de même pour la politique de **formation qui, souvent directement en prise avec la recherche ou les mutations économiques, jouera un rôle décisif pour** donner aux franciliens une capacité de compréhension, d'adaptation et d'action sur ce monde changeant.

L'Ile-de-France occupe à cet égard une position singulière. La puissance, l'excellence et la diversité de sa recherche, de sa formation et de son économie, sa capacité à innover la positionnent immédiatement à une échelle internationale, à l'égal de quelques régions comparables dans le monde. **Le développement de l'Ile-de-France passera donc nécessairement par l'affirmation de cette vocation à rayonner au niveau mondial, dont les franciliens seront les premiers bénéficiaires**. Ce positionnement implique pour la Région et ses acteurs d'entretenir un très haut degré de connaissance et d'analyse des perpétuelles évolutions de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation au niveau mondial : anticipation des thématiques de recherche les plus prometteuses, insertion dans les meilleurs réseaux de recherche mondiaux, nouveaux modes d'organisation, nouveaux types de partenariat ou de financement, mais aussi capacité à développer une « géopolitique de la recherche » qui permettra aux franciliens de profiter favorablement d'évènements politiques majeurs tels que le Brexit ou la nouvelle politique de visa des Etats-Unis. L'existence d'un espace de recherche mondial, caractérisé par de la compétition, de la coopération, une grande mobilité des chercheurs et des capitaux qui les financent et une accélération du rythme d'accumulation des connaissances dans certains domaines, a des conséquences immédiates sur l'organisation de la recherche en France et en Ile-de-France : elle implique de développer des organisations réactives, en prise avec les meilleurs standards mondiaux, capables d'assurer la meilleure allocation possible des ressources.

Pour y parvenir, l'Ile-de-France doit s'appuyer sur le niveau intermédiaire constitué par l'Union Européenne. Celle-ci offre des opportunités de partenariats (pour constituer des réseaux de recherche puissants et compétitifs sur le plan mondial) et de financements (insuffisamment exploités en Ile-de-France) susceptibles de consolider les forces des universités, des écoles et institutions d'enseignement supérieur franciliennes, et de les préparer à affronter la compétition mondiale avec leurs partenaires européens. L'Europe développe des programmes de recherche qui s'adressent à la fois aux établissements, aux Régions, aux Etats membres. L'échelle européenne permet de disposer de cadres d'évaluation ou de comparaison qui permettent aux établissements franciliens de se situer par rapport à leurs compétiteurs les plus proches (citons par exemple le baromètre de l'autonomie proposé par l'Association européenne des universités, dont la dernière version a été publiée en avril dernier). L'inscription de la Région et de ses établissements dans ce référentiel européen constitue donc un signe – parmi d'autres – de la vivacité de la recherche du territoire francilien.

Enfin, le niveau régional entretient des liens étroits et évidents avec le niveau national, ne serait-ce que parce que la région concentre de manière exceptionnelle (et peu comparable par rapport à d'autres régions européennes) une très grande partie des meilleures universités et écoles françaises. Ce résultat de notre histoire singulière fait de l'Ile-de-France une caisse de résonnance immédiate des principaux débats qui mobilisent les acteurs à l'échelle nationale. Ceci exige d'abord de travailler étroitement avec l'Etat, et d'anticiper, d'accompagner ou d'amplifier certaines réformes compte tenu de la spécificité et de la puissance du territoire francilien. Ceci exige aussi de la Région une réflexion permanente sur la valeur ajoutée de son action par rapport à d'autres dispositifs. Cette valeur ajoutée pourra se construire grâce à des actions originales, inspirées des meilleures pratiques de Régions comparables à l'international, complémentaires aux dispositifs nationaux, marquées par le positionnement de médiateur et de facilitateur de la Région.

Cette inscription de l'Ile-de-France dans un cadre « multi-échelle » qui détermine une partie de l'action à conduire n'efface évidemment pas le besoin d'une analyse du territoire au niveau le plus fin pour prendre en compte ses spécificités, ses contrastes et ses fractures, dans une politique publique authentiquement régionale. Il s'agit d'entraîner l'ensemble du territoire, l'ensemble de la population, dans un projet de développement économique et social dont l'excellence scientifique et technologique peut être l'un des moteurs à côté d'autres dispositifs portant sur la qualité et l'accès aux formations supérieures, l'emploi, la mobilité, jusque dans leur dimension territoriale de proximité qui fera la spécificité et la valeur ajoutée de l'intervention régionale. **C'est donc par l'intégration de la dimension territoriale et de la dimension internationale de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (ESRI) que devra se construire la stratégie régionale,** en cherchant à tirer le meilleur parti des bouleversements scientifiques, technologiques et économiques qui, s'ils se situent au niveau mondial, sont aussi très directement produits par les acteurs franciliens : que ceux-ci soient étudiants, salariés, enseignants chercheurs, chefs d'entreprises, décideurs publics, directeurs d'association ou de fondation, artistes, créateurs, designers, tous contribuent directement à ces mutations par leurs recherches, leur créativité, leur capacité à innover.

Une seconde caractéristique de la stratégie régionale « ESRI » tient à **sa responsabilité en matière de développement économique** qui doit lui apporter une valeur ajoutée spécifique. L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation sont des déterminants structurels fondamentaux de la croissance dans une économie de la connaissance. La Région, qui connaît aussi bien le tissu des entreprises présentes sur son territoire que la carte des établissements de formation et de recherche, a la possibilité de **fédérer ces communautés d'acteurs sur un territoire**, **une filière**, pour apporter des réponses à leurs besoins communs de formation, d'innovations, d'insertion, d'employabilité des étudiants ou des

salariés, d'adaptation de leurs organisations à certaines mutations induites par la digitalisation, et pour stimuler ainsi le développement économique de la région. Ce besoin de médiation et d'appui est particulièrement saillant pour les TPE/PME qui, pour des raisons concrètes de manque de temps et de moyens, n'arrivent pas facilement à coopérer avec les acteurs de la formation et de la recherche. Mais il peut tout autant s'appliquer à un effort de valorisation à l'international des forces régionales.

Intégration des dimensions territoriales et internationales, développement économique et fédération des acteurs constituent ainsi le cadre général de l'intervention régionale en matière d'ESRI. Ce **diagnostic de « positionnement »** est le premier fruit d'une **vaste concertation publique** lancée depuis le début de l'année 2017, qui a permis à la Région de se mettre à l'écoute du terrain grâce à différents outils : consultation en ligne, sollicitations de contributions libres, ateliers de réflexion de haut niveau, visites de site, concertation avec les départements, etc. Cet esprit de co-construction a également amené la Région à définir **trois grandes orientations** sur lesquelles ce positionnement spécifiquement régional doit apporter une valeur ajoutée certaine.

La Région souhaite d'abord assumer pleinement ses responsabilités en matière d'orientation, d'insertion et de formation tout au long de la vie (premier enjeu) en mobilisant les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Elle souhaite ainsi permettre à chaque individu de construire son parcours de formation et son parcours professionnel de manière éclairée, tout en faisant émerger des formations originales qui préfigureront les évolutions à venir du système de formation supérieure. La Région n'a évidemment pas vocation à se substituer à l'Etat dans son rôle de régulateur des évolutions de la carte de formations dont les universités et les écoles ont la pleine responsabilité. **Mais elle peut faire émerger des « démonstrateurs » aux interfaces entre formation initiale et continue, sur des cycles courts visant l'insertion professionnelle immédiate, rapprochant établissements publics et entreprises pour la gouvernance, le financement, la définition des contenus et la pédagogie de ces formations,** etc. Elle doit aussi chercher à répondre à la diversité voire à la fragilité de certains de ses territoires qui sont aujourd'hui trop en marge du développement économique et que l'échelon régional a la responsabilité de redynamiser. L'Ile-de-France est le miroir de la situation nationale : au-delà de la réalité connue de quartiers urbains en grande difficulté, des territoires ruraux franciliens peinent à s'accrocher au développement économique global de la région. **Les problèmes d'égalité des chances, d'accès à l'enseignement supérieur, de maintien dans l'emploi face à certaines mutations économiques, y sont prégnants.** La Région a le devoir de mobiliser sans relâche tous ses moyens d'action en faveur de la croissance, de l'emploi et de la cohésion sociale en prenant en compte cette diversité territoriale. Le SRESRI peut y contribuer directement : orientation et réorientation des étudiants ou des salariés, soutien des étudiants ou des professionnels méritants, fédération des lycées et des établissements d'enseignement supérieur dans des politiques d'égalité des chances, politique de formation tout au long de la vie adaptée aux besoins des entreprises et des individus, anticipation de certaines mutations pour préserver l'activité du tissu de PME et d'ETI en leur permettant d'accéder à la recherche et à l'innovation, soutien à la création d'entreprises issues du monde étudiant ou de la recherche, diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, etc.

Au niveau international, la concurrence entre les régions les plus développées s'est accélérée dans les toutes dernières années. L'Ile-de-France est désormais en compétition avec des régions telles que celles de Londres, Boston, Beijing, Bangalore, Singapour, etc. Or, alors que le potentiel scientifique de ces espaces est comparable, l'Ile-de-France apparaît comme étant à la fois relativement moins innovante et moins visible internationalement[1] que ses concurrentes, ce qui exige en retour une politique régionale

[1] SIRIS Academic, *The academic structures of Boston, London and Paris : a comparison*, 2016

(et même nationale) particulièrement réactive et offensive. **Le renforcement d'un continuum entre établissements d'enseignement supérieur et de recherche (universités, écoles, organismes), structures de transfert ou d'innovation (SATT, IRT, ITE, instituts Carnot, incubateurs, pôles de compétitivité, etc.), entreprises et société constitue ainsi un deuxième enjeu considérable pour la Région**. Investir à chaque niveau et dans chacune des dimensions (formation, recherche, valorisation, transfert, culture scientifique et culture de l'innovation, création d'entreprises, promotion internationale, etc.) de ce continuum revient à investir pour l'avenir du territoire, en assurant sa résilience et sa prospérité future. 1€ dépensé dans l'enseignement supérieur et la recherche génère 2.9€ de production totale[2]. Cet impact économique et social est immédiatement ressenti sur le territoire où les universités et autres structures de recherche et de transfert s'implantent[3]. L'investissement des acteurs publics, dont les Régions, semble ainsi pleinement justifié.

Cette dimension spatiale de l'économie de la connaissance pousse les autorités territoriales dans le monde entier à vouloir réunir dans un espace restreint les meilleurs laboratoires, les meilleures formations, les centres de recherche et les centres de décisions des entreprises, les usines les plus modernes, etc. **La constitution de « clusters » appuyés sur des universités et des campus de rang mondial** (**troisième enjeu**) est ainsi l'une des premières manières de concilier aménagement du territoire et inscription dans une compétition internationale, en respectant la vocation différenciée des sites concernés : Paris-Saclay, Paris Sciences et Lettres, Sorbonne Université, Paris-Est ou Paris-Seine n'ont, par exemple, pas les mêmes atouts ni la même puissance scientifique, quoique chacun de ces territoires puisse chercher une spécialisation et une qualité scientifique et technologique qui lui donnera une identité propre et au meilleur niveau.

Le SRESRI formalise ainsi la nécessaire vision « amont » de la politique régionale de développement. Il se positionne à l'intersection des stratégies nationales et infrarégionales (départements, EPCI) de l'enseignement supérieur et de la recherche, mais également des schémas régionaux s'intéressant à des sujets liés tels que le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), la Smart Region, la Smart Industrie, la stratégie Design ou le Schéma régional des formations sanitaires et sociales (SRFSS). Cette complémentarité a déjà pris une réalité. **L'action régionale renouvelée en matière d'ESRI porte ses premiers fruits :** soutien à des Domaines d'intérêt majeur qui allient excellence scientifique et capacité à travailler avec le monde économique, soutien stratégique apporté à certains sites aujourd'hui lauréats du PIA, partenariats nouveaux entre « Paris Region Entreprises » et les SATT/IRT/ITE/Instituts Carnot/pôles de compétitivité franciliens pour la promotion internationale de la région, soutien à des étudiants méritants (DAEU), etc. **Cette transformation de l'action régionale se poursuivra dans les prochaines années sur les trois enjeux stratégiques définis, selon des modalités plus simples et plus lisibles. C'est cette ambition de transformation que porte le schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.**

[2] Campus FOOTPRINT, *Etude d'impact socio-économique et environnemental des campus français*, 2016

[3] Corinne AUTANT-BERNARD et al., « Knowledge diffusion and innovation policies within the European regions: Challenges based on recent empirical evidence. » *Research Policy*, 42(1), 196-210, 2013

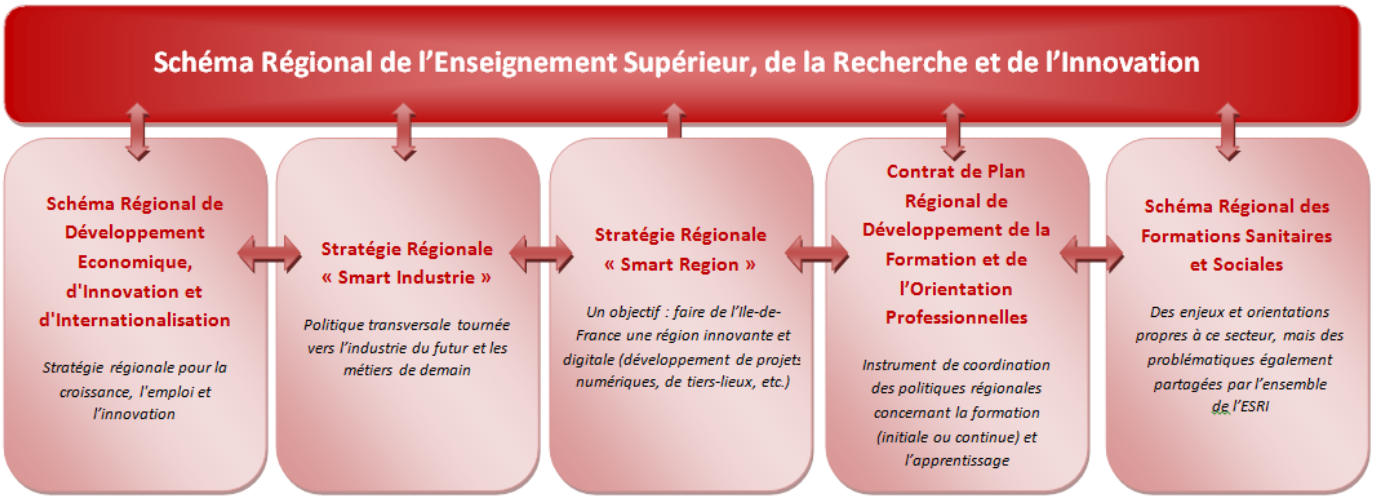


Figure 1 – Le SRESRI, à l'intersection des autres stratégies régionales

1. S'orienter, se réorienter, se former et s'insérer tout au long de la vie en Ile-de-France

Face aux bouleversements économiques et sociétaux liés au numérique, à la croissance démographique de la population étudiante, à la transition énergétique, aux modifications de l'économie, il apparaît urgent d'assurer l'employabilité des franciliens en adaptant les contenus, méthodes, cursus de formation et en diffusant une culture de l'innovation.

1.1. Constat et enjeux : un potentiel exceptionnel à exploiter pour réduire des fractures sociales et territoriales

1.1.1. L'Ile-de-France dispose d'un potentiel de formation remarquable

- **Une puissance quantitative et qualitative**

L'Ile-de-France dispose d'un potentiel de formation de premier plan : tous les niveaux de formation, toutes les disciplines, tous les types d'établissements (universités, écoles, publiques ou privées) sont présents sur son territoire. La population francilienne figure parmi les plus diplômées de France. 38.7% des adultes sont ainsi diplômés du supérieur, contre 33,8% au niveau national[4].

663 066 étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur en 2015-2016[5] (rassemblés notamment dans 17 universités et 70 écoles) soit 27.1% des étudiants français et 33.5% des doctorants[6]. Ce chiffre est en augmentation constante depuis 2010 (+7.9%).

Type d'établissement	Nombre d'étudiants[7]
Universités ▪ Licence ▪ Master ▪ Doctorat	365 146 ▪ 213 188 ▪ 132 064 ▪ 19 894
Autres établissements recensés par le MESRI (grands établissements : EHESS, Ecole Nationale des Chartes, IEP de Paris, Observatoire de Paris, Paris-Dauphine, Ecole Centrale Supelec des arts et manufactures, Ecole pratique des hautes études, Institut national des langues et civilisations orientales, Institut de physique du globe, Musée National d'Histoire Naturelle ; les Ecoles Normales Supérieures)	36 278
Autres formations d'ingénieurs (INSA, écoles privées, etc.)	31 892
Ecoles de commerce	42 565
Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)	27 299
Sections de techniciens supérieurs et assimilés	44 728

[4] Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), données 2013-2014
[5] MESRI, données consolidées les plus récentes de 2015-2016.
[6] MESRI, données 2015-2016
[7] MESRI, données 2015-2016 : *https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/atlas/atlas-REGION-R11-les_etudiants_inscrit_dans_l_enseignement_superieur_ile_de_france.php*

Ecoles supérieures d'art et culture	36 144
Ecoles paramédicales et sociales	27 746 (soit 89% des formations sanitaires et sociales recensées dans le SRFSS)
Autres établissements de spécialités diverses	51 268

Au 15 janvier 2017, 81 136 élèves/étudiants sont en apprentissage en Ile-de-France (dont 48 932 dans le supérieur : 20 473 au niveau I (Master), 10 925 au niveau II (Licence) et 17 534 au niveau III (DUT-BTS). La part des apprentis suivant une formation dans le supérieur (60,3%) est nettement plus élevée en Ile-de-France qu'au niveau national (28,2%), ce qui traduit l'engagement réel de la Région pour cette forme de pédagogie[8].

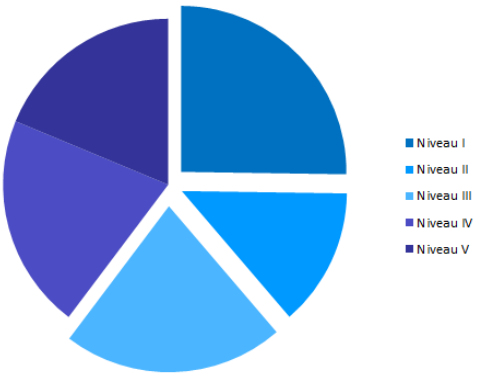


Figure 2 - Répartition des apprentis franciliens par niveau d'études en 2017

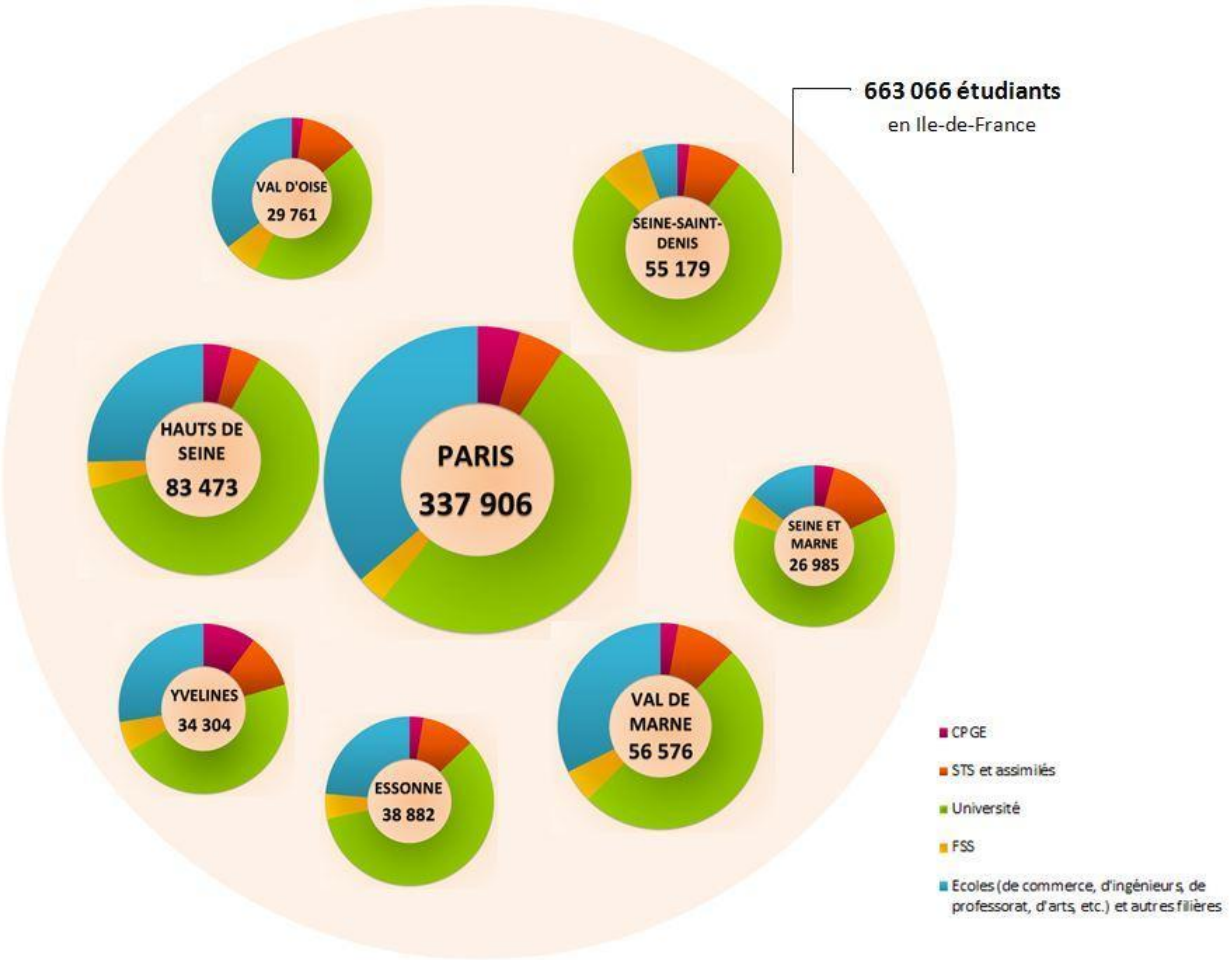


Figure 3 - Nombre d'étudiants par département et par type de formation[9]

[8] MESRI, données 2013-2014
Conseil Régional d'Ile-de-France (Direction de la stratégie et des territoires et Direction de l'apprentissage et de l'emploi), *Panorama 2014 de l'apprentissage en Ile-de-France*, février 2015

[9] MESRI, données 2015-2016

Cette force quantitative se conjugue avec des **forces qualitatives spécifiques** qui font de la région Ile-de-France un territoire d'excellence en formation. Les universités et écoles franciliennes sont présentes dans les différents classements internationaux, ce qui leur donne une visibilité réelle (quoiqu'encore en deçà de leur potentiel, cf. infra, partie 3) et une attractivité auprès des étudiants à l'international. Les formations d'excellence directement en prise avec la recherche, dont l'attractivité est liée à la notoriété des établissements eux-mêmes et à la qualité de leurs laboratoires reconnus internationalement, bénéficient de cette visibilité et de cette puissance de recherche.

L'excellence de la formation se reconnaît également à certaines performances remarquables des établissements franciliens dans les déclinaisons thématiques des classements qui prennent en comptent la qualité de la formation et/ou la réputation auprès de l'employeur : parmi les mieux classés, on retrouve HEC, l'INSEAD (2ème et 3ème du classement Financial Times Business schools) Sciences Po Paris (4ème du Quacquarelli Symonds Ranking – Sciences politiques et Relations internationales), Agro Paris Tech (9ème du QS Ranking – Agriculture et Agroalimentaire), l'Ecole Polytechnique (6ème Mondial des universités les plus performantes en termes d'employabilité des étudiants du QS « Graduate Employability Rankings » 2017) ou encore l'Université Paris 1 (36ème au QS ranking en histoire). Comme d'autres régions du monde réputées en matière d'enseignement supérieur, l'Ile-de-France est donc dotée d'une **formation d'excellence irriguée par la recherche aux niveaux « Master » et « Doctorat »**, laquelle constitue un déterminant évident du développement économique du territoire[10]. Néanmoins, **la visibilité des établissements franciliens demeure encore insuffisante** au regard de leur potentiel propre et de la compétition internationale de plus en plus rude qu'ils ont à affronter (cf. partie 3).

- **Des établissements peu présents sur les filières courtes et sur la formation continue**

Ce potentiel académique de l'Ile-de-France est aujourd'hui principalement mis à profit pour la formation initiale d'étudiants se projetant, lors de leur sortie du système scolaire, vers un parcours d'étude devant les conduire jusqu'au niveau « Master » ou au-delà. La filière générale est largement dominante en Ile-de-France. Elle s'étend jusqu'au premier cycle. Les universités et les écoles dispensent peu ou pas de formations courtes à visée d'insertion professionnelles (les licences professionnelles représentent une faible part des cursus proposés au sein des universités et plus globalement une faible part des formations de 3 ans et moins après le bac). Ces formations sont plutôt proposées dans le cadre de BTS, ou d'Instituts de formations dans le domaine sanitaire et social qui ne sont pas intégrés aux universités ou aux écoles malgré un mouvement de rapprochement récent de ces derniers.

[10] La « concentration de talents » est un élément d'attractivité : cf. interview de Yann Lecun, dans l'article « Facebook ouvre un laboratoire d'intelligence artificielle à Paris », *Le Monde*, 2 juin 2015

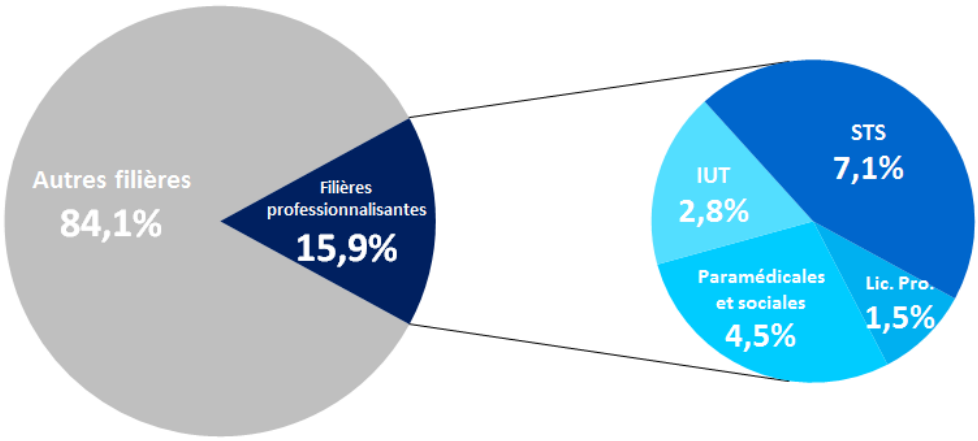


Figure 4 - Répartition des effectifs étudiants de l'enseignement supérieur entre les formations générales et les formations professionnelles de Bac+2 et Bac+3 (2012-2013)[11]

Les problèmes spécifiques identifiés sur le premier cycle des formations supérieures au niveau national (accessibilité, insertion professionnelle, réussite, équilibre entre filière générale et autres filières à capacités limitées ou sélectives[12], émergence de nouvelles formations de type « bachelor ») concernent l'Ile-de-France au plus haut point. Le taux de réussite en licence de la région (43,5%) est légèrement meilleur que la moyenne nationale, mais cache des disparités très profondes selon les universités et les territoires considérés[13]. La part d'étudiants inscrits dans des filières courtes (15,9%) est inférieure à la moyenne nationale (23,4%) mais là aussi très variable : 10% des étudiants à Paris, 20% dans l'académie de Versailles et 25% dans celle de Créteil. Ce niveau ne semble pas répondre suffisamment à la demande (cf. infra. 1.1.2).

Les établissements d'enseignement supérieur publics sont également mal positionnés sur le marché de la formation continue qui génère 13 milliards d'euros et accueille près de 24 millions de stagiaires au niveau national[14], sur des formations très courtes (une cinquantaine d'heures en moyenne[15]). L**es recettes de formation continue des établissements d'enseignement supérieur (universités et écoles) ne représentent que 4,73% de ce marché**[16]. Ce chiffre est inégalement réparti : en 2015, en dehors de l'Université Paris Dauphine, le chiffre d'affaires des universités franciliennes se situe entre 1 et 6 millions d'euros. L'École Centrale-Supélec réalise entre 8 et 12 millions de chiffre d'affaires (2014 et 2015), tandis que les écoles de commerce les plus performantes sur le sujet enregistrent 20 millions d'euros (ESSEC) à 45 millions d'euros (HEC). En dynamique, les recettes de formation continue des universités franciliennes sont également très disparates. Comme le montre le graphique ci-dessous, entre 2005 et 2015, trois universités ont fortement accru leur chiffre d'affaires: Paris-Dauphine (+174%), Paris-Est Marne-la-Vallée (+109%) et Cergy-Pontoise (+400%).[17]

[11] MENESR, *Diagnostic « Stratégie territoriale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche » (Strater) pour l'Ile-de-France*, octobre 2016

[12] IGAENR, « *L'affectation en première année de licence, état des lieux et propositions* », Rapport n° 2016-004, janvier 2016. Derniers chiffres disponibles.

[13] Les universités d'Evry et de Paris 13 sont les universités métropolitaines connaissant le plus de difficultés avec des taux de réussite entre 27% et 28%, tandis que l'Université Pierre et Marie Curie se place en tête avec 63%.

[14] Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques (DARES), données 2011
Rapport de la mission Germinet, *Développer la formation professionnelle continue dans le supérieur*, novembre 2015

[15] DARES Analyses, n°062, octobre 2013

[16] Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la Recherche (IGAENR), « *L'implication des universités dans la formation tout au long de la vie* », Rapport n° 2014-061, juillet 2014

[17] MENESR-DEPP, Enquête – *Bilan des actions de formation continue réalisées par les établissements publics d'enseignement supérieur*, 2015

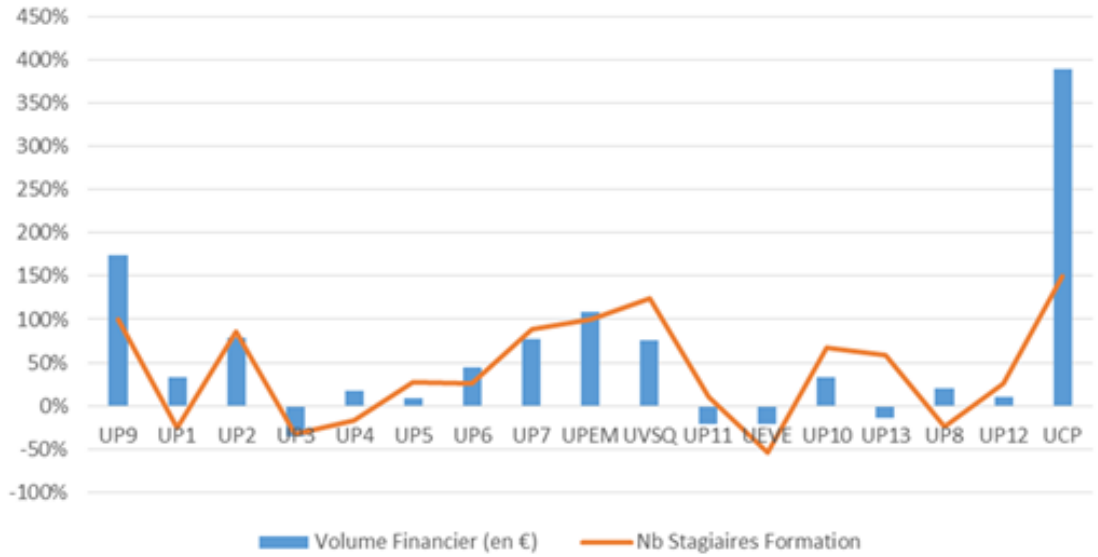


Figure 5 - Evolution du chiffre d'affaires et du nombre de stagiaires entre 2005 et 2015

En 2015, sur les 75 universités françaises, 19 universités accueillent plus de 50% des stagiaires et réalisent plus de 50% du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur de l'enseignement supérieur public (367 millions d'euros)[18]. Dans le cadre de l'offre de formation qualifiante proposée par la Région Ile-de-France, la contractualisation avec les établissements d'enseignement supérieur est extrêmement modeste : elle ne représente que 0,76% du total des subventions distribuées, et seulement 3,81% des formations supérieures professionnalisantes financées. Manifestement, sur les formations courtes professionnalisantes qui constituent la très grande majorité des formations proposées aux publics salariés ou demandeurs d'emploi, **les acteurs privés sont mieux positionnés que ceux de l'enseignement supérieur public**. Cette situation génère pourtant des critiques récurrentes[19] : émiettement des acteurs, qualité inégale des formations proposées, manque d'information sur l'offre de formation éparpillée, modules de formation trop courts et peu efficaces, contrairement à ce qui est proposé en Allemagne[20] où les acteurs sont plus concentrés et proposent des formations plus longues et plus régulières. **Face à ces critiques, les universités et écoles bénéficient de nombreux atouts pour répondre à ces besoins** : savoir-faire pédagogique, diversité de l'expérience (et de la population) étudiante, qualité des enseignements, accès à des infrastructures, effets de pairs liés à la rencontre d'autres étudiants, modularisation en cours des enseignements sur des durées plus longues, etc. Les universités et écoles ont notamment diversifié leurs filières (montée en puissance des cursus masters en ingénierie dans les universités, implication dans l'appel à projets « nouveaux cursus » du PIA 3) et leurs instruments (création de filiales dédiées à la formation continue dans les écoles et peut être bientôt dans les universités). Elles proposent des cursus à fort contenu technologique (tout particulièrement dans les écoles d'ingénieurs ou les filières équivalentes) qui constituent des supports potentiels pour une politique de formation continue « de pointe » à tous les niveaux de formation. **Enfin, les universités et écoles ont la possibilité de faire monter en puissance une politique de validation des acquis professionnels** en l'insérant dans la modularisation des enseignements et la construction autonome, par le salarié, de parcours de formation individualisés que ces établissements doivent rendre possible en proposant un véritable service de conseil.

[18] IGAENR, Rapport n°2014-061, ibid.
[19] Rapport public annuel de la Cour des comptes, 2017
France Stratégie, *Le marché de la formation professionnelle continue à l'épreuve de l'enjeu de la qualité*, 22 avril 2015
[20] Gilles Pinte, « Formation continue : On a construit un édifice complexe sans en penser l'architecture », *Le Monde*, 19 juin 2017

La double « faiblesse » de la présence des établissements d'enseignement supérieur sur les formations courtes et sur la formation continue pourrait ainsi être transformée en **opportunité de développement** pour ces établissements avec l'aide de la Région dans la mesure où celle-ci assume déjà des compétences fortes en matière de formation tout au long de la vie et que la distinction formation initiale/continue n'est pas particulièrement pertinente sur ces formations courtes. La mise en place du portail régional de l'orientation, qui intégrera le volet « formation continue » de l'enseignement supérieur[21], témoigne déjà de la volonté régionale de s'impliquer sur cette problématique.

1.1.2. Besoins des entreprises, disparités territoriales, révolution numérique : un ajustement permanent de l'appareil de formation francilien est devenu nécessaire

Les grandes problématiques identifiées à l'échelle internationale et nationale et la démarche de concertation publique menée par la Région lui ont permis de déterminer trois enjeux spécifiques propres à son territoire**.** Le premier enjeu porte sur le niveau de formation. La Région doit plus spécifiquement s'impliquer dans le développement des formations courtes et privilégier l'approche par parcours de formations adaptés aux évolutions à l'œuvre dans les entreprises et dans les pratiques d'apprentissage. Le second enjeu porte sur le contenu même de ces formations et les méthodes pédagogiques qui y sont utilisées (nouvelles compétences, en lien avec le numérique). Enfin, le troisième enjeu concerne l'égalité d'accès aux formations supérieures. Sur chacun de ces enjeux, la Région considère qu'elle a une réelle valeur ajoutée à apporter en aidant les acteurs, sur un territoire donné, à adapter leurs pratiques à des mutations dont l'impact est le plus souvent mondial. **La meilleure prise en compte des besoins des entreprises, des étudiants, des acteurs de la formation, dans un monde en perpétuel changement, constitue le fil rouge de ces trois enjeux.**

- **Un besoin de nouvelles formations supérieures (courtes, partenariales, professionnalisantes)**

> « ***La formation pour la formation ne conduit à rien. La formation s'inscrit dans un projet large qui inclut le projet de vie du formé et le bassin économique dans lequel il se trouve*** » (Un enseignant-chercheur en Sciences et Ingénierie)

Dans une économie en perpétuelle mutation, où la vie professionnelle se compose d'une succession voire d'une superposition de périodes d'emploi, de formation, et parfois de chômage, la formation tout au long de la vie devient prépondérante. Cette évolution concerne directement la population active de tous les pays développés. Le retour à la formation concerne tous les niveaux de formation et toutes les étapes de la vie en France où un actif sur quatre vit chaque année une transition professionnelle[22].

Ce premier constat est à rapprocher du taux de chômage francilien (8.6% des actifs pour l'année 2016[23], ce qui est mieux que d'autres régions mais demeure élevé « en soi ») et à l'analyse des secteurs en tension ou en développement identifiés en Ile-de-France, sur lesquels la Région mène un travail

[21] Un portail dédié a été annoncé à l'occasion de la remise des prix « Impulsion 2017 de l'administration centrale » au MENESR le 28 avril dernier.
[22] Lab'Ho (Adecco) et Lispe (IGS), *Résultats de l'Observatoire des trajectoires professionnelles*, mars 2017
[23] INSEE, Taux de chômage localisé par région, données 2016

spécifique par bassin d'emploi[24]. Pôle emploi, dans son enquête annuelle sur les besoins en main-d'œuvre au niveau régional, souligne que l'inadéquation du profil des candidats constitue la principale difficulté rencontrée par les employeurs franciliens recruteurs (dans 83.8% des cas). La Région s'est attelée à cette problématique dans sa stratégie « #Leader ». Cela se traduit notamment par l'objectif visant à « anticiper et accompagner les évolutions des besoins en compétences et en emplois des entreprises ». C'est à ce titre que « l'offre de formation professionnelle continue est adaptée en fonction des secteurs et métiers en tension, identifiés à l'échelle régionale, mais également au niveau de chaque bassin d'emploi »[25]. **Les établissements d'enseignement supérieur doivent prendre toute leur place dans ce dispositif.**

> « *A mon niveau, il me semble primordial que* ***l'enseignement donne les outils techniques qui permettront aux étudiants de n'avoir plus qu'à se former sur le métier de l'entreprise dans laquelle il entre****. Concrètement, le temps d'adaptation sur certains métiers est beaucoup plus long que celui qu'il devrait être car en plus de devoir se former au métier de l'entreprise intégrée, les collaborateurs doivent aussi se former sur les outils (excel / access / vba / requêteur)...* » (Une PME dans le secteur des services bancaires)

Au niveau national, 520 000 étudiants sont diplômés annuellement, hors formation tout au long de la vie. Pour la plupart (300 000), ils ont suivi **une formation longue** de type licence généraliste, master ou doctorat. Seuls 200 000 d'entre eux ont suivi une formation courte ou professionnalisante (licence professionnelle, BTS, DUT). Au titre de la formation continue, 48 000 personnes sont diplômées annuellement.[26] De nombreux acteurs indiquent que **cette prédominance des formations longues sur les formations courtes est non seulement une spécificité française** (par rapport au Royaume-Uni, aux Etats-Unis ou à l'Allemagne), **mais ne permet en outre pas de répondre aux besoins des entreprises en main-d'œuvre technique**[27]. Le Conseil national de l'industrie souligne ainsi la nécessité de promouvoir un enseignement professionnel et technologique attractif et de qualité en réponse aux difficultés de recrutement constatées sur certains métiers spécifiques, en raison de nombreux départs à la retraite et d'un déficit d'attractivité et d'image du secteur[28]. Une autre étude confirme très exactement cette analyse[29]. Elle souligne que la France est marquée par une forte demande de main d'œuvre diplômée de formations supérieures courtes, principalement dans l'industrie du fait du déficit d'attractivité dont souffre le secteur. Une étude co-élaborée par la Région, Pôle emploi et la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi confirme ce constat au niveau régional. Deux des quatre métiers industriels les plus en tension sont accessibles après une formation du supérieur de type BTS ou DUT, à savoir, l'assistance et le support technique ainsi que la conception et le dessin de produits mécaniques.[30]

L'Ile-de-France, territoire à la fois industriel et créatif, est fortement marquée par ces problématiques de besoins en formation supérieure courte. L'Ile-de-France est la première région industrielle de

[24] Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), 2016 (p.128) : La Région, dans le cadre du SDREII, procède par bassin d'emplois à la différence de l'Enquête Pôle Emploi 2016 qui identifie directement les métiers en tension indifféremment des bassins d'emplois francilien (les aides à domicile, aides ménagères, ingénieurs et cadres informatiques sont les profils les plus difficiles à recruter dans la région). A titre illustratif, il est prévu dans le SRDEII pour le bassin d'emploi « Est Val d'Oise », où le taux d'emploi de 52% est le plus faible des vingt-quatre bassins franciliens, une action visant à renforcer l'adéquation entre les secteurs qui cherchent à recruter et les capacités de formation locales. La réalisation de cet objectif passe par un développement de l'offre de formation professionnelle sur le terreau des métiers en tension du territoire.

[25] SRDEII, ibid. (p. 47)

[26] Voir par exemple la Conférence des Grandes Ecoles : *Contribution de la CGE à la Stratégie nationale de l'enseignement supérieur*, 11 juin 2014

[27] Conférence des Grandes Ecoles, ibid.

[28] Conseil national de l'industrie, *Rapport annuel*, 2014

[29] McKinsey, *L'emploi en France : Cinq priorités d'action d'ici 2020*, mars 2012

[30] Analyse partagée (Agefiph, Opca, Pôle Emploi, Conseil régional, etc.) qui identifie 84 métiers offrant des opportunités d'emploi avérées : https://www.defi-metiers.fr/sites/default/files/users/229/84_metiers_recrutant_idf.pdf ; voir aussi « *Comment répondre aux besoins de main d'œuvre dans les métiers industriels en Ile-de-France* », Insee Analyses N°63, juin 2017.

France avec 445 800 emplois en 2015[31]. Elle est, par exemple, la première région aéronautique de France[32]. Elle rassemble un large panel d'entreprises technologiques, d'Instituts de Recherche Technologique, d'Instituts pour la Transition Energétique, d'Instituts Carnot ou encore de pôles de compétitivité de rang mondial (Cap Digital, Finance Innovation, Medicen Paris-Region, Mov'eo, Systematic Paris-Region). Pourtant, seulement 8.3% de l'emploi en Ile-de-France est capté par le secteur industriel[33] (contre 14.3% dans les autres régions). Alors qu'en 2016, la reprise économique se poursuit en Île-de-France avec 54 000 créations d'emploi nettes, le secteur industriel reste à la marge de ce mouvement avec une diminution de -1% de l'effectif salarié par rapport à l'année 2015. Cette alerte quantitative sur l'emploi industriel se double **d'une analyse qualitative significative : la vitesse de transformation des emplois « industriels », notamment générée par la digitalisation de nombreux métiers, implique une politique de formation et d'adaptation particulièrement réactive face au phénomène d'obsolescence rapide des compétences (cf. infra).**

Plusieurs signes tangibles attestent déjà de la prise en compte de ces besoins de formations courtes au vu des transformations en cours. Le développement rapide des « bachelors » en Ile-de-France, qui sont des formations en trois ou quatre ans, se distinguant par leurs caractères professionnalisant et destinés à attirer à l'international, montre l'existence d'un besoin auquel répondent des écoles privées ou publiques. Cette nouvelle réalité, encore peu appréhendée sur le plan de sa qualité et de ses résultats, aura nécessairement un impact sur les premiers cycles de formation en France et en Ile-de-France. Le développement d'initiatives de Pôles de compétitivité[34] ou de « grands groupes » qui créent des formations sur mesure pour répondre à leurs besoins constitue un second signe. C'est notamment le cas du projet « Plateforme de formation à la mécanique industrielle de demain » à Bondoufle (91), initié par des industries mécaniques franciliennes confrontées à des difficultés de recrutement de techniciens et opérateurs. C'est aussi le cas du « campus Veolia », qui confirme que l'association entre acteurs publics et privés, rassemblés autour d'initiatives originales, constitue probablement l'une des clefs pour répondre à ce défi de formation. Le « campus » propose une offre de formation variée, parfois diplômante ou certifiante, liée aux nouveaux enjeux environnementaux et à l'évolution des métiers de l'entreprise.[35]

Un bâtiment dédié à la formation continue est actuellement **en cours de construction à l'université Paris-Ouest Nanterre :** l'opération est inscrite au CPER pour un montant de 18 millions d'euros toutes dépenses confondues avec un financement exclusivement régional. Alors que les différents organismes de formation continue de l'Université sont aujourd'hui disséminés dans plusieurs bâtiments du campus et parfois hébergés dans des préfabriqués, **la construction d'un tel bâtiment permettra de réunir en un seul lieu l'ensemble des organismes de formation continue et de renforcer l'identification de ce département au sein du campus.** Ce projet répond aussi aux objectifs du schéma directeur du développement et d'aménagement de l'université **en offrant de meilleures conditions de travail aux étudiants.**

De nombreux acteurs publics réfléchissent à ces évolutions. La CPU[36] estime par exemple que la diversité des parcours, combinée à une réforme des conditions d'accès à l'université (question des prérequis), constitue une des réponses logiques à la question de la réussite d'une très grande diversité de publics. **La Région peut dès à présent anticiper sur cet objectif en impulsant une politique de formation tout au long de la vie pour les établissements d'enseignement supérieur. Cette politique**

[31] INSEE Ile-de-France, *L'emploi salarié francilien dans l'industrie divisé par deux en 20 ans*, 2013 : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1291109
[32] IAU, Note rapide n°748, juin 2017.
[33] INSEE, Enquête Emploi en continu, 2014
[34] Voir par exemple la Commission "Emploi-Formation" de Medicen Paris-Region qui s'est notamment engagée, dans un plan d'action 2017-2018, à développer la filière de formation de l'innovation en Santé.
[35] http://www.campus.veolia.com/fr
[36] Discours de clôture de Gilles Roussel, Président de la CPU, Colloque annuel 2017 « Pensons l'université pour l'avenir ».

accompagnerait les objectifs de transformation des établissements : rapprochement des formations dites « initiales » et « continues » dans des modules ou des cursus « mixtes » accueillant différents types de public (étudiants et salariés), montée en puissance de partenariats originaux au sein de l'enseignement supérieur, rapprochement de ceux-ci avec les acteurs économiques, développement de formations originales assurant la réussite des jeunes, l'employabilité, le développement des secteurs économiques les plus porteurs.



Figure 6 - Principales réponses des étudiants à la question *« Avez des exemples ou des idées qui fonctionnent pour favoriser votre orientation, votre insertion professionnelle ou votre projet entrepreneurial ? »* tirée de notre consultation publique

> *« **Les stages et l'apprentissage sont des bons moyens pour s'immerger dans le monde professionnel et mieux appréhender leur futur métier** mais malheureusement, beaucoup entrent en apprentissage sans savoir ce qu'ils vont faire en entreprise. Il est important de **renforcer l'orientation des futurs apprentis**. »* (Un enseignant-chercheur en Sciences et Ingénierie)

L'apprentissage constitue une autre piste possible pour développer une meilleure interactivité entre établissements de formation et demande des entreprises, particulièrement pour certaines filières et certains profils d'entreprises (PME). Le recrutement d'apprentis dynamise l'activité des entreprises et favorise la compréhension mutuelle entre ces entreprises et les universités ou écoles. Pourtant, l'apprentissage est encore **trop faiblement développé en France** (405 900 apprentis – dont 138 800 dans le supérieur, soit 2,2% des 18-25 ans[37]– alors que 1.5 million de jeunes sont apprentis en Allemagne[38]). **La Région a déployé des efforts importants pour développer l'apprentissage dans le supérieur.** Elle doit poursuivre cet accompagnement des établissements d'enseignement supérieur en favorisant des expérimentations recourant à la pédagogie spécifique de l'apprentissage, en favorisant des partenariats nouveaux permettant de faire de l'apprentissage un véritable instrument à disposition de la politique de formation conduite par ces établissements.

- **Des bouleversements économiques qui traversent le territoire : le phénomène mondial de digitalisation de l'économie**

Les mutations induites par le développement du numérique constituent un second enjeu qui aura un impact fort sur la formation des individus : défi quantitatif concernant la formation des talents, défi qualitatif relatif à la montée en puissance de nouvelles compétences (entrepreneuriat et « soft skills ») et de nouveaux modes de formation.

[37] MENESR-DEPP, « L'apprentissage dans le supérieur », L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche en France, avril 2017
[38] Institut Montaigne, *L'apprentissage, un vaccin contre le chômage des jeunes – Plan d'action pour la France tiré de la réussite allemande*, mai 2015

Une nouvelle « école du numérique » de statut privé a par exemple pour ambition de former en trois mois et demi des décrocheurs et demandeurs d'emploi aux métiers du web en se basant sur des programmes fortement opérationnels. Ce savoir-faire remarquable pourrait alimenter **des partenariats originaux avec des organismes de formation plus traditionnels** : des cursus publics/privés pourraient ainsi combiner l'agilité du cursus, l'obtention de labels de qualité, (certification ou diplôme reconnu), fluidité dans les parcours pour les stagiaires de formation (capitalisation), etc.

Plusieurs études récentes[39] ont identifié **le déficit de talents et de formations numériques en France**. Ce constat devait inciter la puissance publique à renforcer la collaboration entre institutions éducatives (tant privées que publiques) et représentants des entreprises, afin que les besoins de ces dernières soient identifiés à tous les niveaux de formation du pré-bac au doctorat. L'augmentation de formations diplômantes ciblées était également préconisée. Plusieurs signes d'ajustement en ce sens sont déjà visibles : montée en puissance de nouvelles écoles du supérieur (comme le réseau « Grande Ecole du Numérique »), émergence de nouvelles formations (ex : Master Big Data ouvert en 2013 par Télécom ParisTech). Selon l'OPIIEC, 95% des offres d'emploi dans le numérique en France concernent des profils allant de Bac+4 à Bac+5, 3% d'entre elles s'adressent à des profils Bac +2 et 2 % à des profils BAC+3.[40] Trois métiers en tension sur cinq identifiés par cet observatoire sont néanmoins accessibles avec un DUT ou un BTS : développeur Web, chargé des méthodes outils et qualité et consultant systèmes et réseaux. Ces nouveaux besoins ont donc généré des initiatives nouvelles qui bouleversent plusieurs frontières : établissements publics et établissements privés (parfois totalement « virtuels »), formation initiale et formation continue, etc. **Dans la mesure où les taux d'insertion et les niveaux de salaire à l'issue de ces formations semblent remarquablement élevés[41], la Région doit s'interroger sur son positionnement vis-à-vis de ces nouveaux acteurs de formation au numérique et sur sa capacité à les rapprocher des établissements d'enseignement supérieur en œuvrant pour des partenariats originaux et créateurs de valeur ajoutée,** compte tenu de la complémentarité des savoirs faire soulignée par les acteurs eux-mêmes.

Le secteur numérique concourt également à la création d'activités et d'entreprises nouvelles, souvent portées par des étudiants ou de très jeunes diplômés. La formation à l'entrepreneuriat est l'un des objectifs prioritaires de l'enseignement supérieur[42]. En Ile-de-France, l'entrepreneuriat étudiant est en plein essor : 8 des 27 PEPITE (Pôles Etudiants pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat) nationaux sont situés sur le territoire francilien. L'entrepreneuriat étudiant déplace les « frontières » entre enseignement académique, stage, activité associative, activité économique, et capte l'ensemble de ces domaines dans **une « expérience étudiante » dans laquelle la pédagogie prend une place nouvelle** (cf. partie 3) et qu'il est indispensable d'accompagner.

[39] Voir par exemple le baromètre des métiers du numérique publié par Cap Digital pour la première fois en janvier 2015, ou l'étude de Mc Kinsey, *Accélérer la mutation numérique des entreprises en France*, 2014

[40] Observatoire Dynamique des métiers du Numérique, de l'Ingénierie, des études & Conseil et de l'événement (OPIIEC), *Chiffres clés secteur du Numérique* : http://observatoire-metiers.opiiec.fr/numerique

[41] Grande Ecole du Numérique, Rapport d'activité, 2016

[42] Article 31 - Loi du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche

Cet esprit d'initiative et d'entrepreneuriat est l'une des compétences recherchées et valorisées par des entreprises attentives aux **« soft skills » de leurs collaborateurs actuels et futurs. Plus largement, l'approche « compétences » dans les politiques de formation prend une place majeure dans un monde en constante mutation,** où les périodes d'emploi et de formation s'enchaînent, voire se superposent, et où les changements de métier sont fréquents. Alors que la créativité se substitue à la répétitivité dans une ère qualifiée de post-industrielle[43], le besoin de travailleurs aptes au changement, coopératifs, ouverts et motivés s'accroît. Ces nouvelles compétences comportementales et sociales contribuent à développer l'employabilité des individus par leur adaptation à la digitalisation et à la tertiarisation. De nombreux travaux qui se sont récemment intéressés à l'impact de ce nouveau type de compétences, démontrent leur influence sur les salaires des diplômés, notamment pour les emplois les plus qualifiés[44]. L'accroissement des responsabilités se conjugue avec une valorisation croissante des compétences relationnelles[45]. L'importance accrue de ces savoir-être transversaux renforce la nécessité d'orienter les systèmes éducatifs et de formation vers une plus grande agilité et réactivité et de développer l'esprit d'innovation dans des contextes rapides et changeants.

> « ***Le monde se transforme rapidement, de nouveaux enjeux émergent*** *(transition énergétique, consommation responsable, cohésion sociale, etc.). Face à cela, nous sommes convaincus que les étudiants doivent être formés aux nouveaux business (entrepreneuriat social, économie circulaire, greentechs, low tech, impact investing ...).* ***L'éthique des affaires et la notion de 'décideur responsable' doivent infuser dans tous les programmes, quel que soit le type de formation.*** *Par ailleurs, la formation post-bac doit également s'attacher à développer les soft skills des étudiants : agilité, créativité, innovation, collaboration, adaptabilité, gestion de l'incertitude et de la complexité.* » (Un membre de l'association Trophées Solidaires / Impact Campus)

L'émergence des « softs skills » s'inscrit dans la profonde transformation constatée du monde du travail qui peut se résumer par le passage de l'hyperspécialisation à la polyvalence, soit la capacité à intervenir de façon multiple sur un grand nombre de postes. [46] Ceci implique un éclatement et une transformation des chaînes de valeurs des entreprises, particulièrement dans l'industrie, du fait des mutations de l'outil industriel et de la tertiarisation de l'économie en général. Toutefois, pour bénéficier de ces nouvelles opportunités, la France a besoin de faire évoluer ses préoccupations et son approche en matière de formation : décideurs et étudiants français se singularisent encore par leur désir d'adéquation entre cursus et emploi.[47]

Le numérique lui-même apporte une partie des solutions à ce besoin de formation : les nouvelles pédagogies et les nouveaux modes de formation apportent de la souplesse, un renouveau des modes d'interactions, qui sont précisément ceux qui caractériseront en partie l'activité économique elle-même. **La transition numérique dans les établissements d'enseignement supérieur est donc tout aussi nécessaire pour maintenir le degré d'attractivité de nos universités au niveau international (cf. infra, partie 3).**

> « *Mon impression est que les difficultés à décrocher un emploi proviennent souvent d'un* ***manque de culture quantitative ou technique pour les personnes formées plutôt dans les humanités*** *(au sens large)* ***et l'inverse*** *(savoir conceptualiser, exprimer, etc.)* ***pour des personnes formées sur le plan technique****.* » (Une chercheuse en Sciences et Ingénierie)

[43] Daniel COHEN, *Le monde est clos et le désir infini*, Albin Michel, 2015
[44] CEREQ, *L'effet des Soft-skills sur la rémunération des diplômés*, janvier 2016
[45] « Le « savoir-être » s'impose jusque dans les écoles d'ingénieurs », *Le Monde*, 23 novembre 2016
[46] Patrick MICHELETTI, *La polyvalence sous toutes ses facettes*, 2001
[47] Peter HALL et David SOSKICE, *Varieties of Capitalism. The Institutional Foundation of Comparative Advantage*, 2001
Nicolas CHARLES, *Justice sociale et enseignement supérieur : une étude comparée en Angleterre, en France et en Suède*, 2013

Au final, si le numérique bouleverse la structure des emplois en France, il constitue, sous réserve d'un usage régulé et mesuré[48], une opportunité pour enclencher une dynamique vertueuse en faveur de l'augmentation du niveau de formation de la population et du développement économique. La **Région peut contribuer à cette dynamique en soutenant des formations nouvelles pour les populations étudiantes jeunes et pour les actifs dont les métiers ou secteurs sont directement touchés par les bouleversements des technologies et de l'économie numérique**.

- **Des problèmes persistants d'inégalité des chances**

A côté des étudiants, salariés ou demandeurs d'emplois déjà en formation, **l'accès à l'enseignement supérieur ainsi que la poursuite et la réussite des études** des jeunes franciliens constituent un troisième enjeu majeur pour la Région.

Un proviseur de lycée seine-et-marnais raconte que l'expérimentation mise en place pour sensibiliser ses élèves de terminale à la réalité de la vie étudiante en université, consistant à les faire participer à des modules de première année pendant leur année de terminale, s'est heurté au **temps de trajet trop long qui ont découragé les élèves concernés.**

Souvent méconnues, les **disparités territoriales** constituent un premier défi en Ile-de-France. Ces disparités s'entendent d'abord au sens **géographique** : la proximité des établissements d'enseignement supérieur n'est pas la même selon le lieu d'habitation des bacheliers futurs étudiants. Les cartographies d'implantations des établissements font nettement ressortir une faible densité à mesure que le lieu d'habitation considéré s'éloigne de Paris puis de la première couronne[49]. La représentation cartographique des navettes domicile-lieu d'étude confirme cette analyse. Elle révèle la forte mobilité qui caractérise les étudiants franciliens, dont 6 sur 10 ont un temps de trajet dépassant les 30 minutes, soit une moyenne plus élevée que les autres régions françaises (seulement 1 étudiant sur 4 y passe plus de 30 min) tandis que 21% des trajets sont supérieurs à une heure (5% au niveau national)[50]. Ce temps de transport élevé, couplé au problème du logement étudiant, constitue un frein évident à la poursuite d'études supérieures en Ile-de-France, ce dont tous les acteurs concernés ont systématiquement témoigné.

Lors de la consultation publique à destination des étudiants**, 23% des étudiants placent le logement parmi les trois problématiques principales qui se posent à eux – parallèlement au projet d'orientation (22%) et au temps de transport (20%)**.

Concernant le logement étudiant en Ile-de-France, le nombre de places en résidence a augmenté entre 2009 et 2014, passant de 9 à 12 pour 100 étudiants, du fait du développement de l'offre sociale étudiante. Celle-ci a progressé de 4.3% en 2008 à 7.4% de l'offre totale en 2014, mais elle reste cependant inférieure à la moyenne nationale (8%)[51], d'où un défi quantitatif qui doit se doubler d'une analyse qualitative (cf. partie 3) pour faire de ces résidences de véritables lieux concourant à l'intégration et à la réussite étudiante. La densification des campus, la montée en puissance d'une véritable vie étudiante prise en charge par les établissements eux-mêmes, est un facteur différenciant dont témoigne tous les étudiants ou enseignants qui ont connu, ailleurs en Europe, un haut niveau de service et de « mise en relation » entre les personnes.

[48] OCDE, *Innovating education and educating for innovation*, septembre 2016
[49] MENESR, *Diagnostic « Stratégie territoriale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche » (Strater) pour l'Ile-de-France*, oct. 2016 : cartes des pages 7 à 11.
[50] IAU, *Territoires de la vie étudiante*, octobre 2016
[51] IAU, *Territoires de la vie étudiante*, octobre 2016

A cette réalité géographique s'ajoute un problème d**'équité sociale dans l'accès à l'enseignement supérieur**. Les ambitions des jeunes ne doivent pas être bridées en raison de leurs origines sociales ou territoriales, ou parce qu'ils ne disposent pas des clefs pour s'engager avec succès dans une formation longue[52][53]. **L'accès à une information claire, précise, fiable et adaptée aux usages des jeunes**, est la première brique nécessaire pour lutter contre ces effets d'autocensure. La Région y travaille déjà activement à travers un **portail numérique de l'orientation**. A côté de cette action fondamentale, la Région peut aider au déploiement des initiatives de terrain qui ont fait leurs preuves : l**es 18 000 jeunes accompagnés par le dispositif régional des Cordées de la réussite sont ainsi 38% à entamer des études longues dans le supérieur, 19% à aller en classes préparatoires (CPGE) et 35% à poursuivre des études courtes.** Si ce dispositif a pour principal objectif de promouvoir l'égalité des chances face à l'enseignement supérieur, il s'agit également d'un moyen de fédérer les acteurs (enseignants et élèves des différents niveaux) : à l'image de la Cordée « Banlieue-Est, cap vers les sciences » de l'UPEC, le lien entre lycées et établissements du supérieur (voire entre collèges, lycées et supérieur) est dynamisé par des actions de sensibilisation et de tutorat. D'autres acteurs associatifs tels que « Passeport Avenir » ou les maisons « Frateli » obtiennent des résultats particulièrement favorables sur la réussite des jeunes qu'ils accompagnent grâce à des programmes ciblés et régulièrement évalués : ils font la démonstration de la possibilité pour chaque jeune de réussir un parcours d'étude quel que soit leur milieu social d'origine. Pour autant, le nombre d'étudiants potentiels qui ne poursuivent pas leurs études par déficit de soutien, d'orientation, du fait d'un système d'enseignement supérieur complexe et peu lisible, demeure trop élevé, et cela malgré les 1500 points d'accueil et d'orientation en Ile-de-France, répartis en plus de 800 structures[54]. La Région, en tant que chef de file de ce « service public régional de l'orientation », cherche de manière pragmatique à faire mieux travailler ensemble les acteurs des différents réseaux de l'orientation sur les territoires pour capitaliser sur cette capillarité et ce savoir-faire.



Figure 7 - Cordées *« Banlieue-Est, cap vers les sciences »* labellisée en 2011

[52] Préambule de la *Charte des Cordées de la Réussite*, Juin 2010. De très nombreuses publications démontrent cet effet d'inhibition : par exemple, l'enquête de Elyamine SETTOUL (Institut National d'Etudes Démographiques) et Shirin SHAHROKNI (Cambridge, Institut d'Etudes Politiques de Paris) sur les facteurs de réussite scolaire des primo-arrivants en France publié sur le site de « Passeport Avenir », ou encore le livre de Claire Bonnet et Jean François Giret, *Quelle attractivité pour les études scientifiques dans une société de la connaissance ?* (L'Harmattan, 2014).

[54] Pôle Emploi, Missions locales, Cités des métiers, OPACIF, Cap emploi, APEC , SCUIO, réseau jeunesse, etc. : Conseil Régional d'Ile-de-France, *Etat des lieux de l'offre de services AIO en Ile-de-France et Propositions en vue d'une meilleure coordination régionale* (Etude OPUS 3), avril 2009

- **Le SWOT de la Région Ile-de-France en matière de formation tout au long de la vie**

Forces	**Faiblesses**
Nombre important d'étudiants et de diplômés Présence de nombreuses universités et écoles Présence d'établissements d'excellence reconnus dans les classements internationaux Offre de formation couvrant toute la gamme des besoins et diversifiée	Faible présence des acteurs ESR sur le marché de la formation continue Déficit chronique sur les formations supérieures courtes en lien avec l'industrie, l'ingénierie et la digitalisation Dispersion des campus et multiplicité d'acteurs et de petites structures de formation Liens à renforcer entre les universités et les écoles Faible capacité à connaître les besoins d'une filière ou d'un territoire Transports, logements
Opportunités	**Menaces**
Restructuration des sites avec les 8 COMUEs et la dynamique PIA Dynamique démographique Appréhension des nouveaux enjeux liés au numérique Demande de formations en apprentissage par les entreprises Dynamique de certains établissements en formation continue Capacité/volonté des acteurs à transformer le système d'ESRI	Disparités territoriales au niveau social, économique, ESRI Décrochage dans les qualifications de la population active en Ile-de-France Risque de devenir un territoire de formation (des étudiants, des chercheurs), et non pas de production en raison de la fuite de ces talents Risque de « passer à côté » des aspects positifs de la révolution numérique

1.2. Une vision pour le territoire : une offre de formation adaptée à ses spécificités

L'offre de formation en Ile-de-France doit répondre à un double défi : **un défi quantitatif d'une part, nécessitant la formation de publics nombreux devant trouver leur voie professionnelle sur différents métiers et niveaux de responsabilité, et un défi qualitatif d'autre part, visant à faire de la région un territoire d'excellences multiples, différenciées, adaptées à la diversité des publics, des territoires, des besoins économiques et sociaux.**

Ces défis franciliens rejoignent des problématiques nationales que **la Région peut traiter de manière spécifique en ciblant certaines priorités relevant de son périmètre (géographique et de compétences). Ainsi, la Région peut notamment agir sur la densification des liens entre les établissements supérieurs, les entreprises notamment les PME-ETI et les étudiants, que ce soit par de nouvelles formations, de nouvelles pédagogies liées à la filière numérique et plus largement aux besoins des entreprises, ou encore par la fédération des acteurs pour la définition et le co-pilotage des politiques de formation, d'égalité des chances, ou la diffusion d'une culture de l'innovation dans les cursus de formation.** Pour faire de l'Ile-de-France l'un des premiers pôles mondiaux de création de valeur, l'offre de formation tout au long de la vie du territoire francilien doit rechercher l'appariement entre capacités et compétences des individus d'une part, et les besoins de l'économie d'autre part, en anticipant les défis ou mutations majeurs auxquels font face les entreprises franciliennes (digitalisation, ouverture à l'international). L'Ile-de-France doit être un territoire permettant le **développement d'une offre de formation capable de répondre aux attentes de plus en plus exigeantes et diversifiées des publics**. Cela suppose un **équilibre entre formations courtes ciblées et ancrées sur un territoire à des fins d'insertion professionnelle immédiate et formations plus longues, pour lesquelles la mobilité (et donc l'attractivité) sont des paramètres cruciaux**. Cette priorisation nécessaire sur les formations supérieures courtes ne doit pas pour autant remettre en cause l'intérêt de la Région en faveur de l'excellence des formations supérieures de haut niveau. Sur ce « segment », c'est par un soutien aux établissements et notamment à certains aspects spécifiques de leur politique (cf. partie 3) qu'elle souhaite conforter le vivier francilien des formations d'excellence.

A l'heure de la mondialisation de l'enseignement supérieur et des grandes régions européennes, la Région Ile-de-France souhaite combiner **une vision à la fois internationale et territorialisée de l'offre de formation**. Il convient que cette vision, non purement métropolitaine, tienne compte aussi bien des bassins d'emploi et des pôles de développement économique, que des bouleversements plus globaux liés à la mobilité des étudiants, ou encore de la montée en puissance de nouveaux métiers et de nouvelles formes d'apprendre (notamment liées au numérique). Dans un contexte d'accroissement de la démographie étudiante, l'ambition de la Région est de **stimuler les interactions entre formation et emploi**, renforçant le continuum entre Bac -4 et Bac +5 et débouchant sur des parcours de formation et de professionnalisation tout au long de la vie.

1.3. Plan d'actions

La Région n'a pas vocation à se substituer aux établissements autonomes dans l'élaboration de l'offre de formation, ni à l'Etat dans ses compétences et son rôle de régulateur. Pour autant, en tant que chef de file de l'innovation, de la recherche et de l'enseignement supérieur, elle peut et doit déployer une **stratégie de développement et de valorisation des formations supérieures en lien direct avec les responsabilités que la loi lui a confiées sur le développement économique, pour lequel la politique de formation et de recherche est un déterminant majeur**. La valeur ajoutée de la Région est liée à son positionnement spécifique. Sa présence sur le territoire et sa proximité avec les acteurs font qu'elle a la capacité d'observer les différentes initiatives et les problématiques spécifiques à certains territoires. Couvrant un espace significatif, la Région peut user de son expertise afin de mesurer de grandes tendances, soutenir et promouvoir les bonnes pratiques et articuler son intervention en faisant levier sur certaines de ses compétences fondamentales (développement économique, transports, etc.). **L'échelon régional est le plus pertinent pour observer, construire une stratégie et agir tout à la fois**. Cette triple action doit lui permettre de détecter et stimuler les talents et les initiatives et de trouver les moyens, avec ses partenaires, de démultiplier leur impact.

Avec pour objectif de stimuler le développement de la formation tout au long de la vie en Ile-de-France, l'action de la Région se déploiera suivant **deux axes principaux :**

- S'orienter, étudier, s'insérer en Ile-de-France (1.3.1)
- Se former tout au long de la vie en Ile-de-France (1.3.2)

1.3.1. Agir pour une meilleure orientation et promouvoir l'égalité des chances

L'orientation, à tous les moments de la vie, vise à concilier les appétences des individus avec l'offre de formation disponible et les besoins en compétences des acteurs économiques. Chargée d'une mission d'animation et de coordination des acteurs de l'orientation sur son territoire par la Loi de 2014, la Région souhaite axer son action selon deux directions principales : l'orientation active de chacun, et la facilitation de l'accès à l'enseignement supérieur.

« ***Le plus grand problème de l'orientation, c'est l'ignorance de la destination où nous mène une formation***... » (Un enseignant-chercheur en Sciences et Ingénierie)

- **Portail de l'orientation et service public régional de l'orientation**

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, l'emploi et la démocratie sociale crée le service public régional de l'orientation. Cette loi ne fait cependant que formaliser la compétence des Régions en la matière, concrétisant un mouvement profond de décentralisation dans les domaines de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'orientation.

Article 4 de la loi du 24 novembre 2009

*« **Le service public de l'orientation tout au long de la vie** est organisé pour garantir à toute personne l'accès à une information gratuite, complète et objective sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération, ainsi que l'accès à des services de conseil et d'accompagnement en orientation de qualité et organisés en réseaux. »*

Se saisissant pleinement de cette compétence, la Région Ile-de-France a décidé de **développer et de mettre à disposition de tous un Portail de l'orientation, des formations et de l'emploi aux meilleurs**

standards en complément de l'animation territoriale des nombreux acteurs de l'orientation. Ce portail vise tant les publics qui ont besoin de construire leur parcours professionnel (lycéens, apprentis, étudiants) que les actifs qui ont besoin de se réorienter (demandeurs d'emploi, salariés). Il sera également un outil pour les professionnels du Service Public Régional de l'orientation, et ceux de l'emploi dans les territoires franciliens. L'objectif est de **fédérer sur un seul portail différentes approches** (professionnels du monde économique, de la formation, de l'orientation et de l'emploi) pour démultiplier la valeur ajoutée de chacun au profit des bénéficiaires[55]. En cours de réalisation, ce portail devrait être disponible d'ici fin 2017.

- **Cordées de la réussite et Culture scientifique technique et industrielle**

> *« Aussi, dans les quartiers défavorisés de la région parisienne (et ailleurs en France aussi), ouvrir les jeunes aux sciences et les sciences aux jeunes, peut être une arme puissante pour* ***lutter contre un sentiment d'impuissance et d'enfermement souvent trop présent****.* » (Un membre de l'association Science Ouverte)

La Région souhaite permettre à chaque élève de poursuivre des études supérieures à la hauteur de ses aspirations et de ses compétences. Afin de renforcer le continuum Bac-3 / Bac+3, l'action de la Région débute dès le lycée par la mise en place d'actions partenariales visant à encourager l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur, et ce quel que soit leur milieu socio-culturel. **Acteur clé dans le dispositif des Cordées de la Réussite, la Région souhaite en démultiplier le nombre** afin d'atteindre 150 cordées d'ici 2020.

Ce dispositif est très caractéristique d'un objectif global de la Région pour l'enseignement supérieur et la recherche : constituer des réseaux d'acteurs qui collaborent et fédèrent leurs énergies pour atteindre un objectif qu'ils n'auraient jamais pu atteindre seuls. L'objectif est également de développer le dispositif dans les zones rurales, ainsi que dans les filières professionnelles et techniques. Pour lutter contre les déterminants de l'orientation, la Région s'engage également à diffuser la culture scientifique, technique et industrielle à tous les publics, et plus particulièrement auprès des potentiels étudiants et étudiantes de demain.

- **Diplôme d'accès aux études universitaires et aide au mérite**

Puisque chaque individu doit avoir la chance de poursuivre des études dans l'enseignement supérieur, la Région participe au développement de la formation tout au long de la vie. La Région a donc choisi de soutenir de deux façons les personnes qui souhaitent entreprendre ou reprendre une formation au sein de l'université : en finançant le cursus DAEU (Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires, équivalent au niveau baccalauréat) proposé par 14 universités en Ile-de-France et en aidant individuellement, sous certaines conditions de revenus et de projet professionnel, 555 des 1050 étudiants inscrits dans ces cursus. De même, la Région accorde une aide financière aux boursiers ayant obtenu leur bac avec mention très bien et qui souhaitent poursuivre leurs études dans le supérieur. 2500 bacheliers sont concernés par ce dispositif en 2017.

En complément à ces différentes actions majeures (cordées, culture scientifique, technique et industrielle, portail de l'orientation, aide au mérite et DAEU), la Région pourra également apporter un soutien à différents projets ou expérimentations qui auront pour but d'améliorer l'orientation et la réussite des étudiants franciliens, de favoriser l'accès ou le maintien de ceux-ci dans des cursus adaptés,

[55] En lien avec le SRFSS, ce portail présentera la carte des formations sanitaires et sociales et permettra une meilleure information sur les métiers porteurs dans ces différents secteurs : *« ce Portail assurera le lien entre l'information numérique et le réseau d'aide et d'accompagnement à l'orientation en présentiel. »*

notamment dans les formations supérieures : partenariats avec des associations et/ou des entreprises et/ou des établissements d'enseignement supérieur sur des projets visant la meilleure réussite des étudiants, tout spécialement dans la phase critique de leur entrée dans des formations supérieures, dispositifs de réorientation, mise en valeur d'initiatives pour leur diffusion à l'échelle régionale (évènements, soutien à des réseaux), etc.

1.3.2. Expérimenter dans la formation tout au long de la vie

La formation tout au long de la vie, composée du continuum entre formation initiale générale ou professionnelle et expériences et compétences acquises dans le monde actif, se préoccupe de l'adaptation des aptitudes des individus, en réponse aux besoins du tissu économique. L'objectif de la Région Ile-de-France est d'améliorer l'employabilité de tous, tout en respectant les aspirations de chacun. Pour ce faire, la Région souhaite favoriser la reprise d'étude, encourager la formation professionnelle, et développer les relations PME-ETI avec les écoles et les universités dans le cadre de la formation tout au long de la vie.

> *« **La notion de formation tout au long de la vie va aider au décloisonnement entre formation initiale et formation continue.** L'ampleur et la rapidité des évolutions technologiques appellent des allers et retours entre les connaissances et les pratiques professionnelles. Compte tenu de cette rapidité des évolutions technologiques et économiques, une partie des connaissances acquises en formation (initiale ou continue) devra être **en permanence renouvelée**. » (Conseil National de l'Industrie, avis de février 2017)*

- **Soutien à des partenariats innovants en matière de formation**

> « ***Le seul moyen d'orientation et d'insertion professionnelle est l'expérience**. Il faut favoriser les emplois étudiants et les intégrer dans le cursus comme une expérience. Par exemple intégrer comme une expérience les jobs d'été et les jobs du weekend et les valoriser, faciliter le fait de mener des études et de travailler en même temps. **Il faut aussi casser les distinctions entre formation initiale et formation continue pour construire des parcours de formation tout au long de la vie.*** » (Un enseignant en Sciences et Ingénierie)

La Région souhaite faciliter le rapprochement, d'un côté, des entreprises dont elle encourage le développement économique par différents dispositifs, et de l'autre, des universités et écoles du supérieur qui peuvent monter en puissance sur le marché de la formation continue. Cette initiative est indispensable pour plusieurs raisons : (1) les établissements du supérieur ont des atouts en matière de formation à faire valoir qui sont sous-utilisés en matière de formation continue ; (2) il existe des cursus et/ou des niveaux de formation pour lesquelles la distinction entre formation initiale et continue est peu significative, ce qui implique que les universités et écoles amendent leur politique de formation en multipliant les contacts avec les entreprises ; (3) enfin, c'est en démultipliant ce type de collaboration que la formation en Ile-de-France (« initiale » et « continue ») se réformera en profondeur.

La Région soutiendra les expérimentations qui s'appuieront sur des partenariats innovants, notamment entre partenaires publics et privés, pour la conception de nouveaux cursus de formation courts dans les universités et les écoles : cursus de formation courts (potentiellement inférieurs à un an) certifiants et/ou « capitalisables », nouveaux diplômes d'universités, programmes de formation co-pilotés par les entreprises d'une filière et les représentants académiques, formations digitales d'un nouveau type, nouvelles mobilisations de la VAE, formations de technicien adossée à des équipements de recherche mutualisés avec des industriels, formations aux nouveaux métiers et nouvelles compétences co-construites avec de nouveaux acteurs de la formation (plateformes de MOOC, écoles du numériques publiques ou privées, etc.), pédagogie par projets mettant l'étudiant au cœur de la

relation entreprise/université (de type résolution de problèmes en mode projet), décloisonnement et fonctionnement en réseau des centres de formation sanitaire et sociale avec les universités et écoles, etc.

Pour cela, elle pourra mobiliser communément ses outils traditionnels en dégageant des moyens pour l'expérimentation, notamment via le PIA 3 régionalisé dont elle a la charge, mais aussi venir en appui d'autres programmes (par exemple, « nouveaux cursus à l'université », « disrupt camp » du PIA 3). Elle pourra également réfléchir à des modalités d'intervention totalement nouvelles pour aider les établissements d'enseignement supérieur à développer leur activité en matière de formation tout au long de la vie : **animation d'un réseau, stimulation de nouveaux partenariats, stimulation des entreprises elles-mêmes pour le développement de la formation continue en leur sein, actions visant à soutenir et promouvoir l'offre de formation continue des établissements publics et privés d'enseignement supérieur, accompagnement de la montée en puissance de filiales issues des établissements publics**. La Région a notamment la faculté de recenser les initiatives les plus intéressantes et de diffuser les meilleures pratiques sur son territoire en faisant se rencontrer les acteurs à l'occasion d'événements dédiés **: la diffusion des idées et des pratiques à l'échelle régionale est un instrument indispensable** pour que les expérimentations éventuellement soutenues par ailleurs par la Région et par l'Etat puissent **effectivement transformer les pratiques**.

La Région, qui a décidé de s'investir aux côtés de l'Etat pour mettre en œuvre des **Campus des Métiers et des Qualifications** dans plusieurs filières stratégiques, pourra faire levier sur ces « campus » pour en faire le lieu de développement de ces différentes expérimentations. En facilitant la rencontre entre les acteurs des filières qui emploient et qui innovent en Île-de-France (automobile, tourisme, aéronautique, …) et l'élaboration conjointe de formations initiales et continues sur mesure, les Campus des Métiers et des Qualifications permettent aux filières concernées d'être réactives dans un monde qui bouge et aux organismes de formation d'être innovants et en phase avec les besoins des territoires.

- **Mobiliser l'apprentissage au service de l'insertion des étudiants**

La professionnalisation des individus passe par une plus grande connaissance, dès leur formation, du fonctionnement des entreprises et du monde professionnel en général. Mais c'est aussi le monde de l'entreprise qui souffre parfois d'une méconnaissance du monde académique, de ses forces, de ses besoins, etc. Pour renforcer ces liens, la Région a notamment poursuivi un soutien actif à **l'apprentissage dans le supérieur (niveau I à III), avec 95,4 millions investis en fonctionnement en 2015 (soit 50% des subventions de fonctionnement accordées aux CFA), considérant que l'étudiant doit être le « pivot » de cette relation entreprise/université.** La Région s'est d'ores et déjà positionnée sur l'expérimentation nationale visant à relever l'âge limite des apprentis. Tout en restant déterminée à favoriser l'employabilité via l'apprentissage dans les niveaux infra-bac, elle souhaite également poursuivre son soutien à l'offre d'apprentissage dans le supérieur, et contribuer à la rénovation profonde de la pédagogie tout particulièrement en premier cycle, afin de permettre un traitement adapté à la diversité des publics. L'apprentissage pourrait également constituer une clef pour rapprocher le tissu

> « *Je parle pour des profils techniques. Je pense que leur formation est solide, les bases techniques sont excellentes en revanche les étudiants qui arrivent sur le marché du travail manquent de maturité et de recul vis à vis du monde de l'entreprise. Il est indispensable d'organiser la confrontation avec le monde de l'entreprise pendant leur cursus.* ***L'apprentissage me parait une bonne approche, c'est une approche sur un temps long, rassurante pour l'entreprise, engageante pour l'apprenti.*** » (Une TPE industrielle)

économique des TPE/PME et le monde académique dont elles sont plus éloignées que des entreprises plus grandes, grâce au rôle pivot que l'étudiant apprenti exercera entre ces deux mondes (co-tutelle de l'apprenti, invitations réciproques, rencontres, etc.).

- **Développer une animation territoriale auprès des établissements d'enseignement supérieur sur les besoins des entreprises dans les bassins d'emploi d'Ile-de-France**

Les entreprises franciliennes font face sur certains secteurs à des difficultés de recrutement alors qu'au même moment, de nombreuses personnes diplômées sont sans emploi. **L'appariement entre la demande et l'offre de travail apparaît comme un objectif de premier ordre, auquel le SRESRI peut apporter une contribution**.

> « *Impliquer l'élève de façon continue sur des projets en lien avec les entreprises me semble aussi une opportunité d'**impliquer très tôt les élèves dans une démarche de création d'entreprises*** » (Une PME dans l'éducation, la santé et l'action sociale)

La Région mène plusieurs actions en ce sens. Elle consulte constamment les différentes entreprises présentes dans les 24 bassins d'emplois du territoire, en lien avec la stratégie régionale Smart Industrie 2017-2021 et la stratégie « #leader ». **A cet effet, même dans le cas où leur ambition est plus large, il sera important d'associer les établissements d'enseignement supérieur à la gouvernance qui sera mise en place au niveau du bassin d'emploi.** C'est par cette concertation que la Région pourra **encourager les établissements d'enseignement supérieur à renforcer leurs liens avec les forces économiques présentes sur le territoire**. Par **l'organisation de rencontres et d'événements à l'échelle des bassins d'emploi**, la Région souhaite contribuer à cette prise de conscience, en partageant régulièrement les outils de diagnostic territorial mis en place dans la SRDEII avec les établissements d'enseignement supérieur. Cette stratégie se développe déjà dans le cadre du SRFSS 2016-2022 qui pilote l'aménagement des formations sur le territoire en réponse aux besoins en emplois : des formations sont ouvertes pour les secteurs en pénurie (tels que la santé mentale ou la gérontologie) et en tension (tel que l'aide à la personne).

LE PORTAIL DE L'ORIENTATION, DES FORMATIONS, DE L'EMPLOI

Un outil pour aider chaque francilien à trouver facilement des réponses concrètes pour l'avenir

La Région va mettre à disposition de tous les franciliens un portail de l'orientation moderne et interactif qui leur apportera des informations concrètes, actualisées et adaptées. Co-construit avec plusieurs partenaires, cet outil vise trois objectifs : **donner l'information pertinente à chaque public**, **donner les outils pour construire son parcours et se former tout au long de la vie** et **améliorer l'emploi en Ile-de-France**.

En pratique…

S'orienter et se réorienter tout au long de la vie. En favorisant l'accès à l'information en géolocalisant les formations, les établissements et les services d'orientation, la Région crée **un portail unique à destination de tous** : collégiens, lycéens, étudiants, apprentis, parents, demandeurs d'emploi, salariés, séniors, personnes en situation de handicap, enseignants, entrepreneurs, etc.

Echanger, éclairer et orienter. Des services innovants, de qualité et gratuits créés par des start-ups du territoire et testés par des utilisateurs, faciliteront la **mise en réseau des publics avec des professionnels** : communautés d'échanges, forums, tchat', conseils pratiques, témoignages…

Promouvoir les opportunités d'emploi en Ile-de-France. Grâce à des données précises et actuelles sur tous les métiers, et notamment ceux les plus représentés en Ile-de-France, ce portail sera véritablement **centré sur l'emploi sur le territoire**.

1.4. Indicateurs

Dans le cadre de sa mission de pilotage du SRESRI, la Région s'engage à mener des démarches d'évaluation quantitative et qualitative. Les différentes actions conduites par la Région seront évaluées chacune à leurs niveaux.

Dans l'objectif de développer une démarche autoréflexive sur l'action publique de la Région, une évaluation globale du SRESRI sera conduite par un laboratoire de recherche extérieur et indépendant (cf. conclusion).

A titre illustratif, les indicateurs suivants pourront être mobilisés dès à présent :



Indicateurs de suivi quantitatifs :

- **Egalité des chances :** *nombre de Cordées de la Réussite*

- **Formation tout au long de la vie :** *nombre d'événements de diffusion des formations partenariales publiques/privés à l'échelle régionale ; satisfaction des employeurs industriels (notamment des TPE et PME bénéficiaires)*

- **Orientation et réorientation :** *nombre de connexions au Portail de l'Orientation*



Indicateurs de suivi qualitatifs :

- **Enquête sur l'adaptation des formations aux besoins des entreprises :** *évolution des pratiques et des demandes, existence d'une animation territoriale par bassins d'emploi, etc.*

- **Suivi de la carte de la carte de la formation tout au long de la vie :** *retour d'expérience de bénéficiaires, étude du niveau de qualification et du taux d'insertion selon les territoires, enquête sur l'apprentissage et les formations courtes, intégration de la FTLV et d'une entrée « industrie » sur le portail de l'orientation,*

2. Faire de l'Ile-de-France une référence mondiale en matière de sciences et de technologie

Pour un territoire comme l'Ile-de-France qui puise sa capacité de développement sur les connaissances, l'innovation et le capital humain, il est fondamental de maintenir l'excellence de sa recherche et d'assurer sa transmission à l'économie. En concentrant les innovations de toute nature, porteuses de la croissance de demain, la recherche francilienne est un actif dont la Région doit tenir compte pour ressourcer son territoire en amont.

Dans tous les domaines scientifiques, l'Ile-de-France dispose d'un potentiel élevé qui n'est jamais pleinement utilisé et dont l'organisation est peu lisible, tout particulièrement pour les ETI/PME/TPE. Ceci ne permet pas toujours de mettre en place les collaborations attendues. Remédier à cette difficulté peut constituer un axe structurant de la politique de la Région.

2.1. Constat et enjeux : un potentiel de recherche très important dont l'Ile-de-France doit tirer un meilleur parti pour sa croissance

2.1.1. La richesse de la recherche et développement francilienne constitue un atout majeur pour la croissance du territoire

- **Un potentiel de recherche et développement parmi les plus importants du monde, mais soumis à une compétition intense**

L'Ile-de-France dispose d'un potentiel de recherche parmi les plus élevés à l'échelle mondiale, bien qu'il soit menacé dans son positionnement relatif[56]. La région rassemble au total 1281 structures actives, toutes natures confondues, de recherche publique, réparties dans 74 communes[57]. La recherche francilienne représente entre 36.5% (secteur public) et 42.3% (secteur privé) des dépenses de recherche et développement françaises, et entre 34.7% (public) et 44.1% (privé) du nombre de chercheurs français[58]. Sur le plan qualitatif, la région est également particulièrement bien positionnée. En témoignent par exemple le nombre chercheurs lauréats de l'*European Research Council* (325 entre 2007 et 2013[59]), le nombre de projets issus des Investissements d'avenir (232 en 2012[60], cf. annexe) ou encore la très haute performance de ses établissements dans les classements disciplinaires : l'Université Pierre et Marie Curie et l'Université Paris Sud sont classées dans le top 5 mondial de la recherche en mathématiques[61]et dans le top 20 en physique. L'université Paris Diderot se distingue à la 23ème en physique, 27ème en sciences de la terre, etc. L'Ecole Normale Supérieure est à la 32ème place en physique.

[56] Pour une analyse complète du propose résumé dans ce paragraphe, voir *Recherche et innovation : l'Île-de-France en quête de reconnaissance mondiale*, IAU, Note Rapide n°733, décembre 2016
[57] Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU) d'Ile-de-France, données 2017
[58] MENESR, Strater Ile-de-France, Octobre 2016 (chiffres 2012)
[59] Point de Contact National ERC, *« Bilan de la participation française aux appels ERC sous le Septième Programme-Cadre »*, Octobre 2014
[60] MESRI, données 2012
[61] Classement AWRU thématique, juin 2017

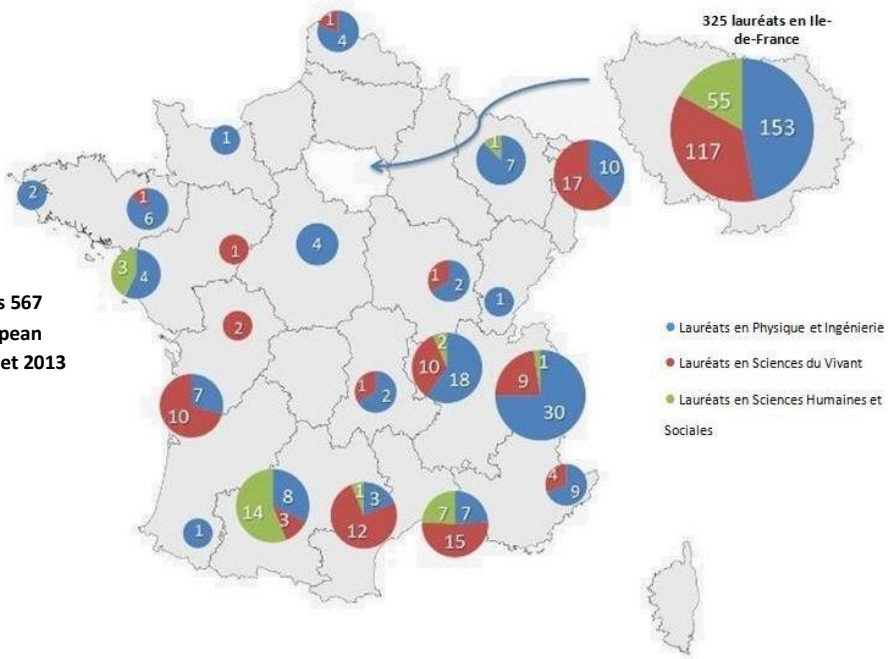


Figure 8 - Cartographie des 567 lauréats français de l'European Research Council entre 2007 et 2013

Cette puissance de recherche emporte certaines obligations pour les différents financeurs. Compte tenu de la dimension nationale et internationale du territoire, le maintien d'un effort de recherche conséquent (approché par l'indicateur des dépenses de R&D / PIB, cf. figure ci-dessous) à hauteur du potentiel francilien implique une vigilance particulière de la part de l'Etat, principal financeur de la recherche publique, afin de ne pas faire de l'Ile-de-France une région de chercheurs sans moyens. La Région doit évidemment participer à cet effort, en renforçant ses dispositifs propres de soutien à la recherche.

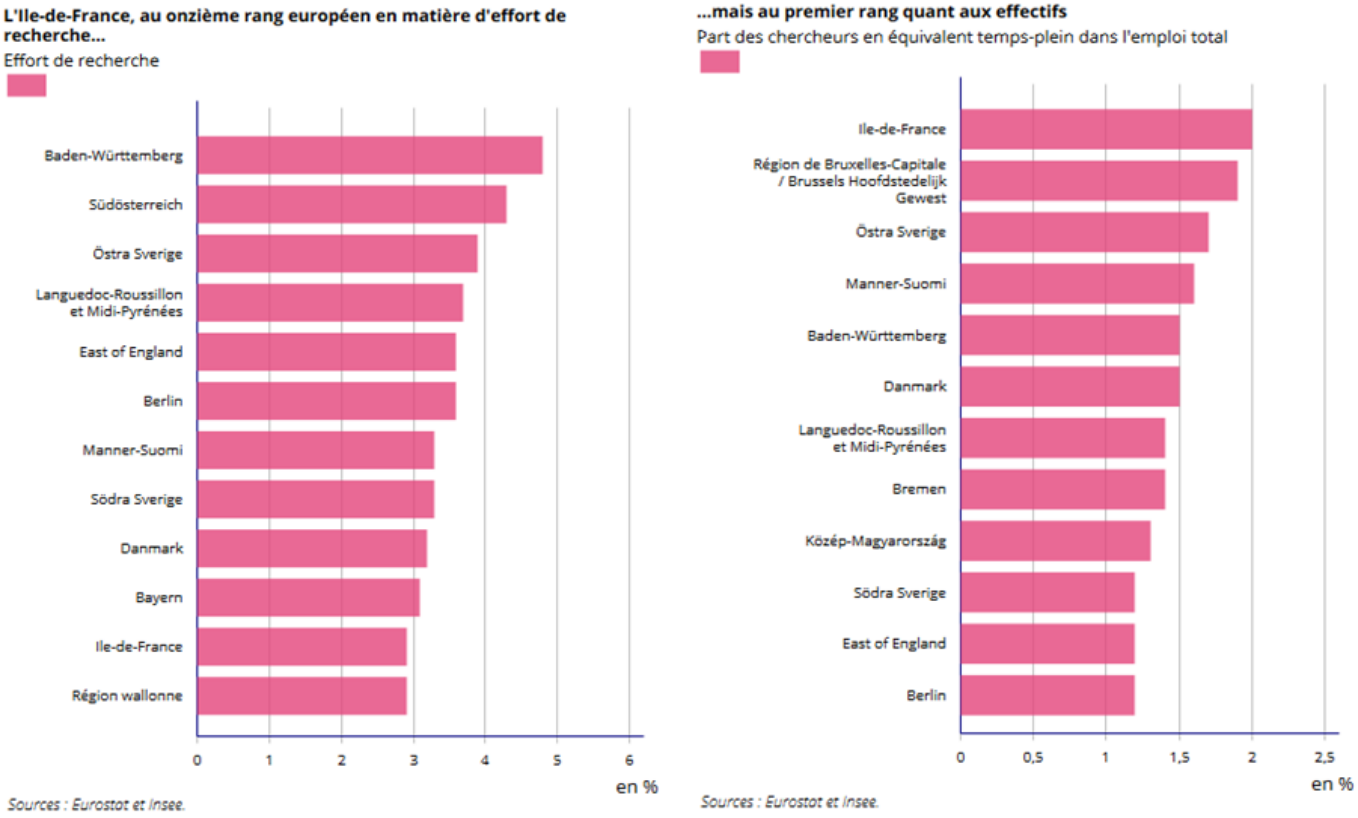


Figure 9 - Effort de recherche et effectifs dans plusieurs régions européennes[62]

[62] INSEE Ile-de-France (Godonou et Picard), *« Un effort de recherche stable et un grand nombre de chercheurs en Ile-de-France »*, Flash n°12, septembre 2016 : l'effort de recherche est, ici, défini comme le rapport des dépenses intérieures de R&D au PIB.

L'impact des publications franciliennes est également moindre que ce que leur volume laisse espérer. La région se situe à la troisième place mondiale en termes de volume de publications scientifiques[63]. Elle dispose de points forts incontestables (mentionnés ci-dessus à travers la performance dans certains classements). Toutefois, elle occupe une place moins favorable sur certains indicateurs d'impact. La part de ses publications faisant partie des 5% les plus citées à l'échelle mondiale représente 8% du total des publications franciliennes, contre 12% pour Boston et San Francisco, et 10% pour Londres, ce qui place tout de même l'Ile-de-France au 7ème rang. Les villes-mondes ont en moyenne un FWCI (Field-Weighted Citation Impact, indicateur Elsevier qui rapporte le nombre de citations des articles publiés dans une ville ou région particulière à celui des publications internationales similaires) de 1.59, tandis que celui de l'Ile-de-France est de 1.50, loin derrière les régions de Seattle, Oxford, Cambridge, Boston, San Francisco et San Diego, dont l'indice est supérieur à 2[64]. Il convient néanmoins de souligner certaines évolutions encourageantes telle que l'évolution favorable dans le temps de cet indice FWCI (il n'était qu'à 1.29 en 2004) ou encore la progression notable de Paris, devenue la troisième ville la plus attractive dans le classement d'A.T. Kearney[65] après avoir gagné 10 places en 1 an S'agissant des dépôts de brevets européens, indicateurs (parmi d'autres) de la performance technologique, l'Ile-de-France occupe la première place européenne devant Munich et Stuttgart. Mai son positionnement s'érode néanmoins, passant de 6.1% des demandes de brevets en 2002 à 5.1% en 2012[66].

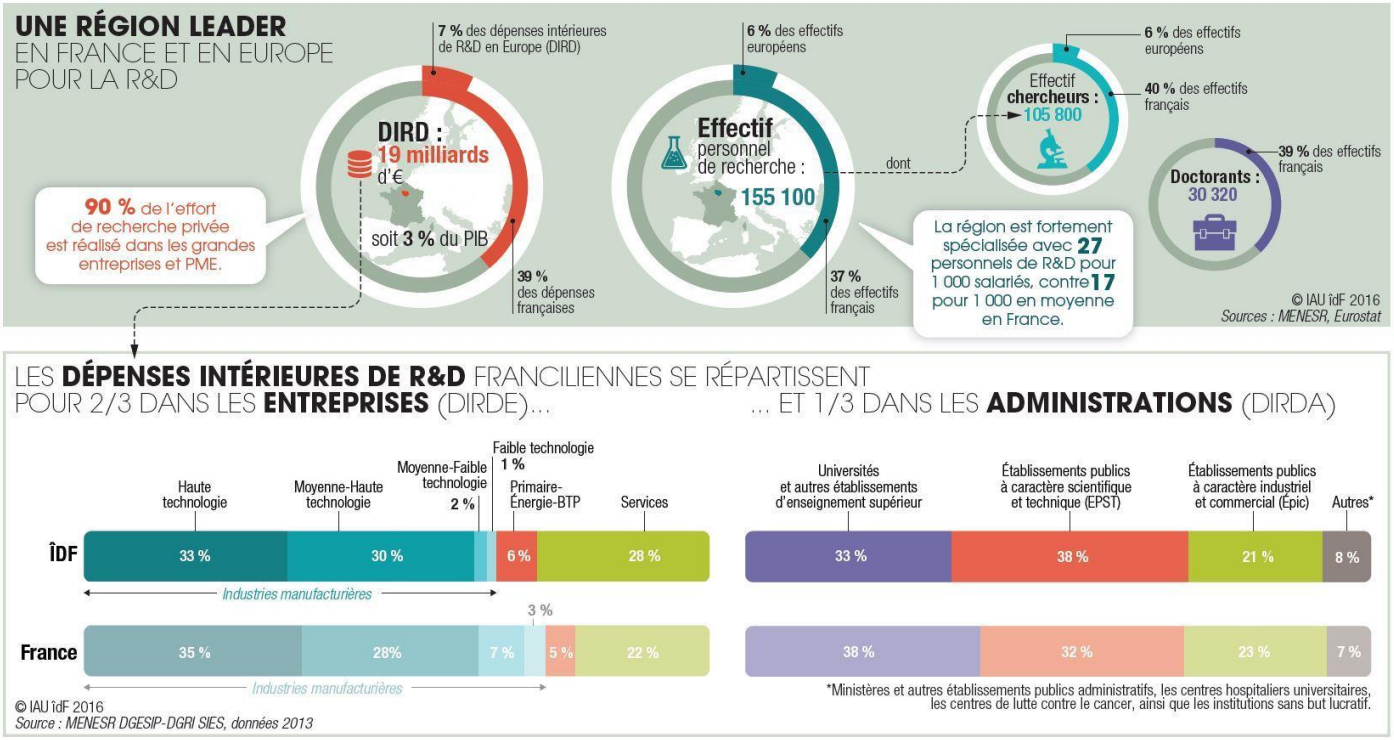


Figure 10 - La R&D en Ile-de-France[67]

[63] IAU, *Recherche et innovation : l'Île-de-France en quête de reconnaissance mondiale*, Note Rapide n°733, décembre 2016

[64] IAU, Note Rapide n°733, ibid.

[65] AT Kearney est un cabinet de conseil américain qui réalise depuis plusieurs années un baromètre de 500 dirigeants d'entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 500 millions de dollars dans 30 pays

[66] Observatoire des sciences et des techniques (OST), *« Les premières régions européennes – Demande de brevets européens »*, septembre 2014. Ces chiffres sont les plus récents disponibles.

[67] IAU, Note rapide n°733, ibid.

Le potentiel de développement économique francilien est tout aussi important. L'Ile-de-France est la première région européenne en termes de sièges de grands groupes, et la troisième mondiale derrière Pékin et Tokyo[68]. Elle concentre un écosystème dense d'entreprises de toutes tailles. En 2016, 162 155 entreprises ont été créées en Ile-de-France, soit 30% des entreprises françaises nouvellement créées. Tel que l'illustre le graphique ci-après[69], le nombre de créations d'entreprises a augmenté de 12,9 % en Île-de-France entre 2015 et 2016, alors que cette hausse s'élève en moyenne à 5,6 % sur le territoire national.[70] Cette augmentation significative en Île-de-France se caractérise majoritairement par l'essor du micro-entrepreneuriat[71] qui représente 47% de la création d'entreprises franciliennes en 2016.

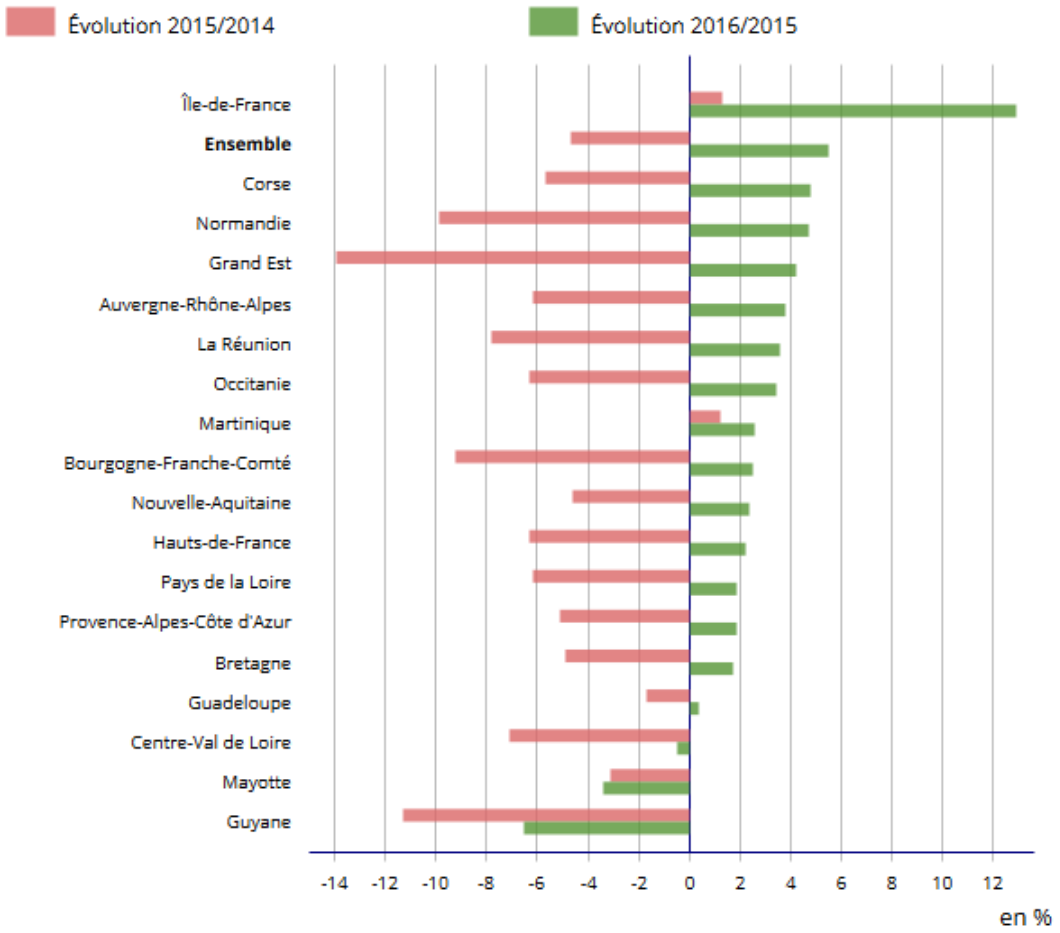


Figure 11- Evolution du nombre de créations d'entreprises (marchandes non agricoles) par région en 2015 et 2016 [68]

Lecture : en 2016, le nombre de créations d'entreprises augmente de 12,9% en Ile-de-France

[68] Fortune Magazine, Global 500, juillet 2016 (classés par aires métropolitaines)

[69] INSEE, *Bilan économique Ile-de-France 2016 - Démographie des entreprises - Forte hausse des créations d'entreprises en Île-de-France en 2016*, 23 Mai 2017 : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2853194?sommaire=2849109

[70] INSEE, Bilan économique Ile-de-France 2016, ibid.

[71] Il s'agit ici de la définition INSEE : le régime du micro-entrepreneur est la nouvelle dénomination pour celui de l'auto-entrepreneur depuis le 19 décembre 2014. Ce régime a été mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 et s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire.

Près de 20% des entreprises franciliennes exercent une activité dans un secteur innovant.[72] En 2016, un groupe étranger sur trois a concrétisé son projet d'implantation en Ile-de-France (contre un sur quatre en 2015)[73]. Concentrant 28% de la totalité des emplois créés par les investisseurs étrangers en France, ces implantations concernent majoritairement le tertiaire, les centres de décision et la R&D. Ainsi, la région francilienne confirme sa réputation internationale et son rôle dans l'attractivité du territoire français.[74]

Pour soutenir cette dynamique, la Région s'est appuyée sur **la montée en puissance d'incubateurs ou de grands lieux intégrés d'innovation** (108 recensés, dont 15 incubateurs publics ou adossés à la recherche soutenus entre 2014 et 2016 par la Région[75]) dont la performance est globalement satisfaisante[76], avec des taux de survie à 3 ans et 5 ans plus élevés que la moyenne nationale et des ratios d'efficience satisfaisants. Les nombreux incubateurs d'écoles constituent un maillage de « campus » particulièrement intéressant à dynamiser (cf. infra, partie 3) et complémentaires aux trois incubateurs publics (dits « Allègre »[77]) que sont Agoranov, Incuballiance et Paris Biotech Santé.

Les tiers-lieux participent activement à l'instauration d'une culture de l'innovation en Ile-de-France et favorisent la rencontre de différents publics au premier rang desquels figurent les étudiants, les jeunes diplômés, les entrepreneurs, les investisseurs. Alors qu'ils n'étaient qu'une dizaine en 2010 sur le territoire national, 328 tiers-lieux étaient dénombrés en 2016, dont 138 en Île-de-France (voir graphique ci-dessous)[78]. Parmi eux, 37 sont des « fablabs » proposant des services très variés : formation, atelier, accompagnement dans la création d'entreprise, accompagnement à l'innovation, privatisation de l'espace, location de machine, etc[79]. Affichant un objectif de 1 000 nouveaux tiers-lieux en Ile-de-France à l'horizon 2021, la Région Ile-de-France a déjà investi 7 millions d'euros depuis 2012 dont 2,5 millions en 2016 pour soutenir 108 projets de ce type. L'accroissement du nombre de tiers-lieux s'accompagne d'évolutions qualitatives particulièrement intéressantes à observer (et, à terme, à évaluer). En effet, parce que le succès d'un tiers-lieu était traditionnellement subordonné à son adéquation avec un type de public, l'organisation des tiers-lieux était segmentée[80] : les centres d'affaires pour une clientèle de cadres de grandes entreprises, les télécentres pour des télétravailleurs permanents en majorité salariés, les espaces de *coworking* pour les travailleurs indépendants et start-upers, les ateliers de fabrication numérique pour les acteurs du monde associatif. **Depuis quelques années, on observe une hybridation de ces différents lieux et publics qui stimule la rencontre effective entre acteurs et constitue une opportunité particulièrement intéressante à accompagner pour la Région, elle-même positionnée aux interfaces**. Ainsi, mêlant différentes activités (fablab, incubation, création, hébergement de start-ups, etc.) et différents publics (étudiants, entrepreneurs, chercheurs, artistes, etc.), ces lieux hybrides représentent, par leur conception, leur organisation, leurs résidents,

[72] Région Ile-de-France, Dossier *« Ici, le futur », « Infographie : l'innovation en Ile-de-France », 13 Mai 2015*
[73] Cabinet EY, *Baromètre 2017 de l'attractivité de la France. Les cartes en main*, mai 2017
[74] Cabinet EY, ibid.
[75] A titre illustratif, c'est dans ce prolongement que la Région a lancé un appel à projets « Incubateurs 2017 » à l'issue duquel un jury sélectionnera les meilleurs dossiers qui bénéficieront, pour certains, d'une aide financière régionale pouvant aller jusqu'à 1 million d'euros pour l'année 2017.
[76] Technopolis et Région Ile-de-France, *Evaluation du dispositif de soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants en vue de la création d'entreprises*, février 2014
[77] Les incubateurs de la recherche publique ont été créés dans le cadre de l'appel à projets prévu par la loi sur la recherche et l'innovation (loi Allègre) de juillet 1999. Leur mission première : favoriser le transfert de technologies développées dans les laboratoires de recherche publique vers le monde socio-économique par la création d'entreprises innovantes. Ils ont été constitués au niveau régional, à l'initiative d'établissements d'enseignement supérieur ou d'organismes de recherche.
[78] CCI Île-de-France, *Espaces de coworking et télécentres: le nouveau marché des tiers-lieux collaboratifs en Ile-de-France,* Les cahiers du CROCIS n°40, février 2016
[79] CCI Ile-de-France, Les Cahiers du CROCIS n°40, ibid.
[80] CCI Ile-de-France, Les Cahiers du CROCIS n°40, ibid.

des espaces d'innovations qui constituent des leviers certains de croissance économique pour l'Ile-de-France.

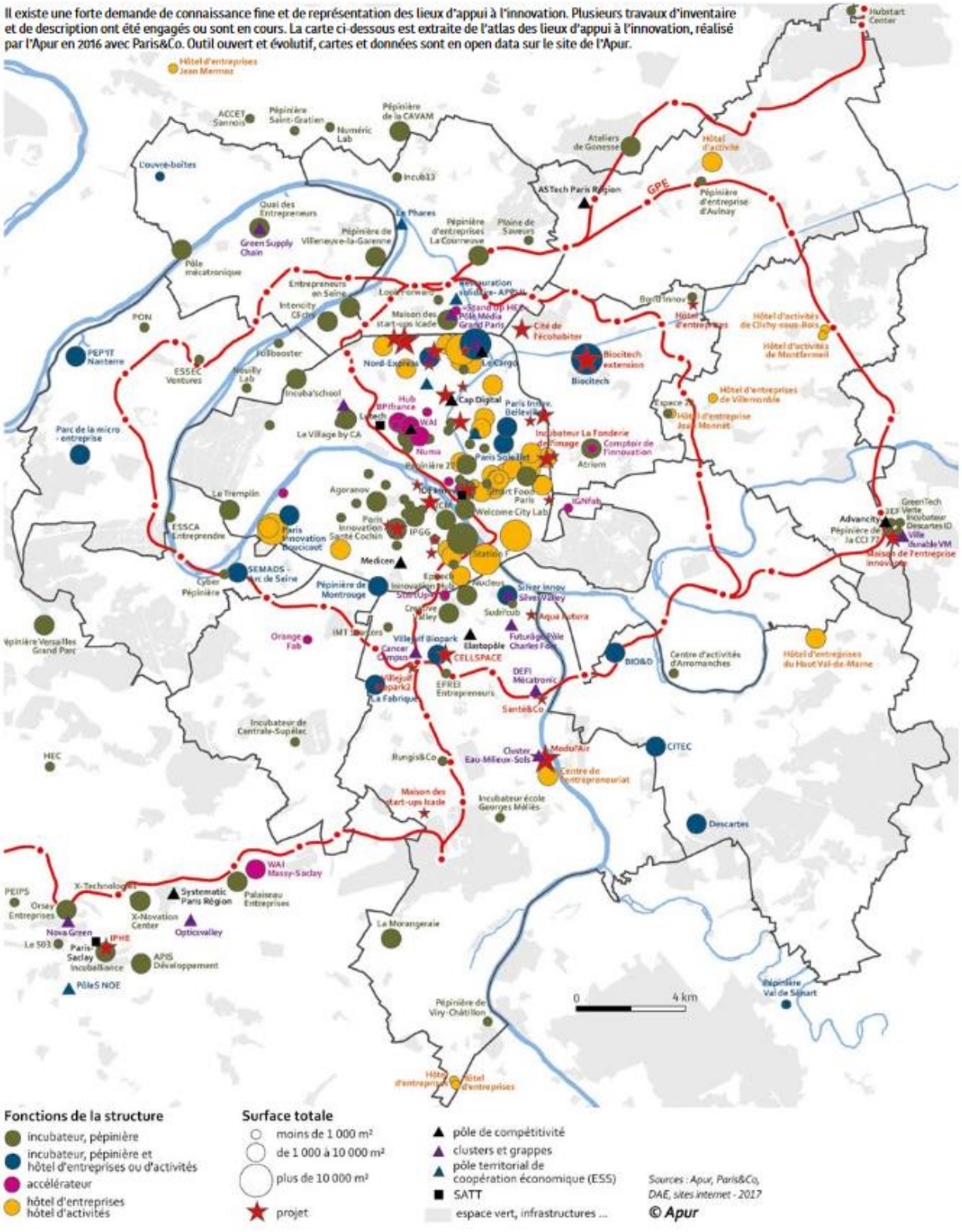


Figure 12 – Cartographie des lieux d'innovation[81]

[81] IAU, *Terres d'innovation*, juin 2017 (p.77)

L'Île-de-France peut également compter sur des structures originales à dimension territoriale pour stimuler le transfert de technologie. Interfaces entre la recherche et l'innovation, trois SATT (Paris-Saclay, Lutech, IDF Innov), trois IHU (Institut des neurosciences translationnelles de Paris, Institut de Cardiométabolisme et Nutrition, Institut Imagine), huit RHU (BIOART-LUNG 2020, CARMMA, iLite, iMAP, iVASC, LIGHT4DEAF, LUMIERE, TRT-Csvd), un IRT (System X), trois ITE (Efficacity, Institut Photovoltaïque d'Ile-de-France, VEDECOM) et vingt Instituts Carnot sont décomptés sur le territoire. La Région bénéficie également du maillage offert par 11 Pôles de compétitivité sur des filières variées, dont le rôle de passeur est essentiel pour structurer les relations recherche/marché. Toutes ces structures originales visent à assurer un lien continu entre recherche-innovation-développement économique en faveur de créations de richesses et d'emplois. Compte tenu de cet écosystème développé, la Région ne souhaite pas créer de nouvelles structures de transfert. Elle doit plutôt capitaliser sur la présence d'outils pour lesquels elle peut avoir une certaine valeur ajoutée en termes de mutualisation et d'interaction : Domaines d'Intérêt Majeur, équipements scientifiques mutualisés – SESAME, etc. (cf. infra), pôles de compétitivité, SATT, etc.

- **Ce potentiel ne se traduit que trop peu dans l'économie réelle**

Malgré cette puissance de recherche et la présence, parfois récente mais prometteuse, de nouvelles structures dédiées au transfert et à la valorisation de la recherche, certains indicateurs alertent sur un possible décrochage de l'Ile-de-France en matière de recherche et d'innovation. La région est ainsi absente du « Top 10 mondial » en matière de création de start-ups[82]. Bien que la France ait progressé de trois rangs entre 2016 et 2017, elle ne se situe aujourd'hui qu'au 15ème rang sur 25 sur l'indice mondial de l'innovation.[83] L'Ile-de-France se classe seulement 6e région européenne en termes de création d'emplois sur les dix dernières années. Les PME franciliennes ont une plus faible propension à innover que celles situées dans les autres régions françaises : seules 58% d'entre elles déclarent innover en Ile-de-France contre 67% sur le reste du territoire[84]. Plusieurs pistes peuvent expliquer ces performances moyennes. L'environnement entrepreneurial, et notamment le volume de capital risque disponible pour financer l'innovation, est encore relativement faible : rapporté au PIB, le ratio est de l'ordre de 0.05% en Ile-de-France, contre 0.3 à 0.5% dans la région londonienne et entre 1 et 1.5% sur la côte ouest des Etats-Unis[85]. Par ailleurs, les connexions entretenues par les ETI-PME avec l'écosystème d'innovation francilien sont insuffisantes et trop peu lisibles en comparaison avec d'autres régions dont la spécialisation est beaucoup plus évidente. Cette faiblesse constitue une seconde piste que la Région peut chercher à améliorer dans le cadre du SRESRI.

La difficulté de l'Ile-de-France à mobiliser tous ses atouts s'exprime manifestement par le départ de certaines forces vives (jeunes diplômés, chercheurs, doctorants et post-doctorants, investisseurs, entrepreneurs, etc.) **qui pourraient être à la conduite de l'innovation de demain.** Si globalement, le solde migratoire de la région est négatif (-0,4%)[86], la difficulté à retenir les talents, unanimement soulignée par les acteurs franciliens de l'ESR (présidents d'universités, directeurs d'école, directeurs de laboratoires) et confirmée par des études nationales (cf. infra, partie 3) est

[82] Compass et Techcrunch, *Global Startup Ecosystem*, 2015
[83] Cornell Johnson SC College of business, *INSEAD, WIPO, The Global Innovation Index 2017*, 2017
[84] INSEE, *L'innovation dans les PME des services technologiques : le paradoxe francilien*, juin 2012
[85] CESER Ile-de-France, *Quelle politique régionale en matière d'enseignement supérieur et de recherche pour renforcer les coopérations entre le monde de la recherche et de l'innovation et celui des PME/TPE franciliennes ?*, 21 mai 2015
[86] INSEE, Recensements de la population 2009 et 2014.

particulièrement préoccupante. Elle pèsera nécessairement sur les capacités d'innovation et de développement économique de la région dans les années à venir.

> Parmi ses quatre recommandations émises en février dernier, **le Conseil National de l'Industrie** propose d'accompagner les PME et les TPE, notamment en incitant les *« grandes entreprises [à] construire une* ***stratégie de mutualisation des compétences*** *avec les PME/TPE »* et en développant le *« **dispositif des parcours partagés d'apprentissage** (…) pour favoriser une pratique plus massive de l'apprentissage en dehors des seules grandes entreprises. »*

Un deuxième indicateur de cette difficulté à capitaliser sur le potentiel francilien est la **chute de l'emploi industriel** (-26% entre 1998 et 2013, soit la troisième plus forte baisse constatée en France derrière Grand Est et Hauts de France). Depuis 1999, l'Ile-de-France, pourtant première région industrielle française en nombre d'emplois (cf. supra), supporte dans ce secteur une baisse annuelle moyenne de 2.5% contre 1.4% dans l'ensemble des autres régions hexagonales. Sur un plan qualitatif, la France et l'Ile-de-France risquent de ne se positionner que sur des activités de moyenne valeur ajoutée dans l'industrie.[87] A ce double risque qualitatif et quantitatif, s'ajoute la difficulté qu'éprouvent les grandes filières de l'industrie française à faire « travailler en commun » l'ensemble des acteurs du secteur : la **dissociation perpétuelle entre d'un côté de grands groupes dynamiques et de l'autre, des PME-ETI peinant à grandir et à s'internationaliser (hors sous-traitants de ces grands groupes), fragilise nettement le tissu industriel dans son ensemble**. La comparaison des tissus productifs dans différents pays de l'OCDE montre que les TPE-PME représentent 29% de l'emploi en France, contre 17% au Royaume-Uni ou 19% en Allemagne. A l'inverse, les employés des ETI et des grands groupes correspondent à 47% de l'emploi total au Royaume-Uni, contre 36% en France[88]. En Ile-de-France, les seules TPE emploient 20% des salariés.[89]Ainsi, pour contribuer au développement des filières stratégiques identifiées dans la stratégie « #Leader », la Région peut intervenir en amont, pour connecter les TPE-PME aux ressources de la recherche publique et privée et aider à leur compétitivité et leur développement en maintenant et favorisant leurs compétences technologiques.

2.1.2. Renforcer le transfert de la recherche vers l'économie est essentiel afin de développer une croissance économique forte et inclusive

Le positionnement spécifique de la Région en matière de développement économique sur ses territoires la conduit à vouloir agir de l'amont à l'aval en fonction de cet objectif : soutenir la recherche d'excellence en lien avec l'économie (premier enjeu), cibler plus spécifiquement les PME pour lesquelles l'accompagnement de la Région a une véritable valeur ajoutée (deuxième enjeu) et aider ainsi à une réindustrialisation de l'économie francilienne en faisant levier sur les liens que celles-ci pourront entretenir avec la recherche, notamment pour tirer le meilleur partie de la révolution digitale (troisième enjeu).

[87] INSEE, *Industrie Francilienne : Des emplois plus qualifiés et moins industriels*, 2011
[88] OCDE, *Répartition de l'emploi des pays de l'OCDE par taille des entreprises en 2012*
[89] Conseil Régional d'Ile-de-France (DIRECCTE), *Chiffres clés*, 2016

- **Soutenir la recherche d'excellence et renforcer ses liens avec l'économie**

Dans une économie de la connaissance et de l'innovation, **un développement économique durable, intégratif et intelligent repose sur l'accroissement des liens entre recherche académique, recherche industrielle, développement expérimental et activité industrielle**. La Région doit donc chercher à bâtir une politique de recherche et d'innovation qui intervienne sur chacun de ces maillons de manière pertinente. **Pour cela, elle doit d'abord s'assurer du maintien de la recherche francilienne au plus haut niveau dans l'intense compétition scientifique mondiale**. Pour maintenir cette qualité et cette excellence, la Région est engagée avec constance pour soutenir ses forces de recherche dans une logique de fédération des acteurs, de mutualisation des compétences et de visibilité collective des acteurs. Le financement régional des « **domaines d'intérêt majeur** » (DIM), qui fédèrent des laboratoires franciliens sur une thématique de recherche et contribuent à leur structuration en réseaux, témoigne de cette politique régionale. Il en est de même avec le soutien spécifique au Genopole, l'aide apportée aux laboratoires franciliens pour l'acquisition d'équipements mi-lourds (SESAME) ou encore les financements mobilisés pour l'accueil de scientifiques de haut niveau (chaires d'excellence Blaise Pascal). A côté de ces instruments dédiés à la recherche, la Région devra également s'appuyer sur **d'autres leviers concrets qui conditionnent son attractivité : logements pour les chercheurs, qualité des services d'accueil**, **transports, qualité de vie,** etc.

Cet investissement de la Région pour entretenir ce potentiel de recherche au plus haut niveau est indispensable. Mais, compte tenu de la présence et de l'importance de nombreuses autres sources de financement dont bénéficient les laboratoires de la région, la politique régionale devra régulièrement se repenser pour viser les besoins non pourvus et chercher la plus grande valeur ajoutée possible. **La Région devra notamment être attentive à l'effet de levier et de complémentarité que peuvent apporter les programmes européens**, en mettant en avant ses forces scientifiques sur certains « flagship » (ex: physique quantique[90]), et/ou en étant force de proposition sur des thématiques insuffisamment mises en avant par l'Europe (ex : humanités numériques, pour lesquels l'Ile-de-France possède des atouts déterminants[91]), et/ou en inscrivant certains instruments régionaux dans le cadre des programmes de mobilité ou d'innovation européens (ERASMUS+, COFUND, Interreg, Marie Curie, etc.). La Région pourra aussi chercher à favoriser la mise en relation avec des acteurs privés (fondations) dont les capacités de financement pourraient être des relais pour le développement de la recherche francilienne.

L'engagement de la Région auprès des universités et des laboratoires de recherche devra donc se confirmer à l'avenir en diversifiant les sources et les outils de financement. Il pourra aussi prendre en compte les dynamiques d'acteurs en cours sur le territoire francilien afin de définir le meilleur ciblage possible des actions conduites au service de l'intérêt régional. **La montée en puissance d'une logique de site (cf. partie 3), notamment grâce à l'émergence d'IDEX et d'ISITE de très haut niveau, pourrait impliquer un réajustement de certains des dispositifs d'intervention de la Région pour confirmer définitivement cette dynamique dans les années à venir**.

D'autres pistes de priorisation pour soutenir directement la recherche pourraient être définies en lien avec le Conseil scientifique régional afin d'apporter une valeur ajoutée « différenciante » à l'action de la Région en matière de développement économique: soutien à des projets risqués insuffisamment soutenus habituellement, amorçage de projets de recherche risqués sur appel à projets « blancs »

[90] Recommandation du Conseil scientifique régional, séance du 28 juin 2017
[91] Recommandation du Conseil scientifique régional, ibid.

accessibles aux petites structures, priorisation vers des projets SHS et des défis sociétaux[92] appliqués à l'échelon régional, etc.

En second lieu, la Région doit, se soucier du renforcement du continuum recherche-maturation-transfert-PME et industries-économie. Ce sujet est une priorité nationale qui a généré depuis quelques années la création de nombreuses structures (SATT, IRT, Instituts Carnot, ITE, IHU, etc.). L'Ile-de-France fait ainsi face à une problématique particulière : elle connaît une profusion d'acteurs appartenant tant au monde de l'enseignement supérieur et de la recherche qu'au monde économique. **Assurer la lisibilité de cette « offre » en matière de recherche et d'innovation passe ainsi par un renforcement des liens** entre ces deux mondes en entre ces acteurs grâce la mobilisation de plusieurs outils encore insuffisamment développés aujourd'hui : cartographie des compétences de recherche à destination des entreprises, animation et mise en réseau, soutien à des projets partenariaux associant des partenaires privés dans la ligne des responsabilités de la Région en matière de développement économique, soutien à la présence d'étudiants ingénieurs ou de doctorants dans les entreprises. La valeur ajoutée de ces étudiants « passeurs » est reconnue (cf. figure ci-dessous) mais pour l'entreprise, le passage à l'acte pour une collaboration voire une embauche est encore difficile. De manière générale, la Région pourra chercher à promouvoir un système de collaboration systématiquement ouvert à plusieurs égards dans les différents projets qu'elle soutiendra : ouverture à la société civile et science participative (*open science*), ouverture des données (*open data*), et ouvertures aux collaborations internationales (*open to the world*). **Cette ouverture de la recherche pourra également se faire au profit des politiques publiques conduites par la Région elle-même pour lesquelles l'existence de capacités de recherche constitue un atout décisif** : en matière de transport, d'urbanisme, de sécurité, de transition énergétique, de qualité de l'air, de santé publique, de conduite du changement, etc. La recherche peut à l'évidence apporter des solutions, une expertise, des méthodes d'évaluation, qui doivent irriguer la manière de concevoir et de déployer les politiques publiques régionales.

Selon le président d'une SATT, **les PME sont une force pour la région Ile-de-France** mais il n'en demeure pas moins qu'il faut passer un cap quant à la façon de les percevoir. Cela passe par l'organisation d'une **relation PME/ laboratoires de recherche** : elle permettra de tisser des liens avec ces deux acteurs d'avenir pour la Région. Les start-ups et les grands groupes sont d'ores et déjà plus accompagnés.

[92] Recensés en ces termes par la Stratégie nationale de la recherche publiée par le MENESR au printemps 2015



Figure 13 - Principales réponses des acteurs économiques à la question *« Quelle est la plus-value d'un doctorat pour une entreprise ? »* lors de notre consultation publique

Le développement des interactions, des connexions et des coopérations entre le monde académique des laboratoires et celui des entreprises ne pourra que démultiplier l'impact économique de la recherche à la hauteur du potentiel régional en la matière[93]. **Le développement de clusters scientifiques territorialisés est aussi un moyen de synthétiser sur un territoire cette démarche de mise en réseau des acteurs (cf. partie 3).** La proximité géographique a des mérites qui sont aujourd'hui largement démontrés. Des externalités territorialisées tant issues de la recherche publique que de l'innovation privée sont observables, de façon directe (brevets) ou indirecte (dépenses de recherche privée), et profitent à la fois aux acteurs privés et publics.[94] Ces divers résultats plaident pour un renforcement des liens entre les acteurs dans un cadre localisé et collaboratif où se mélangerait le « public » et le « privé ».

Enfin, les liens entre monde académique et entreprises peuvent être encouragés par la création d'entreprises par les étudiants et les chercheurs. La Région ne saurait se reposer sur le dynamisme - bien réel, cf. supra - de son tissu économique en matière de création d'entreprises. Elle doit au contraire **encourager et soutenir la création et la croissance de ses jeunes entreprises dans la lignée des priorités de la stratégie « #Leader » par des actions positionnées plus en amont**. Dans le SRDEII, la Région a choisi de développer une politique de sensibilisation à l'entrepreneuriat, d'accompagner les projets des créateurs et repreneurs, de coordonner l'appui à l'échelle des bassins d'emploi et de créer des espaces dédiés à l'entrepreneuriat.[95] **Le SRESRI doit venir confirmer et compléter ces orientations en soutenant les lieux d'innovation, l'entrepreneuriat étudiant, les projets de recherche à effets sociétaux et économiques, qui constituent une force et un atout pour le dynamisme économique et social de l'Ile-de-France.** Ce climat favorable à l'innovation (détection, financement, accompagnement

[93] Le rapport de Suzanne Berger, *« Reformes in the French industrial ecosystem »* (janvier 2016) insiste sur cet aspect non objectivable et décisif de la multiplication des opportunités pour les étudiants, chercheurs, entrepreneurs, salariés, de se rencontrer et de travailler ensemble, qu'il faut donc favoriser.
[94] Corine AUTANT-BERNARD, *Que savons-nous de l'impact économique des parcs scientifiques ? Une revue de la littérature*, septembre 2015
[95] SRDEII, ibid. (p. 44)

de projet) pourrait également trouver une résonance à en matière d'innovation à l'échelle européenne, en positionnant l'Ile-de-France comme un partenaire privilégié de l'idée émergente d'*European Innovation Council*[96].

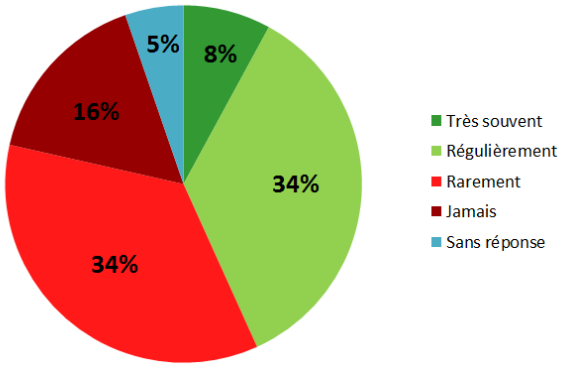


Figure 14 - Réponses des acteurs académiques à la question *« Etes-vous amené(e) à rencontrer, dans le cadre de vos activités de recherche, des acteurs socioéconomiques relevant de votre filière? »* lors de la consultation publique

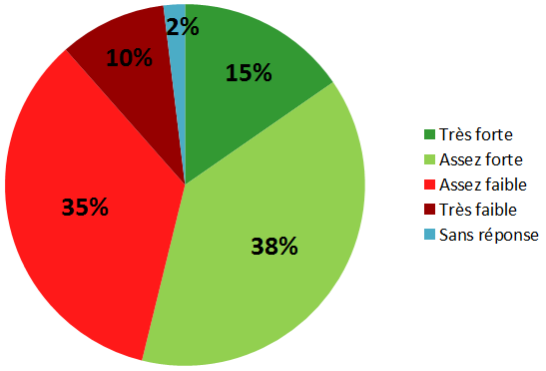


Figure 15 - Réponses des acteurs économiques à la question *« Quelle connaissance avez-vous des acteurs et des résultats de la recherche dans votre secteur en Ile-de-France? »* lors de la consultation publique

- **Une attention particulière doit être accordée aux PME**

Plus que d'autres acteurs, les TPE-PME éprouvent des difficultés à accéder aux connaissances académiques disponibles dans les universités, alors même que leur développement, voire leur survie, est très largement conditionné par leur capacité à innover. Concrètement, disposant de moins de moyens, d'une part elles ne peuvent consacrer un poste dédié à la constitution de liens avec les laboratoires de recherche, et d'autre part elles peinent à accueillir des ingénieurs qui choisissent souvent les grands groupes (ceci est encore plus vrai pour les doctorants). Alors qu'elles représentent une part non négligeable du potentiel d'emploi et d'innovation francilien, il apparaît légitime d'accompagner spécifiquement ces TPE-PME dans leur parcours d'innovation, contribuant à faire de l'Ile-de-France une des premières régions mondiales en termes de création de valeur.

> *« Les entreprises ont souvent un **fort besoin d'innovation de processus, d'organisation, de transformation en qualité des gammes de produits.** Elles sont aussi souvent **demandeuses d'appui à la transformation des compétences individuelles et collectives »*** (Un ancien Président d'Université et de COMUE)

- **Saisir l'opportunité des ruptures technologiques induites par la digitalisation de l'économie afin de réindustrialiser l'Île-de-France**

La digitalisation de l'économie représente une réelle opportunité pour la réindustrialisation de l'Ile-de-France. La transformation du secteur industriel avec la création d'un « tertiaire industriel » implique de

[96] https://ec.europa.eu/research/eic/index.cfm

repenser la chaîne de valeurs des entreprises, et constitue une opportunité pour l'émergence d'un tissu de TPE-PME qui pourra se diversifier et récupérer des parts de marché.

> « ***L'usine devient alors l'élément d'un ensemble plus complexe, reliant, par le web, le consommateur, le fournisseur et le fabricant***. *Les données, les informations, comme la prise de commande ou l'ordre de fabrication, sont transmises via le cloud. Les outils PLM (Product Lifecycle Management), MES (Manufacturing Execution System) ou encore ERP (Entreprise Resource Planning), sont appelés à s'intégrer davantage. L'usine d'aujourd'hui devient l'usine du futur et un système global interconnecté et flexible. (…) L'industrie française doit donc relever ce défi d'innovation, d'adaptation et de rupture technologique, de mise à niveau de son outil productif.* ***C'est une chance et un moyen de réindustrialiser notre pays***. » (Un directeur d'une ETI positionnée sur l'ingénierie et l'informatique)

Intégrer davantage de **technologies nouvelles** sur les sites de production doit permettre d'améliorer la compétitivité des industries françaises et franciliennes. Dans un environnement très compétitif ceci implique une course de vitesse avec d'autres pays industrialisés. A ce titre, remettre l'homme au centre des préoccupations, en créant notamment un espace de travail partagé entre robots et humains, est par exemple un véritable enjeu pour l'industrie du futur, levier de la réindustrialisation.[97] Ces innovations technologiques et numériques impliquent des efforts de recherche préalables dans la mesure où elles nécessitent une réflexion d'anticipation sur de nombreuses dimensions (organisation du travail, sociologie du changement, recherche en robotique, etc.). Elles ont également une dimension territoriale : la diffusion de l'esprit innovant et la multiplication d'expérimentations ne peut se faire que dans des territoires identifiés, où se jouera très concrètement la redynamisation du tissu industriel francilien[98].

[97] L'Alliance « Industrie du futur » *: Les robots s'intègrent dans l'usine du futur* (2015) et *Intégrer plus vite des technologies nouvelles dans les sites de production* (2016)
Défi Métiers, *Diffusion de l'industrie du futur dans les PME des industries métallurgiques franciliennes et compétences nécessaires*, mai 2017

[98] Rapport *« Réindustrialiser par l'innovation »* remis en février 2017 au Ministère de l'Economie et des Finances.

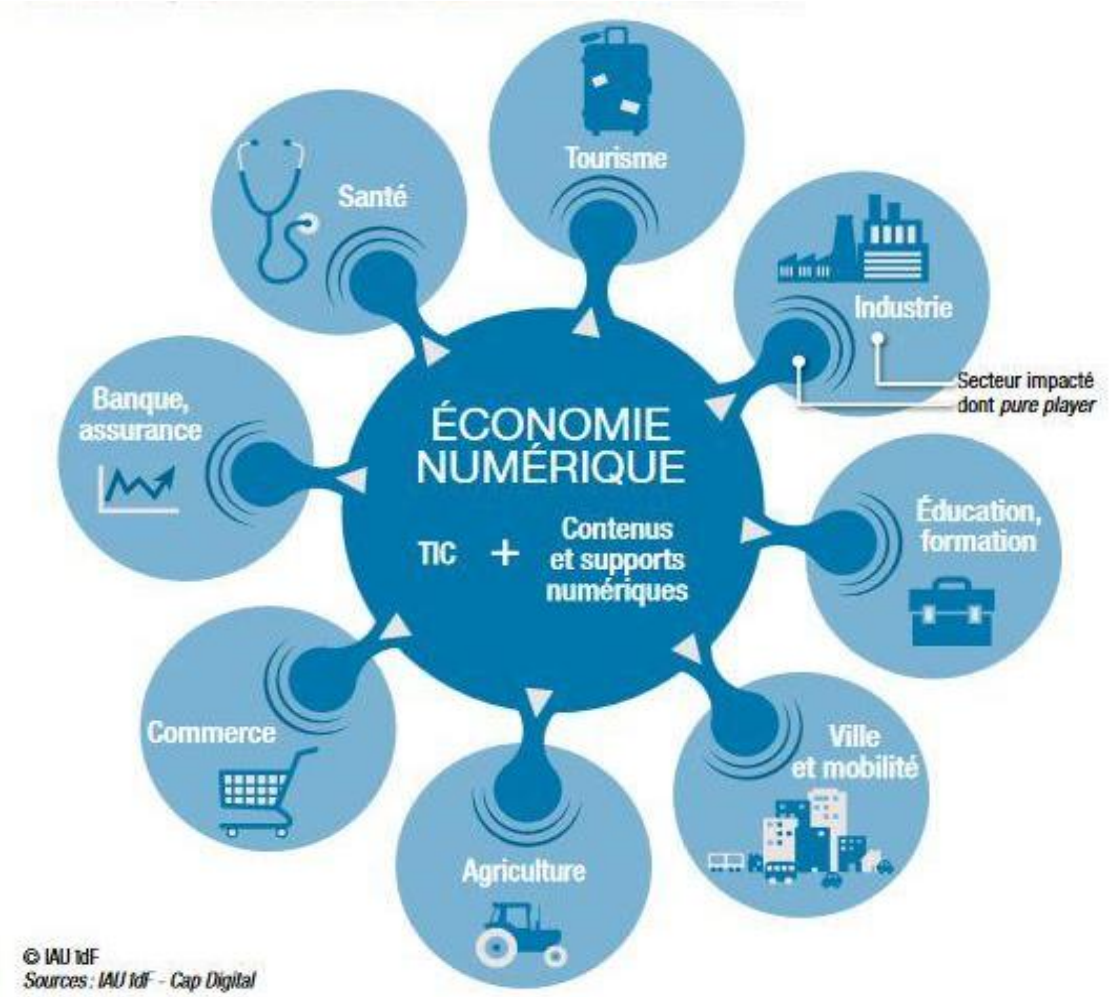


Figure 16 - Le numérique se diffuse dans l'ensemble de l'économie[99]

[99] IAU IDF, *Terres d'innovations*, juin 2017 (p.37)

- **Le SWOT de la Région Ile-de-France en matière de recherche et d'innovations**

Forces	**Faiblesses**
Nombre de chercheurs Important potentiel scientifique, forte implantation des organismes de recherche Production scientifique de premier plan dans toutes les disciplines Présence de grandes infrastructures de recherche 250 projets labellisés aux investissements d'avenir 11 pôles de compétitivité De nombreuses structures dédiées à la recherche partenariale et au transfert de technologies, dont 3 SATT, 4 IRT ou ITE, 20 instituts Carnot sur les 34 existants, 3 incubateurs « Allègre » et plus d'une vingtaine d'incubateurs adossés à la recherche et à des établissements d'enseignement supérieur 8 PEPITE entrepreneurs 1ère région française pour la création d'entreprises innovantes	Multiplicité et faible lisibilité des acteurs Liens insuffisants entre le monde de la recherche et le monde économique Difficulté d'accès à la recherche pour les TPE-PME-ETI Faible impact des publications scientifiques franciliennes (47e rang au niveau international) Niveau du capital-risque en deçà des besoins Peu d'événements scientifiques d'envergure internationale
Opportunités	**Menaces**
Forces scientifiques dans tous les secteurs disciplinaires Soutien notable des collectivités territoriales en matière de R&D Reconfiguration en cours des acteurs de l'innovation (SATT, IRT, IHU, etc.) Puissance des outils numériques, richesse des données Une population jeune et fortement diplômée	Fortes disparités territoriales au niveau social, économique, ESR Empilement des structures Divergences PME-ETI/grands groupes Montée en puissance rapide de clusters concurrents en formation, en recherche et en innovation à l'international

2.2. *Une vision pour le territoire : contribuer à faire de l'Île-de-France un territoire scientifique et technologique reconnu*

La Région l'Ile-de-France vise à être la 1ère région scientifique, technologique et économique d'Europe et l'une des plus importantes au monde. Elle doit pour cela conforter sa place en matière de recherche, améliorer son impact technologique, et économique et contribuer à mettre en œuvre toutes les connexions nécessaires entre ces différents mondes.

Il convient donc d'agir sur tous les niveaux du continuum : recherche fondamentale, valorisation en innovations et transfert vers les entreprises, acteurs associatifs, société civile, dans un objectif de création d'entreprises et d'emplois. Il est également nécessaire de rendre visible ce continuum à l'international afin d'attirer en Ile-de-France les meilleurs scientifiques et ingénieurs, les investisseurs les plus influents, les entreprises de toute taille, de toute activité et de tout stade (centre de R et D, usines, centres de décision, etc.) notamment celles dont l'activité est à fort contenu technologique et scientifique.

Ce maillage entre recherche-innovation-développement économique passe classiquement par le renforcement des liens, interactions, connexions, de coopérations originales et créatives entre le monde académique des laboratoires et l'univers entrepreneurial. Mais la Région doit aller au-delà et s'appuyer aussi sur la **richesse de sa population** (jeunesse, niveau de formation, nombre…) **et de son territoire** : ces deux dimensions sont indispensables pour que **la région se transforme en un véritable territoire d'innovations et d'expérimentations, en priorisant sur la mise en place de dynamiques de clustérisation par filière et par territoire**. L'objectif est de susciter la création de hubs d'innovations, symboles d'expérimentations, et porteurs de nouvelles pratiques, de nouveaux modes d'organisation et de fédération des acteurs, et de nouveaux process de collaboration entre acteurs académiques et économiques.

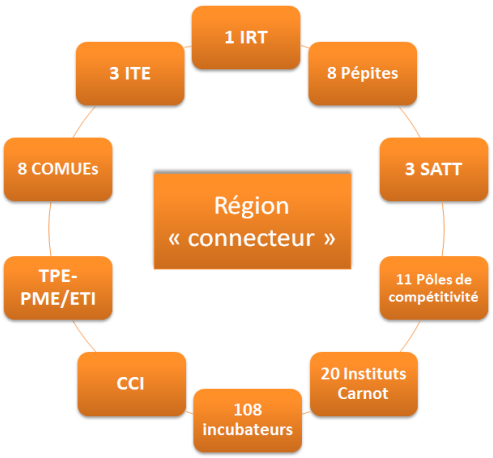


Figure 17 - L'écosystème de la Région fédératrice

La Région veut aider les acteurs à relever le défi consistant à **faire de l'Ile-de-France un « living lab » préfigurant d'importantes évolutions du système de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation français**. Pour ce faire, elle souhaite clarifier son positionnement en affirmant son rôle de promoteur d'une politique d'excellence scientifique et technologique et de créativité. Le territoire francilien doit devenir un lieu permettant d'encourager la prise de risque et les innovations à la fois technologiques, sociales et sociétales.

Le positionnement de la Région doit s'adapter aux publics visés. Pour les entreprises, la valeur ajoutée de la Région est évidente : par une activité de mise en relation, elle peut contribuer à structurer un territoire pour en favoriser le développement. Cela peut notamment se traduire par une mise en contact avec les forces des bassins d'emploi dans lesquels elles s'insèrent, tels que les lieux de formation pour le recrutement ou les laboratoires de recherche pour l'innovation. Cette connaissance du tissu économique positionne la Région comme l'acteur le plus pertinent pour assurer l'intermédiation entre universités, écoles, organismes de recherche, entreprises, et aussi avec les autres collectivités

territoriales. Mais la Région doit aussi apporter un soutien direct aux acteurs de la recherche et de l'innovation qui constituent un « actif » déterminant pour la croissance de son territoire. Ce soutien doit à l'évidence tenir le plus grand compte de l'autonomie des établissements et du rôle de l'Etat. Pour autant, la Région peut devenir un partenaire majeur du développement des établissements d'enseignement supérieur, en combinant une politique de développement territorial et un objectif de visibilité internationale qui s'impose nécessairement à une région aussi foisonnante que l'Ile-de-France.

2.3. Plan d'actions

L'action de la Région aura ainsi deux orientations principales.

La première tient à **l'intégration et au renforcement du continuum** permettant de valoriser la recherche en innovations, à même de contribuer au développement économique régional. Cela passe principalement par l'amplification des dynamiques portées par les acteurs eux-mêmes et par l'impulsion d'actions ciblées sur les acteurs ou les domaines qui en ont le plus besoin.

La seconde orientation consiste à **améliorer la lisibilité du système**. L'écosystème régional comporte en effet de nombreux acteurs, dont la densité et l'hétérogénéité gênent la lisibilité du système et freinent l'émergence de pôles bien identifiés à travers leurs atouts. La coexistence sur le même territoire de l'Etat, des collectivités, de nombreuses structures publiques et initiatives privées, entretient une confusion qui n'est pas propice aux solutions optimales dans la durée. L'action de la Région devra donc éviter de contribuer à l'effet de superposition. Elle doit plutôt mettre du liant en fonction de sa connaissance du terrain, des relations et du soutien qu'elle entretient déjà avec de nombreux acteurs. L'articulation du SRDEII et du SRESRI est à cet égard décisive.

En conséquence, les actions de la Région se déploieront suivant les deux items suivants :

- Soutenir la recherche et l'innovation partenariale (2.3.1)
- Connaître et faire connaître les compétences technologiques et scientifiques du territoire à tous les niveaux (local, national, international) (2.3.2)

2.3.1. Soutenir la recherche et l'innovation partenariale

- **Renforcer l'excellence scientifique et transformer la politique de soutien à la recherche**

Le soutien à une recherche d'excellence est essentiel. **La Région a développé plusieurs instruments (DIM, SESAME, Chaires, etc.) qui pourraient monter en puissance dans les années à venir**, notamment au profit des « DIM émergents », lesquels travaillent en vue d'obtenir le label de « plein exercice » en 2019. En lien avec le Conseil scientifique régional, la Région pourrait renforcer son soutien à l'émergence de forces de recherche par le soutien direct à des projets risqués et/ou prometteurs de jeunes chercheurs et/ou à la structuration de forces de recherche (« capacity building »). Ces actions pourraient être couplées avec la mobilisation d'autres instruments pour favroiser le développement **de logements** au profit des jeunes chercheurs de talent, **étude sur les déterminants de l'attractivité et la qualité de service offerte aux chercheurs étrangers** (en lien avec les partenaires de la Région telles que le réseau ACCESS de la CIUP ou Science accueil), etc.

La Région a également besoin de **simplifier et de mieux cibler les actions qu'elle déploie en faveur de la recherche et de l'innovation** en tenant compte de l'environnement national et européen dans lequel évoluent les chercheurs pour la recherche de financement. Plusieurs pistes d'action sont aujourd'hui envisageables.

Une première inflexion a été apportée pour les DIM labellisés en 2017**,** pour lesquels l'existence d'un programme de transfert et de valorisation a été un critère nouveau de sélection. Cette action est à la fois emblématique du soutien à la recherche apportée par la Région et de sa volonté de faire le lien avec le monde économique. Cette inflexion pourra se poursuivre à l'avenir, la Région ayant vocation, du fait de son positionnement tourné vers l'économie, à connecter les mondes de la recherche et de l'économie. Elle pourrait par exemple lancer **un appel à projets complémentaire tourné vers la recherche partenariale et s'appuyant sur les points forts ou les secteurs clefs mis en avant par les grandes universités franciliennes en construction.** Cet appel à projets pourrait également intégrer un volet innovation et formation afin de devenir l'instrument principal d'incitation de la Région pour connecter les établissements « ESRI » aux entreprises de leur territoire.

La **Région peut également connecter sa politique de recherche sur les orientations européennes pour faire levier sur celles-ci et valoriser en même temps ses forces spécifiques** : montée en puissances des humanités numériques en vue d'un futur « flagship » sur laquelle elle pourrait travailler avec l'Union Européenne, soutien à certaines forces de recherche pour bénéficier de programmes européens (sur le « flagship » physique quantique), soutien à l'accueil de scientifiques de haut niveau (en connectant par exemple les chaires Blaise Pascal au programme COFUND).

- **Développer les relations PME-ETI / universités / écoles**

Afin de contribuer à renforcer la densité des liens entre les entreprises et en particulier les PME/ETI, les universités, les écoles et les laboratoires franciliens, la Région pourrait porter quelques initiatives spécifiques et concrètes. Elle pourrait par exemple **susciter l'émergence de laboratoires communs académique/entreprises sur des filières ou avec des acteurs nouveaux, soutenir des tiers lieux et**

> « *Un des constats principaux est que les enseignant-chercheurs et leur environnement économique manquent de contacts souvent par méconnaissance.* ***Il est donc nécessaire de créer des ponts entre ces deux mondes qui ont tout à gagner à travailler ensemble et qui pourtant s'ignorent.*** » (Une enseignante-chercheuse en Sciences de la vie et de la santé)

incubateurs portant des projets d'étudiants ou proposés par des chercheurs, financer des chaires industrielles sur des thématiques de recherche intéressant directement le territoire, développer des équipements de recherche mutualisés avec des entreprises sur une filière identifiée, promouvoir le processus d'innovation inversée permettant aux établissements d'enseignement supérieur et aux laboratoires de recherche de proposer des solutions concrètes répondant à des défis proposés par des entreprises, soutenir des expérimentations promouvant l'émergence de nouveaux métiers et/ou de nouvelles démarches visant à mettre en relation les laboratoires et les PME/ETI pour le développement de ces dernières, etc.

Comme pour la formation, cette logique de lien pourra aussi se faire **en mobilisant les étudiants dans leur rôle de « passeur » entre le monde académique et celui de l'entreprise** : encouragement à des stages dans les PME franciliennes, soutien à l'entrepreneuriat étudiant, animation des « PEPITES » (cf. infra, partie 3), soutien à des « développeurs PME » dans les établissements, implication des étudiants dans les appels à projets d'innovation inversée, soutien à des projets originaux ancrés dans l'économie sociale et solidaire, soutien à l'emploi de doctorants dans les entreprises et dans les collectivités, etc.

- **Soutenir les structures d'innovation et de transfert de technologie**

La Région conduit depuis plusieurs années une politique de soutien aux lieux d'innovation (Incubateurs, tiers-lieux, etc.) et aux projets de recherche partenariaux (projets collaboratifs des pôles de compétitivité). Elle s'est également rapprochée des sociétés d'accélération du transfert de technologie dans lesquelles elle tient désormais un rôle d'observateur. Ces fondamentaux de la politique régionale d'innovation devront se maintenir à l'avenir : ils permettent à la Région de connaître et de soutenir ses territoires d'innovation en leur donnant les instruments de leur développement.

2.3.2. Connaître et faire connaître les compétences technologiques et scientifiques du territoire à tous les niveaux (local, national, international)

- **Faire la démonstration de la capacité d'innovations présente sur le territoire**

La Région veut pouvoir **communiquer autour des bonnes pratiques et des succès** qui pourraient avoir un effet d'entraînement sur les autres entités présentes sur le territoire.

> « ***Le soutien de la Région à des manifestations scientifiques ouvertes sur le monde économique est un plus certain.*** *Ce type de soutien ne serait pas obligatoirement important en termes financiers, mais probablement très important en terme d'image, et la Région pourrait utiliser ses listes de diffusion pour toucher plus de monde* » (Une chercheuse)

La Région souhaite également **favoriser la tenue d'événements scientifiques et technologiques d'envergure internationale** sur son territoire, comme Viva Technology ou le Congrès International des Mathématiques. Ces événements permettent d'une part aux entreprises et aux chercheurs de se rencontrer autour de leur sujet de spécialité et d'autre part de constituer une vitrine à l'international des ressources et compétences du territoire. Le rayonnement francilien à l'international peut également être apporté par le soutien à des **territoires d'innovation de grande ampleur (notamment en appui de l'appel à projets du PIA3), pour lesquels les campus universitaires et scientifiques constituent des « candidats » idéals.** Ces territoires très innovants sur différents champs (mobilité, performance

énergétique, ville intelligente, sécurité, etc.) peuvent préfigurer rapidement, à échelle réelle, ce que peut être une « **smart region** ».

La vitrine des compétences du territoire régional ne doit cependant pas se limiter à un public spécialisé. Dans ce contexte, les **initiatives à destination du grand public** seront également favorisées (cf. infra, CSTI). En outre, d'autres événements internationaux non-scientifiques peuvent témoigner des capacités d'innovations franciliennes. L'afflux de visiteurs du monde entier lors de l'exposition universelle ou des Jeux Olympiques représenteraient, à ce titre, une opportunité pour l'Ile-de-France : l'organisation de telles manifestations serait une manière de démontrer les ressources de la région, en matière d'innovations notamment.

- **Ouvrir la science à la société civile et au service des enjeux sociétaux de la région**

La mise en valeur des forces scientifiques et technologiques de la région ne doit pas se limiter à un public spécialisé. Les **initiatives à destination du grand public** et notamment des jeunes, sont essentielles. Promouvoir la science, donner accès au contenu et à la démarche scientifique au plus grand nombre, diffuser les initiatives et les réussites, tout cela permet de rapprocher science et société civile et génère de nouvelles vocations, de nouveaux usages. Fort d'un potentiel important d'opérateurs en Ile-de-France, la Région propose ainsi de concentrer son action de diffusion scientifique (Culture Scientifique et Technologique Industrie - CSTI) dont elle a la compétence sur des objectifs spécifiquement liés à son territoire et aux ambitions exprimées dans le SRESRI : rapprochement et structuration des acteurs, promotion des filières et des métiers scientifiques, notamment auprès des publics féminins, égalité des chances.

Les initiatives soutenues auront pour premier objectif de structurer et de professionnaliser les acteurs sur le **territoire** et d**'encourager les fertilisations croisées entre les acteurs de la CSTI et les acteurs de l'innovation** : nouveaux usages liés au numérique, nouveaux lieux, nouveaux partenariats entre les écoles, les établissements de recherche, l'industrie et les organisations de la société civile, en s'inspirant des meilleures pratiques sur le territoire. Le second objectif sera aussi de préparer les emplois et les industries de demain **en valorisant les carrières scientifiques et technologiques auprès de la jeunesse**.

- **Animer les différents réseaux de recherche et d'innovation sur la base d'une cartographie fine**

Pour contribuer à la connaissance des compétences technologiques et non-technologiques de la région Ile-de-France, la compréhension exhaustive des forces et faiblesses du territoire apparait nécessaire. Cela implique le recensement des différentes entités présentes. La Région souhaite ainsi **la mise en place d'une cartographie des lieux de recherche, de transfert de technologie, d'innovations et de compétences** sur le territoire, afin de favoriser leur articulation avec les besoins des entreprises diagnostiqués dans le cadre de la stratégie « #Leader » et des bassins d'emploi. A terme, cette brique sera décisive dans la construction et l'exploitation intelligente d'un entrepôt de données ouvertes sur la région Ile-de-France.

Sur la base de cet outil, accessible et mobilisable aussi bien pour les démarches de marketing territorial à l'international (Paris Region Entreprises) que pour la connaissance des bassins d'emploi, la Région

pourra mener une politique d'animation des réseaux d'acteurs pour favoriser les connexions avec l'ensemble des outils d'intervention précités. A cet effet, il convient de souligner que la démarche de construction du SRESRI a déjà permis de mettre en relation des acteurs qui ne travaillent pas ensemble (ex : travail en commun des SATT/IRT/Instituts Carnot avec PRE) : ces démarches devront se multiplier à l'avenir.

L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, LA RECHERCHE, L'INNOVATION AU SALON VIVATECH

Multiplier les connexions entre étudiants, chercheurs et entreprises

Vivatechnology 2017 a accueilli **68 000 visiteurs et 6000 start-ups** Porte de Versailles. Ce fut LE rendez-vous immanquable des hautes technologies cette année. La Région a pris le parti de valoriser le potentiel de ses étudiants entrepreneurs, de ses laboratoires de recherche et de ses nouveaux lieux d'innovation.

En pratique…

Elle a ainsi accueilli la conférence de presse annonçant le déploiement du programme « PEPITE Starter Ile-de-France » à Station F avec Schoolab qui donne à **80 étudiants entrepreneurs** l'opportunité de bénéficier d'un espace dédié au cœur du plus grand incubateur du monde avec un accompagnement personnalisé assuré par Schoolab et le programme PEPITE. 7 étudiants ont eu l'opportunité de présenter leur produit ou service à VivaTech. R-Pur, masque anti-pollution créé par de jeunes étudiants incubés aux Arts et Métiers ; True Spirit, matériel d'analyse du vin à destination des vignerons incubé à l'Institut d'Optique ; Smart'Grad, solution d'aide au diagnostic du cancer développée par un doctorant de l'Université Pierre et Marie Curie… tous ont pu exposer aux géants de la high-tech leur savoir-faire.

Deux sessions ont été dédiées à **13 start-ups, spin-off des établissements d'enseignement supérieur et de recherche d'Ile-de-France.** A la recherche de fonds, ces entreprises suivies par les trois Sociétés d'Accélération et de Transfert de Technologie d'Ile-de-France ont eu l'opportunité de rencontrer les investisseurs présents sur le salon.

Désireuse de nouer des partenariats avec les start-ups dans tous les domaines, la Région a organisé son « **challenge orientation »** qui lui a permis de repérer des start-ups proposant des solutions originales pour aider les étudiants à faire des choix éclairés. Elle continuera à travailler avec celles-ci à l'avenir, notamment avec « Hello Charlie », gagnant du challenge 2017.

VivaTech a aussi été l'occasion de positionner l'Ile-de-France comme territoire de lieux d'innovation où chercheurs et entrepreneurs coopèrent sous le même toit. Le stand de l'Ile-de-France a ouvert son espace à DIGITEC, l'IMT Starter, Creative Valley, aux incubateurs, aux FabLab…

2.4. Indicateurs

Dans le cadre de sa mission de pilotage du SRESRI, la Région s'engage à mener des démarches d'évaluation quantitative et qualitative. Les différentes actions conduites par la Région seront évaluées chacune à leurs niveaux.

Dans l'objectif de développer une démarche autoréflexive sur l'action publique de la Région, une évaluation globale du SRESRI sera conduite par un laboratoire de recherche extérieur et indépendant (cf. conclusion).

A titre illustratif, les indicateurs suivants pourront être mobilisés dès à présent :



Indicateurs de suivi quantitatifs :

- **Entrepreneuriat étudiant :** *nombre d'étudiants entrepreneurs*
- **Lieux d'innovation :** *taux d'occupation et activité au sein des lieux d'innovations soutenus par la Région*
- **Evaluation des DIM :** *nombre de projets collaboratifs et partenariaux identifiés ou accompagnés dans le cadre des DIM*
- **Culture Scientifique, Technique et Industrielle :** *nombre d'événements organisés pour et/ou avec la société civile et nombre de jeunes participant à ces actions régionales de diffusion de la CSTI*



Indicateurs de suivi qualitatifs :

- **« Observatoire » de l'innovation et du transfert de technologie en Ile-de-France :** *montée en puissance de la connaissance statistique en Ile-de-France, taux d'occupation et activité au sein des lieux d'innovations, etc.*
- **Enquête sur la connexion entre mondes académique et économique :** *évaluation des secteurs en tension, des impacts des publications scientifiques, de la reconnaissance du doctorat, etc.*

3. Soutenir des universités et des campus franciliens de niveau mondial

Renforcer l'attractivité et le rayonnement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche à l'international est une priorité pour faire de la région Ile-de-France un territoire de classe mondiale. La concentration d'universités de rang mondial, d'entreprises, d'infrastructures de recherche et de lieux d'innovation peut produire une valeur ajoutée exceptionnelle pour le développement du territoire.

3.1. Constats et enjeux : une action résolue et nécessaire pour renforcer l'attractivité

3.1.1. Une attractivité réelle de l'Ile-de-France mais très fortement concurrencée par d'autres régions du monde

- **Une attractivité encore importante auprès des étudiants et des doctorants**

L'Ile-de-France, malgré la très forte concurrence de certaines régions européennes et la montée en puissance des universités des pays émergents, conserve une forte attractivité et un leadership indéniable dans l'accueil des étudiants étrangers. Outre l'excellence de la formation, la qualité de vie française ou le dynamisme de son économie, la culture et la langue française font que la France est le premier pays non anglophone d'accueil d'étudiants étrangers.

Plus du tiers des étudiants étrangers accueillis en France (35%, soit 107 000 étudiants) choisissent l'Ile-de-France pour leurs études[100], 55% d'entre eux étudient à Paris intra-muros, et 42% y résident[101]. Paris est la seconde ville étudiante préférée dans le monde, devant Londres[102]. Le nombre d'étudiants étrangers accueillis en Ile-de-France est en constante hausse. Il a augmenté de 4,5% entre 2012 et 2015, principalement sur l'académie de Versailles dont les capacités de formation et d'accueil ont, elles aussi, progressé.

La part d'étudiants étrangers par rapport à la population estudiantine totale dans la région est de 16,1% en 2015[103], taux le plus élevé de France. 41% des doctorants sont étrangers en France (et 43,5% en Ile-de-France[104]), ce qui hisse la France au 4ème rang au niveau mondial pour ce critère en proportion, devant les Etats-Unis. 10,4% des 14 802 enseignants chercheurs sont étrangers en Ile-de-France[105], ce qui en fait un des taux les plus élevés de France (ce chiffre ne prend pas en compte les 34 331 chercheurs des organismes de recherche, pour lequel la part d'étrangers n'est pas disponible). **Cette capacité d'attraction des talents pourrait se doubler d'une participation durable de ceux-ci au dynamisme économique du territoire francilien : les étudiants étrangers hautement qualifiés (Master et au-delà) envisagent à 57% d'y trouver leur premier emploi**[106].

La francophonie est un élément essentiel de cette attractivité : le français est la 5ème langue la plus parlée au monde avec 284 millions de locuteurs mais surtout la seconde langue la plus apprise, même si un nombre important de formations (1300) sont aujourd'hui dispensées en anglais, ce qui permet d'attirer des étudiants dont la maîtrise de la langue française n'atteint pas un niveau professionnel. Les

[100] Campus France, Etude « Etudiants internationaux, les chiffres clefs », février 2017
[101] IAU, *Les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur en Ile-de-France*, février 2017
[102] Classement QS Best Cities Ranking 2016
[103] MENESER-DGESIP, Donnée sur la population étudiante, 2015
[104] Service Statistique Académique – Paris, Note d'informations N° 01.2013, juillet 2013
[105] STRATER 2016, MENESRI
[106] Campus France, février 2017, ibid.

étudiants étrangers apprécient également le coût de la formation faible comparé aux pays anglo-saxons.[107]

- **Des interrogations sur la balance des talents**

Ces différents chiffres démontrent une attractivité forte de la France et singulièrement de la région Ile-de-France pour les étudiants et les personnels d'enseignement et de recherche. **Néanmoins, soumise à une compétition particulièrement intense, l'Ile-de-France connaît un certain effritement de sa position.** La progression des étudiants accueillis en Ile-de-France est de 6% entre 2004 et 2014, contre 23% dans les autres régions[108] ce qui amène à s'interroger sur la capacité d'attraction réelle d'établissements franciliens pourtant prestigieux. Certaines difficultés s'accumulent à l'échelle nationale[109] **:** difficulté à retenir les meilleurs chercheurs et les meilleurs doctorants, concurrence des autres pays de l'OCDE pour l'accueil d'étudiants étrangers de haut niveau, signes d'une possible « perte nette » sur le marché des talents scientifiques confirmés, etc. **Si les statistiques manquent à l'échelle régionale pour mesurer la « balance des talents francilienne », tout porte à croire qu'il faudra y être particulièrement attentif pour un territoire qui représente à lui seul 40% de la recherche française.** Le témoignage des acteurs directement concernés corrobore en tout cas cette analyse : présidents d'universités et directeurs d'écoles franciliens ont fait état, dans le cadre du processus de concertation préalable au SRESRI, des difficultés qu'ils rencontrent pour jouer à « armes égales » avec leurs compétiteurs. Si **la Région ne peut pas affronter seule cette difficulté de dimension nationale, elle peut et doit pourtant agir activement sur certains déterminants essentiels : conditions globales d'accueil (services, logements), mobilité étudiante, marketing à l'international, chaires, notamment.**

> *« Une part importante de l'enseignement supérieur est financée par des prélèvements obligatoires pour former des « cerveaux » qui in fine sont de plus en plus nombreux à partir renforcer des économies étrangères. Il faut donc* ***élaborer une stratégie cohérente visant, non pas à retenir les qualifiés, mais à encourager leur retour et les arrivées de personnes qualifiées de niveau équivalent****. »* (Note d'analyse CAE, mai 2016)

3.1.2. Des établissements et des campus qui doivent rejoindre les standards internationaux

Pour assurer son rayonnement, la Région aura besoin d'établissements particulièrement visibles à l'international, à la hauteur de son potentiel de recherche, de formation et d'innovation (premier enjeu). Elle doit donc orienter sa politique en fonction de cette ambition transversale. Elle devra notamment pour cela mener une action résolue sur la constitution de campus aux meilleurs standards, véritables supports de la vie concrète des étudiants, des chercheurs, des entreprises implantées sur le site, etc. (deuxième enjeu).

[107] IAU, février 2017, ibid.
[108] IAU Idf, *Les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur français*, d'après OVE 2013
[109] CAE, Note d'analyse *« Préparer la France à la mobilité internationale croissante des talents »*, Mai 2016.

- **Une visibilité encore trop faible des établissements franciliens**

L'Ile-de-France est dotée d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche parmi les meilleurs à l'échelle française, européenne et mondiale. L'Ile-de-France compte aussi bien des établissements de grand prestige à effectifs relativement restreints (Ecole polytechnique, HEC, Ecoles Normales Supérieures, Centrale-Supelec, Ecole des Mines, etc.) que des universités tout aussi prestigieuses mais à public plus large (Université Pierre et Marie Curie, Université Paris-Sud…). Les classements, instruments de mesure certes imparfaits mais très largement médiatisés et utilisés dans le monde entier, témoignent de cette excellence des établissements franciliens qui y sont assez largement présents. Mais la performance globale des établissements d'enseignement supérieur français (et franciliens) n'est probablement pas à la hauteur du potentiel de la 5ème économie du monde.

11 universités ou écoles franciliennes sont référencées dans le top 500 du classement de Shanghai 2016 (sur les 22 françaises dans le top 500), et 3 dans le Top 100 (sur les 4 françaises). Il en est de même dans le classement « Times Higher Education » où, sur les 27 établissements français classés en 2017, les 9 premiers sont franciliens. Mais trop peu d'établissements parisiens entrent dans le top 50 des différents classements[110].

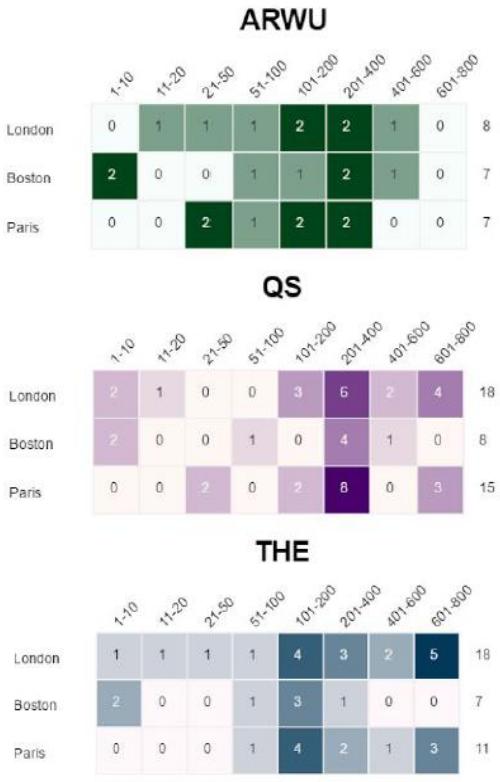


Figure 18 - Nombre d'universités classées par ville dans les trois classements les plus renommés (Academic Ranking of World Universities – Shanghai Ranking ; QS World University Rankings ; Times Higher Education)

Ce déficit de visibilité par rapport à la qualité réelle de l'« ESR » francilien tient notamment à un **fractionnement qui ne permet pas à la France de cumuler dans un seul établissement tous les « paramètres » pris en compte dans ces classements** : excellence et intensité de la recherche et de la formation, effet de concentration et d'intégration entre recherche et formation, qualité du transfert de technologie, employabilité et réputation auprès des employeurs, intégration dans des réseaux internationaux, etc. Alors que l'Université Paris-Saclay, Paris Sciences et Lettres, ou Sorbonne Université ont le potentiel pour être reconnues dans le top 30 du classement de Shanghai[111], les classements individuels des établissements membres de ces regroupements, même pour les meilleurs, sont nettement moins bons, allant parfois au-delà de la 100ème place. Les classements basés sur la puissance et l'excellence de la recherche (ARWU) favorisent plutôt les capacités de recherche des universités franciliennes, tandis que ceux qui prennent en compte la qualité de l'enseignement, la réputation et l'employabilité notamment auprès des employeurs (QS, THE) permettent aux écoles franciliennes de mieux figurer (Polytechnique, Sciences Po, Ecole Centrale, HEC, ESSEC, etc.), ainsi que le montre le graphique ci-dessous.

[110] SIRIS Academic, *The academic structures of Boston, London and Paris: a comparison*, octobre 2016 (p. 13)
[111] SIRIS Academic, *The academic structures of Boston, London and Paris: a comparison*, octobre 2016
Domingo DOCAMPO, Daniel EGRET et Lawrence CRAM, *French COMUES and the Shanghai Ranking,* octobre 2014

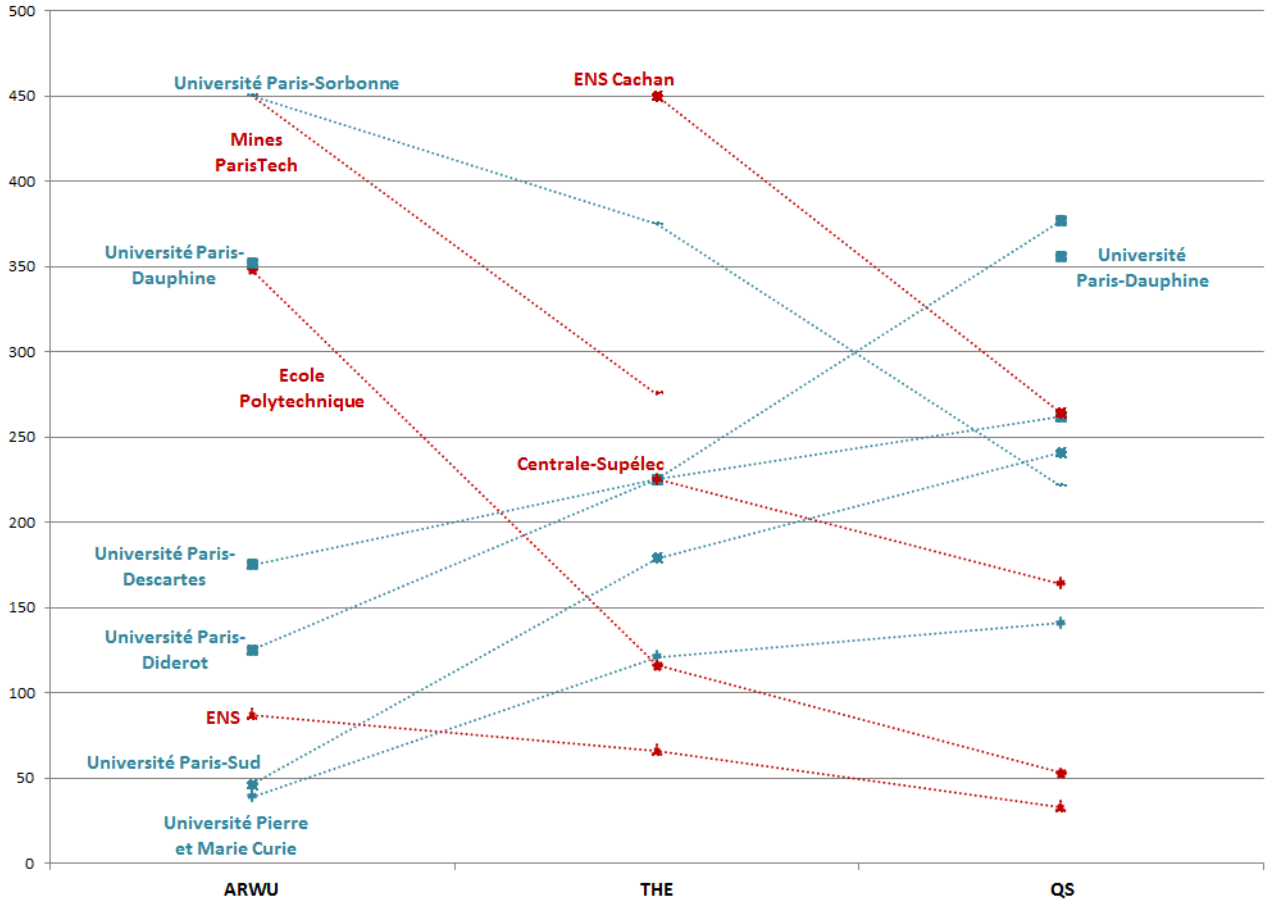


Figure 19 – Rang de classement des grandes écoles et universités selon les différents classements internationaux

Cette fragmentation est donc manifestement un handicap au regard de l'objectif de bien figurer dans l'ensemble des classements internationaux les plus importants. A l'inverse, la coexistence au sein d'un même site, et a fortiori d'un même établissement, de différents paramètres (puissance de recherche, excellence de la formation et des étudiants, dimension internationale, capacité de travail partenarial avec les entreprises, etc.) apporterait une grande **valeur ajoutée socio-économique**[112] qui serait vraisemblablement repérée par ces classements, comme en témoigne l'entrée remarquée de PSL à la 38ème place du classement Times Higher Education.[113]

L'existence de ce type d'université « complète » semble encore faire défaut au territoire francilien, ce qui est évidemment problématique au regard de **l'intensité de la compétition mondiale** qui prend place entre des zones (Europe, Etats-Unis, Asie, etc.), des pays, des territoires et des établissements. La compétition entre clusters construits autour de forces d'enseignement supérieur et de recherche synthétise ces différentes échelles d'analyse. Elle pourrait conduire à l'émergence d'une conception nouvelle de la « grande université », invitée à se faire une place sur la scène internationale aux côtés des acteurs traditionnels de la puissance comme les Etats ou les multinationales[114]. L'ambition affichée de ces universités sera clairement mondiale, comme le montrent déjà le Plan stratégique 2013-2018

[112] Biggar Economics, *Economic Contribution of the LERU Universities*, août 2015
[113] Times Higher Education, World Reputation Rankings, 2017
[114] Cédric DENIS-REMIS et Armand HATCHUEL, « L'université mondiale de demain : un nouveau type de puissance ? », *ParisTech Review*, 15 février 2017

d'Oxford et la proclamation de l'Université de Berkeley de sa volonté d'améliorer le monde[115]. **La région Ile-de-France a le potentiel pour accueillir des universités comparables, notamment grâce à ses trois « Initiatives d'excellence » (Sorbonne Université, Paris Sciences et Lettres et Université Paris Saclay), dont deux (PSL et UPS) qui sont engagées aujourd'hui dans un processus de rapprochement entre des institutions prestigieuses de nature très différente, synonyme d'une refondation profonde et nécessaire de notre système d'enseignement supérieur**. L'Université Paris Saclay se singulariserait particulièrement par sa capacité à nourrir en amont un véritable « cluster mondial » [116] unique en France qui réunirait sur un territoire défini des entreprises, des incubateurs, des équipements scientifiques, des démonstrateurs technologiques de très haut niveau, comparable seulement à quelques sites équivalents dans le monde (Silicon Valley, Boston, Beijing, Bangalore). La réussite de ce « cluster », en partie conditionnée par la réussite de l'Université Paris Saclay elle-même, est donc d'une très haute importance stratégique pour la région et plus globalement pour la France toute entière.

La région peut enfin compter sur une « infrastructure de recherche » en sciences humaines et sociales exceptionnelle avec la montée en puissance du Campus Condorcet. Les SHS sont un des atouts différenciant du territoire francilien. Elles sont traversées par des transformations méthodologiques très importantes induites par les outils numériques (logiciels, données) dans toutes les disciplines (géographie, sociologie, économie, sociologie, littérature, etc.), qui pourrait justifier une initiative spécifique (cf. partie 2).

- **Des difficultés spécifiquement franciliennes sur les campus**

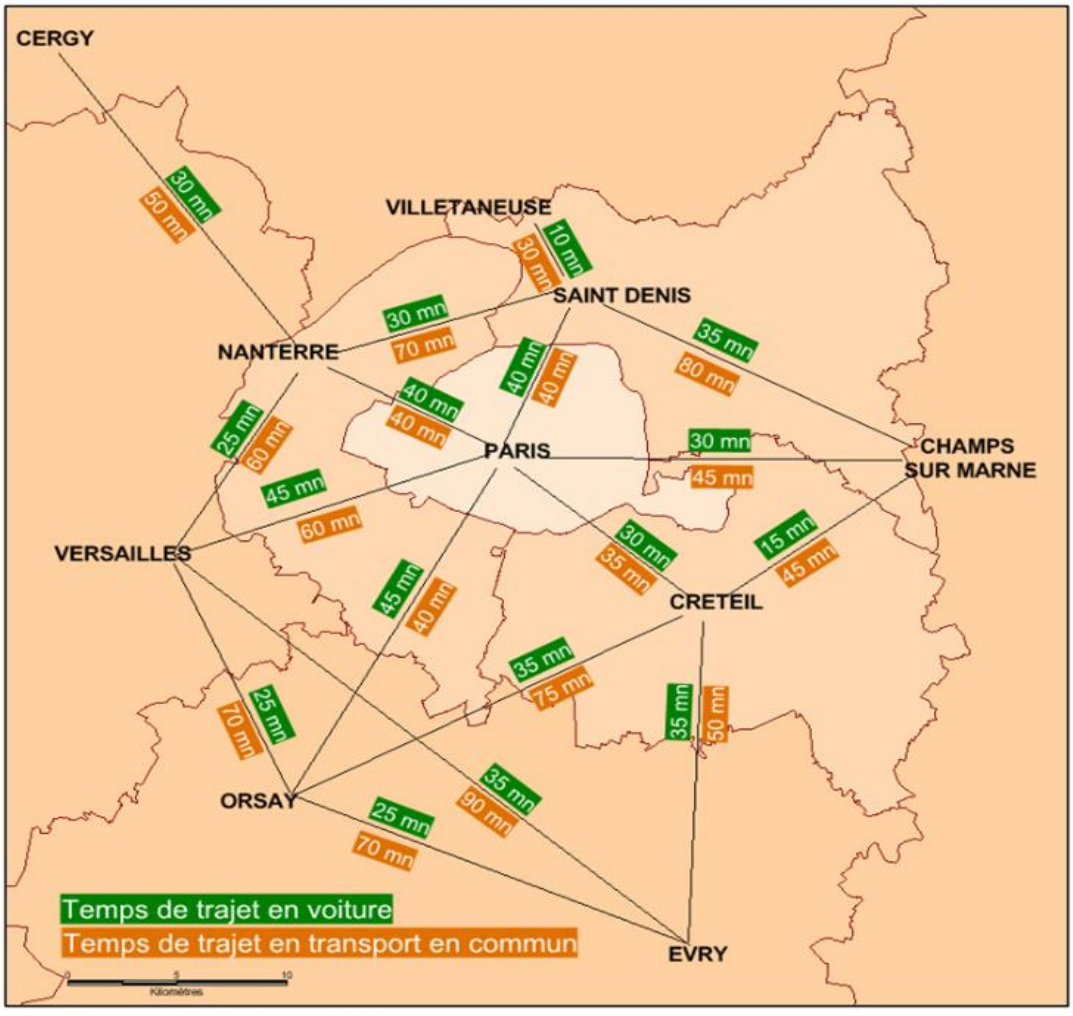
A côté de ces réalités fondamentales que sont la gouvernance ou la concentration des forces de recherche et de formation des universités, de nombreux autres facteurs conditionnent la réussite et l'attractivité de ces futurs universités et clusters. La dynamique favorable aux autres régions françaises concernant l'attraction d'étudiants étrangers invite à réfléchir sur une dimension particulièrement importante pour ce public : **la recherche d'une « expérience étudiante » de grande qualité,** qui déborde le seul prestige de l'établissement et des formations reçues (pour lesquels l'Ile-de-France conserve un avantage). Vie de campus et « sentiment d'appartenance », qualité et coût de la vie (coût des logements, transport), diversité des expériences (activités associatives, vie culturelle et sportive, entrepreneuriat, stages, etc.) sont autant de déterminants de cette expérience étudiante globale. Sur ces différents points, des marges d'amélioration importantes existent pour les universités et campus franciliens.

Le logement et le transport peuvent jouer en la défaveur de l'Ile-de-France : seuls 54% des étudiants étrangers sont globalement satisfaits de leur logement, contre 75% de leurs homologues français.[117] Les raisons de cette insatisfaction portent principalement sur le prix (seuls 35% de satisfaits), la superficie (43%), la distance au lieu d'étude (46%) ou encore le confort. **Ces difficultés concernent évidemment l'ensemble des étudiants.** Plus de 6 jeunes sur 10 habitent encore chez leurs parents, un chiffre très élevé comparé aux autres régions. Parmi les étudiants qui se logent en dehors du foyer familial, l'offre spécifique de logement social étudiant est insuffisamment développée avec seulement 11 logements pour 100 étudiants[118], certaines académies (Créteil) étant particulièrement en difficulté[119], à comparer

[115] Site internet de l'Université de Californie à Berkeley: "*Berkeley is a place where the brightest minds from across the globe come together to explore, ask questions and improve the world*",
[116] La MIT Technology Review identifie 8 clusters mondiaux dont Paris Saclay, juillet 2013 : https://www.technologyreview.com/s/517626/infographic-the-worlds-technology-hubs/
[117] IAU Idf, *Les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur Français*, d'après OVE 2013
[118] Conseil Régional d'Ile-de-France, *Actualisation du schéma régional logement étudiant*, juin 2015

avec une moyenne nationale supérieure à 14 logements pour 100 étudiants[120]. La Région a consenti à un effort conséquent ces dernières années (en 2008, ce chiffre n'était que de 8 pour 100), mais le défi « quantitatif » demeure.

A cette difficulté de se loger, se combine une obligation de se déplacer, qui peut être expliquée par plusieurs raisons cumulatives. Les prix très élevés des loyers à Paris intra-muros où se situent encore la majorité des établissements d'enseignement (335 000 étudiants sont inscrits dans les établissements franciliens, soit plus de la moitié du nombre total d'étudiants dans la région) poussent les étudiants (et les bailleurs) à se loger ailleurs. Seules 17 000 places de logements sociaux, moins du quart du total de la région, sont disponibles dans Paris. C'est aussi la trop faible densification des différents campus franciliens en matière de logements étudiants qui expliquent un temps de transport élevé[121]. De manière générale, **la part du budget consacrée au logement par un étudiant est de 55% contre 48% au niveau national[122] et le temps de trajet moyen dépasse 30 minutes** (un temps largement supérieur aux autres régions) via un réseau de transport performant mais assez chargé et souvent soumis à des perturbations.



Source : Diagnostic Strater Ile-de-France, 2016

Figure 20 – Distance horaire entre les principales villes universitaires[123]

[119] Cour des Comptes, Rapport annuel, 2015
[120] IAU, *Le logement étudiant en Ile-de-France : éléments pour un schéma régional*, 2008
[121] Le temps de transport est toutefois un critère de la politique régionale de soutien au logement étudiant, avec un seuil à 30 minutes maximum entre le lieu de la résidence et le lieu d'étude.
[122] IAU, *Territoires de la vie étudiante en Ile-de-France*, octobre 2016
[123] MENESR, Diagnostic Strater, ibid. (p.88)

Enfin, à côté de ces paramètres objectifs et très structurants de « l'expérience étudiante », les étudiants français ou internationaux sont sensibles à d'autres dimensions de celle-ci dont témoignent désormais les très nombreuses études ou sondages sur le sujet[124]. Sont ainsi mis en avant la qualité de l'enseignement et des méthodes pédagogiques, mais aussi les compétences et le capital social induits par la diversité des expériences (associatives, culturelles, économiques) permises par la vie étudiante.

> « *Pour les étudiants chinois, la question de* ***l'identité géographique du campus, en tant que lieu de vie immédiatement identifié et « accolé » à l'université****, est* ***un critère essentiel de choix*** *pour étudier à l'étranger.* » (Une diplomate française en charge des questions d'enseignement supérieur et de recherche en Chine)

Cette vision plus large de l'expérience étudiante est primordiale : i**l s'agit de garantir un continuum entre études, vie sociale, vie de campus, premiers engagements actifs dans associations ou des projets d'entreprise, afin de permettre l'émergence chez les étudiants d'un sentiment d'appartenance à une communauté, et singulièrement à une université, qui saura en même temps les projeter dans la « vie active » en intégrant ces composantes au sein même de la vie étudiante**. Les exemples des campus étrangers montrent qu'il est essentiel de disposer d'une vie de campus et d'une vie étudiante riche et développée, réfléchie en amont, ceci afin de favoriser l'apparition d'une communauté de campus qui est en même temps une communauté étudiante, celle de l'université. L**e campus donne une réalité géographique, esthétique, symbolique, à l'université avec laquelle il se confond et qui décuple son attractivité**. Le développement d'une offre d'hébergement, d'une offre culturelle, la présence d'installations commerciales, d'équipements sportifs, l'intégration de laboratoires de recherche publique ou privée, d'incubateurs, de locaux d'entreprises et tout particulièrement de start-ups au sein d'un campus sont des marqueurs de l'expérience étudiante , qui doivent favoriser les passerelles entre ces différents mondes (stages, pédagogie par projets, emploi étudiant, entrepreneuriat étudiant, engagement associatif, etc.).

> *« **L'innovation pédagogique et le numérique** commencent depuis 10 ans à faire leur chemin dans l'université. Cependant ce **développement** est **trop lent et très peu réactif**. Notre université commence à investir sur les MOOC alors que le MOOC est déjà un modèle en fin de course. Ce manque de dynamisme et d'innovation est largement dû à l'**absence de la reconnaissance par nos institutions de ce travail d'innovation par les enseignants chercheurs »** (Une enseignante-chercheuse en Sciences de la vie et de la santé)

La pédagogie est le dernier élément clef de l'expérience étudiante sur lequel les acteurs de terrain insistent. Profondément bouleversée par la révolution numérique, la pédagogie connait un foisonnement d'initiatives, d'expériences, d'évaluations, y compris en France. Les nouvelles pédagogies (telles que la pédagogie inversée, par projets, etc.) et le développement des pratiques digitales permettent d'assurer la modularité des formations et d'adapter ces dernières aux besoins ou contraintes des individus, des enseignants et des entreprises. Certains établissements franciliens ont récemment lancé des formations certifiantes intégralement à distance, ce qui démontre l'appétence pour ce nouveau médium d'enseignement.

Tous les acteurs de la formation ne se sont pas pour autant appropriés cette révolution numérique. La précipitation vers le tout numérique ne saurait d'ailleurs constituer une option raisonnable : les premières études menées démontrent qu'il persiste un légitime attachement au présentiel. Toutes les incitations n'ont pas non plus été mises en place par la puissance publique. Le cadre juridique de la formation professionnelle a tardé à s'adapter aux possibilités offertes par le numérique. La qualité de la formation est aussi tributaire de la mise à disposition de locaux et d'équipements adaptés – ce qui ne peut qu'interpeller la Région sur son soutien aux bâtiments et équipements des campus.

[124] Voir par exemple les études menées par THE, Universities.uk, la montée en puissances d'acteurs tels que « studyportals », ou les blogs d'influences comme http://blogs.studyinsweden.se/.

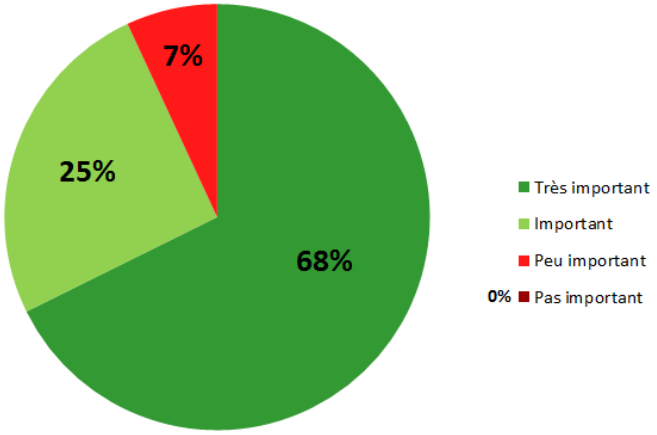


Figure 21 - Réponses des étudiants à la question *« Quelle importance accordez-vous à l'usage d'outils numériques dans le cadre de votre formation ? »* lors de la consultation publique

> *« **Il n'y a pratiquement pas de lieux de vie sur le campus de Saclay, nous sommes obligés d'aller sur Paris pour prendre un simple verre**. »* (Une étudiante)

Aujourd'hui, il est évident que les établissements franciliens ne disposent pas encore de tous les outils permettant de favoriser une expérience étudiante de très haute qualité. La révolution pédagogique n'a pas encore massivement transformé les pratiques et les outils des enseignants des universités et écoles publiques qui sont désormais concurrencés par la montée en puissance d'acteurs privés très efficaces et agiles. Des initiatives existent[125], qu'il convient de multiplier et pour lesquelles il est aussi nécessaire de réfléchir aux conditions de leur généralisation.

La montée en puissance des « campus » en Ile-de-France est également visible : plan campus, mouvements au sein des établissements parisiens (Sorbonne Université, Paris Sciences et lettres) pour constituer des ensembles visibles et cohérents (ne serait-ce que sur la signalétique), projets de campus à Saclay, Paris-Est ou Paris-Seine totalement intégrés à la création de la nouvelle université, montée en puissance de tiers lieux, de vitrines technologiques souvent soutenus par la Région au sein des campus, etc. Les solutions à apporter pour poursuivre ce développement seront nécessairement partenariales : elles engagent l'Etat (les CROUS), les collectivités, les établissements, les associations étudiantes ou de culture scientifique, technique et industrielle, etc. Il est également clair qu'une véritable politique de **marketing international[126] doit être développée** par l'échelon territorial de manière complémentaire à celle des universités pour faire connaître ces transformations et attirer efficacement les meilleurs étudiants et chercheurs.

> *« **Nous manquons de locaux ouverts et agréables favorisant des rencontres entre professionnels et étudiants. Nous avons parfois, sinon souvent, honte des lieux où nous travaillons et qui ne sont pas flatteurs pour l'enseignement supérieur.** Du coup, on hésite à faire entrer chez nous des entrepreneurs habitués au luxe des grandes écoles ou écoles privées. La Maison des étudiants, financée par la Région nous a aidés aussi à prendre conscience de ce manque »* (La responsable administrative d'une université)

[125] On peut notamment penser aux projets d'IDEFI et IDEFI-N, DUNE, Disrupt Campus, conduits conjointes par le MESRI et le CGIn ainsi que l'appel à projets à venir « Nouveaux cursus à l'université ».

[126] Le Colloque Campus France/IAU mettait notamment en avant les initiatives de la région de Sydney et son portail numérique, le 7 juin 2016 : http://www.study.sydney/english/learn/

- **Le SWOT de la Région Ile-de-France en matière d'attractivité et de rayonnement**

Forces	Faiblesses
Forte attractivité de « Paris Region » pour les étudiants et les enseignants-chercheurs Établissements d'excellence	Transports encore insuffisants Visibilité internationale limitée à certains sites Faible identité de campus
Opportunités	**Menaces**
Dynamique IDEX-ISITE Travail en cours sur les classements internationaux Mobilité sortante en forte expansion Potentiel de la marque « Paris Region » à l'international Des marges de manœuvre à exploiter : communication, financements européens, etc.	Intensité et vitesse de la concurrence au niveau international Incertitudes sur les coopérations ESR existantes dans le cadre des regroupements Incertitudes sur la balance des talents Sécurité

3.2. Une vision pour le territoire : des universités et des campus au cœur de « clusters » de rang mondial

L'envergure de l'Ile-de-France la place directement au cœur des problématiques de transformation de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'échelle nationale et internationale. La très grande diversité de son territoire implique une structuration adaptée à cette puissance et à cette diversité d'acteurs.

La construction d'universités reconnaissables à l'international doit constituer la « figure de proue » de l'attractivité du territoire. L'Ile-de-France compte 8 « COMUE », dont 3 IDEX (PSL, Université Paris Saclay, Sorbonne Université) et 2 ISITE (Université Paris Seine, Université Paris Est), qui sont toutes engagées dans des réflexions stratégiques ambitieuses, sur la base de leurs points forts. La Région doit tout mettre en œuvre pour **favoriser la réussite de ces mouvements de transformation, souvent courageux et visionnaires**, ce qu'elle a commencé à faire avec succès pour les deux universités de Paris Seine et Paris Est, pour lesquelles elle a mobilisé 25 millions d'euros dans le cadre du CPER. **Il est de l'intérêt stratégique de la Région de disposer d'universités puissantes et compétitives au plus haut niveau de la compétition mondiale, et de maintenir ainsi son leadership national et international.**

Ce mouvement de reconfiguration doit aboutir à la reconnaissance de la vocation différenciée des universités et écoles de son territoire, à l'instar de ce que le projet d'ISITE de l'Université Paris Seine met en avant pour la transformation de son premier cycle. **Cette différenciation est vue par la Région comme une chance pour servir ses différents objectifs :** diversification des formations d'excellence à

tous les niveaux, et notamment au niveau « licence » pour lequel des besoins massifs sont exprimés (cf. supra, partie 1), territorialisation intégrée de la recherche et du monde économique (notamment dans les ISITE), rayonnement international et attractivité pour les meilleurs chercheurs, mais aussi redynamisation de son territoire.

Les différents pôles d'excellence (qui vont au-delà des seuls lauréats du PIA) répartis dans toute l'Ile-de-France constituent **des points d'appui à la constitution de « clusters » susceptibles d'exercer un effet d'entraînement sur le territoire**. La littérature scientifique[127] a démontré l'effet bénéfique majeur de tels regroupements sur les territoires, en termes d'emploi, d'innovation, et de création de valeur, à l'aune d'indicateurs comme le dépôt de brevets ou la création d'emplois à forte valeur ajoutée. La Région Ile-de-France a effectué, depuis plusieurs années, un travail de benchmark[128] qui doit la guider pour accompagner la constitution de ces clusters : des opérations récentes de créations réussies de clusters universitaires et technologiques (telles que Digital Media City à Séoul ou Aalto University Design Factory à Helsinki) peuvent inspirer sa politique. Dans les cas étudiés, les forces industrielles et technologiques et les forces universitaires et de recherche se sont fortement connectées avec succès au sein de campus urbains qui pourraient parfaitement être « reproduits» en Ile-de-France - les facteurs clefs de succès sont connus[129].

Plus spécifiquement, pour la constitution de ces campus, la Région dispose de divers moyens (CPER, subventions) qu'elle peut mobiliser conjointement avec d'autres acteurs : Etat, Caisse des dépôts, Fonds Européens, Investisseurs privés, etc. qui peuvent tous contribuer à la construction de nouveaux lieux modulaires alliant enseignement, recherche, expérience étudiante et activité économique. **La Région doit faire converger ses différentes politiques (soutien à l'immobilier universitaire, appels à projets et dispositifs divers sur la formation et la recherche, mais aussi logement étudiant, transport, culture, santé, sport, etc.) sur ces sites pour leur apporter le plus grand soutien possible.** Il s'agit d'adopter une politique de site intégrée en lien avec les autres politiques de la Région comme la stratégie « #leader » ou le SRFSS qui participent déjà à cette dynamique.

L'intégration locale des campus avec une interactivité en direction des habitants et du territoire devra notamment faire l'objet d'une attention particulière[130]. **L'ouverture vers les PME et ETI sera aussi une des composantes majeures de cette nouvelle politique régionale, sur laquelle la Région peut avoir une valeur ajoutée spécifique.** Les relations recherche/entreprises sont capitales. **Elles peuvent être favorisées par la création au sein des campus de lieux nouveaux[131] qui favorisent les occasions concrètes de rencontres, de connaissances mutuelles, etc.**[132] Si la construction de nouveaux ensembles doit permettre d'intégrer directement cette problématique, il sera aussi nécessaire de réhabiliter les campus existants (bâtiments universitaires, logements, équipements divers) qui ne sont pas adaptés à ces nouvelles formes d'échanges avec les entreprises ni aux nouveaux modes de transmission des connaissances (MOOC, espaces de travail collaboratif, etc).

---

[127] Corinne AUTANT-BERNARD, *Que savons-nous de l'impact économique des parcs scientifiques ? Une revue de la littérature*, septembre 2015

[128] IAU, *Sciences cities : Campus scientifiques et clusters dans les métropoles du XXIème siècle*, octobre 2011

[129] L'étude de Corinne AUTANT-BERNARD insiste sur les retombées économiques locales, l'impact sur la productivité, la recherche et le transfert vers les entreprises locales à travers des indicateurs comme le dépôt de brevet. La conclusion en est très positive à l'échelle locale et régionale, marginale à l'échelle nationale. Elle se focalise aussi sur les conditions d'émergence de tels parcs, insistant sur le succès en cas d'initiative locale ou de terrain, les résultats étant plus incertains quand ils proviennent d'une politique publique imposée.

Voir aussi l'étude de la CPU, *Benchmark sur la vie de campus : Modèles économiques innovants et exemples de financement permettant d'améliorer la vie de campus* et celle du cabinet Deloitte, Etude « *Les clefs du succès des clusters mondiaux de recherche et d'innovation »,* 2012.

[130] Corinne AUTANT-BERNARD, ibid.

[131] IAU, octobre 2011, ibid.

[132] Le rapport de Suzanne Berger, *« Reformes in the French industrial ecosystem »* (janvier 2016) insiste sur cet aspect non objectivable et décisif de la multiplication des opportunités pour les étudiants, chercheurs, entrepreneurs, salariés, de se rencontrer et de travailler ensemble, qu'il faut donc favoriser.

La Région doit enfin construire, en partenariat avec ses principaux sites universitaires, une véritable politique de communication et de marketing à l'international : **l'ESR est un atout majeur de son territoire qui doit être systématiquement valorisé**. La marque « Paris Region » pourra ainsi se renforcer de la montée en puissance de marques universitaires tout aussi reconnues, qu'il reviendra à la Région de mettre en avant.

3.3. Plan d'actions

La Région contribuera au développement intégré des universités et des campus en Ile-de-France selon deux axes principaux.

Il s'agira dans un premier temps d'accompagner dans la durée les acteurs de l'enseignement supérieur dans la transformation de leur campus en lieux de vie innovants. Pour ce faire, la Région peut apporter son soutien aux initiatives novatrices portées par différents acteurs présents sur les campus : enseignants cherchant à transformer la pédagogie, étudiants entrepreneurs, associations étudiantes investies dans la vie de campus, incubateurs, etc. Cet accompagnement passera également par une transformation de l'écosystème qui entoure ces établissements. La Région, qui s'est depuis longtemps engagée en faveur du logement étudiant, des transports, de l'immobilier universitaire à travers le CPER, sera attentive à la convergence de ces différents modes d'action sur les lieux d'enseignement et de recherche.

Il s'agit dans un deuxième temps de contribuer à accroitre l'attrait de la région Ile-de-France à l'international. Dans la stratégie internationale de la Région, l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation francilienne doivent prendre une place majeure. Les étudiants et chercheurs étrangers des pays prioritaires pour la Région doivent mieux identifier les atouts de l'Ile-de-France. Celle-ci doit permettre aux meilleurs d'entre eux de venir et de rester sur son territoire pour contribuer à son développement.

En conséquence, les actions de la Région se déploieront selon les deux items suivants :

- Développer des campus vivants et innovants (3.3.1)
- Favoriser l'attractivité à l'international de l'écosystème « ESRI » francilien (3.3.2)

3.3.1. Développer des campus vivants et innovants

- **Une politique de site pour les universités et les campus, lieux privilégiés de l'innovation**

La Région souhaite **promouvoir la constitution d'universités et de campus de haut niveau, adaptés aux transformations de « l'économie de la connaissance » et à la révolution digitale**.

Ceci implique en premier lieu de considérer que les campus constituent des objets « stratégiques » pour la Région qui sont totalement pris en compte dans sa politique de transport, de logement et d'aménagement. Dans le domaine du logement, la Région s'est investie depuis de nombreuses années pour la production de logements étudiants, ce qu'elle poursuivra désormais en particulier dans une logique de campus pour développer le sentiment d'appartenance à une entité commune.

Plus généralement, elle pourra soutenir des projets d'aménagement de diverses natures (infrastructures, bâtiments, paysages, équipements), en complément de ce qu'elle entreprend dans le CPER et en fonction des priorités affichées par les établissements et les campus, en cherchant à mettre l'usager (étudiant, chercheur, enseignant, etc.) au cœur du dispositif pour contribuer au renouvellement de la conception et de la vie des campus.

L'approche de campus intégrés implique également de **développer une capacité à faire converger sur un site universitaire l'ensemble des instruments de soutien et de financement dont dispose la Région** : soutien à la vie culturelle, politique de santé étudiante, équipements sportifs, programmes de rénovation thermique, mobilisation de partenariats divers (**PIA, Caisse des dépôts, financements européens**), etc.

La Région souhaite également soutenir plus spécifiquement certaines expérimentations et pratiques innovantes, à toutes les échelles, en particulier sur le numérique, la pédagogie, et l'intégration du monde économique au sein des campus. Elle doit en premier lieu promouvoir l'innovation pédagogique, notamment dans le domaine des formations sanitaires et sociales, grâce au développement de la simulation et à la mutualisation d'équipements de pointe entre centres de formations et universités. A l'avenir, afin de donner à l'intervention de la Région en matière immobilière une coloration distinctive, **les financements liés à un futur CPER pourraient être partiellement ou totalement thématisés en faveur d'aménagements immobiliers nécessités par le renouvellement de la pédagogie**. En développant par ailleurs les forces d'observation et de recherche en matière de pédagogie (neurosciences, *learning analytics*, psychologie, sociologie du changement, évaluation de politique publique), la Région pourrait se donner pour objectif de devenir un pôle mondial sur les meilleures pratiques pédagogiques.

Pour assurer la convergence, l'efficacité et la prévisibilité des moyens apportés par la politique régionale sur les universités et les sites stratégiques d'Ile-de-France, a été discuté l'opportunité de rassembler certains outils d'intervention de la Région au sein de **contrats cadres pluriannuels qui, tout en évitant toute forme de lourdeur administrative, seraient évalués avec exigence**. Si elle devait être enclenchée, une telle évolution devrait faire l'objet d'une concertation approfondie avec les acteurs, afin de conserver les spécificités (souplesse, rythmes de financement) qui font la valeur ajoutée de la Région. A minima, la Région devra développer ses capacités d'analyse sur les différents sites universitaires et partager cette analyse avec les acteurs pour mieux anticiper leurs besoins et mieux cibler les dispositifs de soutien mobilisables à leur profit.

- **L'expérience étudiante au cœur des préoccupations de la Région**

Les initiatives d'**entrepreneuriat étudiant** et de **créations de start-up au sein des campus feront eux aussi l'objet d'une attention particulière. La créativité et l'initiative étudiante constituent une des clefs de la réussite pour les campus franciliens** : elle constitue un axe essentiel de préoccupation de la Région afin de garantir la dynamique de campus. Plusieurs pistes pourront être mises en œuvre : **soutien aux initiatives étudiantes visant à développer la vie de campus et le sentiment d'appartenance**, **soutien aux espaces collaboratifs, soutien à l'entreprenariat étudiant et animation des « Pépites »** en lien avec des partenaires (Caisse des dépôts, cf. partie 2) grâce, notamment, à la possibilité offerte à certains étudiants entrepreneurs d'intégrer la station F grâce à un partenariat monté avec Schoolab, **soutien à des initiatives originales fondées sur la nouvelle économie sociale et**

collaborative qui peuvent constituer un modèle de passage entre la vie étudiante et la vie active de grande qualité pour l'étudiant tout en générant une forte « valeur sociale ».

Le coup de pouce à des projets partenariaux avec des entreprises de la filière « Ed-tech » à fort effet de levier est également une autre piste à développer : l'emploi d'applications liées à la vie étudiante ou de logiciels pédagogiques sur de petites échelles génère un puissant effet de démonstration qui peut constituer un déclic pour le déploiement à plus grande échelle sur un établissement. **Dès 2017, la Région conduit de premières expérimentations sur la pédagogie numérique avec les « trophées franciliens de l'innovation numérique dans le supérieur » qui pourraient préfigurer des actions de plus grande ampleur visant à rapprocher les acteurs de la filière au profit de « l'expérience étudiante ».**

3.3.2. Favoriser l'attractivité à l'international de l'écosystème « ESRI » francilien

- **Valoriser les atouts scientifiques et technologiques de la région**

La Région doit d'abord **travailler à la construction, avec les acteurs franciliens, d'une stratégie partagée permettant de structurer une authentique politique internationale à moyen et long terme** : un effort ciblé, constant, organisé, est nécessaire pour hisser durablement le niveau d'attractivité de l'Ile-de-France. Ceci doit en même temps se combiner avec la mise en place immédiate d'actions concrètes qui, loin d'obérer cette stratégie, permettront au contraire de l'éprouver et de lui donner de premiers succès.

La Région peut par exemple **intégrer dès à présent, dans sa stratégie de communication et de visibilité à l'international, une composante « enseignement supérieur, recherche, et innovation » de manière systématique** : séquences à intégrer dans les différentes délégations de la Région à l'étranger, travail avec PRE sur les investissements étrangers via l'utilisation d'une cartographie partagée et/ou l'activation de réseaux, construction et financement d'une politique de marque et de visibilité, développement d'outils numériques : portail web, réseaux sociaux mettant à contribution des étudiants étrangers « ambassadeurs » pour promouvoir les études en Ile-de-France, etc**.**

La Région peut également mettre à la disposition des établissements des instruments spécifiques et ciblés pour les **aider dans leur politique d'attractivité** : soutien à la professionnalisation des acteurs accueillant les chercheurs étrangers, chaires de recherche, programmes d'échanges, soutien à des instituts d'études avancées, etc. Elle peut notamment conduire une réflexion commune et partagée entre les établissements sur les principaux déterminants de l'attractivité, définir **et soutenir** une **politique d'amélioration de la qualité de service**, en lien avec tous les acteurs franciliens qui sont déjà engagés sur ce sujet majeur (établissements, associations, CROUS, CIUP, etc.).

- **Intégrer les étudiants et les Campus dans des réseaux internationaux**

La qualité de l'accueil proposé aux étudiants étrangers est essentielle à l'intégration des campus dans leur territoire et à leur attractivité. Ainsi, **les capacités et conditions d'accueil de ces étudiants doivent être améliorées** par une politique régionale générale sur les conditions de vie des étudiants et chercheurs (logements, transports, qualité de vie, **santé**) en fédérant au niveau régional, lorsque cela est possible, les acteurs engagés sur cette politique.

Plus que jamais, l'attractivité de la région impose de faire connaître celle-ci à l'étranger. **La mobilité sortante de nos étudiants, indispensable dans un monde devenu globalisé, est un atout pour faire connaître les capacités d'action et d'innovation sur le territoire**. Celle-ci peut, par ailleurs, être « activée » pour faire des étudiants aidés par la Région **les premiers ambassadeurs de l'Ile-de-France et de ses campus**, avec pour mission de les faire connaître à l'étranger. La Région poursuivra son soutien actif à la mobilité sortante, via les dispositifs actuels qui pourront être optimisés ou repensés afin de cibler les publics pour lesquels l'aide apporte le plus d'intérêt.

LA CONSTRUCTION D'UNE UNIVERSITÉ DE RANG MONDIAL : L'UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY

En réunissant dans un nouveau modèle d'université des établissements de recherche et de formation prestigieux (université, écoles, organismes de recherche), **l'université Paris-Saclay** a l'ambition de devenir l'une des meilleures universités de recherche mondiale, à l'égale d'institutions aussi prestigieuses qu' Havard, Berkeley, Cambridge, Zurich, Tokyo, etc. Labellisée **« Initiative d'excellence » (IDEX)** dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir, elle devra proposer au jury international un nouveau plan stratégique en octobre 2017 qui sera déterminant pour la conservation de ce label et des financements associés (32M€ par an).

L'émergence d'une université particulièrement intensive en recherche – elle devrait regrouper 15% de la recherche française d'ici 2020 – susceptible de remédier au fractionnement du système français est d'une d'importance stratégique pour la Région et pour l'Etat qui doivent travailler de concert sur tous les déterminants de la réussite du projet : adaptation du cadre juridique et accompagnement du changement, développement d'un campus moderne et vivant, inscription de la future université dans le territoire, intégration étroite avec les entreprises, promotion à l'international de ce nouveau pôle d'excellence, etc.

L'université Paris-Saclay constituera le moteur essentiel du **« cluster Paris Saclay »** qui se constitue actuellement sur le plateau en réunissant sur un espace géographique circonscrit des laboratoires de recherche, des structures de transfert, des incubateurs, des start-ups, des centres de décision et/ou de R&D des grandes entreprises, des infrastructures de haut niveau, etc.

Pour atteindre cet objectif, les pouvoirs publics se sont dotés d'un instrument dédié, l'établissement public d'aménagement du plateau de Saclay (EPAPS), qui a pour mission « *d'impulser et de coordonner le développement du pôle scientifique et technologique de Paris-Saclay, ainsi que son rayonnement international* » (article 25 de la loi 8 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique). Il agit sur les questions d'immobilier universitaire, de logements, de transports, mais aussi sur les infrastructures culturelles, les lieux de vie, qui constituent une dimension essentielle de la réussite du cluster. L'EPAPS est présidé depuis mars 2016 par la Présidente de Région qui marque ainsi son attachement à la réussite du projet sur tous ses volets. 2017 constituera une année décisive. Quoiqu'elle ne dispose pas de tous les leviers, la Région est prête à mobiliser tous ceux dont elle dispose pour faire réussir le projet.

Les chiffres clefs du projet Paris-Saclay

- **65 000 étudiants dont 9 000 en master, 5 000 doctorants**
- **300 laboratoires, 15 000 chercheurs,**
- **28 lieux innovants, 500 projets, 100 start-ups créées par an**
- **2 Prix Nobel, 6 médailles Fields, 35 membres de l'académie des sciences et 9 de technologie**

3.4. Indicateurs

Dans le cadre de sa mission de pilotage du SRESRI, la Région s'engage à mener des démarches d'évaluation quantitative et qualitative. Les différentes actions conduites par la Région seront évaluées chacune à leurs niveaux.

Dans l'objectif de développer une démarche autoréflexive sur l'action publique de la Région, une évaluation globale du SRESRI sera conduite par un laboratoire de recherche extérieur et indépendant (cf. conclusion).

A titre illustratif, les indicateurs suivants pourront être mobilisés dès à présent :



Indicateurs de suivi quantitatifs :

- **Rayonnement international de la recherche francilienne :** *nombre de Chaires Blaise Pascal et évolution de leur captation financière*

- **Attractivité des campus et établissements de l'ESR :** *nombre d'étudiants étrangers de niveau Master/Doctorat et de chercheurs issus des pays de l'OCDE accueillis*

- **Evaluation de l'immobilier universitaire (CPER) :** *nombre de bénéficiaires et taux d'occupation*



Indicateurs de suivi qualitatifs :

- **Observatoire de la qualité de vie sur les campus :** *évaluation, auprès des étudiants, de leurs conditions de vie et d'études (infrastructures, logement, transports).*

- **Observatoire des innovations pédagogiques :** *enquête sur les nouvelles pratiques et sur la diffusion des innovations, suivi des actions en faveur de la transition numérique, etc.*

- **Implication des services de la Région dans la programmation des projets,** *afin, notamment, de favoriser des lieux ouverts susceptibles.*

Conclusion : perspectives de déploiement, de suivi et d'évaluation du SRESRI

Le Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation donne à la Région le cadre stratégique de son action en faveur des étudiants, des chercheurs et enseignants chercheurs, des innovateurs, des créateurs d'entreprises, des salariés et dirigeants d'entreprises qui souhaitent se former ou se connecter à la recherche, etc. Il remet en perspective l'ensemble des premières mesures mises en place en 2016 et 2017 par la Région sur chacun des trois axes stratégiques retenus et propose de nouvelles actions à conduire qui seront lancées dès 2018 pour certaines d'entre-elles.

Grâce à la détermination de ces axes stratégiques, les modalités concrètes d'intervention de la Région sont progressivement renouvelées de manière équilibrée : la Région entend, de manière pragmatique, simplifier les dispositifs actuels lorsque c'est nécessaire, et conforter les actions dont l'intérêt et l'impact ont été démontrés.

L'action de la Région sera nécessairement partenariale, comme l'a été la phase de concertation préparant l'élaboration du schéma régional. La Région entend notamment assumer son rôle de chef de filat vis-à-vis des autres collectivités territoriales conformément à l'esprit des discussions qu'elle a pu mener avec les collectivités franciliennes de manière bilatérale ou lors de la Conférence territoriale de l'action publique (CTAP) : tout en évitant la mise en place d'une comitologie lourde, la Région continuera à collaborer régulièrement avec les départements et les EPCI impliqués dans le soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche sur la base de projets concrets qui s'inscriront dans le cadre de priorités régionales très largement partagées par ces acteurs. Cette dimension partenariale pourra s'étendre à la mobilisation d'acteurs (entreprises, fondations, etc.) pour le montage de projets et la recherche de financements (PIA, Fonds européens).

L'action de la Région s'inscrit évidemment aussi dans un cadre national. La Région ne saurait se substituer à l'Etat dans ses missions de régulation ou de financement de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. Mais elle peut adopter un positionnement complémentaire à celui de l'Etat, de différentes manières : capacité de détection, d'observation et d'essaimage à l'échelle du territoire régional, cohérence territoriale des différentes actions menées à tout niveau en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche (notamment dans le cadre de la politique de site), « focus » sur le développement économique et les relations avec l'entreprise, anticipation et accompagnement des principales transformations et innovations annoncées ou enclenchées au niveau national, chaque fois que cela sera possible, par la mobilisation de moyens propres à la Région.

La Région proposera donc, de manière simple et pragmatique, de suivre le déploiement du schéma régional et l'impact des actions en lien avec les acteurs : il s'agira principalement de partager sur des retours d'expérience et d'identifier des projets qui pourraient susciter la convergence de soutiens apportés par l'Etat, la Région et les autres collectivités territoriales. La Région souhaite notamment définir avec les acteurs (universités, écoles, rectorats, départements, communes, etc.) les principales données et les principaux projets à suivre pour consolider sa connaissance de l'ESRI francilien. Elle doit progresser sur sa connaissance de l'impact territorialisé de ses différents dispositifs en étant d'abord capable de les recenser de manière exhaustive : il est nécessaire de mieux communiquer sur l'ensemble des leviers mis à la disposition des acteurs par la Région et d'assurer ainsi leur déploiement optimal sur les sites et les clusters d'innovation.

Le SRESRI ne constitue donc pas une stratégie figée, mais un cadre général d'action qui doit demeurer vivant, en se ressourçant continuellement par le contact auprès des acteurs. C'est d'ailleurs la vocation spécifique de la Région de savoir animer différents réseaux, de favoriser les rencontres, de diffuser les bonnes pratiques, etc. Cette dernière « compétence » pour laquelle le niveau régional « méso » est particulièrement pertinent constituera un axe majeur du positionnement et de l'action.

Enfin, la Région souhaite progresser dans l'évaluation des politiques publiques qu'elle conduit en matière d'enseignement supérieur et de recherche. Cette évaluation doit se situer à plusieurs niveaux. Chaque projet financé dans le cadre du SRESRI devra d'abord proposer un dispositif d'évaluation extérieur et indépendant. Aucune évaluation d'ensemble n'est en effet possible dès lors qu'au niveau le plus fin cette exigence n'est pas respectée. De façon plus large, la Région souhaite s'appuyer sur un laboratoire de recherche, éventuellement en partenariat avec d'autres acteurs (organes d'évaluation publique, consultants) dès le démarrage du SRESRI pour définir et mettre en œuvre une méthodologie d'évaluation adaptée de la stratégie régionale.